

SEMESTRIEL  
N° 12  
2013

# L'ÉCOLOGIE POLITIQUE SE MANIFESTE



**Etopia – Revue d’écologie politique**

étopia

centre d’animation et de recherche en écologie politique

Espace kegeljan, av. de Marlagne 52 à 5000 Namur

t. : 00 32 81 22 58 48 - f. : 00 32 81 23 18 47

[www.etopia.be](http://www.etopia.be)

[info@etopia.be](mailto:info@etopia.be)

**Direction de la publication :**

Christophe Derenne,  
directeur d’Etopia

**Comité de direction :**

Christophe Derenne,  
Isabelle Durant, Philippe Lamberts,  
Benoît Lechat, Edgar Szoc.

**Comité de rédaction :**

Pôles Prospective et Publication d’Étopia :  
Eric Luyckx, Mohssin El Gabhri, Edgar Szoc,  
Benoit Lechat & Christophe Derenne

**Correcteurs :**

André Lefrançois, Monique Paulus, Claude Matoux,  
Laurent Rossion, Pierre Van Laethem, Véronique Decleyre,  
Ariane Laurent, Thomas Michiels, Angela Camboni et  
Pascale Ambühl

**Traducteurs :**

Patricia Spemans et Laurent Rossion

**Mise en page :**

Métadesign  
[www.metadesign.be](http://www.metadesign.be)  
[info@metadesign.be](mailto:info@metadesign.be)

**©Creative commons:**



**Co-édition Etopia et**

**Editions namuroises**

34, avenue de la Lavande

5100 Namur (Belgique)

tél. : 00 32 81 72 48 84 – fax : 00 32 81 72 49 12

[rene.robaye@fundp.ac.be](mailto:rene.robaye@fundp.ac.be)

Avec le soutien du Groupe des Verts au Parlement européen

Editeur responsable : René Robaye

Juillet 2013, N° 12

ISBN :

Dépôt légal :

978-2-87551-042-6

D/2013/9725/9

# Table des matières

---

<b>DOSSIER : L'ÉCOLOGIE POLITIQUE SE MANIFESTE</b>	<b>7</b>
L'écologie politique à la croisée des chemins	9
PHILIPPE LAMBERTS	
<b>PARTIE 1 : LE NOUVEAU MANIFESTE POLITIQUE D'ECOLO</b>	<b>13</b>
Un manifeste pour quoi faire ?	15
JOSÉ DARAS	
Manifeste politique d'Ecolo   2013	
Pour une transition écologique de la société	19
Un manifeste adopté démocratiquement, ça peut vouloir dire ceci...	39
ROALD WYCKMANS & CHRISTOPHE DERENNE	
<b>PARTIE 2 : AUTOUR DU MANIFESTE D'ECOLO</b>	<b>43</b>
Nous n'avons jamais été libéraux	45
AURÉLIE MARÉCHAL, MATTHIAS EL BERHOUMI & EDGAR SZOC	
Un projet qui relie, une conversation avec le monde...	53
ERIC LUYCKX	
De l'usage d'un manifeste	65
JOHN PITSEYS	
Changer d'ère.	
Refondation idéologique pour un XXI <sup>e</sup> siècle écologique	81
OLIVIER BIÉRIN & JONATHAN PIRON	
L'impossibilité d'une île	89
CÉDRIC CHEVALIER	
Avons-nous besoin d'un républicanisme vert ?	
Radical-démocratie et transition écologique	101
BENOIT LECHAT	

<b>PARTIE 3 : POINTS DE VUE POLITIQUES SUR L'ÉCOLOGIE CONTEMPORAINE</b>	<b>113</b>
Une société relationnelle pour rêver le futur et aimer ce siècle	115
PIERRE RADANNE	
Ce que l'écologie change à la politique	123
JOSEPH CONFAVREUX, PIERRE LAURET, MATHIEU POTTE-BONNEVILLE & PIERRE ZAOUI	
Le réformisme radical de l'écologie politique	129
ALAIN LIPIETZ	
Que pensent les partis Verts ? Une analyse des programmes politiques des partis verts dans le monde entre 2006 et 2008	135
PER GAHRTON	
Croissance/ décroissance : au-delà des divisions anciennes, les nouveaux débats entre écologistes	161
PAUL-MARIE BOULANGER	
Europe et écologie ou comment renouer avec une action politique qui transforme le réel	177
EDOUARD GAUDOT	
<b>PARTIE 4 : POINTS DE VUE PHILOSOPHIQUES SUR L'ÉCOLOGIE CONTEMPORAINE</b>	<b>193</b>
Quel est l'objet de l'écologie ?	195
EMILIE HACHE	
Le sacrifice de la nature	203
MICHEL HELLAS & QUENTIN DELVAL	
Approfondir les valeurs de l'écologie politique	211
ALAIN LIPIETZ	
Progrès des arts et sagesse écologique	217
CATHERINE LARRÈRE	
L'écologie politique à partir de Hannah Arendt. Sur la condition humaine	223
CHRISTOPHE DERENNE & OLIVIER PETIT	

<b>PARTIE 5 : UNE HISTOIRE DE L'ÉCOLOGIE EN 4 MANIFESTES</b>	<b>237</b>
Manifeste pour une Démocratie Nouvelle   1973	239
Manifeste des Amis de la Terre   1977	263
Déclaration Exprimant les principes fondamentaux du Mouvement Ecolo   1985 : Péruwelz - LLN	285
Charte des Verts Européens Lignes directrices du Parti Vert européen   2006, Genève	297
<b>VARIA</b>	<b>309</b>
Les sciences du développement durable pour régir la transition vers la durabilité forte TOM DEDEURWAERDERE	311
La fin de la croissance : changer les moteurs de développement AURÉLIE MARÉCHAL	323
Pour une nouvelle subsidiarité démocratique européenne ISABELLE DURANT	337



**DOSSIER**  
**L'ÉCOLOGIE**  
**POLITIQUE**  
**SE MANIFESTE**

**DOSSIER COORDONNÉ**  
**PAR CHRISTOPHE DERENNE**



# L'ÉCOLOGIE POLITIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS

---

→PHILIPPE LAMBERTS

Eurodéputé, membre du Groupe des Verts au Parlement européen, Ecolo.

Née alors que l'élan des trente glorieuses pouvait laisser croire aux lendemains qui chantent d'un progrès infini, l'écologie politique eut d'emblée l'audace de dénoncer les contradictions et les limites de notre modèle de développement consumériste et productiviste. À l'époque, tout cela semblait, pour une majorité de nos concitoyens et des décideurs politiques, procéder d'un discours catastrophiste de mauvais aloi. Trente ans plus tard, en 2007, une période nouvelle s'est ouverte avec les prémisses de la crise financière mondiale, métamorphosée ensuite en une crise économique, sociale et de demain sans doute politique, et ce alors même que la crise écologique se développe comme un film au ralenti. Dans une large mesure, la poly-crise que nous vivons valide un diagnostic posé de longue date par les écologistes. Mais si elle nous donne raison, elle nous place aussi à la croisée des chemins dans la mesure où elle nous oblige à démontrer que nous sommes capables de porter des réponses à la hauteur des défis. Ma conviction est que les écologistes ont le potentiel de devenir un des acteurs politiques majeurs du 21ème siècle en Europe. Nous risquons cependant tout autant de passer pour une manifestation éphémère, parmi d'autres, des alternatives politiques apparues au tournant du siècle.

Cinq conditions me semblent indispensables à notre succès :

- **Nous focaliser sur la société, pas sur nous-mêmes** : si notre objectif est bien d'être un agent de transformation de la société, nous ne pouvons nous comporter comme un club dont l'activité principale est fait de débats (voire de disputes) internes. Être en prise avec la société aujourd'hui, c'est entrer en résonance – ce qui veut dire plus que simplement comprendre – avec l'indignation

voire la colère qui montent dans la société, en particulier contre des injustices sociales toujours plus criantes. Nos sociétés sont engagées sur des voies qui nous mènent collectivement dans le mur et où ceux qui subissent les premiers et le plus fort le choc sont les plus vulnérables d'entre nous.

- Partager l'indignation n'est cependant qu'une première étape, qui doit ouvrir vers des propositions de solution. Ainsi, les Verts doivent-ils être capables de sortir de leur cocon – certains diraient niche – originel. **De dénonciateurs de problèmes, en particulier environnementaux, nous devons devenir des porteurs de solutions** qui permettent de répondre aux défis existentiels de ce siècle : permettre à tous – pas juste au happy few, les 20% ou pire le 1% - une existence digne d'être vécue, et cela en respectant les limites physiques de notre planète. Et pour être crédibles, ces solutions doivent combiner une vision ambitieuse – seule une transformation profonde de nos sociétés peut leur éviter l'effondrement – avec des premiers pas concrets réalisables. Autrement dit, nous devons être capables d'être porteurs d'un changement auxquels nos concitoyens peuvent croire et dans lequel ils peuvent se retrouver. C'est ce que nous résumons par le Green New Deal, qui doit être l'instrument de la transformation sociale, environnementale mais aussi économique et financière de notre modèle de société.
- Mais avoir un diagnostic lucide, une vision ambitieuse et des solutions praticables reste insuffisant : encore faut-il **faire la preuve à la fois du courage politique et de la capacité à mettre tout cela en œuvre**. Cela veut dire que, quitte à prendre des risques, les Verts doivent garder la capacité de mettre en cause les tabous de tous les conservatismes, qui font obstacle à la transformation : nous ne sommes pas là pour simplement revendiquer notre modeste part du gâteau du pouvoir, mais bien pour engager la transition. Et là où nous occupons des postes à responsabilité, nous devons y démontrer compétence, professionnalisme et éthique.

- Ensuite, reconnaissons que quand bien même nous réaliserais tout cela, nous ne changerons pas seuls la société. Au sein de celle-ci, et au travers des clivages traditionnels se manifestent aujourd’hui déjà des femmes, des hommes, des associations, des organisations, des entreprises, qui engagent la transformation. C'est avec eux que **nous devons être capables de construire des alliances**. Car si la direction qu'elle doit prendre apparaît chaque jour plus clairement, personne n'a sur plan l'itinéraire de la transition : elle sera une construction collective.
- Enfin, dernière clé du succès : **l'unité dans la diversité**. Il est certain qu'une équipe, fut-elle talentueuse, où chacun joue pour soi ne peut que perdre. Mais si nous voulons porter collectivement un projet de société, nous devons être capables de le faire en assumant une réelle diversité de ton et de langage. Car on ne s'adresse pas de la même manière à des travailleurs précaires et à des chefs d'entreprise, à des étudiants et à des syndicalistes, à des militants associatifs et à des jeunes d'origine immigrée... Réaliser cela exigera sans doute des Verts une plus grande diversité de leurs militants, de leurs cadres et de leurs dirigeants, mais aussi un très grand degré de confiance réciproque, condition d'une expression diverse.

**En bref, nous devons combiner radicalité et réalisme.** En fait, c'est au nom même du réalisme – c'est-à-dire d'une compréhension aigüe des défis du réel – que nous ne pouvons que nous faire les avocats d'une transformation radicale – c'est-à-dire qui va jusqu'à la racine des problèmes – de la manière dont vivent nos sociétés et dont elles interagissent avec la planète et le vivant. Mais ce même réalisme nous rappelle que nous ne partons pas d'une feuille blanche et que nous devons être capables d'engager cette transition à partir du point où se trouvent nos sociétés aujourd’hui. Mais attention, si nous choisissons de nous contenter d'une radicalité déclaratoire, nous nous perdrions très vite dans la compétition à couteaux tirés qui règne sur cette partie de la scène politique. De même, si nous abandonnons toute ambition transformatrice pour une politique des

petits pas se contentant de corriger les effets les plus outranciers du système en place, nous serons rapidement considérés comme une simple variante de l'orthodoxie. Dans les deux cas, nous perdons.

A moins d'un an d'une échéance électorale essentielle pour l'avenir de notre pays et de l'Europe, le mérite de ce numéro d'Etopia est de remettre en exergue et en perspective la vision politique des écologistes. Dans sa première partie, il retrace le parcours de cette vision en quatre étapes, du manifeste des Amis de la Terre (1977) à celui adopté voici quelques semaines par Ecolo. Il ouvre ensuite ses colonnes à douze contributions qui donnent corps et couleurs au projet de transformation que nous portons aujourd'hui pour nos sociétés.

Face à la société et à nos adversaires et potentiels partenaires politiques, notre prétention n'est pas d'avoir, sur plans, l'unique itinéraire de sortie de crise(s) pour nos sociétés. Simplement, parce que nous pensons avoir une meilleure compréhension des défis existentiels que celles-ci doivent relever pour donner un avenir à l'humanité, nous croyons pouvoir offrir une vision plus claire sur la direction à prendre et quelques idées concrètes pour nous mettre en marche sur l'itinéraire de la transition écologique juste. Loin d'être une recette prédéfinie par je ne sais quelle avant-garde éclairée de la société, celle-ci ne peut être que le produit de la mobilisation individuelle et collective de la créativité et de l'énergie de nos sociétés.

Les succès écologistes aux scrutins de 2009, tant au niveau belge qu'au niveau européen, ont pour la première fois démontré que l'écologie politique pouvait être perçue comme une alternative crédible en temps de crise. Je suis pour ma part convaincu que nous avons collectivement les ressources nécessaires pour remplir les cinq conditions que j'évoque plus haut et pour rééditer – et pourquoi pas, amplifier – ce succès en 2014. Dans un contexte de plus en plus anxiogène, à nous d'être capables de mobiliser la ressource la plus puissante que l'humanité ait à sa disposition face aux défis de ce siècle : l'espoir.

PARTIE 1

# LE NOUVEAU MANIFESTE POLITIQUE D'ECOLO



# UN MANIFESTE POUR QUOI FAIRE ?

---

→JOSÉ DARAS

président d'Etopia<sup>1</sup>

Lors de l'Assemblée Fédérale du 23 juin 2013, Ecolo a adopté un nouveau « manifeste politique ». Il n'est pas inutile de se pencher un peu sur le passé pour comprendre la démarche.

On peut considérer que l'écologie politique en Belgique francophone est née en 1976, avec deux événements significatifs : la présence de listes s'en réclamant dans 3 communes (il faut un début à tout !) et la création des Amis de la Terre-Belgique.

Nous sommes à l'époque dans la foulée de la France qui a déjà connu au début des années '70 la fondation des Amis de la Terre, la création de la revue « La Gueule Ouverte » (sous-titrée « Le journal qui annonce la fin du monde » glups !) et la candidature d'un écologiste, René Dumont, aux élections présidentielles de 1974.

Les membres qui vont très rapidement, par centaines, rejoindre les Amis de la Terre (qui se revendiquent dès le départ de l'écologie politique) sont souvent issus de ce qu'on appelle les Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS). Mais, au delà de la préoccupation spécifique de chacun de ces NMS (environnement, pacifisme, tiers-mondisme, féminisme, Droits de l'Homme etc), ces membres sont demandeurs d'un mouvement qui globalise leurs aspirations.

Très vite, en Belgique, nous ressentons le besoin de définir les fondements de ce nouveau mouvement d'autant plus que les A.T. vont impulser la présentation de listes dans certains arrondissements

---

<sup>1</sup> Ancien Ministre et parlementaire, il fut un des fondateurs d'Ecolo et parmi ses premiers parlementaires, en 1981.

lors des élections législatives de 1977 et '78 et lors des élections européennes de 1979.

Le Manifeste des A.T., adopté en février 1977, est donc de fait le premier texte exprimant les fondements de l'écologie politique. On peut dire que l'inspiration de ce texte est multiple : le rapport Meadows « The limits to growth », le fédéralisme amené par les anciens du Rassemblement Wallon (via le groupe Démocratie Nouvelle ) et une dimension de gauche autogestionnaire et libertaire.

Inutile de rappeler ici que ces prémisses aboutiront à la création d'Ecolo en 1980. Mais dans ses premières années, Ecolo va attirer pas mal de membres d'horizons différents, de culture politique différente avec des difficultés, des tensions inhérentes à toute organisation en croissance.

D'où le souhait de disposer de notre propre « manifeste » plus adapté au travail d'un parti (différent, certes, mais un parti quand même). Ce processus aboutira à la « Déclaration de Péruwelz - Louvain-La-Neuve exprimant les principes fondamentaux du Mouvement Ecolo », adoptée début 1985. J'en épingle trois mots d'ordre : « Gonfler la sphère autonome, promouvoir l'autogestion, diffuser la convivialité ». On y sent encore une méfiance vis à vis des institutions et la volonté d'être différent : « Ecolo est un parti politique... Ecolo se veut surtout un mouvement... »

Rappelons quelques formules fortes de cette déclaration : « disseminaler le pouvoir », « déjouer la crise », « une autre manière de faire de la politique ».

Plus d'un quart de siècle a passé depuis l'adoption de ce texte. Le monde a changé. Est-il nécessaire de l'illustrer ? Effondrement du système soviétique, développement des nouvelles techniques de communication, montée des nationalismes et des intégrismes, émergence de nouvelles puissances, etc. Le monde a changé et il nous a changés. Nous nous assumons de façon décomplexée comme une force politique, nous avons fait l'expérience du pouvoir, des res-

ponsabilités, nous avons développé nos compétences, étoffé, précisé nos programmes électoraux.

Bien sûr, nos valeurs, nos fondamentaux sont toujours bien présents. Nous sommes restés fidèles à nous-mêmes, quoi que certains en pensent.

Mais les valeurs, les fondamentaux doivent être retraduits, reformulés par rapport à ce monde qui a tellement changé.

Si nous savons que « ceux qui oublient le passé sont condamnés à le revivre »<sup>2</sup>, ce nouveau manifeste est un outil d'aujourd'hui pour demain, pour nous amener, selon la belle formule de Pierre Radanne, à « aimer ce siècle ».

---

<sup>2</sup> Cette citation (et ses variantes) a été attribuée à Winston Churchill, à Gandhi, voire à Goethe, mais appartient plus probablement au philosophe américain George Santayana...peu importe finalement !



# MANIFESTE POLITIQUE D'ECOLO POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE LA SOCIÉTÉ 2013

adopté de 23 juin 2013 à Bruxelles  
par l'assemblée générale d'ECOLO

**Nous, écologistes...**

*Nous sommes des citoyennes et des citoyens engagés  
pour la justice sociale et environnementale*

Nous sommes citoyennes et citoyens du monde investis dans nos communes, dans nos régions, notre pays, en Europe, dans le monde.

Nous voulons construire un monde plus juste permettant l'émancipation de toutes et tous aujourd'hui et demain.

Nous voulons que les êtres humains soient considérés comme la principale richesse des sociétés qui peuplent la planète.

Nous sommes conscients de notre interdépendance avec les peuples du monde et les écosystèmes naturels. Nous voulons léguer aux générations futures une planète viable.

La justice sociale et la justice environnementale sont pour nous indissociables. Leur réalisation implique la participation active du plus grand nombre et le développement de toutes les solidarités : institutionnelles ou spontanées, maintenant, ici et ailleurs, aujourd'hui et demain.

## *Nous voulons changer la marche de ce siècle*

L'humanité est à un de ses tournants. Elle est traversée par de multiples crises : écologiques, économiques, financières et sociales. Ces crises sont interconnectées et les populations, y compris en Belgique, les subissent dans leur vie quotidienne. Elles participent à la montée des incertitudes et des insécurités qui fragilisent les individus mais aussi la cohésion et l'existence même de nos sociétés.

Quelles que soient les difficultés rencontrées, nous sommes de plus en plus nombreux à imaginer et à mettre en oeuvre des solutions nouvelles pour que ce siècle soit porteur de plus de justice et d'émancipation.

Là où nous agissons, en Belgique et en Europe, avec notre parti frère Groen et les Verts européens, nous voulons accélérer la construction d'une société centrée sur le respect des générations futures, sur un rapport équilibré avec la nature, sur l'égalité des femmes et des hommes et sur la créativité et la coopération plutôt que sur l'exploitation des humains et des ressources et la compétition à tout prix.

Nous, écologistes, voulons prolonger les mouvements qui combattent toutes les formes de priviléges, d'exploitation et d'ignorance, mouvements dans lesquels s'ancrent depuis plus de deux siècles les valeurs de la gauche.

Le monde est en perpétuel changement. Nous travaillons aux côtés de celles et ceux qui, aujourd'hui, à la lumière de l'évolution de la mondialisation, des désastres produits par le néolibéralisme et des impasses du productivisme, réinterprètent ces mouvements et oeuvrent à des évolutions positives, porteuses de sens et de solidarité.

## Notre identité

### *L'écologie naît face à l'illusion productiviste*

Depuis le début de l'ère moderne, la plupart des doctrines économiques et politiques ont partagé la croyance que la croissance illimitée de la production était, partout, capable d'accroître le bien-être et d'éviter les conflits. Les écologistes pensent que dans un monde aux ressources limitées, celle-ci ne peut constituer une visée politique raisonnable.

Dès la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, des femmes et des hommes se sont levés pour s'opposer à la dilapidation du patrimoine naturel et dénoncer la démesure à l'oeuvre au coeur du productivisme. Ils ont combattu la dictature de la société de consommation et l'uniformisation des modèles culturels et économiques.

Avec des scientifiques, ils ont mis les enjeux des sciences, des technologies et des limites de la planète au coeur du débat politique.

Ces femmes et ces hommes furent les pionniers de l'écologie politique.

La dimension globale de l'écologie politique attira des tiers-mondistes, des féministes, des syndicalistes, des pacifistes, des antiracistes, des activistes soucieux de faire autrement de la politique.

### *En 1980, des citoyens ont créé Ecolo*

Depuis plus de 30 ans, toujours plus nombreux, des milliers de militantes et de militants, des centaines d'élues et d'élus se battent et agissent dans les communes et collectivités locales, les parlements, les gouvernements. Ils sont aussi engagés dans les associations, les groupes de pression, les entreprises, les comités de quartier et poursuivent leur engagement dans leur vie quotidienne.

Ils mettent la qualité de l'environnement et le renforcement de la démocratie à l'agenda politique. Qu'ils soient dans l'opposition ou la majorité, la justice sociale et environnementale est leur priorité.

### *Les constats sont de plus en plus partagés*

Les constats posés dans les années 1970 par les écologistes sont désormais de plus en plus partagés.

Le réchauffement de la planète et les dérèglements qu'il implique, la raréfaction des énergies fossiles et des autres ressources naturelles, deviennent palpables (accès à l'eau potable, émeutes de la faim, migrations climatiques ...). L'impact des pollutions sur la santé et l'environnement est devenu une évidence.

L'économie se globalisant, des industries sont délocalisées. Le taux de chômage est devenu structurellement élevé. Les inégalités socio-économiques croissent, la qualité de vie diminue, les rythmes s'emballent.

### *Ouvrir un horizon postcapitaliste contre l'alliance des conservatismes et du productivisme*

Si les constats de l'impasse sont de plus en plus partagés, force est de constater que beaucoup veulent néanmoins continuer à appliquer les mêmes recettes, voire même les amplifier.

Quels que soient les partis et les forces économiques qui l'appliquent, l'alliance du néolibéralisme et du productivisme conduit l'humanité vers des crises de plus en plus graves. Ce ne sont pas seulement les exclus du système salarial qui en sont les premières victimes mais également certaines catégories de la population active.

En transformant toute chose en marchandise, en démantelant les services publics, en privatisant les biens communs, cette alliance entre néo-libéralisme et productivisme se présente toujours comme n'ayant aucune alternative possible. Elle est en ce sens profondément anti-démocratique. Elle défigure le sens de la liberté. Elle nous empêche de maîtriser nos vies et de trouver du temps pour nous et pour les autres.

Dans un monde aux ressources limitées, où l’humanité n’a jamais produit autant de richesse, et où celle-ci n’a jamais été aussi mal répartie, la seule option viable et solidaire afin de permettre un mode de vie épanouissant et prospère pour tous, est de sortir d’un système qui vise l’accumulation et le profit pour le profit, en détruisant la planète et en creusant les inégalités. Ce système risque à terme de s’effondrer de façon antidémocratique, violente et chaotique. Il nous faut réduire, proactivement, le pouvoir économique et financier des marchés et du capital en faveur du pouvoir démocratique des citoyens, afin de permettre une répartition juste et pérenne des richesses et un choix souverain d’orientation de l’économie et de la société.

### *Développer le potentiel émancipateur des technologies de la communication au service du projet écologiste*

Le développement exponentiel des moyens de communication et de leurs utilisations depuis les années 1990 a transformé notre société.

Les technologies de la communication ont le potentiel de multiplier les possibilités de participation politique et d’action humaines en réduisant les inégalités d’expression et en favorisant les capacités de collaboration.

Sans naïveté ni pessimisme, nous voulons continuer à tirer parti de ces instruments technologiques pour contribuer au projet écologiste, notamment pour renforcer l’émancipation de l’individu, l’expansion de la sphère autonome et le partage des connaissances.

### **Nos balises pour l’action**

Notre action est guidée par une série de balises, repères qui donnent du sens et orientent notre engagement collectif.

## *Nous sommes responsables de l'avenir de la planète et du genre humain*

L'activité humaine a pris une importance quasiment équivalente à celle des grandes forces naturelles. En moins d'un siècle, cette activité a profondément altéré une grande partie de notre environnement naturel et a très largement entamé les ressources disponibles.

Il s'agit d'utiliser les ressources naturelles et les autres espèces vivantes de manière responsable, en conservant et réparant ce qui est essentiel aux équilibres vitaux, afin d'éviter d'abréger l'histoire de l'espèce humaine et d'exacerber les conflits.

Nous ne pouvons pas négocier avec la nature. En revanche, nous pouvons nous inspirer de sa créativité. Les ressources génétiques appartiennent au patrimoine commun de l'Humanité. Le lien que nous entretenons avec la nature est une dimension essentielle de notre humanité.

## *Une Terre plus verte, un monde plus juste, une société des égaux*

Les personnes sont plus épanouies dans une société plus égalitaire. L'égalité sous toutes ses formes est indispensable à la justice, au lien social et à la participation politique.

Dans une société égalitaire, la santé, l'éducation, la mobilité sociale, la dignité, la confiance, l'épanouissement collectif et individuel sont plus grands. Les coûts des politiques de santé, de remédiation scolaire, de correction des déséquilibres socioéconomiques ou de sécurité publique sont moins importants.

Le premier objectif de notre action politique est la poursuite d'un monde juste.

Nous n'acceptons pas que les premières victimes du productivisme soient les personnes qui en sont le moins responsables et en bénéficient le moins. La surconsommation des uns est payée par la surexposition des autres aux crises sociales, écologiques et financières.

Nous n'acceptons ni que les populations du Sud fassent directement les frais d'une mondialisation non régulée, ni que la fracture sociale s'accroisse dans les pays du Nord.

La fiscalité juste, la mise à disposition de services publics efficaces et accessibles au plus grand nombre et l'accès de tous aux biens communs sont les premiers instruments d'une justice redistributive écologique.

### *La solidarité et la convivialité au quotidien au service des biens communs*

Dans le monde associatif ou syndical, dans celui de l'économie sociale, des PME ou des grandes entreprises, avec nos proches et dans nos quartiers, nous vivons l'expérience quotidienne de la solidarité.

Nous voulons redéfinir et réinventer la prospérité. Nous encourageons toute initiative qui réinvente le lien social et les échanges quotidiens par la convivialité, le don contredon et la coopération. Voilà des notions fondamentales qui appellent des politiques fondées sur la confiance et l'échange solidaire. Ce sont ces logiques qui sont à l'oeuvre dans l'élaboration et la préservation des biens communs.

Nous soutenons les multiples engagements associatifs, ici et ailleurs dans le monde, car ils constituent eux aussi un remède à l'insécurité sociale. Nous favorisons les initiatives originales de transition qui éclosent car elles renforcent la créativité et la résilience écologique des communautés locales, c'est-à-dire leur capacité collective à traverser les crises.

### *La participation et la délibération pour faire société*

La démocratie constitue le critère de légitimité des décisions collectives. Elle offre à la société le meilleur moyen de réfléchir sur elle-même et d'inventer l'avenir ensemble. Elle permet à chacun d'exprimer et défendre ses idées tout en acceptant les divergences d'opinions et les règles établies pour gérer pacifiquement ces divergences. Elle sert

l'idéal d'une société d'égaux. Elle garantit dès lors à chacun une chance équitable d'influencer la décision indépendamment de sa richesse, de ses capacités, de son sexe ou de toute autre discrimination.

La démocratie ne se limite pas au droit de vote.

Elle repose aussi sur la délibération publique, qui permet aux membres de la société de se reconnaître mutuellement et d'éviter de réduire l'intérêt général à la somme des intérêts particuliers.

La démocratie que nous voulons se base également sur la participation effective du plus grand nombre à la vie politique et sociale, par les moyens les plus variés possibles. C'est ce qui permet d'ailleurs de servir concrètement l'idée d'égalité politique, de produire des liens sociaux, un esprit de coopération, une appropriation des règles collectives - et au fond, le sentiment d'appartenance à une collectivité humaine.

### *Une société de l'égalité entre les femmes et les hommes*

L'égalité entre les femmes et les hommes fait partie des fondements de l'écologie politique. Elle trouve son origine dans notre combat pour une justice sociale et dénonce notre organisation sociale fondée sur une vision conservatrice de la place et du rôle des femmes et des hommes. Nous voulons réaliser l'idéal paritaire dans la représentation politique afin d'assurer un exercice équilibré du pouvoir. Des mesures correctrices sont nécessaires pour lutter contre les stéréotypes de genre dès l'école et éradiquer les discriminations de genre dans tous les champs de la vie sociale, familiale, professionnelle et à tous les niveaux de responsabilité.

### *Un pouvoir mieux distribué et éthique*

Le pouvoir doit être exercé dans de bonnes conditions pour éviter les abus sous toutes leurs formes. Ils sont très souvent la conséquence d'une trop grande concentration ou d'une trop longue occupation du pouvoir.

Non cumul et limitation dans le temps des mandats permettent de lutter contre ces abus. D'une part, ces mécanismes permettent de partager les responsabilités entre un plus grand nombre de citoyens. D'autre part, ils assurent le renouvellement des mandataires, leur évitent la déconnexion avec la réalité, leur garantissent du temps pour l'exercice de leur mandat, préviennent les conflits d'intérêt et empêchent, le cas échéant, la concentration de pouvoirs ou de revenus.

Ainsi, ces mécanismes contribuent à la fois à civiliser la vie politique et à politiser la société civile.

La démocratie se nourrit de renouvellement et d'alternance politique. Aucun parti n'a vocation à rester éternellement au pouvoir. La confusion entre les intérêts des partis et les organes de l'Etat porte atteinte non seulement à l'éthique mais aussi au principe démocratique.

L'exercice des responsabilités -au-delà de l'objectif de rendre le meilleur service possible au citoyen et de gérer au mieux l'Etat- doit être mené de façon transparente, désintéressée et exemplaire, dans le respect d'une parité effective entre les femmes et les hommes. Il doit toujours être balisé par les règles éthiques et déontologiques les plus pointues, en évitant toutes les formes de clientélisme et de passe-droit, et en appliquant systématiquement les principes d'égalité de traitement et d'objectivation.

### *Une culture de la paix et de la non-violence*

Le conflit est inhérent à la vie en société. La violence, non. Les guerres naissent dans les esprits des femmes et des hommes, c'est donc là aussi qu'il faut pouvoir les combattre.

Nous sommes convaincus de la pertinence et de l'efficacité de la non-violence dans le dialogue entre les humains et dans le débat et l'action politique. Dans les rapports entre les peuples, la coopération doit primer systématiquement sur tout autre mode d'action.

Cette culture de la paix et de la non-violence doit également s'incarner dans l'opposition à la prolifération nucléaire tant militaire que civile, hors recherche fondamentale et usages de santé.

### *Une culture du respect, de la tolérance et de la reconnaissance*

La société s'enrichit des complémentarités de celles et de ceux qui la constituent. Cette société inclusive que nous voulons est le meilleur rempart contre les replis sur soi qui favorisent les nationalismes, les populismes et le rejet de l'autre.

Une condition essentielle à l'existence même de cette société et de la démocratie, c'est le respect par chacun et par l'Etat du socle que représentent la Déclaration universelle des Droits de l'Homme -entre autres les libertés fondamentales et l'égalité femmehomme- et le respect du principe de la stricte séparation entre l'Etat et toute croyance, qu'elle soit religieuse ou non.

Une autre condition en est notre capacité d'ouverture au débat et de remise en question de nos évidences, au profit d'une évolution mutuelle qui fasse grandir, dans la rencontre, chacune des composantes de notre société.

Les discriminations directes ou indirectes, fondées notamment sur l'origine ethnique, le handicap, l'orientation sexuelle, ou encore le genre n'y ont pas droit de cité. Cette lutte n'est pas terminée et nous continuerons à nous y investir sans compter.

### **Notre projet pour ce siècle**

Notre horizon pour le XXI<sup>e</sup> siècle, partout où nous sommes acteurs, consiste en une société qui repose sur la participation politique et sociale des individus, la mise en oeuvre de nouvelles solidarités, les logiques de coopération, l'appartenance à un territoire ouvert sur le monde, l'échange des connaissances, la création culturelle et la prise en compte des générations futures. Les logiques écono-

miques à l'oeuvre devront respecter ou restaurer les écosystèmes et réduire les inégalités.

Nous voulons lever les résistances et les obstacles qui nous séparent de cet idéal.

### *Une société solidaire et inclusive*

#### *Pour l'autonomie de chacun*

Chaque être humain doit pouvoir se choisir un avenir et avoir les capacités de le réorienter si cela s'avère nécessaire.

Chacun doit avoir la possibilité de se former, de développer une profession ou d'entreprendre. Chacun doit disposer de la capacité de forger le lien tel qu'il veut le tisser avec les autres.

Tous, nous batissons le lien social. Tous, nous sommes solidaires.

#### *Renforcer les solidarités et la sécurité sociale*

Personne ne doit rester au bord de la route. L'Etat et la collectivité forment un rempart à la fragilité sociale de chacun et plus particulièrement des enfants, des personnes en situation de précarité, en situation de handicap, âgées ou accidentées de la vie. Le rôle de l'État et de la collectivité est également de prévenir et de remédier à la précarité.

Pour faire société, nous tissons du lien social et inventons des solidarités à l'échelle de la famille, de nos proches, du quartier, du village ou... du monde.

Mais c'est d'abord et avant tout grâce à une sécurité sociale renforcée et dont les mailles seront resserrées que la solidarité doit s'organiser. En dialogue avec les interlocuteurs sociaux, de nouveaux droits doivent être créés, notamment en réponse à l'augmentation de la durée de la vie et via l'individualisation des droits sociaux et le développement de son financement alternatif. La solidarité entre toutes et tous est la condition de l'émancipation de chacun et le modèle le plus efficace de l'organisation de la vie en société.

L'Etat doit se donner les moyens de lutter contre toute forme d'exploitation et permettre à chacun d'avoir accès à un logement, à des soins de santé et à un enseignement qui soient de qualité et à une alimentation saine. C'est dans ces conditions que l'émancipation de chacun sera assurée.

### ***Bâtir un monde solidaire***

La solidarité entre les êtres humains dépasse les frontières des États. La coopération internationale et la solidarité avec les pays en voie de développement font partie du projet écologiste. Tant pour le Nord que pour le Sud, c'est une richesse que d'échanger et d'être en relation. Parce que nous vivons toutes et tous sur la même planète mais dans le respect de nos différences, nous souhaitons aux autres sociétés les balises que nous souhaitons pour la nôtre.

### ***Une société émancipatrice et participative***

#### ***La responsabilité de la société et de la planète se transmet à la génération suivante***

Tous les enfants doivent bénéficier de la gratuité et de l'accès effectif à l'enseignement, avoir la possibilité d'acquérir des connaissances et des compétences et de développer leurs talents. L'école doit contribuer à corriger les inégalités, offrir toutes les chances de réussite et permettre aux enfants de construire leur avenir.

#### ***Les arts et les cultures réinventent la société***

Nous souhaitons l'avènement d'une société dans laquelle la production culturelle et la transmission de connaissances constituent les moteurs de la vie sociale dans une société égalitaire. Les cultures sont sources de communication et d'identités. Elles nous permettent de nous réinventer perpétuellement. Nous souhaitons une société ouverte qui suscite la créativité et l'imagination, où chacun trouve l'occasion et les moyens de s'exprimer.

*La démocratie participative permet le dialogue et la décision collective...*

Des formes nouvelles de participation directe et délibérative, y compris à l'échelle transnationale, devront être mises en oeuvre en appui et complément de la démocratie représentative. Elles contribueront à créer les conditions pour que chacun qui le désirera puisse s'intégrer au cœur de l'action politique. Car c'est le lieu de l'exercice collectif de la responsabilité et de la liberté. Cette participation politique des citoyens ne requiert aucune condition préalable, aucune expertise spécifique, aucun pré-requis particulier.

*...y compris sur les choix technologiques*

Face à la diversité des trajectoires technologiques possibles, l'Etat doit organiser le débat démocratique en prenant en compte leur pertinence par rapport à un objectif de transition durable de nos sociétés. Certaines options technologiques doivent pouvoir être abandonnées ou reportées, en application des principes de prudence et de précaution.

D'autres doivent être renforcées lorsqu'elles permettent aux femmes et aux hommes de vivre mieux, plus durablement, plus pacifiquement et plus longtemps.

Les discussions éthiques fondamentales doivent être abordées de manière non dogmatique.

*La santé doit mobiliser tous les secteurs de la vie en société*

La santé est une ressource, une énergie pour que chacun puisse être acteur de sa vie et dans la société. Les inégalités sociales de santé sont injustes et peuvent être évitées.

La santé ne se réduit pas à l'absence de maladie. Outre le système de santé, elle doit mobiliser tous les secteurs de la vie en société qui ont un impact sur la qualité de la vie : le secteur social, la culture, l'aménagement du territoire, l'emploi, l'environnement, le logement, etc.

### *Le temps est une ressource essentielle*

Chacun doit avoir les moyens de prendre le temps de vivre et de participer à la société et à la démocratie. Les temps, en particulier ceux du travail, doivent être redistribués. Les temps passés à contribuer à la société doivent être pris en compte dans l'organisation générale des rythmes de la société.

Il convient de rendre plus égalitaire la distribution des revenus et du temps libre, pour délier la notion d'activité humaine du travail et répartir de façon plus juste le bien-être dans toutes ses dimensions.

### *Vers une société interculturelle*

Nous, écologistes, voulons relever le défi de l'interculturalité et ainsi reconnaître et valoriser la diversité des cultures et des modes de vie. Il ne s'agit donc pas de favoriser le développement séparé des cultures et les politiques qui y mènent. Il s'agit d'assurer la participation de chacun à la construction de la société. Ce qui nous rassemble est infiniment plus fort que ce qui nous sépare.

### *Un environnement sain pour chacun, basé sur le respect de la nature*

La biosphère et ses équilibres précaires rassemblent une série stupéfiante de conditions et d'équilibres qui la rendent non seulement habitable pour l'humanité mais aussi objet d'admiration.

En dehors des services écosystémiques essentiels qu'elle apporte à l'humanité et des conditions de possibilité d'existence qu'elle lui offre, la planète et toutes les espèces qu'elle abrite méritent dans leur richesse et leur diversité, respect, entretien et préservation. L'environnement et les espèces vivantes ne sauraient être ramenés à des objets d'exploitation dont la seule valeur serait l'utilité qu'ils apportent aux êtres humains.

### *L'environnement comme limite*

L'exploitation des ressources et des espèces constitue aujourd'hui le principal rapport de l'humanité à son environnement. Nous sommes entrés dans une ère nouvelle : l'activité humaine a un rôle déterminant dans la perpétuation ou la menace des équilibres de la biosphère.

Il ne s'agit pas de sauver la planète ou de nous sauver mais de nous sauver avec la planète.

Apprendre à vivre à l'intérieur des limites de la biosphère constitue sans doute la plus grande des révolutions mentales qu'ont à affronter les sociétés humaines. Pour ce faire, la seule prise de conscience des limites ne suffit pas : c'est notre rapport à la nature, fondé sur l'exploitation et l'épuisement qu'il s'agit de revoir.

### *L'environnement comme cadre de vie*

Nous voulons une société au sein de laquelle chaque citoyenne et chaque citoyen vit dans un environnement préservé et sain, qu'il soit urbain ou rural.

Pour réduire l'empreinte écologique des populations, les politiques publiques doivent soutenir les modes de vie peu consommateurs de ressources naturelles (habitat, production, création, éducation...) tout autant que l'innovation technologique orientée vers cette réduction.

### *La transition énergétique pour relever de multiples défis*

Nos modes de vie reposent sur une utilisation effrénée d'énergie fossile et fissile : pour nous chauffer, nous déplacer ou faire fonctionner nos appareils électriques. Cette utilisation intensive conduit à une impasse quant aux coûts qu'elle entraîne, aux risques auxquels elle nous expose ou à la fragilité et la dépendance qu'elle renforce. Nous devons nous engager dans la transition énergétique. Nos sociétés se baseront sur la sobriété, l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'accès abordable pour chacun et la production exclusive d'énergies renou-

velables à l'horizon 2050. Cette transition doit reposer sur un soutien accordé à tous, citoyen, entreprises, collectivités et associations.

### ***Une économie au service de la société***

La prospérité doit être redéfinie sans la lier à la croissance et au PIB mais en l'enrichissant des différentes dimensions de l'existence, au-delà de la seule richesse matérielle.

La production de biens et services indispensables aux êtres humains doit tenir compte des limites physiques de la planète et dépasser les logiques purement marchandes pour articuler marchés, services publics et biens communs.

L'entreprise ne doit pas être une agrégation de capitaux et de titres de propriété qu'il s'agirait de rentabiliser au détriment de la justice sociale et de l'environnement. Elle doit prendre de plus en plus en compte les conséquences de son activité sur la vie des travailleurs, des consommateurs, des citoyens et sur l'environnement.

L'entreprise n'en sera que plus performante sur le plan social, économique et environnemental : l'écologie est l'avenir de l'emploi et de l'économie.

Nous voulons redonner au terme entreprendre toute sa noblesse. Les entrepreneurs et leur esprit d'initiative, leur créativité et leur audace sont plus que jamais nécessaires pour la transition écologique de l'économie.

### ***Une économie plurielle***

Nous voulons mettre en place une économie plurielle, basée sur les logiques de régulation, de solidarité, de coopération et de durabilité forte plutôt que sur l'obsession exclusive du profit à court terme qui domine le système économique actuel. Cette économie plurielle se centre sur la mise à disposition d'un maximum de services au plus grand nombre de gens en tenant compte des équilibres éco-systémiques. La finalité n'est plus de produire sans cesse plus mais de produire mieux et autrement, au service de la société.

### *Une économie circulaire*

Une réindustrialisation verte doit transformer les modes de production et de consommation de manière systémique, depuis leurs infrastructures les plus vastes jusqu'à leurs détails les plus menus. L'économie circulaire doit permettre que les déchets soient considérés comme une nouvelle ressource de la production industrielle.

### *Une agriculture relocalisée et nourricière*

L'agriculture doit être relocalisée et soutenue pour son entretien et sa restauration des écosystèmes et de la biodiversité. La chaîne alimentaire doit être contrôlée et gérée de manière à nourrir l'humanité en respectant les écosystèmes et la santé tout en permettant aux générations futures de faire de même. L'agroécologie doit être encouragée afin que chaque peuple atteigne l'autosuffisance alimentaire, afin de soutenir les mouvements paysans et de créer des emplois non délocalisables.

### *Un système financier domestiqué*

Le système financier doit être au service de l'économie réelle. Il ne peut faire peser les conséquences de ses pratiques risquées et spéculatives sur la collectivité.

Il doit à la fois permettre le financement des énergies renouvelables et de la réduction globale des consommations des ressources non-renouvelables. Il doit aussi soutenir les PME, l'économie de proximité et les collectivités locales.

La diversité monétaire doit être encouragée en soutien d'une relocalisation progressive de la production de biens et de services.

Tant au niveau européen que fédéral et régional, une fiscalité juste et efficace dont le socle inclut toutes les formes de revenus doit être mise en place.

### *Réguler le marché*

Le marché présente par essence des insuffisances majeures et doit être fondamentalement régulé par le contrôle démocratique. L'économie politique défend aussi, à ce titre, une gestion collective et un

financement partagé des biens et services publics (l'enseignement, les soins de santé, la mobilité, la communication...). Ceux-ci sont à ce point associés au respect de la personne humaine que les soumettre à une logique marchande dénie une part d'humanité en nous.

### *Un fédéralisme belge et européen moderne et universaliste*

Les écologistes sont animés par les valeurs de solidarité, de coopération et de respect des diversités dans l'organisation des institutions belges et européennes. Le principe de subsidiarité doit guider les politiques de la commune à l'Europe. Il vise à mener les politiques au niveau de pouvoir le plus approprié pour les citoyens, tout en assurant l'articulation entre les différents niveaux de décision et de responsabilité.

### *Moderniser le système fédéral belge, avec Groen*

Dans ce cadre, guidé par les principes de solidarité interpersonnelle et de solidarité entre les entités, de responsabilité dans la gestion publique, d'égalité de traitement entre les personnes et de coopération volontaire et pérenne, Ecolo entend continuer à moderniser le système fédéral belge, avec Groen.

### *S'engager dans la voie de la transition écologique européenne*

L'écologie limitée à un seul pays serait vouée à l'échec. Une Europe forte et démocratique peut devenir un moteur des changements économiques, sociaux et environnementaux dont nous avons besoin, notamment pour contrer la tyrannie des marchés et les nationalismes. Les fondements de paix et de stabilité, de solidarité et d'unification politique, économique et sociale sur lesquels s'est construite l'Europe doivent revenir au cœur de l'agenda politique européen.

La justice sociale et la justice environnementale doivent guider les choix de l'Europe afin qu'elle s'engage dans la voie de la transition écologique. Elle doit être le moteur d'une gouvernance mondiale et de la coopération internationale, assumant ainsi sa responsabilité historique dans la dégradation des conditions écologiques, économiques et sociales dans les pays du Sud.

## Mobiliser l'intelligence collective

C'est d'audace, d'intelligence, de créativité et de solidarité que nos sociétés ont besoin aujourd'hui pour construire, collectivement et sans relâche, une société plus juste, plus libre, plus démocratique et plus durable.

### *Ecolo, parti d'idées et de projets*

Ecolo défend en priorité les personnes les plus touchées par les inégalités. Ce projet politique ne vise pas à mettre la société en conflit mais à faire dialoguer une société plurielle qui s'enrichit de ses différences. Il vise l'intérêt général plutôt que la défense d'intérêts catégoriels ou corporatistes.

Ecolo propose aux citoyennes et aux citoyens - quelles que soient leur culture, leur origine sociale, leur orientation sexuelle, leur religion ou leur originalité - de se fédérer autour d'un projet de société (é)co-construit.

### *Ecolo, moteur de débats et d'innovations*

Le processus démocratique appartient aux citoyennes et aux citoyens. Dans ce cadre, nous organisons volontairement notre ouverture envers toutes celles et tous ceux qui veulent penser la transition écologique, dans les entreprises, les services publics, les associations, les syndicats, les professions, les lieux d'enseignement et de recherche, ou dans leur vie quotidienne.

Ecolo veut entretenir avec eux des liens de coopération, de transparence et de respect. Leur indépendance et leur liberté à notre égard est indispensable. Elle nous vivifie.

Nous développons la prospective participative dans la société et veillons à populariser l'écologie politique, notamment dans la démarche de l'éducation permanente.

## Le changement sera aussi politique

Des initiatives se multiplient pour commencer, d'une manière ou d'une autre, à inventer d'autres modes de vie, à sortir du consumérisme, à lutter concrètement contre les injustices, à développer les biens communs, à expérimenter des pratiques de partage et de mise en commun.

Comme écologistes, nous croyons en la transformation patiente, obstinée et radicale du monde présent, c'est-à-dire dans la transition écologique de la société. Nous agissons là où nous sommes : dans notre vie quotidienne, dans la vie professionnelle et dans la vie publique. Nous ne pouvons construire un autre monde qu'à partir du monde actuel.

La vision résolument globale d'Ecolo passe par son engagement avec les partis frères au sein du Parti Vert Européen et des Global Greens ainsi que par l'établissement de liens de solidarité internationale avec les mouvements sociaux qui partagent les combats de l'écologie politique.

La transition se construit à la fois dans la société civile et dans les institutions démocratiques. Nous nous y attelons avec toutes celles et tous ceux qui partagent nos objectifs.

# UN MANIFESTE ADOPTÉ DÉMOCRATIQUEMENT, ça peut vouloir dire ceci...

→ROALD WYCKMANS

coordonnateur du Bureau du Conseil  
de fédération d'Ecolo

→CHRISTOPHE DERENNE

directeur d'Etopia

Le 23 juin 2013, l'Assemblée générale d'Ecolo, réunie à Bruxelles, a adopté le *Manifeste politique d'Ecolo*. En application de ses statuts, ce *Manifeste* vient remplacer le précédent texte exprimant les principes fondateurs du mouvement Ecolo<sup>1</sup>.

Le processus participatif qui a mené à son adoption a duré plusieurs mois. Un texte initial, déposé par les Co-présidents Olivier Deleuze et Emily Hoyos, a été rédigé sur base des travaux du chantier « Redéfinir la prospérité » des Rencontres de l'écologie politique, initiées en 2011<sup>2</sup>. Ce premier texte a été discuté dans toutes les Régionales et commissions d'Ecolo, ainsi qu'au sein d'ecolo j. Un panel de vingt-cinq citoyens-électeurs s'est par ailleurs réuni pour débattre sur le fond du projet. Et dans la foulée, une « Commission spéciale » désignée par le Conseil de Fédération d'Ecolo a rédigé le texte soumis à amendements par les membres. Ceux-ci ont déposé 500 amendements, négociés pied à pied avec ceux qui avaient la responsabilité de soumettre le texte et ses votes de modifications à l'Assemblée générale. Enfin, cette dernière a délibéré à plus de 700

.....  
1 La Déclaration de Peruwelz-Louvain-la-Neuve (1986).

2 Les Rencontres de l'Ecologie Politique (2011-2012) furent la grande opération de dialogue avec la société lancée par Ecolo, en vue de renouvellement son programme (voir [www.ecologie-politique.be](http://www.ecologie-politique.be))

présents et voté sur une trentaine d'amendements avant d'adopter le texte définitif.

Ce processus inédit a été rendu possible par l'implication de centaines de membres à chacune de ses étapes jusqu'à l'adoption finale. Mais il nous faut en pointer ici l'originalité particulière.

Elle réside tout d'abord dans la mise en œuvre d'une étape préalable à la phase classique d'adoption d'un texte par une Assemblée générale. Ce préliminaire a consisté à créer un large moment délibératif, purement argumentatif, sans enjeu de positionnement politique, sans expression de rapports de force. C'est sur cette base plus informée, plus rationnelle, collectivement plus intelligente, qu'a alors pu démarrer une phase formelle et politique d'arbitrages politiques (rédaction collective d'amendements, débats en Assemblée générale selon des règles très précises, votes, etc.). Cette phase préalable a également eu la vertu d'élargir progressivement le cercle des personnes se sentant concernées par l'enjeu.

Pointons également le fait qu'un panel de citoyens s'est penché sur la version initiale du texte durant deux journées entières. Ainsi, le point de vue des électeurs - et non des seuls militants - a pu être pris en considération dans la délibération préalable.

Enfin, relevons qu'à chaque étape, le texte a été largement réécrit (et amplifié, conséquence sans doute inévitable d'un tel processus<sup>3</sup>), sans que ses auteurs successifs ne puissent d'une quelconque manière s'y accrocher. Ils ont donc en quelque sorte pris le pouvoir sur le texte, puis ont dû le rendre entièrement à la délibération collective.

C'est sans doute cette démarche relativement complexe mais bien articulée qui a permis que 700 personnes adoptent sereinement ce texte et apprécient le moment démocratique de son adoption.

---

<sup>3</sup> Ainsi, par exemple, le texte a triplé de volume et a vu sa structure initiale profondément modifiée. Le texte a en effet triplé de volume entre sa version initiale et sa version adoptée après amendement par l'Assemblée générale.

Enfin, mesurons que le moment de cette refondation n'est pas anodin : de nombreux manifestes écologistes émergent depuis le début des années 2010, dans la société. Après le très symptomatique «*Indignez-vous*» de Stéphane Hessel, Los Indignados, Occupy, les Colibris, Roosevelt 2012, etc., autant de mouvements qui peu à peu s'organisent, endossent la responsabilité de devenir des acteurs du politique et précisent leurs valeurs et objectifs.

Ecolo est certes devenu au fil du temps un parti capable de gouverner, mais son ADN est aussi resté celui d'un mouvement. Ses militants, par leurs implications sociales, sont en phase avec les interrogations contemporaines et « le terrain ». Ecolo, comme parti, reconnaît les nouvelles mobilisations sociales et écologiques, leurs vibrations, leurs énergies. Et s'il a voulu, lui aussi, préciser ses valeurs, c'est pour mieux dialoguer avec la «société civile» et lui proposer une articulation *avec* le monde politique.

Ces dynamiques civile et politique sont le signe que la transition écologique est en marche à tous les niveaux de l'écosystème des institutions. Par en bas. Par en haut. Confrontées à des freins de même nature et soulevant des espoirs de même ampleur.



PARTIE 2

# **AUTOUR DU MANIFESTE D'ECOLO**



# NOUS N'AVONS JAMAIS ÉTÉ LIBÉRAUX<sup>1</sup>

---

→AURÉLIE MARÉCHAL ET MATTHIAS EL BERHOUMI

chercheurs-associés d'Etopia

→EDGAR SZOC

coordinateur de la prospective à Etopia

Nous, écologistes, sommes nés de la rencontre et du brassage plutôt que des idées d'un homme ou d'un groupe. Nous ont fécondés des scientifiques visionnaires, les militants des nouveaux mouvements sociaux, des syndicalistes, des environnementalistes. Mais aussi, des praticiens qui, chacun dans leurs compétences, de l'agriculture à la médecine, de l'enseignement à la mobilité ou la production industrielle, se sont rendus compte des impasses de notre modèle de société. Leur engagement intrinsèquement théorique et pratique, réflexif et pragmatique continue à guider notre action et notre pensée.

Nous entendons ici opérer la synthèse de ces expériences et des trois décennies consacrées à les prolonger dans l'action de notre parti politique. Fruit des leçons du passé, ce manifeste vise également à précise notre cap et raviver les moyens que nous mettons en œuvre pour continuer à le tenir.

---

<sup>1</sup> Avertissement. Ecrit fin 2012, ce texte se veut être une ébauche de synthèse des fondements, valeurs et perspectives de l'action écologiste du parti Ecolo pour les années à venir. Délibérément court, il ne vise pas à décrire de manière exhaustive les propositions politiques dans tel ou tel champ d'action, mais propose plutôt un fil rouge global ramenant à l'essence de l'écologie politique aujourd'hui. Puisse-t-il être source d'inspiration complémentaire aux autres textes de ce numéro pour le renouveau de la pensée et l'action écologiste.

## Notre horizon

Le cap que nous poursuivons se décline en différentes échelles résolument interconnectées : individuelle, sociale et environnementale.

L'autonomie en est le versant individuel. Elle se traduit par le pouvoir de définir ses valeurs et de choisir son mode vie. Elle n'est possible que si un ensemble de droits et libertés, civils et politiques, économiques et sociaux, sont effectifs. Elle implique l'émancipation de toute dépendance et autorité illégitimes, en même temps que la prise en compte de l'appartenance de l'individu à une société, à un écosystème.

Notre projet se double d'une dimension collective. Faire société, c'est construire un monde commun, concrètement vécu, à partir des relations entre individus différents et égaux. La singularité des individus appelle la reconnaissance, leur position inégale, la redistribution. Il n'y a pas d'individu sans société, il n'y a pas de société sans individu.

Individu et société s'inscrivent dans un écosystème dont les limites balisent leur déploiement. L'action humaine est de plus en plus susceptible de bouleverser les équilibres de son environnement. En découle une responsabilité accrue de réconcilier l'humanité et la nature. Le productivisme a, en effet, rompu les liens fragiles qui les unissaient. L'obsession du toujours plus n'est pas soutenable. Elle appauvrit et met en danger notre écosystème.

Épuisant la nature, exploitant les individus, notre mode de développement engendre aujourd'hui une société atomisée dans laquelle la compétition se substitue au lien social et le consommateur au citoyen. Les inégalités croissent et se reproduisent, fragilisant le corps social et déterminant les trajectoires individuelles. Dans un tel contexte, l'autonomie individuelle relève de l'illusion : la marchandisation

des esprits et des corps fragilise leur existence, les homogénéise et borne intolérablement leur liberté. La recherche obsessionnelle de la sécurité dans un monde dont les piliers de la résilience ont été sapés se transforme en dérive sécuritaire, liberticide et stigmatisante.

### Notre refus fondateur

Nous rejetons radicalement le productivisme. La croissance de l'économie, de la production et de la consommation n'est pas le remède à la pauvreté ou aux inégalités : les trente dernières années l'ont amplement démontré, même si la leçon n'est encore que très minoritairement apprise.

Ce productivisme est imprégné d'un scientisme qui voudrait, à tout problème, apporter une réponse scientifique. Or, l'innovation technique et les avancées de la science n'ont de sens que relativement à la société qui les fait naître et les intègre. Par elles-mêmes, elles ne sont garantes ni de liberté, ni de justice, ni d'émancipation, ni de bien-être. Ce n'est pas d'elles que nous attendons un monde meilleur : c'est de nous tous, de la société entière, de l'action et du débat collectifs.

Scientiste, le productivisme est également économiste : il interprète le réel à travers le seul prisme de la théorie économique la plus simpliste. Nous ne pensons pas, contrairement aux deux grands courants de pensée issus de la société industrielle que tout peut être mis en équation et *in fine* mesuré en devises. La nature n'a pas de prix, la démocratie n'a pas de prix, l'égalité n'a pas de prix, la liberté n'a pas de prix. Tout ce qui les touche ne peut être décidé économiquement et doit faire l'objet d'un débat aussi large que possible. Notre conception de l'être humain n'est pas l'*homo economicus*, ce prédateur isolé, mû par des instincts uniquement individualistes, et dont la rationalité se limite aux « eaux glacées

du calcul égoïste ». Nous savons que les logiques de coopération et de fraternité agissent tout autant et justifient des politiques fondées sur la confiance, l'échange et le don.

Nous entendons émanciper les sphères de la politique, de l'éducation, de la culture de la logique marchande qui les a imprégnées. Ces sphères ont des rôles et des contenus qu'il appartient à leurs acteurs et à la société dans son ensemble, mais certainement pas aux marchés, de déterminer. Elles doivent contribuer à l'épanouissement et l'émancipation de chacun plutôt qu'à une compétitivité, source de mal-être humain et social.

### Une prospérité à redéfinir

Le projet de société de l'écologie politique poursuit comme but la transformation radicale d'un modèle de développement consomérliste et inégalitaire.

Là où d'autres s'affrontent sur les meilleures manières d'assurer la croissance économique, et d'en repartir les fruits, nous explorons la voie qui peut garantir une société meilleure. Nous condamnons la confusion entre moyens et fins. La croissance n'a aucun sens comme fin. Comme moyen, elle s'avère socialement inefficace et environnementalement insoutenable.

Nous avons besoin d'une nouvelle définition de la prospérité : une définition qui soit suffisamment féconde pour englober différentes dimensions de l'existence, au-delà de la seule richesse matérielle. Ses contours sont encore ouverts et doivent être démocratiquement tracés. Pour construire un monde nouveau, on ne peut s'appuyer sur la seule « rationalité » des marchés consistant à produire n'importe quoi n'importe comment pour satisfaire des besoins artificiels. Aveuglé par la logique du profit, ce système prédateur asservit l'humain

et la nature. En tant qu'écologistes, nous avons le devoir d'inventer ou de soutenir d'autres modes de vie désirables, durables et conviviaux. Ceux-ci devront, notamment par la relocalisation, s'inscrire dans les limites de la biosphère et mettre un terme à la compétition généralisée tirant vers le bas salaires et conditions de travail des plus fragilisés. La transition écologique implique donc des transformations fondamentales des modes de production et de consommation, depuis leurs infrastructures les plus vastes jusqu'à leurs détails les plus menus. L'hégémonie des marchés doit laisser la place à une pluralité économique qui s'appuie sur les logiques de coordination et de don/contre-don. Celles-ci ouvrent un espace permettant de réinjecter du sens dans la production et la consommation.

À l'obsession de l'accumulation matérielle individuelle, le monde prospère que nous voulons, substituera la richesse des biens communs et partagés. Réduire la consommation matérielle ne signifie pas rogner les libertés et possibilités, mais les fournir autrement : ce qui compte, c'est la mobilité et pas la voiture, la chaleur et pas le mazout, la santé et pas les médicaments.

## Un projet émancipateur

La prospérité est nécessairement collective, elle ne peut être le privilège de certains. La société prospère est une société des égaux, car l'égalité sous toutes ses formes est indispensable au lien social.

L'égalité au cœur de notre projet revêt bien évidemment des aspects matériels : réduction des écarts salariaux, taxation progressive, logement de qualité accessible pour tous, contribution accrue du capital. Elle recouvre, en outre, des aspects symboliques : l'accès à la prise de parole publique, la représentation équilibrée des différentes composantes de la société, le droit d'affirmer dans l'espace public sa singularité et son identité.

Le renforcement des services publics est un vecteur essentiel d'égalité. Il doit concerner des domaines tels que la santé, l'éducation, la culture, la mobilité et la fourniture des biens de base (eau, énergie, etc.).

Cette nécessité de l'égalité doit encore s'étendre à de nouvelles dimensions : par exemple aux inégalités environnementales qui affectent nos pays, mais plus largement encore la planète entière. Mais aussi à l'égalité politique et au risque de moins en moins maîtrisé que la domination économique se transforme automatiquement en pouvoir politique.

Nous sommes autant attachés aux valeurs d'égalité et de liberté. Ces valeurs ne s'opposent pas. Au contraire : la réalisation de l'une est la condition de possibilité de l'autre.

L'émancipation excède l'égalité. Elle postule l'extension des espaces libérés des logiques marchandes et bureaucratiques, et la maîtrise des individus sur leur destin. Maîtriser son destin, c'est avant tout choisir l'usage de son temps et partager les temps contraints (travail, tâches domestiques,...).

### **La démocratie comme fin et comme moyen**

La démocratie n'est pas un état figé incarné dans des institutions, c'est un processus jamais fini d'implication du plus grand nombre dans les décisions collectives. Elle ne saurait se limiter à la seule représentation politique : elle est également participation au pouvoir dans toutes les formes d'organisation (collectivités politiques, entreprises, syndicats, etc.). Si nous saluons ce qu'a d'émancipateur l'advenue d'une société d'individus, nous ne rejetons pas non plus les ressources que peuvent apporter les sentiments d'appartenance collective. Nous les encourageons dans la mesure où la pluralité

des points de vue, des valeurs et des références est indispensable au débat démocratique.

Notre refus du productivisme, c'est aussi la deuxième chance de la démocratie : nous savons que les tensions et conflits qui ont animé et animeront toujours les sociétés humaines ne connaîtront pas de réponse uniquement technique ou scientifique. Les chiffres ne disent pas le tout du réel, c'est la délibération qui, en absence de toute vérité établie, est seule à même de trancher les grands conflits de société.

La relation entre démocratie et capitalisme a toujours été tendue et conflictuelle. Aujourd'hui, la mondialisation a désarmé celle-là au profit de celui-ci et a réduit la souveraineté populaire à peau de chagrin. Face à ce constat, nous plaidons fermement pour une mondialisation politique qui redonne à la démocratie sa force perdue, plutôt que pour un illusoire retour à l'État-Nation.

L'écologie politique ne connaît pas plus de frontières que les défis environnementaux. Elle est foncièrement internationaliste. Son patriotisme est celui des droits et libertés. Ce projet doit se réaliser par un fédéralisme européen. Nous savons que l'Union européenne se situe à maints égards aux antipodes de notre projet, tant par son déficit démocratique que par ses fondements néolibéraux. Néanmoins, le fédéralisme européen est seul à même de donner aux citoyens et à leurs représentants une force de frappe suffisante contre la tyrannie des marchés. Cette européanisation est une condition nécessaire au retour de la démocratie, comprise comme maîtrise collective de notre destin.

Agir global et agir local sont appelés à se renforcer plutôt qu'à s'opposer. Le principe qui nous guide dans les réflexions sur les institutions, quel qu'en soit le niveau, est la subsidiarité. La décision doit être prise là où son effectivité et son contrôle démocratique sont les mieux assurés.

## Notre apport comme parti

La transformation radicale de notre société ne peut faire l'économie des instruments étatiques. Notre organisation comme parti prend sens dans la volonté de les réorienter, même si l'écologie politique ne se résume pas au parti, même si elle ne s'épuise pas dans l'action publique.

Comme parti, nous avons vocation à changer les institutions de l'intérieur. Comme écologistes, nous avons vocation à le faire autrement. Cela implique une recherche constante de cohérence entre nos objectifs et notre fonctionnement interne. Cette cohérence s'illustre aussi par notre rapport au pouvoir. Nous ne cherchons pas à nous l'accaparer, mais à l'exercer de façon transparente et désintéressée.

La volonté de voir à long terme, au-delà de la prochaine échéance électorale, est constitutive de l'écologie politique. En tant qu'écologistes, nous ne laisserons jamais les intérêts particuliers et immédiats prendre le pas sur l'intérêt général, celui des générations présentes et à venir. Les moyens ne dictent pas nos fins, les fins ne justifient pas tous les moyens.

La société qui sortira de la transition écologique n'aura qu'une très vague ressemblance avec celle que nous connaissons. Et nous ne pouvons ni la comprendre ni la créer avec des concepts usés jusqu'à la corde. C'est en redonnant à la politique des marges d'action qu'on parviendra à la réenchanter et à dissiper la résignation qui se nourrit de l'impuissance actuelle. Nous entendons continuer à nous connecter à toutes les initiatives individuelles et collectives qui luttent dans tous les domaines pour une existence pluridimensionnelle, nous en nourrir et les nourrir, les soutenir et en apprendre.

# UN PROJET QUI RELIE, UNE CONVERSATION AVEC LE MONDE...<sup>1</sup>

---

→ERIC LUYCKX

Chargé de communication et d'animation  
chez Etopia, chercheur-associé.

eric.luyckx@etopia.be

## Hériter d'un monde au bord du gouffre<sup>2...</sup>

Dans le rapport qu'il construit de l'humanité au reste du monde, l'Occident hérite d'une tension historique grandissante qui culmine depuis un demi-siècle pour atteindre un point de basculement. Ce qui au départ relevait de la domestication d'une portion congrue du sauvage devient aujourd'hui une menace pour la biosphère, nous compris<sup>3</sup>. La situation est telle qu'une minorité d'acteurs joue des outils économiques et financiers, dans un cadre politique dévoyé pour extraire une part colossale du gâteau, instrumentalisant à leurs fins l'humanité -leurs pairs et leur travail- et le reste de

---

1 Ce texte, au départ à destination interne, a été rédigé dans le but de rassembler et articuler quelques idées et nourrir la réflexion préalable sur la nature et le contenu du – alors futur – manifeste politique. C'est à la fois une réaction et un positionnement par rapport au texte initial (lequel a été rédigé précisément à cette fin, voir sa version finale p45), pour ajouter un angle d'approche, en somme pour suivre le propos même développé plus loin. Certaines phrases sont des emprunts « recontextualisés ». Le propos, ici, était de dégager des concepts et principes idéologiques en amont de toute politique instrumentale (programme électoral...), de proposer les balises qui permettrait de se positionner comme « écologiste politique » face à n'importe quelle question dans un débat... ou face à des choix personnels. La forme hybride tient à la volonté de vulgariser sans en avoir ni le temps ni l'espace ;-). Le texte est récursif.

2 Se pose immédiatement la question « d'où est (doit être) écrit ce texte »... et sans mea culpa occidentalocentrisme qui réglerait un peu trop vite les comptes. Le point de départ est le militant écolo belge francophone. Le périmètre est celui du champ d'action supposé réaliste d'un parti vert belge francophone avec un regard ouvert sur le monde...

3 ... en faisant l'impasse, ici, sur la géopolitique à sens unique de la modernité.

l’écosphère. La puissance de ce système fait que tous les dispositifs de décision collective (représentation...) sont court-circuités sinon instrumentalisés. Il fait fi des dégâts environnementaux et sociaux, les crises elles-mêmes lui étant profitables alors qu’elles plongent des populations entières dans la précarité et ruinent à peu près tous les écosystèmes. La globalisation du « modèle », jouant des opportunités, s’est affranchit des responsabilités locales, a mutilé les singularités des sociétés et dilapidé le patrimoine culturel exposant de douloureuses plaies qui divisent plus que jamais l’humanité.

Ce monstre est en pleine forme, il a un nom : le capitalisme financier néolibéral<sup>4</sup>.

En réaction à ces constats de plus en plus alarmants sont apparues dans la société des approches d’abord philosophiques, concrètes et enfin politiques pour réévaluer ce rapport. Ces approches, même rassemblées, restent minoritaires tant l’organisation sociétale a cette capacité d’absorber les luttes et de se perpétuer par le fait que la plupart des parties est engagée à la promesse de quelque futur dividende.

### Ce à quoi nous tenons<sup>5</sup>

Le champ de l’écologie politique s’étend à l’ensemble de la planète. L’enjeu n’est pas de sauver la planète, c’est de nous sauver avec la planète. Notre regard écologique sur la société est systémique. Il accepte la complexité comme un facteur essentiel d’être au monde. Les interactions entre l’individualité, le collectif, la société et l’écosphère ne peuvent être résumées à un système d’équations. Les questions éthiques, écologiques ne sont pas quantifiables et in fine mesurées en devises. La nature n'a pas de prix, la démocratie n'a pas de prix, l'égalité n'a pas de prix, la liberté n'a pas de prix. Tout ce

<sup>4</sup> Terminologie « par défaut » en essayant de se garder d’être (trop) guidé par l’attirail dialectique qui l’accompagne.

<sup>5</sup> Très nombreux emprunts entre autre à *Ce à quoi nous tenons* et *Ecologie politique* d’Emilie Hache, *Les faiseuses d’histoire* de Vinciane Despret et Isabelle Stengers, *Un engagement pour le possible* d’Isabelle Stengers...

*qui les touche ne peut être décidé économiquement et doit faire l'objet d'un débat aussi large que possible.*

Nous devons faire entrer les grands absents à toutes les tables de discussion : les peuples, les générations futures et les éco-systèmes. Il est temps d'entrer en *conversation avec le monde* et son avenir, de leur prêter existence. Le terme *collectif* fera aussi référence à cette inclusivité.

Nous sommes dans l'**intention**, décidés, porteurs de projets et cependant prudents. L'incertitude<sup>6</sup>, face à la complexité du devenir ne nous empêche pas d'agir mais nous engage à respecter le principe de précaution, à tenir compte des controverses, des voix disparates et à ré-évaluer régulièrement notre projet. En recadrant inlassablement la question dans sa perspective globale et collective, nous contribuons à composer un **monde commun<sup>7</sup> ouvert**.

ECOLO est le **levier politique de cette prise de conscience**, d'autres, le mouvement, des associations, des entreprises d'économie solidaire... la relaient dans les diverses instances de la société civile.

### Un moteur de transformation coopérative

Le projet écologique est d'être un moteur de transformation de la société. Il est pris dans un rapport de forces où les siennes ne sont pas celles de la majorité. C'est un acteur au milieu des autres qui cherche par la qualité, la bienveillance de ses propositions à créer de l'adhésion, fût-elle momentanée, afin de trouver l'appui nécessaire à la transformation collective et pacifique de la société : le *changement coopératif*. L'enjeu est de tenir ensemble nos idées, nos actes et leurs conséquences et d'y impliquer nos différents partenaires.

---

<sup>6</sup> «... une question ne se construit bien qu'à partir de l'incertitude». Isabelle Stengers, *Revue Cosmopolitiques*, 2002

<sup>7</sup> Par opposition à un monde *unifié*.

Ce moteur articule trois concepts relationnels<sup>8</sup> : les *égalités*, les *autonomies* et les *prospérités collectives*. Ils opèrent comme des balises éthiques qui se complètent, se soutiennent réciproquement pour permettent de construire, évaluer et mettre en œuvre des réponses. Leur dimension **relationnelle**, y compris avec l'écosphère, reflète la *finalité sociétale de l'écologie politique*. C'est de cette qualité que viendront les solutions et surtout l'énergie de les porter, de les revendiquer. Cette transformation est donc avant tout culturelle, une (nouvelle) *matrice sociale*.

## Des trajectoires politiques de transition écologique

Faire société, c'est construire un monde commun, concrètement vécu, à partir des relations entre individus différents et égaux. Ce cadre relationnel induit une *éthique du collectif* pour que les *intérêts individuels et collectifs* se rejoignent par renforcement mutuel. Notre souci de l'intérêt général nous permet de ne pas avoir à choisir<sup>9</sup> entre ce qui est bon pour nous et ce qui est bon pour autrui.

*La société qui sortira de la transition écologique n'aura qu'une très vague ressemblance avec celle que nous connaissons. Et nous ne pouvons ni la comprendre ni la créer avec des concepts usés jusqu'à la corde.* Cependant, nous ne pouvons rester au balcon et nous contenter d'indiquer l'horizon, il faut proposer le chemin, les jalons des transformations *depuis l'intérieur* du problème, *avec les acteurs et les outils* qui le composent<sup>10</sup> et en tenant compte du *passif accumulé*.

---

<sup>8</sup> Selon la bonne vieille méthode pédagogique du très républicain «Liberté, égalité, fraternité». Pourquoi d'ailleurs ne pas repartir de là ? La différence me semble tenir dans l'intention de pointer des «états de la qualité sociétale des relations» et non des «moyens» (droit / philo) de faire société. Le pluriel reconnaît la complexité intrinsèque du vivre ensemble (donc sa richesse et sa résilience).

<sup>9</sup> «L'altruisme est notre ADN politique», Christophe Derenne, séminaire autour du livre *Pour un individualisme de gauche* de Sophie Heine, mai 2013

<sup>10</sup> Voir *acteurs-réseaux*, Bruno Lattour & co

La société comme toute organisation développe des réflexes de sécurité, de confort... qui, face aux questions, conduisent systématiquement à retrouver les chemins déjà expérimentés<sup>11</sup>. Ce sont les seuls documentés, évalués, connus, pratiqués... Chaque jalon voit se dresser la majorité des forces vives en faveur des solutions du passé et ce quelles que soient les options.

Ce refus d'explorer sert le renforcement des capacités et positions acquises avec le temps (pouvoir, rapport de force, légitimité...) dans tous les champs (politique, économique, scientifique, culturel, industriel, non-marchant...). Ce filtre crée une véritable culture sociale de l'immobilisme. Le lock-in est sociétal.

Pour vaincre cette inertie, l'écologie politique propose des **trajectories de transition**.

### *Des disparités aux égalités*

L'entretien dynamique des inégalités sous-tend le système pyramidal du capitalisme. Les inégalités sont multidimensionnelles, enchevêtrées et cumulatives. Elles font système dans le sens qu'elles s'engendrent l'une l'autre. Elles animent une mécanique du manque. De tous ces bâncs, l'énergie du démuni<sup>12</sup> -tout comme son renoncement, retourné en efficace motif d'exhortation pour les autres- est instrumentalisée pour alimenter la machine considérablement injuste du productivisme.

*Les égalités* appellent la **reconnaissance des singularités** individuelles et collectives et par là toute expérimentation alternative qui respecte les mêmes principes. Elles forcent la **redistribution** entre les positions inéquitables qu'elles soient financières, d'accès aux services ou à l'action politique. A cette fin, les services publics sont un vecteur

---

<sup>11</sup> A défaut d'être validées démocratiquement. D'où l'intérêt économique de pousser les expérimentations (réacteur d'essai, OGM en plein champs...) plutôt que d'attendre un arbitrage scientifique et/ou démocratique.

<sup>12</sup> Pour rappel, humains, non-humains, discours...

essentiel d'égalité. *Les égalités* forment un socle commun sécurisant dans le respect des projets individuels. Dès lors, l'*empathie collective* générée permet à chaque individu de s'articuler, constructivement, en confiance, à la société solidaire.

*Les égalités*, c'est aussi prêter à chacun des compétences, pratiques, intellectuelles, politiques pour la **participation** au projet social non pas parce qu'il les a, mais parce que le fait de les lui prêter le met en situation de les **construire**, de *traduire sa réalité*<sup>13</sup> et ainsi renverser, entre-autre, « l'éclipse du public », effet-cause de l'apathie de nos systèmes de représentation.

Dans ce contexte, l'*autonomie* favorise l'**auto-construction**, une relation cognitive singulière et renouvelée entre l'individu et la société, qui le met en capacité de se déployer dans la société et de contribuer à l'*empathie sociale* et aux *prospérités collectives*<sup>14</sup>.

### *De l'asservissement à l'autonomie*

Qu'il prenne la forme du clientélisme politique, de la subordination consumériste, de l'endoctrinement par l'enseignement, de la néo-culture des media... l'asservissement au fonctionnement du *système* est intégré à un point tel qu'il en devient *naturalisé* (on le croît neutre) voire *addictif*. Chaque individu en devient le promoteur assidu et aliéné, tant pour sa défense que sa reproduction, en rivalisant de signes pour prétendre à sa propre zone de (ré)confort, à la reconnaissance d'*en être*, dans un *conformisme globalisant*, son potentiel créatif étant perdu, pour lui *et* pour la société.

*Les autonomies* donnent la capacité -et la possibilité- de définir ses valeurs, de choisir son mode vie. *Elles ne sont possibles que si un ensemble de droits et libertés, civils et politiques, économiques et sociaux, sont effectifs*. Elles sont à la fois individuelles et collectives

<sup>13</sup> Exprimer un lien entre les éléments (singulièrement perçus) et les enjeux (singulièrement énoncés).

<sup>14</sup> Et de déployer un pacifisme contagieux

et impliquent l'**émancipation** de toute dépendance et autorité illégitimes, *en même temps* que la prise en compte de l'**appartenance** de l'individu à une société, à un écosystème.

*Les autonomies*, liées aux *égalités*, favorisent l'**autogestion** et l'**auto-organisation** de groupes se réappropriant des parts de biens communs, de savoirs et de droits de décisions confisqués ; récupérant par là une *puissance d'agir, d'être capables ensemble*. Il ne s'agit pas tant de « liberté pour la liberté » que de construction d'une **liberté collective**, comme autorégulation des libertés individuelles. Elles reconnaissent dans l'équilibre complexe des dynamiques relationnelles à l'œuvre dans la société, les parts d'égo-centrisme et d'altruisme, et, sur le mode de la confiance, les compétences renouvelées qui se tissent entre elles, le *fait social*. Elles enrichissent la diversité et augmentent le *capital social commun* par l'addition des points de vue et des médiations qui les font tenir ensemble<sup>15</sup>.

*Les autonomies* permettent aussi avec *les prospérités collectives* d'instaurer un équilibre dynamique et bien compris entre **autodétermination** et **fédéralisme**, entre **subsidiarité** et **suppléance** en accordant le *juste* pouvoir aux instances légitimées<sup>16</sup> du local au global en relativisant la place de l'Occident dans la multiplicité des sociétés.

### *De la société de l'épuisement aux prospérités collectives*

Le marché a profité de l'affranchissement du religieux comme structurant la gestion du commun pour y substituer des récits qui déshabilent le collectif et construire un individualisme effréné. Armé du scientisme, il a réinventé sans cesse le monde au nom du progrès, stimulant la compétition entre tous. Il a diffusé incertitude et insatisfaction. Maniant avec cynisme une culture du risque, il s'est pris à son propre jeu, l'ivresse

<sup>15</sup> Voir théorie des *acteurs-réseau*, Bruno Latour & co

<sup>16</sup> Avec la difficulté réelle que représente l'outil européen dans l'état (politique et démocratique) actuel.

de l'accaparement ayant effacé toutes les normes, aujourd'hui il joue avec la planète. Difficile de lui (pr)opposer d'autres modèles ou cadres éthiques, il n'en a cure, les catastrophes affolant les politiques, un boulevard s'ouvre devant lui. Tout devient matière à générer du profit au 1%, jusqu'à la spéculation sur la spéculation.

***Les prospérités collectives*** proposent de nouveaux équilibres sociétaux entre les capacités collectives à identifier et fournir une série de biens et services, le rôle alloué au service public, la part d'un marché régulé et les ressources environnementales disponibles. Elles construisent avec *les égalités* et *les autonomies*, un nouveau pacte social qui passe, dans une logique de finalités collectives, d'une politique d'allocation de moyens (comptabilisés) à une politique d'appel aux ressources communes. Elles mettent en œuvre un important transfert de capacités productives devenues capitalistes vers des **modèles coopératifs** et ceux des **biens communs** qui *démarchandisent* biens et services pour les gérer collectivement. Ceux-ci deviennent, avec le renforcement des **services publics**, trois outils essentiels de redistribution pour consolider les égalités. Ils doivent concerner tous les domaines et constituer le « **capital social commun** », dividende de base assurant à chacun des conditions d'*existence digne*.

Plus étendues seront ces *prospérités collectives*, plus grande sera la part faite à des relations humaines qui échappent à la logique du marché<sup>17</sup> comme à celle de l'Etat et peuvent donc être directement axées sur les valeurs d'usage, sur la satisfaction directe des besoins.

---

<sup>17</sup> D'autant que « Le marché comptabilisé représenterait en Belgique moins du septième des flux de biens et services. Le PIB en recenserait moins du tiers. On est loin de ce que l'on pourrait attendre d'une « économie de marché ». Une définition large de l'économie est donc pertinente au regard de l'importance des flux concernés. Il est d'autant plus envisageable de parler de « décroissance » (du PIB) que la croissance du PIB est une notion en grande partie déconnectée de la réalité des biens et services rendus ». Bruno Kestemont, *Revue Etopia* n°8, 2010.

## De l'instrumentalisation à la société éco-citoyenne

*Nous n'avons jamais été modernes*<sup>18</sup>. La raison qui s'est posée en alibi instrumental n'a, finalement, jamais servi que la puissance<sup>19</sup>. La mise à distance de la nature, des *autres*, des sentiments... a favorisé le récit très uniifié d'un progrès détaché du terrain et qui n'a pas réglé ses comptes<sup>20</sup>. L'imposture de l'objectivité, a encadré, avec la complicité schizophrénique des sciences, le détournement de la démocratie. Progressivement, face au projet simplifié et disqualifiant, nous avons reculé sur toutes nos souverainetés dispersées, offrant à la « modernité » nos résignations successives, notre asservissement consentant.

Si l'on définit le politique par le fait de *se rassembler autour d'une chose commune*, la question se pose de savoir *de quelle façon cette chose est commune* comme de connaître les modalités de ce rassemblement. **L'intelligence collective et l'innovation sociale** qui résultent de ce moteur de transformation coopérative sont deux outils politiques à l'échelle des citoyens. Ils permettent d'insérer, ça et là, dans les interstices toujours plus nombreux, **la récupération et la restauration des capacités collectives**. Apprendre à penser ensemble constitue une façon d'espérer inventer<sup>21</sup> une réponse politique attentive à la complexité d'une *bonne relation entre humains et avec l'écosphère*.

**L'action collective** et quotidienne est la seule à pouvoir alimenter le cadre relationnel de nos balises. En se concentrant sur les besoins réels<sup>22</sup>, elle défriche, nourrit, complexifie en même temps qu'elle monte en capacités.

---

18 Bruno Latour, 1991

19 « Pour chaque capitaliste qui réussit, il faut des perdants ». Robert Hinde, *La Revue Durable* n°48, 2013.

20 Il faudra par ailleurs s'attacher à mettre les responsables en face de leurs actes. « Il revient aux intellectuels de construire un projet politique, indépendamment des politiques, je dirais même contre les politiques. Nous ne devons plus les conseiller, nous devons les juger. (...) » Emmanuel Todd, *Les intellectuels vont devoir parler au peuple*, *Marianne*, 6/7/2013

21 Avec une attention particulière à ce que la société attend de l'enseignement (d'où l'intérêt des balises et des trajectoires)

22 Sur « l'output » alors que l'expérimentation classique se concentre sur la validation du processus.

## Notre mode d'action

Nourrie en permanence de nombreuses contributions scientifiques, l'écologie politique élargit son *approche empirique* aux expériences et aux interactions de la société entière, même (surtout?) où ne l'attend pas.

Pour appréhender cette complexité et construire ses choix d'avenir, elle fait le pari de l'*intelligence collective* et de la *participation*, de relativiser le savoir-expert pour réhabiliter celui (profane ?) des citoyens. En retour, ses propositions radicales sont à la fois alternatives et marginales, aussi cherche-t-elle à expliquer, à diffuser et à partager ses réflexions.

Notre option est résolument altruiste et pacifique aussi nous comptons exclusivement sur la *contagion culturelle* pour susciter l'adhésion et le changement<sup>23</sup>. La relation entre politique et culture est dialectique, *ce que nous faisons et nos valeurs affectent la culture dans laquelle nous vivons et cette culture, en retour, influence nos comportement et valeurs*<sup>24</sup>. Il y a un continuum politique entre l'action locale et les outils de gouvernance. Ce que l'on fait *compte, implique les acteurs* et amène un changement culturel et sociétal.

En choisissant le champ de l'*action politique*, ECOLO porte ces projets dans leur *radicalité* à toutes les tables de discussions possibles avec le dessein que les réformes *négociées* soient les plus proches possibles de nos objectifs<sup>25</sup>. De ces compromis, se forme l'engagement tacite et progressif des autres à (re)connaître nos positions. Ils sont impliqués par nos questions, plongés dans leur complexité et mis en demeure d'y répondre, pris dans le jeu relationnel entre les conséquences pour leur cercle d'intérêts, la population, la planète, le futur... et leurs

---

<sup>23</sup> « Ce qui induit l'individu à agir, c'est la résonance entre son monde cognitif et son environnement ». Kristen Monroe

<sup>24</sup> Robert Hinde, *La revue durable* n°48, 2013.

<sup>25</sup> Y compris pour les processus démocratiques (gouvernance, participation...)

actes. Charge à nous et à ceux qui nous font confiance, de trouver le rapport de force suffisant pour maintenir nos préoccupations à l'agenda, jusqu'à prendre le risque de perdre.

*Comme parti, nous avons vocation à changer les institutions de l'intérieur. Comme écologistes, nous avons vocation à le faire autrement.* Cela implique une recherche constante de cohérence entre nos objectifs et notre fonctionnement interne. Cette cohérence s'illustre aussi par notre rapport au pouvoir. Même si nous cherchons à être le plus en mesure de défendre nos options, nous ne cherchons pas à nous l'accaparer, mais à l'exercer de façon transparente et collective.

ECOLO apprend, expérimente et vit les principes qu'il propose à la société. De notre fonctionnement interne à nos actions publiques en passant par nos élu.e.s, nous nous attachons à incarner notre projet. Via Etopia et en lien avec le mouvement, nous consultons en permanence le terrain, confrontons, débattons de nos idées avec le public.

## Notre appel

Dans le contexte du momentum historique qui s'installe à l'échelle mondiale... il y a un nouveau rapport de force à inventer pour faire valoir les finalités collectives. Si les écologistes ont anticipé la situation de 40 ans, on ne peut pas dire que leur appel ait été largement entendu. Nous sommes là où précisément on le craignait. Les premières boucles de rétroactions étaient écologiques, les suivantes sont évidemment sociales...

ECOLO entend continuer à se connecter à toutes les initiatives individuelles et collectives qui luttent dans tous les domaines pour une existence pluridimensionnelle, à s'en nourrir et les nourrir, les soutenir et en apprendre.

Aujourd’hui, il n'y a plus à tergiverser, *nous sommes ceux que nous attendions*<sup>26</sup>, notre transformation appelle celle de la société, construisons notre confiance sur notre capacité à changer pour se donner l'énergie de l'action coopérative. Développons des récits engagés par l'action<sup>27</sup>, le risque, la réussite et l'échec... une manière active de *faire confiance*...

### **Nous sommes indignés ? Engageons-nous !**

Le bien-être de la société doit être vu comme bénéfique aux individus et donc (aussi) comme un but personnel et non du seul collectif<sup>28</sup>. En animant la vie collective, en devenant citoyen, en faisant vivre la participation démocratique... En tout lieu de créativité sociale et politique.

---

<sup>26</sup> Message indien repris par Marc de la Menardiere dans sa présentation TEDx (<http://youtu.be/zAfYtfMhvbw>)

<sup>27</sup> « Nous vivons, dit-on, en démocratie, mais il n'y a pas de démocratie si le droit de penser l'avenir, c'est-à-dire aussi de penser les menaces qui pèsent sur cet avenir n'est pas reconnu comme crucial. Or, ce droit ne se heurte pas seulement aujourd'hui à un sentiment d'impuissance général, mais aussi à un véritable refus. On nous demande de faire confiance là où nous n'avons vraiment aucune raison d'avoir confiance. On nous dit « circulez, il n'y a rien à voir, rien à penser ». L'action de désobéissance civile (de Wetteren) est un appel à résister à cette situation. Les activistes sont les premiers défenseurs d'une démocratie qui a besoin que tout un chacun nous deviennent capables de poser des questions qui nous concernent, qui concernent l'avenir commun ». Isabelle Stengers, *Témoignage au Tribunal de Termonde*, 2013

<sup>28</sup> Robert Hinde, *La revue durable* n°48, 2013.

# DE L'USAGE D'UN MANIFESTE

---

→JOHN PITSEYS

chercheur-associé à Etopia

Le parti Ecolo a reformulé ses valeurs fondamentales et ses principes politiques lors de l'Assemblée générale du 24 juin 2013. Quelles sont les lignes de force du nouveau manifeste ? Que rajoute-t-il et que retranche-t-il de la déclaration de 1985 Peruwelz/Louvain-la-Neuve, et qu'indique-t-il du parti tel qu'il existe aujourd'hui ? Enfin, quelles perspectives d'approfondissement le texte offre-t-il ? Après avoir rapidement abordé la conception générale du politique que propose le manifeste politique, ce texte propose quelques pistes d'analyse du projet politique, social et économique développé par le manifeste du 24 juin. Il tentera dans un second temps de souligner certaines de ses tensions internes, mais aussi ses prolongements programmatiques possibles dans les années qui viennent.

**1985-2013.**

**D'un pessimisme enthousiaste à un optimisme endurci**

Les textes de 1985 et de 2013 prennent place dans des contextes historiques très différents, desquelles émergent pourtant des pré-occupations très similaires. Les références à la Guerre froide et à la nucléarisation des relations internationales ont disparu, tandis qu'un paragraphe entier est désormais consacré à la question européennes et à la « modernisation » du système fédéral belge. Le thème de la crise économique, de l'internationalisation de l'économie et

de l'épuisement des ressources sont pourtant formulés comme si quelques mois seulement séparaient la rédaction des deux textes.

La conception du politique qui se dégage du manifeste diffère pourtant sur quelques points importants.

La déclaration de 1985 propose une théorie de l'Histoire et une critique du matérialisme. Elle s'interroge sur les limites de la rationalité moderne, et la nécessité de déborder celle-ci en renouvelant notre rapport à la nature, au social, et à nous-mêmes : pour l'éco-logie politique de l'époque « l'être prend le pas sur l'avoir, l'esprit de domination sur la nature fait place au respect des équilibres écologiques, la recherche de l'autonomie se substitue à l'esprit de compétition entre les hommes et entre les peuples ». La déclaration de 1985 entend dépasser les limites du marxisme en substituant au discours de classes une perception « systémique » de la société et une critique vigoureuse de la société industrielle. L'influence de Gorz, Morin ou Illitch est alors manifeste et la littérature libérale égalitaire n'a pas encore franchi l'océan Atlantique.

Le manifeste de 2013 reprend les éléments critiques de 1985 mais ne conçoit plus de méfiance de principe vis-à-vis de l'idée de progrès. Le développement des technologies et la complexification de l'économie représentent des défis à relever mais aussi des moyens à saisir pour transformer la société. Le manifeste se distingue du naturalisme politique du texte de 1985, et cesse par exemple tout parallèle entre patrimoine culturel et patrimoine naturel. Il ne constitue plus un programme critique mais une liste de propositions politiques, la « dénonciation du productivisme » devenant par exemple un « appel à une société postcapitaliste ». Enfin, ces propositions politiques ne visent ni à changer de monde ni à changer l'homme mais à construire une société juste. En ce sens, le manifeste propose avant tout une conception de la justice politique. La déclaration de 1985 donnait l'impression que la transformation intérieure de

chacun, le mouvement spontané de la société ou l'imitation des ressources de la nature suffisait à construire une politique. Elle ne comprenait pas une seule fois le mot « inégalité » ou « injustice ». La redistribution des ressources y était seulement conçue comme un facteur de partage et d'innovation sociale. Le manifeste de 2013 se propose quant à lui de répondre aux questions suivantes : quel doit être le rapport de l'individu au collectif ? Comment doivent être répartis les biens sociaux ? Comment ces biens doivent-ils être produits et transférés ? Le développement des liens locaux et des solidarités chaudes est un facteur de justice sociale, et non l'inverse. C'est pour que « personne ne reste au bord de la route » qu'il « s'agit de faire société ».

Ce faisant, le manifeste prend de front une des tensions originaires de l'écologie politique : comment transformer les conditions matérielles de vie des membres d'une communauté politique tout en tournant le dos au matérialisme politique ? Comment faire de la politique hors de la politique ? Les réponses apportées ne sont pas toujours sans ambiguïté. Elles dotent néanmoins Ecolo d'un programme idéologique à part entière, reposant d'une part sur une théorie de la justice, et d'autre part sur une théorie de la société. Dans ce cadre, le plaidoyer écologiste pour l'épanouissement de chaque individualité et un renouveau démocratique tourne le dos aux accents rousseauistes des origines, pour opter en faveur d'une conception libérale et égalitaire.

## Une société des égaux

Sujette à de nombreux débats, l'appartenance ou non d'Ecolo à la gauche politique fait l'objet de la formulation suivante : « nous, écologistes, voulons prolonger les mouvements qui combattent toutes les formes de priviléges, d'exploitation et d'ignorance, mouvements dans lesquels s'ancrent depuis plus de deux siècles les valeurs de la gauche ».

Bayant en une phrase l'héritage du libéralisme politique, du socialisme et des luttes syndicales, l'intérêt politique de l'expression est évident. Elle permettra aux co-présidents de louoyer médiatiquement sur la délicate question de l'identité du parti, et de contenter à la fois l'entrepreneur vert du brabant wallon et le militant marxiste non aligné.

Cette référence à la gauche politique est pourtant accessoire par rapport aux deux affirmations centrales du manifeste.

La première : « nous voulons construire un monde plus juste permettant l'émancipation de tous et toutes ». Ecolo ne se présente pas seulement comme le parti de la nature, de l'équilibre environnemental, de la convivialité et des nouvelles solidarités, mais comme un parti animé par une exigence de justice : cette exigence est même jugée centrale dans son projet politique.

Et la seconde : « les personnes sont plus épanouies dans une société plus égalitaire. L'égalité sous toutes ses formes est indispensable à la justice, au lien social et à la participation politique ». L'exigence de justice précitée se traduit par la poursuite d'un idéal d'égalité, qui prend deux formes dans le manifeste.

D'une part, Ecolo défend l'idée qu'une société politique doit garantir à chacun les mêmes droits fondamentaux, ainsi que des opportunités de même nature de mener son projet de vie. Au-delà des conflits d'intérêts et des luttes politiques, une société juste doit accorder à chacun de ses membres, quelles que soient ses opinions, ses origines, sa fortune ou son appartenance sociale, les bases nécessaires à une vie autonome, à une activité politique sur pied d'égalité avec les autres citoyens, à un traitement équitable par la loi. C'est en ce sens notamment que le projet politique d'Ecolo « ne vise pas à mettre la société en conflit mais à faire dialoguer une société plurielle qui s'enrichit de ses différences. Il vise l'intérêt général plutôt que la

défense d'intérêts catégoriels ou corporatistes » (5.1). C'est en ce sens également qu'Ecolo défend l'individualisation des droits sociaux.

D'autre part, cet idéal d'égalité ne conduit pas seulement à assurer à chacun des chances égales de participer à la vie collective, mais à lutter contre les injustices et inégalités qui surviennent au cours de l'existence. Cet idéal d'égalité ne vise pas seulement par exemple à garantir à tous les ressources suffisantes pour exister : ainsi que le rappelle par exemple le paragraphe consacré à la santé, « la santé est une ressource, une énergie pour que chacun puisse être acteur de sa vie et dans la société (...) La santé ne se réduit pas à l'absence de maladie ». La lutte pour l'égalité doit assurer à chacun un certain niveau de bien-être et d'autonomie. Elle doit permettre de transformer les règles présidant à la distribution des biens sociaux, et tendre donc vers une égalité réelle des membres de la société. Elle demande dès lors de changer de système économique, de changer de système de production, et donc – mais seulement en conséquence – de changer notre rapport à l'environnement. Le manifeste affirme en ce sens que « le premier objectif de notre action politique est la poursuite d'un monde juste. Nous n'acceptons pas que les premières victimes du productivisme soient les personnes qui en sont le moins responsables et en bénéficient le moins. La surconsommation des uns est payée par la surexposition des autres aux crises sociales, écologiques et financières ». Le manifeste en appelle dès lors – le mot est prononcé - à une société post-capitaliste. Le capitalisme doit être rejeté non seulement à cause des dommages qu'il cause sur l'environnement, mais plus globalement parce qu'il creuse les inégalités sociales et « défigure le sens de la liberté » : le manifeste ne conçoit donc pas le capitalisme comme la soute à charbon du libéralisme politique, mais comme une idéologie contraire aux idéaux de liberté et de démocratie.

## De l'égalité à l'autonomie

La déclaration de 1985 reposait sur une critique salutaire des structures de la société, qu'il s'agisse des structures traditionnelles de domination, des modes d'organisation de la vie collective, ou des imaginaires sociaux de la modernité scientifique et économique. Ainsi qu'évoqué ci-dessus, le manifeste du 24 juin arrime cette critique à une théorie de la justice : se distinguant par exemple du programme social-démocrate, il articule par ailleurs cette théorie de la justice à un projet de transformation des structures sociétales, culturelles et symboliques de la communauté politique.

L'écologie politique réfute l'opposition Individu/Etat qui caractérise le libéralisme classique. Il se distingue également des modèles réduisant le jeu social au dialogue et conflits entre Etat et marché. Le manifeste conçoit la société comme un ensemble composé de groupes et de strates variés, divergents parfois, mais forcés de coexister.

L'enjeu du politique est d'une part garantir le dialogue entre ces groupes et l'autonomie des personnes qui les composent. Concernant la question de l'interculturalité, le manifeste affirme sans surprise que « ce qui nous rassemble est infiniment plus fort que ce qui nous sépare » et en appelle à une « culture du respect, de la tolérance et de la reconnaissance ». Il n'échappera pas aux spécialistes de ces questions que ces trois notions se réfèrent à des conceptions différentes, et parfois opposées, du dialogue interculturel. Le manifeste défend une conception ouverte de la société mais les traits concrets que celle-ci recouvrent restent donc sybillins. Dans une période où les acteurs politiques sont tentés de refermer la communauté politique sur un ensemble de valeurs ou d'appartenances culturelles fixes, le manifeste rappelle cependant que la meilleure manière de susciter l'adhésion à une communauté est de mettre ses membres d'accord sur un ensemble de valeurs politiques, et que la première d'entre elles est l'égalité des droits.

L'autre enjeu que relève le manifeste concerne le rapport à construire entre l'espace privé, l'espace social et l'espace politique. Dans ce cadre, « toute initiative qui réinvente le lien social et les échanges quotidiens par la convivialité, le don, le contre-don, et la coopération » doit être encouragée, mais ces activités collectives ne peuvent empiéter sur l'autonomie de l'individu. L'espace politique doit être ouvert à la société civile, mais « l'indépendance et la liberté » de celle-ci est jugée indispensable. Enfin, un parti politique doit chercher à transformer les institutions de l'intérieur, mais aucun parti n'a vocation à s'identifier à l'Etat et à « gouverner éternellement ». Ecolo n'est plus le parti-mouvement de 1985. Il « encourage », « soutient », « favorise » les engagements associatifs et les initiatives de transition mais se définit désormais comme un acteur à part entière de la société politique. Sa participation possible aux structures de pouvoir est considérée comme allant de soi : contrairement à la déclaration de 1985, le manifeste de 2013 ne contient plus de long paragraphe s'interrogeant sur le rapport du parti aux institutions politiques. A l'inverse, l'« indépendance et (la) liberté » de « toutes celles et tous ceux qui veulent penser la transition écologique » vis-à-vis d'Ecolo est jugée indispensable.

Pour Ecolo, la société constitue donc un ensemble à part entière, dont la vitalité doit être préservée et encouragée. Cet ensemble doit être à la fois distinct de l'espace politique et connecté à lui. Trente ans de pensée et de participation politique séparent le texte de 1985 de celui de 2013, et tout particulièrement la publication du *Entre faits et normes* de Jurgen Habermas. Le texte accorde une importance primordiale à l'action de l'espace public général, et tout particulièrement de la société civile. Celle-ci ne sert ni seulement d'organe de veille pour contrôler le pouvoir, ni de courroie de transmission pour l'action des partis, mais constitue une sphère d'action autonome et politisée. Le défi du manifeste consiste à concilier l'idéal d'une société inclusive et la création de solidarités nouvelles d'une part, et le constat du pluralisme social et politique d'autre part. Le manifeste

prend distance avec la tentation paternaliste du social-christianisme, mais aussi avec la conception instrumentale de la société civile caractérisant les grands partis de masse sociaux-démocrates. Il reste cependant imprécis sur les outils dont dispose l'écologie politique pour « encourager » l'avènement de ces nouveaux liens sociaux et politiques qu'il appelle de ses vœux.

Le manifeste se distingue par ailleurs par les deux longs paragraphes consacrés au principe démocratique. Pour Ecolo, la démocratie n'est pas un principe acquis ni un simple principe d'organisation du débat politique. Il s'agit d'une part du principe théorique permettant de faire coexister, au sein d'une même société comme au sein du logiciel théorique du parti, l'idée de bien commun et le constat du pluralisme social. Il s'agit d'autre part d'un des déterminants essentiels d'une société juste. La démocratie favorise un certain nombre de vertus civiques et contribue au sentiment d'identité de la communauté. Mais elle ne tire pas sa légitimité du surplus de convivialité ou de sagesse qu'elle procure, mais du fait qu'elle sert – à nouveau – une société d'égaux. Les principes de délibération et de participation n'ont, à ce titre, pas le même statut argumentatif. La délibération est jugée souhaitable dans la mesure seule où elle favorise la participation informée de tous à la décision publique. Le manifeste se distancie par contre de l'idéal délibératif dès lors qu'il justifie la mise à l'écart du citoyen au profit d'un résultat rationnel ou efficace. A l'inverse, « des formes nouvelles de participation directe et délibérative, y compris à l'échelle transnationale, devront être mises en œuvre en appui et complément de la démocratie représentative. Elles contribueront à créer les conditions pour que chacun qui le désirera puisse s'intégrer au cœur de l'action politique».

## Le social et l'économie

Le rapport de l'écologie à l'économie était le grand oublié de la déclaration de 1985. Quelques lignes rapides sur l'auto-gestion, la convivialité devaient convaincre de la nécessité d'établir des « relations moins mutilantes, plus sereines, plus fraternelles » entre les citoyens. La déclaration affirmait également la volonté du parti d'abandonner « la croissance par la relance au profit d'une remise en question de « la conception du progrès sur laquelle nous vivons depuis deux siècles ».

Le manifeste y consacre au contraire ses plus longs paragraphes. D'une part, il opère un retour partiel au keynésianisme dont la déclaration de 1985 voulait se distancier. D'autre part, il tente à la fois de condamner le capitalisme et de montrer que l'écologie politique propose un modèle de production efficace. Au-delà des formules soigneusement lissées, le débat interne sur les vertus, la nature et les limites de la croissance économique est manifestement loin d'être tranché. Ainsi, « la production de biens et services indispensables aux êtres humains doit tenir compte des limites physiques de la planète et dépasser les logiques purement marchandes pour articuler marchés, services publics et biens communs » : mais la manière dont il faut tenir compte de ces limites est habilement laissée dans les limbes. Ailleurs, « l'entreprise ne doit pas être une agrégation de capitaux et de titres de propriété qu'il s'agirait de rentabiliser au détriment de la justice sociale et de l'environnement » ; mais à vrai dire, personne n'en doutera, pas même le libéral plus endurci. Et ailleurs, encore, l'entreprise « doit prendre de plus en plus en compte les conséquences de son activité sur la vie des travailleurs, des consommateurs, des citoyens et sur l'environnement » : mais personne n'en doute à vrai dire, et il est n'est pas sûr que « la prise en compte » progressive de ces conséquences suffise à ouvrir la voie à une société post-capitaliste.

Le manifeste ne se limite pas à un catalogue de bonnes intentions ou d'affirmations consensuelles, au contraire. Les lignes consacrées à la redistribution du temps de travail ou à la répartition du temps libre tranchent avec la revalorisation actuelle, à gauche comme à droite, de la « valeur travail ». Les paragraphes consacrés à l'économie circulaire, à la régulation des marchés, et plus fondamentalement encore, à la nécessité de pluraliser les logiques économiques donnent quelques indications pour comprendre en quoi l'écologie politique serait à la fois et en même temps authentiquement libérale et profondément anti-capitaliste. Le manifeste prend clairement position dans le débat marché/Etat. Certains biens sont considérés comme fondamentaux au point qu'ils doivent être considérés comme des biens communs. Ces biens communs peuvent être protégés par des initiatives citoyennes, mais doivent être garantis par les services publics. Il revient à l'Etat, davantage qu'au marché qui « présente par essence des insuffisances majeures », de prendre en charge la distribution de ces biens communs et de réguler la production et le transfert équitable des biens privés.

Néanmoins, le manifeste met involontairement en scène les tensions fondamentales auxquelles l'écologie politique fait face. Tension en matière de justice : l'écologie politique doit administrer la preuve qu'elle peut favoriser la richesse de tous mais entend en même temps tourner le dos aux définitions classiques du bien-être. Tension quant à sa conception de la liberté : l'écologie politique repose sur le postulat libéral que chacun doit pouvoir mener sa vie comme il l'entend et au mieux de la poursuite de ses préférences, mais aussi sur l'hypothèse que le capitalisme nuit tant à l'autonomie de l'individu qu'à l'égalité de tous. Tension quant à sa conception du rapport entre marché et capitalisme : l'écologie parie sur « la noblesse de l'entrepreneuriat », mais entend néanmoins encadrer les « limites majeures » que connaît le marché. Tension quant à sa conception de la régulation : la fascination que l'écologie politique entretient pour les énergies créatrices en provenance de la société accompagne une foi ancrée

en la régulation politique verticale. Et enfin, tension quant à son regard sur la croissance : le manifeste ne précise jamais clairement quels sont les conséquences à tirer du constat que l'activité humaine porte sur une planète aux ressources limitées.

Le manifeste fait le pari d'une ligne égalitaire, libérale, post-capitaliste, et régulationniste. Il s'agit d'une véritable proposition politique. La cohérence de ces différents termes sera néanmoins soumise à l'épreuve dans les années qui viennent. Et la fidélité à ceux-ci est parfois remise en question au cours même du manifeste : il n'est pas certain que c'est en enjoignant à l'entreprise de seulement « prendre en compte » les conséquences de ses activités sur les travailleurs et l'environnement que l'idéal égalitaire et post-capitaliste d'Ecolo sera rencontré.

### **L'environnement comme bien commun**

Le manifeste ne conçoit pas la nature comme un substrat transcendant mais comme un ensemble de ressources à protéger. Ces ressources doivent être protégées pour elles-mêmes, mais plus encore pour les sociétés humaines : « il s'agit d'utiliser les ressources naturelles et les autres espèces vivantes de manière responsable, en conservant et réparant ce qui est essentiel aux équilibres vitaux, afin d'éviter d'abréger l'histoire de l'espèce humaine et d'exacerber les conflits ». Le manifeste développe une conception patrimoniale de la nature, au relatif détriment de ses dimensions esthétiques ou métaphysiques. La nature constitue un ensemble de ressources et de biens.

On pourra voir derrière cette affirmation la difficulté – mais aussi la nécessité - d'élaborer à la fois et en même temps un discours sur la répartition des biens sociaux et un discours sur notre rapport au monde. Mais on y verra aussi la tentative de subvertir de l'intérieur les termes de cette conception patrimoniale. Premièrement, le manifeste clarifie la manière dont Ecolo conçoit la relation de l'homme

à la nature. L'être humain n'est pas un point parmi d'autres dans la nature, puisque c'est « l'activité humaine » qui a un rôle déterminant dans la perpétuation ou la menace des équilibres de la biosphère ». Si les humains ne sont pas maîtres de leur environnement, ils en sont donc pourtant les responsables. Cette responsabilité est d'autant plus directe que l'impact des activités humaines sur l'environnement a également des conséquences sur le fonctionnement juste de nos sociétés. Deuxièmement, le manifeste clarifie son discours sur les « limites » de la nature. Le manifeste ne dit pas que les limites de la nature sont chiffrables, ni qu'elles sont atteintes, mais qu'elles existent, et que la conscience de ces limites doit servir de balise pour l'action politique. Le manifeste ne part pas du principe que la catastrophe environnementale est proche ou inéluctable mais que la responsabilité humaine sur l'environnement est d'autant plus forte qu'elle prend place dans un contexte d'incertitude. Troisièmement, le manifeste souligne que ce n'est pas parce que l'environnement forme un ensemble de ressources que ces ressources peuvent constituer un marché environnemental. Certaines ressources ne constituent pas des biens au sens propre. Et certains biens ne peuvent être ni divisés, ni partagés, ni transférés. Enfin, l'ensemble des ressources constituant notre environnement ne constitue pas seulement notre propriété collective, mais notre cadre de vie.

Le manifeste de 2013 n'est, en ce sens, pas moins radical que celui de 1985. Il tente en effet d'expliquer qu'il y a de bonnes raisons d'adhérer à l'écologie politique même si les limites de notre environnement n'étaient pas atteintes, même si nous décidons de n'accorder aucune valeur esthétique, morale ou mystique à la nature, et même si nous ne souhaitons pas voir notre environnement comme un tout qui nous échappe mais comme un ensemble de simples ressources matérielles.

## Perspectives

Le manifeste développe à la fois une théorie de la justice, un modèle de société, un modèle d'action économique et une conception de l'action politique. Il adopte une conception libérale et égalitaire de la justice, une vision inclusive de la société, une reconnaissance du fait collectif et un discours spécifique sur l'environnement et les biens communs. Néanmoins, son ambition affichée et les nombreuses clarifications qu'il opère suscitent malgré tout un certain nombre de questions : reprenons-les au fur et à mesure des paragraphes de notre texte.

### *Une société des égaux*

Quelle conception de l'égalité sociale l'écologie politique développe-t-elle, et en quoi celle-ci dépasse-t-elle les définitions existantes ?

D'une part, le manifeste laisse dans les limbes la refondation de la sécurité sociale. Si on met à part le principe de l'individualisation des droits, le manifeste énumère un certain nombre de défis – le vieillissement de la population, le financement de la sécurité sociale –mais s'abstient de donner la moindre indication quant au contenu qu'il faut donner à l'idée d'égalité. Le manifeste mentionne bien la nécessité de prévoir « de nouveaux droits » pour les individus, mais sans préciser lesquels. La lecture du texte laisse l'impression que la seule tâche de la gauche peut encore s'assigner est de lutter pour maintenir les acquis du siècle dernier et de les aménager à la marge.

D'autre part, le manifeste reste cruellement évasif sur le contenu de cette « solidarité au cube » censée constituer une des principales originalités écologistes. Le manifeste reste absolument silencieux sur les principes politiques et éthiques définissant la justice inter-générationnelle. Que devons-nous aux générations à venir ? En quoi, sur quelle base et dans quelle mesure sommes-nous leurs obligés et pouvons-nous les obliger à leur tour ? Ces questions ne

semblent pas attirer l'attention du parti. Par ailleurs, le manifeste consacre un long paragraphe à l'architecture institutionnelle belge et européenne, mais ne donne pas la moindre indication du modèle de développement global que nous souhaitons pour les différentes communautés de la planète. La description d'un tel modèle sera sans doute approfondie dans le programme politique à proprement parler : il n'en demeure pas moins que le manifeste reste silencieux sur les rapports complexes entre développement local et global, ou entre ouverture économique et ouverture politique.

### *De l'égalité à l'autonomie*

Le manifeste défend une conception pluraliste de l'espace social et politique. Il évite cependant de s'interroger sur les dynamiques de domination et d'oppression susceptibles d'être exercées par l'Etat lui-même.

La critique des technosstructures étatiques est au fondement de l'écologie politique ; ainsi que le souligne par exemple la déclaration de 1985, « plus vaste sera (la) sphère autonome, plus grande sera la part faite à des relations humaines qui échappent à la logique de marché comme à celle de l'Etat et peuvent donc être directement axées sur les valeurs d'usage, sur la satisfaction directe des besoins ». Le manifeste semble quant à lui sanctuariser le fonctionnement de l'Etat, comme si le fait que celui-ci incarne le bien commun devait paradoxalement baisser les exigences que nous devons formuler à son égard. Les limites du marché, les abus de la partocratie et de la concentration du pouvoir politique sont clairement décrits dans le texte. Néanmoins, l'Etat ne désigne pas seulement le pouvoir législatif et exécutif mais des institutions de justice, des institutions administratives, des institutions de sécurité dont les promesses, les défis mais aussi les risques de dérives intrinsèques sont nombreux, parmi lesquels la captation du pouvoir administratif par des intérêts particuliers, l'inflation du domaine de la raison d'Etat, le non-respect de l'Etat de droit par les services de renseignement ou de sécurité, etc. Le maintien d'un paragraphe sur ce thème aurait été d'autant

plus pertinent qu'il s'inscrit dans un contexte particulièrement lourd à cet égard : technologies de surveillance, renforcement des législations antiterroristes, pression de plus en plus forte sur les mouvements sociaux, ...

Dans ce cadre, le paragraphe du manifeste consacré à la démocratie devra conduire à un dépoussiérage vigoureux de l'attirail délibératif que le programme Ecolo propose depuis 1995. Le développement de jurys délibératifs, de panels citoyens ou de procédures de consultation locales ne semble pas capable de décloisonner le système consociatif à la belge. Il ne semble pas davantage répondre au sentiment de dépossession du citoyen devant l'érosion des frontières traditionnelles de la souveraineté, le profusion des messages politiques, l'impression de dilution des responsabilités politiques, l'impossibilité ressentie d'avoir un impact sur la décision publique : le paragraphe consacré à la construction européenne reste un peu angélique en la matière. Enfin, les élections de 2014 permettront d'observer dans quelle mesure la démocratie interne d'Ecolo est encore au diapason du programme démocratique du parti : la pratique désormais systématique des comités de liste ou la multiplication des représentants à quatre mandats successifs ne constituent pas des signes encourageants en la matière.

### *Le social et l'économie*

Nous avons déjà touché quelques mots des promesses du manifeste en matière économique, mais aussi des tensions auxquelles il s'expose. Ces promesses mériteraient d'être approfondies dans le programme économique du parti : comment, fiscalité « verte» mise à part, concevoir un impôt juste ? Quel modèle d'entreprise souhaitons-nous promouvoir, et avec quels outils promouvons-le ? Quelles règles de commerce internationales défendons-nous ? Et ces tensions peuvent ici faire l'objet d'une synthèse pratique. Dans ses participations gouvernementales, Ecolo promeut un néo-keynesianisme vert. Il favorise dans son programme un « autre modèle de croissance ». Et il affirme dans son manifeste la nécessité de tourner

le dos au modèle capitaliste. Certes, l'action politique et la rédaction idéologique obéissent à des registres de justification différents, qui peuvent être articulés comme tels. L'écart entre ces registres peut pourtant devenir profond au point même de menacer au sein d'un même texte la cohérence entre l'identité du parti, ses balises pour l'action et son projet politique. Dans ce cadre, asseoir l'écart entre ces registres sur la différence entre court et long terme politique méses-timie bien sûr le fait que certaines mesures assurant un second best politique à court terme peuvent simultanément rendre le first best inaccessible à long terme. Dans la foulée, les conditions permettant la stabilité du système à court terme peuvent également être celles qui menaceront son équilibre à long terme, et vice versa. Le manifeste ne prend pas clairement position sur l'équilibre des énergies et sacrifices à consentir entre ces deux échelles d'action politique.

# CHANGER D'ÈRE REFONDATION IDÉOLOGIQUE POUR UN XXI<sup>E</sup> SIÈCLE ÉCOLOGIQUE<sup>1</sup>

→OLIVIER BIÉRIN

politologue

→JONATHAN PIRON

historien, chercheurs-associés à Etopia

Nous appartenons à cette génération, élevée dans un certain confort, et qui voit s'écrouler un à un les fondements sociaux, économiques et politiques de notre société : dogmes de la croissance, des marchés, de la finance, croissance des inégalités, alertes environnementales et démocratiques, ...

Nous nous interrogeons sur le sens que nous souhaitons donner à nos vies mais ne parvenons plus à y donner des repères fondés aussi bien sur la prospérité que sur l'épanouissement personnel

Le constat suivant s'impose à nous : la recherche exclusive de la croissance économique a déstabilisé aussi bien les équilibres internationaux que nationaux. L'inégalité des relations économiques a accru les pressions tant sur les ressources naturelles que sur les ressources humaines. Nous avons atteint les limites de la croissance dans un environnement dévasté. Le système économique est ainsi devenu écologiquement dysfonctionnant et basé sur une surconsommation par personnes. Cette situation n'est cependant pas une

<sup>1</sup> Ce texte s'inspire de la *Déclaration d'Ottignies-Peruwelz*, de la *Déclaration de Port Huron*, de la *Déclaration de Cocoyoc*, du *Manifeste de 'Democracia Real Ya !'* ainsi que des contributions d'auteurs tels que Hannah Arendt, Alain Caillé, Cornelius Castoriadis, Pierre Calame, André Gorz, Tim Jackson, Alain Lipietz, Herbert Marcuse, Dominique Méda, Dennis Meadows, Edgar Morin, Pierre Rabhi, Juliet Schor.

fatalité, les dysfonctionnements étant une bonne opportunité pour changer de direction. Néanmoins, l'emprise du modèle néo-libéral, à travers les formes prises par la consommation et la manipulation de nos désirs qu'organisent le marketing et la publicité, étouffe l'organisation démocratique de nos sociétés. L'accélération des activités contribue à ces déséquilibres. Nous sommes prisonniers de l'idée de profit, de rentabilité, de productivité et de compétitivité. Ces idées se sont exacerbées avec la concurrence mondialisée, dans les entreprises, puis répandues ailleurs, comme dans le monde de l'enseignement. Les politiques publiques sont ainsi devenues captives des élites technologiques et économiques, compromettant une juste (re)distribution des richesses, matérielles et immatérielles, ainsi que leur accès à tous. Ces différentes réalités ont conduit à un grand enfermement de nos sociétés, dans lequel l'idée qu'il n'existe pas d'alternative s'est durablement incrustée dans les esprits.

Notre génération voit également se lever des critiques de plus en plus menaçantes à l'égard de l'organisation politique, voire de la démocratie elle-même. Nos sociétés sont traversées au mieux par un constat d'impuissance de l'autorité publique, au pire par une haine des « politiques » et de ce qu'ils représentent. Cette profonde crise de confiance favorise l'émergence d'un climat propice à un hiver de la démocratie dont nous ne percevons encore que peu les dangers.

L'ensemble de ces changements négatifs se rassemble dans un terreau fertile d'où grandissent soit l'apathie face au fardeau trop lourd à porter que représentent ces déséquilibres, soit le repli vers les solutions d'où émergeront de nouvelles violences entre les hommes. Le vivre-ensemble est remis en question tandis que la crainte de l'avenir - voire de son avenir - s'enracine au sein d'une jeunesse sur laquelle devraient pourtant reposer tous les espoirs.

## Redéfinir le progrès

Nous pensons dès lors qu'il est temps aujourd'hui de changer d'ère. Il s'agit de sortir du dogme du « toujours plus » pour lui préférer le principe du « enfin mieux ». Le progrès et la prospérité ne peuvent se baser sur la simple accumulation de technologies et de richesses. Toutes les étapes de formation suivies durant la vie se doivent d'être organisées sur ce principe.

Il est nécessaire de redéfinir la notion de progrès. Nous devons rompre avec l'idée que le progrès consiste à produire toujours plus de biens et de services, à consommer des quantités croissantes d'objets, à mettre la nature en coupe réglée ou à détenir avoir le produit intérieur brut le plus important possible. Nous devons repenser le progrès au-delà des seuls objectifs économiques. Le progrès se doit d'être démocratique, social, environnemental, convivial. L'écologie politique est le fondement politique permettant cette redéfinition.

Nous sommes convaincus que l'écologie politique est un progrès démocratique. Il s'agit de bâtir une démocratie forte, centrée sur la revitalisation de la citoyenneté. Cette citoyenneté revitalisée doit permettre à chacun de comprendre le sens de ses actions, et d'en mesurer les impacts. Cette citoyenneté doit se fonder aussi bien dans la participation aux prises de décisions publiques que dans un projet éducatif renouvelé et plus large, qui explicite les rapports de domination et permet de les modifier. Il faut renouveler l'éthique, la vision du pouvoir et ses méthodes d'application. La démocratie est un acte de foi dans l'Homme et dans sa capacité à s'informer. C'est aussi une conviction que collectivement les citoyens peuvent avoir une prise sur leur destin.

Nous sommes convaincus que l'écologie politique est un progrès social. Il s'agit de se doter d'une autre logique de travail, où le but n'est plus celui de la flexibilité et de la productivité mais bien de

l'épanouissement et du respect de tous. Alors que le travailleur devait être libéré des tâches difficiles grâce aux machines, ces dernières ont contribué à son asservissement. La logique de productivité qui s'y est jointe a fini par exclure les travailleurs mêmes de leur emploi, ou à les soumettre à celui-ci ceux-ci. La réduction collective du temps de travail permet de lutter contre cet asservissement, néfaste tant pour le travailleur que pour l'écosystème. Plus le temps de travail est élevé, plus l'empreinte écologique est élevée. Il est dès lors nécessaire de donner une autre place au travail dans nos vies.

Nous sommes convaincus que l'écologie politique est un progrès économique. Il s'agit de proposer un autre modèle économique, non plus dominé par les seuls intérêts publics ou privés mais où la logique du commun est prise en compte. Cette vision repose sur une autre logique du marché, où se développent des économies localisées, concentriques, échappant à la domination de l'économie globale, et où sont donnés les moyens nécessaires à l'émergence d'une économie sociale et solidaire, fondée sur une plus juste participation des travailleurs à l'organisation de la production et de ses moyens. Le marché ne doit pas déterminer dans quelles directions la société doit se développer. L'autonomie des économies locales et régionales doit permettre cette réappropriation. La relocalisation du pouvoir économique est une condition nécessaire pour des économies durables et souveraines. Cette autonomie ne peut cependant les faire tomber dans l'autarcie, qui refuse la coopération et la solidarité. C'est en ce sens qu'il est nécessaire de promouvoir les biens communs, et d'en assurer une gestion internationale reconnue par tous. Il est tout aussi fondamental de remettre au cœur du discours la question d'une gratuité promotrice d'égalité entre tous.

Nous sommes convaincus que l'écologie est un progrès solidaire. Il s'agit précisément de nous battre pour plus de justice. Cette justice doit être sociale et environnementale. Il s'agit de mettre fin aux inégalités créées par le système socio-économique actuel, en le

transformant radicalement, afin de donner aux populations touchées par ces injustices les moyens nécessaires à leur émancipation et à leur épanouissement. Car plus une société est égalitaire, plus elle est heureuse. Il s'agit également de mettre en place une justice environnementale, qui permet de protéger ceux qui ne sont pas encore défavorisés, mais qui seront les prochaines victimes des dérèglements environnementaux à venir, en ce compris les générations futures. Les défis climatiques et énergétiques sont sans aucune mesure avec les défis que nous avons connus jusqu'ici.

Nous sommes convaincus que l'écologie politique est un progrès environnemental. Il s'agit, face aux modifications climatiques et à la raréfaction des matières premières, de protéger nos sociétés contre ces nouvelles crises de la dette qui seront climatiques et énergétiques. Il s'agit tout simplement de permettre à chacun, aujourd'hui et demain, de vivre dans un monde où une prospérité matérielle est possible, en bonne santé et en sécurité, ce qui s'appuie sur un modèle économique et de société qui préserve la biodiversité, la qualité de l'air, du sol et de l'eau, et ainsi concomitamment la capacité de se nourrir, se loger, se chauffer et se déplacer.

Nous sommes convaincus que l'écologie politique est un progrès commun. Les vraies richesses sont d'abord le produit de l'intelligence humaine, de la connaissance et de leur partage. Ces biens communs de la connaissance doivent être protégés de tout intérêt mercantile ou restrictif quant à leur accès. La coopération, la gestion décentralisée et les droits d'usage collectifs sont autant de modes d'organisation à prôner pour cette voie complémentaire aux traditionnels modes de gestion publique et privée. Il s'agit également de repenser les rapports aux temps, et permettre l'émergence de temps sociaux favorisant les partages et les échanges non-marchands.

## Un nouveau récit

La nécessité d'engager la société dans la transition écologique est aujourd'hui perçue par l'ensemble de ses composantes. Ce combat n'appartient plus aux seuls partis se réclamant de l'écologie politique. Dans tous les domaines, les préoccupations écologiques s'affirment. De même, la mobilisation citoyenne est en marche, à travers de multiples organisations tant locales que régionales voire internationales. Cependant, dans les faits, ces initiatives restent mineures et ne parviennent pas à renverser les certitudes liées aux bienfaits du productivisme et de la croissance sans limites. De plus, l'inertie et la mainmise des pouvoirs économique et financier sur le politique empêchent les évolutions nécessaires.

Il convient donc d'opérer une démarche constante d'éducation permanente auprès de la société. La soutenabilité doit s'apparenter à une nouvelle forme de progrès et susciter l'adhésion des populations.

Il s'agit également de renverser le rapport de force, par une mobilisation démocratique afin de se réapproprier les leviers du pouvoir. Il s'agit enfin de redonner du souffle à la politique et d'instaurer une communauté qui s'invente. L'essor des mouvements citoyens témoigne de la volonté de réinventer l'action politique. Le lien politique doit donc s'instaurer en relation avec les autres acteurs, dans une communauté transversale, autour d'un espace de visibilité, et se renforcer par un dialogue continu, à l'œuvre aussi bien dans la réflexion politique que dans la mise en pratique quotidienne des normes. Depuis ses origines, Ecolo s'est inspiré et nourri de la société civile, et de ses différents horizons, dont le parti est originaire. La professionnalisation du parti ne peut atténuer sa créativité, qui se nourrit de ses relations avec l'extérieur. C'est cette idée qu'il s'agit de perpétuer et de réinventer, dans un souci constant de décloisonnement des mouvements agissants dans l'espace public.

Notre ambition doit être de redonner espoir, et de mobiliser autour de ce projet tant individuel que collectif. Ce travail passe par une réappropriation de notre Histoire et de l'évolution historique de nos sociétés, guidées par des créations et des recréations nullement déterminées. Ces projets et ce postulat permettent d'éviter à la fois le désespoir face à un monde dominé par un modèle qui s'écroule et l'optimisme béat envers l'idée de progrès technologiques et scientifiques nous promettant d'illusaires solutions. Il permet également d'éviter la venue d'un autre modèle fondé sur la jouissance des inégalités, et sur les replis identitaire et populiste, qui en acceptterait la réalité sans plus les remettre en question.

L'écologie politique est un projet de gauche, post-capitaliste et antiproductiviste, aussi bien sur les constats qu'il pose que sur les propositions qu'il amène. Dans un monde aux ressources limitées, où jamais autant de richesse n'a été produite, et où celle-ci n'a jamais été aussi mal répartie, la seule option viable, solidaire et durable ne peut que s'inspirer de ces principes. C'est ainsi qu'il nous sera permis de nous engager dans un mode de vie épanouissant et prospère pour tous, et de rendre les pouvoirs démocratique, économique et social aux citoyens.



# L'IMPOSSIBILITÉ D'UNE ÎLE<sup>1</sup>

---

→CÉDRIC CHEVALIER  
chercheur-associé d'Etopia

*Aucun homme n'est une île, un tout, complet en soi ;  
Tout homme est un fragment du continent,  
une partie de l'ensemble ;  
Si la mer emporte une motte de terre,  
l'Europe en est amoindrie,  
Comme si les flots avaient emporté un promontoire,  
le manoir de tes amis ou le tien ;  
La mort de tout homme me diminue,  
parce que j'appartiens au genre humain ;  
Aussi n'envoie jamais demander  
pour qui sonne le glas : c'est pour toi qu'il sonne.*

Extrait d'un poème de John Donne,  
Devotions upon Emergent Occasions, 1624.

## Voyage à travers le temps

Nous venons de vivre une étape historique pour Ecolo. Le parti vient en effet d'approver en assemblée générale, ce dimanche 23 juin 2013, un nouveau manifeste politique. Cet événement survient 28 ans après ce qui fut son premier et jusqu'il y a peu unique exercice du genre, intitulé « *Déclaration de Péruwelz-Louvain-la-Neuve exprimant les principes fondamentaux du Mouvement Ecolo* ». Un manifeste est comme une constitution pour un parti ; il lui donne une vision politique à l'épreuve

---

<sup>1</sup> Texte écrit en hommage à ceux à qui nous sommes et restons reliés.

du temps. Etant à peine plus âgé que la Déclaration de 1985, je vous propose une mise en perspective de la pensée écologiste et de ce qui reste générateur de rupture en elle aujourd’hui.

En relisant cette fameuse Déclaration, qui s’ancre aux racines du parti, on est frappé par l’actualité que conservent ses lignes. La science confirme aujourd’hui que les perspectives humaines se sont dégradées sur bien des aspects et que certaines tendances destructrices se sont encore amplifiées depuis trente ans. Chacun peut constater que le grand renversement de la pente dangereuse suivie par notre civilisation techno-scientifique n’a pas encore eu lieu. Mais là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve. De manière également significative, des hommes consacrent leur existence à refuser que la catastrophe se produise, penseurs, décideurs et militants du quotidien. Ils nous inspirent une incroyable énergie positive face à l’adversité. Nous sommes reliés à ces précurseurs depuis les années 60 et les premières prises de conscience environnementales jusqu’à notre époque, celle des rapports du GIEC, des films d’Al Gore, des Earth Hour et des appels de plus en plus pressants à enrayer la crise environnementale. Nul homme n’est une île dans le temps. Le cri d’alarme et la volonté de peser sur le réel exprimé par la Déclaration de 1985 demeurent. Et si les tendances ne se sont pas encore renversées, beaucoup de choses ont heureusement changé depuis lors.

### **Un premier mouvement de balancier : la nature se rappelle à notre bon souvenir**

Depuis plus de 50 ans, il s’agit de réparer une erreur historique : avoir fait sortir progressivement la nature de la conscience humaine.

De siècle en siècle, un mirage s’était imposé, celui de croire que désormais, grâce à sa science et sa technologie, l’Homme s’était extrait, arraché lui-même de la nature et de ses fatalités, qu’il n’en était plus l’esclave, qu’il maîtrisait indépendamment son destin, qu’il en devenait même petit à

petit le maître incontesté. La trinité de la Science, de la Technologie et de l'idéal de Progrès était devenue la divinité prométhéenne qui remplaçait peu à peu la crainte ancienne des esprits de la Nature.

Or à l'aube d'un jour nouveau, l'Humanité se réveilla en comprenant que le développement de la société industrielle, la même science, la même technologie et le même progrès qui avaient déversé tant de bienfaits sur elle, menaçaient désormais paradoxalement sa propre survie. La prise de conscience d'une minorité de scientifiques et de militants que nous étions susceptibles de disparaître par nos propres actions a causé un choc immense dont les répliques se font encore sentir aujourd'hui. Un premier mouvement de balancier, salvateur, a exploré d'autres perceptions du monde, d'autres paradigmes afin de renouer le lien perdu avec la nature.

Edgar Morin estime ainsi qu'il faut maintenant cesser de voir l'homme comme un être surnaturel, et abandonner le projet de Marx et Descartes de conquête et possession de la nature : « *Nous ne sommes pas extra-vivants, extra-animaux, extra-mammifères et extra-primates. Nous sommes peut-être des supers-vivants, super-animaux, supers-mammifères et super-primates. Cette idée fondamentale signifie du coup que, non seulement l'organisation biologique, animale, se trouve dans la Nature, à l'extérieur de nous, mais aussi dans notre nature, à l'intérieur de nous*

 ».

L'histoire du parti Ecolo s'inscrit dans ce courant d'idées qui dépasse la conjoncture. Comme nous y invite Edgar Morin, le renversement de paradigme en cours est une véritable révolution copernicienne, structurelle, de toute la pensée humaine, inédite vu sa singularité, qui replace peu à peu l'Homme en orbite à sa juste place au sein du système naturel. Morin parle de « *réintégration de l'environnement dans notre conscience anthropologique et sociale, de résurrection écosystémique de l'idée de nature et d'apport décisif de la biosphère à notre conscience planétaire* ».

L'Humanité n'est pas une île, nous faisons intimement partie de la nature. La biosphère est en effet notre seule et unique « *Terre-patrie* ».

### **Une conscience humaine planétaire : une même espèce, un destin commun**

Le fait naturel, biosphérique, qui s'exprime douloureusement à travers les menaces à la couche d'ozone, à la biodiversité et au climat, a aussi mené mécaniquement à l'établissement d'une réelle conscience humaine de la communauté de destin de notre espèce. Le phénomène naturel n'est toutefois pas le seul à nous indiquer cette communauté de destin. Ainsi, d'autres nouveaux objets mentaux, à la réalité sous-jacente bien concrète, ont renforcé peu à peu la même prise de conscience de notre commune Humanité.

On peut citer d'abord les voyages des grands explorateurs qui marquèrent le début de la Renaissance. En 1919 ensuite, la pandémie globale de grippe espagnole causa plusieurs dizaines de millions de morts à travers le globe, plus que durant la première guerre mondiale. En 1945, l'explosion de la première arme nucléaire utilisée contre l'Homme et la course aux armements de la Guerre Froide qui s'ensuivit, ont révélé à l'Humanité qu'elle avait désormais les moyens techniques de son propre suicide. A ce moment, au-delà du renforcement de la prise de conscience d'une commune Humanité, la possibilité technique pour l'Homme de causer sa propre disparition marque à tout jamais la fin d'une certaine innocence. Désormais, c'est toute la finalité de la technologie qui est remise en question. Enfin, la poursuite de l'expansion des technologies de la communication nous a réunis en une seule communauté humaine. Pierre Teilhard de Chardin a ainsi parlé d'une nouvelle sphère venant compléter la biosphère, la « noosphère », pour caractériser ce nouvel espace mental commun à toute l'Humanité.<sup>2</sup>

.....  
2 Et qu'internet exemplifie à merveille.

La prise de conscience écologique, c'est donc la prise de conscience du fait naturel, de la biosphère, mais aussi de notre commune humilité, déclenchée par la perception d'objets globaux communs à tous, certains porteurs d'espoir, d'autres vecteurs de menaces.

Nul homme n'est une île, nous sommes désormais tous reliés les uns aux autres et, ensemble, à la biosphère dans un destin commun à toute l'Humanité.

### **Un second mouvement de balancier : repositionner l'Homme par rapport à la nature en conservant les apports de l'humanisme**

Le concept de nature revêt, désormais de manière irrévocable, une importance existentielle. La séparation philosophique nette par rapport au non-humain avait donné à l'humain un statut spécial : l'humain n'est pas un objet, il est un sujet de droit. Mais cette séparation humaniste ne doit pas conduire à croire que l'homme n'est plus soumis à aucune dépendance vis-à-vis de la nature. Les évolutions actuelles continuent à nous le rappeler.

Edgar Morin a ainsi écrit : « *Certes, il faut valoriser l'homme mais nous savons aujourd'hui que nous ne pouvons le faire qu'en valorisant aussi la vie : le respect profond de l'homme passe par le respect profond de la vie. La religion de l'homme insulaire est une religion inhumaine.* » Au-delà de la légitime question de la responsabilité éthique ou de l'obligation morale de l'Homme envers la nature, magistralement abordée par Hans Jonas<sup>3</sup>, l'interdépendance intrinsèque des destins de l'Homme et de la nature nous donne un motif purement pragmatique de défense de l'environnement : nous ne survivrons pas sans la nature. Ainsi l'Homme avec un grand H est lié de façon indéfectible à la Nature avec un grand N.

.....  
<sup>3</sup> Dans son ouvrage *Le principe responsabilité*.

Morin poursuit donc de manière magnifique : « *C'est désormais sur cette Terre perdue dans le cosmos astrophysique, cette Terre « système vivant » des sciences de la terre, cette biosphère-Gaïa, que peut se concrétiser l'idée humaniste de l'époque des Lumières, qui reconnaît la même qualité à tous les hommes.* »

Nul homme n'est une île isolée de l'environnement. Le premier mouvement de balancier a conduit à une remise en question massive de la Science, de la Technologie, de la religion du Progrès et à une prise de conscience de la place de l'Homme dans la nature. A juste titre. Il est nécessaire néanmoins d'assumer également un nécessaire rééquilibrage de balancier. L'Homme doit rester au centre de nos préoccupations, tout en reconnaissant son interdépendance avec la nature. Ainsi, le développement humain ne pourra être que durable. Le choix entre la nature et l'homme est un faux débat. Choisir l'homme, c'est choisir la nature.

## De nouvelles catégories de pensée

Suite à la grande prise de conscience du XX<sup>e</sup> siècle, de nouvelles catégories de pensée sont apparues. La science a formulé les concepts écologiques de système, d'écosystème, de biosphère, plus récemment la notion de limite, concepts qui ont émergé ensuite dans les sphères économiques et politiques.

La philosophie a mis en évidence le besoin humain de nature, source de plaisir psychologique, esthétique et spirituel. Ivan Illitch a défendu la convivialité<sup>4</sup> et mis en évidence la contre-productivité<sup>5</sup>, notamment comme critères de sélection critiques de nos technolo-

---

<sup>4</sup> Selon Ivan Illitch, un outil ou une institution convivial(e), indépendamment de son degré de complexité, ne dégrade pas l'autonomie personnelle en se rendant indispensable, ne suscite ni esclave, ni maître et élargit le rayon d'action personnel. Ainsi, le vélo et les moteurs sont considérés comme des outils conviviaux tandis que la voiture et les systèmes de santé modernes sont considérés par Illitch comme non-conviviaux. Le sens de convivial est ici différent du sens commun et plus proche de la racine latine « vivre avec ». Les outils conviviaux sont des outils avec lesquels on peut vivre réellement.

<sup>5</sup> La contre-productivité est un concept introduit par Illitch qui signale qu'une technologie sensée augmenter la productivité, quant elle est utilisée à l'excès, conduit à des conséquences inverses. On peut citer les exemples des embouteillages pour la voiture, des difficultés à communiquer réellement pour les TIC, et de la résistance des microbes pour les médicaments.

gies. Surtout, le philosophe Hans Jonas a défini un nouvel impératif moral pour l'Humanité : le principe responsabilité, qui conduit à une notion de justice élargie à tous les peuples de la planète ainsi qu'aux générations futures<sup>6</sup>.

En économie, le constat de l'impact du système capitaliste industriel sur la biosphère a conduit à la remise en question de l'objectif de croissance économique, et des indicateurs qui la mesurent. Ainsi, la croissance verte, la décroissance et le développement durable se sont invités dans les débats des économistes.

En épistémologie, des scientifiques<sup>7</sup> ont récemment montré que la science devait également muter pour répondre aux défis qu'implique une transition vers un développement durable fort. La science monodisciplinaire et réductionniste échoue à résoudre les problèmes complexes que nous connaissons. Ainsi, il faut changer les modes de pensée et les modes d'organisation, et modifier et compléter les structures existantes par des mécanismes qui intègrent l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité, ainsi qu'une réelle éthique de durabilité forte.

Après la conquête de l'indépendance de certains peuples au cours des derniers siècles, les citoyens du monde prennent maintenant conscience de l'idée d'interdépendance entre états. Même sans la grippe aviaire, quand la Chine éternue, l'Europe et les Etats-Unis ont de la fièvre.

---

<sup>6</sup> Le principe responsabilité est, selon Hans Jonas, une conséquence morale d'un pouvoir techno-scientifique qui nous donne une liberté inouïe, et de manière centrale la liberté pour l'Humanité de se suicider, dans un contexte où le prométhéisme, le dogme du « Progrès Techno-Scientifique » illimité a favorisé la révolution industrielle mais menace désormais l'Humanité au XXI<sup>e</sup> siècle. Le principe responsabilité se condense comme suit : « agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre ».

<sup>7</sup> Notamment le professeur Tom Dedeurwaerdere, dans le rapport remis au Ministre du Développement durable Jean-Marc Nollet, et intitulé *Les sciences du développement durable pour régir la transition vers la durabilité forte* (voir en fin de ce numéro).

La réflexion politique, enfin, a aussi évolué. Le XIX<sup>e</sup> siècle fut celui des révolutions, sanglantes. Le changement au XXI<sup>e</sup> siècle doit être une rupture, certes, mais via une métamorphose, qui implique de changer la structure même et pas seulement de la faire évoluer brutalement. La voie pour y parvenir : la transition écologique de la société.

Aujourd’hui, nous sommes au carrefour de toutes les crises. Il faut prendre en compte le lien Homme-nature et le lien entre les Hommes. Il faut prendre conscience que la crise environnementale est avant tout une crise humaine, une crise de l’Humanité. Et revenir à l’intéressante étymologie grecque du mot crise, *krisis*, qui signifie « jugement, décision », et renvoie à l’idée de moment clef, où des décisions doivent être prises, avec, par delà les menaces, d’immenses opportunités. Le lieu par excellente de la décision, c’est la politique.

### Peser sur le réel : nécessité de l’écologie politique

Aujourd’hui, les scores électoraux d’Ecolo l’indiquent, une prise de conscience écologique se normalise auprès d’une part toujours plus grande de la population. La science est avec nous. Mais au-delà de terribles prédictions, il faut dépasser l’hébétude de la population, non plus marteler ce qui va mal, mais accompagner l’émergence de ce qui, dans le présent, laisse déjà poindre l’image d’un avenir différent.

A l’encontre de certains qui espèrent se passer de l’Etat, et rêvent que le changement individuel suffira, nous devons au contraire démontrer que les enjeux de pouvoir sont inévitables. Nous devons expliquer l’impérieuse nécessité de construire un rapport de force qui nous permette de peser sur le réel. Nous devons dire combien une métamorphose de l’ampleur d’une transition écologique de la société nous force à livrer bataille sur le champ politique. Le véhicule démocratique de notre idéologie<sup>8</sup>, qui pèse sur le réel et met concrètement

<sup>8</sup> La noble science des idées, basée elle-même sur la science et la raison, et pas le dogme autoritaire auquel on l’assimile dans certains débats.

en œuvre la transition, c'est le parti. L'exercice du pouvoir implique la participation aux gouvernements, et donc, d'autant plus dans un système électoral proportionnel, l'acceptation de nombreux compromis. Pas le compromis-trahison mais le compromis-construction, qui reconnaît que nous n'avons pas la seule vision du monde autorisée, qui permet de choisir ses combats, en faisant avancer ce qui peut l'être, et en évitant modestement de reculer sur le reste. Bien qu'aucun autre parti que le nôtre n'assimile comme nous la pensée écologique et ne prône un changement structurel, nous avons besoin d'alliances. Le parti Ecolo doit rester radical, exigeant et refuser le statut quo mais savoir se montrer compétent, responsable, généraliste et pragmatique dans le cheminement vers une vision positive du futur.

Notre mission, malgré sa difficulté herculéenne, s'énonce simplement : « *universaliser les modes de vie durables* ». Cela implique de profonds changements structurels. On peut penser de façon légitime que l'écologie n'avance jamais autant que quand les Ecolos sont au pouvoir. Mais pour que la transition se réalise, un parti doit, au-delà des militants et des convaincus, rassembler l'ensemble des forces vives citoyennes, publiques et privées, dans un mouvement sociétal général. La clef de cette transition est la mise en œuvre d'une nouvelle intelligence politique du changement. Nul homme n'est une île : nul homme ne peut mener seul ce combat. Le parti Ecolo non plus n'est pas une île : la mobilisation de l'ensemble des forces vives de la société et les alliances politiques sont impératives. Enfin, nos régions ne sont pas insulaires : l'échelon politique européen est probablement le seul qui nous permettra de peser efficacement sur les enjeux mondiaux.

### **Aller plus loin dans la réflexion, accepter la complexité**

On parle souvent de « gérer mieux l'environnement et la nature ». Néanmoins, l'histoire de la vie sur Terre depuis 4 milliards d'années indique sans équivoque que personne, fut-il encore ingénieur ou

économiste, ne peut « gérer la nature ». C'est l'extraordinaire succès de notre propre expansion, en nombre et en impact, qui nous menace à court terme, alors que la biosphère autorégulée supportait jusqu'ici nos facéties. Ne doutons pas qu'elle supportera encore des millions d'années après nous bien des bouleversements. Un renversement de perspective s'impose pour nous Humains : il ne s'agira plus, au XXI<sup>e</sup> siècle, d'essayer de « gérer la nature », mais plutôt d'apprendre progressivement à « nous gérer nous-mêmes » si nous voulons y conserver une place confortable.

De manière ironique, Edgar Morin parle dans ses écrits de « *ce qui était secondaire et que certains ont pris pour le principal : la crise énergétique* ». Le problème énergétique se trouve pourtant au nœud principal des crises environnementale, économique et sociale. Demain on parlera aussi de plus en plus d'exergie<sup>9</sup>. La notion d'énergie est centrale mais informe peu sur la pertinence de ses usages. L'exergie reconnaît l'interdépendance de l'énergie à son environnement et pourrait constituer un étalon de mesure physiquement comparable de toutes les technologies, rendant au passage la place qui leur revient aux énergies renouvelables en mettant en évidence le gâchis que constituent les usages fossiles actuels.

L'économie sera sans aucun doute le champ de bataille politique principal du XXI<sup>e</sup> siècle. La science économique en particulier, si elle veut rester crédible, doit reconnaître le lien direct entre l'énergie, la matière et le système économique. Bien sûr, l'Homme est la finalité de toute chose. Mais le lieu de l'interdépendance entre l'Homme et la Nature, de transferts massifs d'énergie et de matière, est la sphère économique elle-même. De manière un peu provocante il va être nécessaire, au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, de « remettre l'économie au

---

<sup>9</sup> En thermodynamique, l'exergie est une grandeur permettant de calculer le travail maximal que peut fournir un système à l'extérieur lorsqu'il se met à l'équilibre thermodynamique avec son environnement. Le travail maximum récupérable est ainsi égal à l'opposé de la variation d'exergie au cours de la transformation. Si l'énergie ne peut que se transformer sans jamais se détruire (premier principe de la thermodynamique), l'exergie ne peut en revanche que diminuer dans les transformations réelles. L'exergie détruite au cours d'une réaction est appelée anergie. Ce phénomène est lié à l'entropie du système et de son environnement, qui ne peut qu'augmenter au cours d'une transformation réelle, non réversible (deuxième principe de la thermodynamique).

centre ». Au centre de la pensée, pour provoquer une rupture paradigmatique en sciences économiques, ce à quoi s'attache l'économie écologique. Et n'ayons pas peur pour Ecolo d'avancer en terres peu connues. En effet, le réalisme est bien de notre côté.

Si l'enchevêtrement des crises vient bouleverser un jour la normalité de nos vies actuelles, les valeurs de non-violence et de démocratie que nous portons haut seront alors le rempart contre toute tentation totalitaire. Cela surprendra sans doute certains de réaliser que la non-violence est plutôt affaire de pragmatisme et même de realpolitik. Ainsi, Gene Sharp, un célèbre théoricien des transitions démocratiques, a relevé que dans de nombreuses transitions démocratiques réussies, c'est « l'arme » de la non-violence, couplée à la préparation anticipée de l'après dictature, qui a mené aux changements démocratiques les plus réussis.<sup>10</sup>

Enfin, multiplicité n'est pas duplicité. Socialement et politiquement nous sommes multiples. On peut être cohérent en acceptant des exigences à niveaux multiples, en combinant par exemple sans être hypocrite une transition personnelle radicale, une réflexion ambitieuse et une implication militante fortes avec une action de mandataire pragmatique. Un niveau d'exigence unique, imposé à tous les niveaux d'action, n'a aucune chance de faire taâche d'huile.

Robinson qui se sentait bien seul sur son île, l'avait appelée *Spéranza*, « Espoir ». Après l'assemblée générale du 23 juin, nous devons continuer à propager la flamme inspirante de nos idées. Comme l'a dit Pierre Radanne, nous avons un besoin vital de nouvelles « *narrations* », pour penser autrement : « *Il faut garantir à chacun la possibilité de se construire le scénario d'une vie bonne au XXI<sup>e</sup> siècle, avec ses semblables, qui respecte les générations futures.* »

---

<sup>10</sup> On peut citer notamment la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, l'indépendance de l'Inde et le mouvement afro-américain des droits civiques aux USA.



# AVONS-NOUS BESOIN D'UN RÉPUBLICANISME VERT ? Radical-démocratie et transition écologique

→BENOIT LECHAT

responsable des publications à Etopia  
rédacteur en chef du Green European Journal

Les écologistes sont-ils des républicains qui s'ignorent ? Et si oui, quelles conséquences cela pourrait-il avoir pour leur doctrine politique ?

Quelques remarques préalables pour les lecteurs rapides (il s'en trouve parfois) :

- 1 ceci n'est pas un texte pour réclamer l'abolition de la Monarchie ou l'instauration d'une monarchie protocolaire en Belgique. Ces deux sujets d'importance secondaire – au regard des enjeux planétaires contemporains - ne sont pas abordés dans cet article qui traite de théorie politique.
- 2 Si ces mêmes lecteurs rapides continuent de me lire, je précise pour être tout à fait clair qu'il est, à mes yeux, parfaitement possible d'être républicain et de s'accommoder d'un système de monarchie constitutionnelle, comme c'est le cas en Belgique.
- 3 Il est tout aussi possible d'être républicain et de ne pas cultiver la moindre sympathie, ni pour le parti américain du même nom, ni pour le modèle politique français, du moins celui qui domine l'histoire de France depuis plus de deux siècles et qui a en grande partie contribué à bloquer la démocratie française, sans doute

davantage que la démocratie belge, n'en déplaise aux rattachistes de tous bords.

En somme, on peut très bien, par exemple, être républicain et anti-nationaliste, républicain et monarchiste tempéré, républicain et musulman, et surtout, républicain et écologiste... Oui, certes, mais alors pourquoi s'acharner à agiter cette étiquette qui semble au fond faire si peu de différence ?

### Le couple infernal écologie-démocratie

Mon intérêt pour le républicanisme commence par mon travail sur l'histoire d'Ecolo. Le point de départ de ma réflexion est de comprendre comment les deux idées de base que l'on retrouve dans tous les partis verts ont évolué au sein d'Ecolo et comment cette évolution peut d'une certaine manière rythmer les grandes époques de son histoire.

Ces deux idées, comme des politologues<sup>1</sup> l'ont bien montré et comme André Gorz a génialement décrit leur interaction dans un des articles les plus pénétrants sur l'écologie politique<sup>2</sup>, c'est d'une part, la démocratie et la participation citoyenne comme objectifs à part entière – et d'autre part, en gros, ce que les francophones appellent l'écologie et que les anglophones désignent par « environmentalism ».

Peu de personnes se sont cependant posé la question de savoir pourquoi ces deux exigences étaient associées et quelles conséquences cela pouvait avoir sur l'action des partis verts. A l'origine, elles étaient pourtant clairement interconnectées, par exemple, dans la combinaison entre le fédéralisme (integral) et l'écologie, comme revendiquée aux origines d'Ecolo. Pas de fédéralisme intégral sans

---

1 Voir notamment « Green Parties in Transition, The End of Grass-roots democracy ? » Edited by E. Gene Frankland, Paul Lucardie and Benoit Rihoux, Ashgate, 2008.

2 GORZ A. L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation. Téléchargeable sur <https://collectiflieux-communs.fr/spip.php?article264>

écologie, pas d’écologie sans fédéralisme intégral, disait-on chez les écolos jusqu’au début des années 1980<sup>3</sup>.

Mais progressivement, si elles ont continué à être présentes dans les partis verts, leur lien a été de moins en moins explicité, jusqu’à carrément se distendre. Ecolo est resté à la pointe de la lutte pour la transparence et la participation citoyenne mais sans que cela soit explicitement rapporté à ce qu’on appelle aujourd’hui la transition écologique. Pour donner un exemple de cette évolution, il suffit de constater que le programme institutionnel d’Ecolo (un aspect de la démocratie) est rédigé de manière complètement distincte du volet relatif à la transition écologique, sans que cela résulte d’ailleurs d’une intention délibérée quelconque.

Cependant, bien qu’Ecolo, comme d’autres partis verts, ait très fortement adapté son système démocratique en fonction des contraintes découlant de sa présence consolidée dans la démocratie représentative, il a conservé, comme presque tous les partis écologistes, les traits d’un « parti-centaure », combinant un fort pouvoir des militants (ce qui le distingue des partis de masse et qui fait que les partis verts présentent des rapports très bas entre leur nombre de membres et leur nombre d’électeurs) et l’émergence d’un appareil de plus en plus professionnalisé.

---

<sup>3</sup> Le sociologue français Alain Caillé a livré récemment une variante encore plus éclairante du couple radical-démocratie/écologie. Repartant de la question initiale posée aux sociétés humaines de savoir « comment s’opposer sans se massacer », il propose une conception de la démocratie comme un objectif en soi et pas comme un moyen en vue d’une fin, par exemple assurer la paix entre les hommes par la croissance. Son « convivialisme » qui devrait apporter des bases solides pour une théorie politique de l’après néo-libéralisme et de l’après productivisme a, de son propre aveu, des échos très républicains comme, notamment, la prise en compte de la dimension agonistique (conflictuelle) de la politique. Il y a là sans doute une tradition républicaine qui se poursuit dans le Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales (MAUSS) et dont les racines plongent notamment dans l’œuvre de Marcel Mauss. Voir CAILLE A. *Pour un manifeste du convivialisme*, Le Bord de l’eau, 2011.

## Le retour du débat sur la démocratie écologique

Depuis quelques années, le lien entre ces deux pôles est progressivement redevenu un objet de débat – on l'a un peu vu à l'occasion de la discussion sur le nouveau manifeste d'Ecolo – sans doute parce que les critiques à l'égard de la capacité de la démocratie représentative à intégrer le souci du long terme deviennent de plus en plus fortes. Sans doute également, parce que les Verts, surtout quand ils sont dans les gouvernements, font aussi l'expérience que les outils de concertation qu'ils ont contribué à mettre en place peuvent se retourner contre la transition écologique, par exemple lors de l'installation d'éoliennes...

Mais ce débat est aussi mené par des théoriciens de l'enjeu écologique qui interrogent la compatibilité de la démocratie représentative avec les objectifs de durabilité. Ce fut récemment le cas dans le monde francophone avec le livre de Dominique Bourg et Kenny Whiteside « *La Démocratie écologique* »<sup>4</sup> et bien avant cela, dans le monde anglo-saxon avec un certain nombre d'auteurs comme John Dryzek et Robyn Eckersley<sup>5</sup>. Les premiers ont mis en évidence les causes structurelles de la difficulté des démocraties représentatives à intégrer le souci du long terme. Ils ont proposé d'y remédier par une réforme constitutionnelle associant notamment des organisations environnementales dans la représentation des intérêts de l'environnement. Les auteurs anglo-saxons ont, eux, cherché à mettre en application les travaux d'Habermas sur l'agir communicationnel aux questions écologiques. Dans « *The Green State* », l'Australienne Robyn Eckersley a notamment tenté d'établir comment l'action de l'Etat pouvait être réformée de manière à intégrer les signaux et les informations envoyés par les écosystèmes naturels.

---

<sup>4</sup> BOURG D. & WHITESIDE K. *Vers une démocratie écologique : le citoyen, le savant et le politique*, avec Kenny Whiteside, Seuil, La République des idées, Paris, 2010.

<sup>5</sup> ECKERSLEY R. *The Green State: Rethinking Democracy and Sovereignty*. Cambridge, MA.: MIT Press, 2004.

Un des derniers livres de cette galaxie a été rédigé par John Barry, conseiller communal vert à Belfast en Irlande du Nord et par ailleurs professeur de sciences politiques à la « Queen's university » de cette même ville<sup>6</sup>. Le travail de Barry est fortement marqué par son expérience politique qui lui a appris que la politique était ce que Max Weber appelle « un effort tenace et énergique pour tarauder des planches de bois dur »<sup>7</sup>. Dans son engagement politique, Barry a pu concrètement expérimenter à quel point il était difficile de mener des réformes dans un sens écologique. L'erreur que nous avons peut-être commise, pense-t-il, c'est que nous nous sommes trop concentrés sur la question de savoir ce que serait une société soutenable (sustainable, au sens du développement durable) et pas assez sur ce qui nous coinçait dans les politiques actuelles qui sont littéralement « insoutenables » (unsustainable).

### **Le catastrophisme, complice involontaire de la non soutenabilité**

Barry partage jusqu'à un certain point l'analyse du politologue allemand Ingolfur Blühdorn<sup>8</sup> qui a forgé le concept de « politics of unsustainability », selon lequel la plupart des hommes politiques ont beau clamer leurs préoccupations écologiques, ils agissent pour maintenir le fonctionnement actuel, parce qu'au fond, leurs électeurs le leur demandent secrètement. Ceux-ci veulent qu'on leur donne l'impression que les gouvernements agissent, mais en réalité, ils ne veulent surtout pas qu'ils passent vraiment à l'acte et que cela ait de réelles implications sur leur mode de vie. Un peu selon la maxime de Saint Augustin : « donne-moi la chasteté et la continence, mais ne m'accorde pas immédiatement ce que je demande ». Le projet

<sup>6</sup> BARRY J., *The politics of actually existing unsustainability: Human Flourishing in a Climate-Changed, Carbon Constrained World*. John Barry. Oxford University Press. February 2012. Le livre comporte une description complète de l'état de la réflexion théorique

<sup>7</sup> « La métier et la vocation d'homme politique » (Politik als Beruf), in *Le Savant et le politique*, Union générale d'éditions, 1963. Traduction de Julien FREUND. Préface de Raymond ARON.

<sup>8</sup> BLUHDORN, I. and WELSH I., *The Politics of Unsustainability: Eco-Politics in the Post-Ecologist Era*. London/New York: Routledge, 2008.

intellectuel de Blühdorn est de décrire ce processus et les pratiques de simulacre qui l'accompagnent, notamment en s'inspirant des travaux de Jean Baudrillard. Mais là où Blühdorn affirme vouloir se placer sur le terrain descriptif de l'analyse des discours, Barry entend, lui, travailler sur les causes et examiner, sur un plan prescriptif, les pistes qui permettraient de sortir de ces « politiques de la non soutenabilité ».

Barry ne récuse pas complètement toute la littérature catastrophiste qu'il conseille cependant non sans humour de lire en ayant auprès de soi « soit une lame de rasoir et/ou une bouteille de whisky, soit un livre religieux de son choix ». Il fait le relevé de toute une série d'auteurs ou de rapports qui, de Lovelock à Monbiot, nous garantissent l'effondrement écologique global, de manière plus ou moins rapide... Mais il doute très fortement de leur capacité réelle à mobiliser les foules. Partageant le diagnostic de Tim Jackson sur la nécessité de sortir de l'ère de la croissance, il soutient qu'on n'y arrivera qu'en présentant la vision positive d'une société meilleure et plus avancée : « une société dans laquelle l'innovation sociale est aussi importante que l'innovation technologique, où le temps commence à remplacer l'argent et les produits matériels, où la suffisance remplace la maximisation et où la sécurité économique pour tous remplace la croissance inégalement distribuée ».

Le catastrophisme – aussi compréhensible soit-il, Barry n'est pas un climatosceptique, très loin de là – partage avec le discours expert une même survalorisation de la science qui peut se traduire, au pire par ce que Gorz a appelé très tôt l'expertocratie (dans les années 1970, il visait surtout le Club de Rome), au mieux par une dépolitisation préjudiciable de l'enjeu écologique.

Celle-ci se retrouve surtout chez ceux qui font d'abord confiance aux solutions techniques pour surmonter la crise écologique. C'est notamment le cas du sociologue anglais Anthony Giddens qui soutient l'idée que les partis verts sont inutiles parce que la question

climatique transcende les frontières des partis. Cela peut faire plaisir aux sociaux-démocrates (on le sait, Giddens a été le maître à penser de Tony Blair), mais cela ne contribue pas à régler le problème, que du contraire ! En effet, dépolitiser les enjeux écologiques a pour premier effet d'empêcher le débat sur les modes de vie et les types de société qui permettront la réduction de l'empreinte carbone globale de l'humanité. Mais surtout, le défaut majeur de ce discours est de nous verrouiller dans les politiques de la non soutenabilité, en entretenant le mythe de la toute puissance humaine sur la nature. Au contraire, souligne Barry, ce dont l'humanité a le plus besoin, c'est de prendre conscience de sa vulnérabilité, de sa dépendance radicale à l'égard des équilibres éco-systémiques. Et c'est là que réside le premier point d'amarrage avec le républicanisme...

### Vulnérabilité et citoyenneté

Ceux qui se souviennent de leurs humanités latines et des discours de Cicéron contre Catilina se rappellent peut-être de la crainte exprimée par l'orateur de voir la république disparaître au profit de la Monarchie héréditaire... La peur qui hante les républicains, c'est la fin d'une république fragile, constamment menacée autant par le désengagement de ses citoyens (la désertion civique) que par ses ennemis extérieurs ou intérieurs. Pour eux, cette perspective est tragique parce que seule la République permet l'exercice de la liberté à travers la politique. Comme l'a passionnément expliqué Hannah Arendt – une célèbre républicaine - c'est en s'engageant comme citoyen pour la chose publique que l'homme assure réellement sa liberté. Et quand il fait le choix de se retirer de la sphère publique, c'est toute l'humanité qui est privée de quelque chose de crucial, voire d'irremplaçable.

Aux yeux d'Arendt, les 19<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> siècle, à travers l'apparition de sociétés de masse, ont remis en question un idéal citoyen situé dans l'Antiquité classique, même si celle-ci n'avait sans doute en réalité pas

grand-chose de démocratique, du moins au sens où nous entendons la démocratie contemporaine. Comme l'a illustré en 1819 le penseur libéral Benjamin Constant, la liberté qui est garantie par les démocraties modernes, dites représentatives et libérales, est la liberté de ne pas faire de politique, de ne pas être dérangé dans sa sphère privée et singulièrement, pour le capitaliste, dans ses activités économiques, par quelque régulation publique que ce soit. Contre cette conception négative de la liberté, Arendt a fait valoir que la seule vraie liberté est celle que l'être humain réalise dans la recherche du bien commun, via l'engagement politique : c'est la liberté que l'on exerce collectivement.

### La liberté comme non-domination

En 1997, un autre théoricien irlandais a renoué avec la tradition républicaine en donnant de la liberté une autre définition, non-civique, contrairement à Arendt<sup>9</sup>. Pour Philipp Pettit – dont Barry se réclame abondamment -, la liberté doit être définie comme absence de domination. Celle-ci peut être réalisée certes par l'engagement civique mais aussi par l'existence de biens publics forts (notamment de services publics d'enseignement ou de sécurité sociale) qui garantissent que les individus ne seront pas dominés, que ce soit par d'autres individus, par le marché ou par l'Etat<sup>10</sup>. Après la conscience de la fragilité, Barry identifie le refus de la domination comme un autre point commun entre la tradition républicaine et l'écologie politique. Barry retourne en l'occurrence l'argument libéral de la « dictature verte » déployé contre les écologistes qui veulent endiguer le consumérisme et la marchandisation de toute chose. N'existe-t-il pas de domination plus forte que celle qu'exerce le consumérisme ? La liberté du choix du consommateur est-elle une

<sup>9</sup> PETIT P. *Républicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement*, Gallimard (2004) Je n'évoque pas ici, ce n'est pas le sujet, l'écho particulier que le mot « républicain » fait entendre en Irlande.

<sup>10</sup> Un républicanisme vert doit absolument soutenir la mobilité sociale et ne pas la rejeter au nom d'un soit-disant refus de l'individualisme libéral. Des collectivités locales très résilientes – disposant d'importantes capacités d'entraide en cas de coups durs – ne doivent pas (re-)devenir des lieux fermés. Comme Tocqueville l'expliquait déjà au XIXème siècle, sans possibilité de « changer de société » et de « condition sociale » pas de société réellement démocratique et donc pas de République... De toutes les manières, la subjectivité contemporaine semble difficilement compatible avec une telle idée d'enfermement, même si l'époque est aussi marquée par des phénomènes de ghettoïsation en tous genres, de Lasne à Molenbeek.

vraie liberté ? N'est-elle pas forcément réductrice ? Un républicanisme vert doit, au contraire, permettre aux citoyens de se réapproprier leurs possibilités de choix de vie. Il doit être fondamentalement pluraliste : il ne doit pas défendre une norme unique de la vie bonne et il ne revient pas au politique de l'établir, même si les choix de consommation sont aussi des choix sociaux qui dépassent les individus. Pourvu qu'elles respectent l'exigence de justice, plusieurs conceptions de vie peuvent et doivent coexister dans une société écologique. Un républicain vert fera certes la promotion de modes de vie centrés sur la sobriété (l'auto-limitation), la participation sociale et politique. Mais il ne voudra pas l'imposer parce que cela reviendrait à contredire sa conception de la liberté comme absence de domination.

## La résilience et la citoyenneté

La reconnaissance de la vulnérabilité des entreprises humaines et singulièrement celle des entreprises politiques comme la république, implique également de renforcer la participation sociale. C'est une idée que partagent actuellement les groupes de transition : la participation comme moyen de renforcer la « résilience » des communautés aux crises. A leurs yeux, le développement des liens locaux est bénéfique, que les catastrophes surviennent ou non... Et cela tombe bien, les solidarités concrètes peuvent (pas toujours cependant) favoriser non seulement le capital social, mais aussi la participation politique, dans la vie des institutions démocratiques. Un républicain ne peut donc que s'en réjouir.

Mais, toujours au nom de son refus de la domination, le républicanisme vert récuse également une approche communautarienne qui soulignerait en priorité les responsabilités des individus à l'égard des collectivités dont elles dépendent. Les communautariens (comme tenants du communautarisme politique, autre grand courant contemporain de la théorie politique) pourraient aussi être tentés de leur

imposer une certaine conception de ce que doit être la vie bonne, comme on peut le voir dans certains appels du mouvement de la décroissance à confier aux communautés locales le soin de définir – fût-ce démocratiquement – les besoins légitimes de leurs membres. Mais pas plus que le libéralisme, il ne serait en mesure de garantir le respect de la liberté comprise comme absence de domination.

### **Transitions et radical-démocratie**

Ayant identifié le verrouillage de nos sociétés dans les politiques de non soutenabilité, et en l'occurrence dans une conception de la prospérité non émancipée du besoin de croissance, Barry soutient donc que le républicanisme – et son insistance sur la citoyenneté et la non-domination – constitue un bien meilleur cadre théorique que le libéralisme ou le communautarisme pour nous aider à sortir de ce verrouillage.

Barry suggère la mise en place d'un service civique (obligatoire) pour renforcer la citoyenneté écologique. Ce service – qui irait de pair avec une allocation universelle et/ou revenu de citoyenneté – impliquerait de prêter diverses tâches écologiques et/ou sociales et pourrait s'étaler sur un an (après les études) ou sur quelques heures par semaine... C'est une des pistes concrètes qu'il avance pour traduire sur un plan institutionnel les valeurs républicaines qui seraient de nature à renforcer des politiques écologiques.

Parmi ces valeurs, outre la vulnérabilité et la résilience, le théoricien irlandais insiste avec raison sur l'importance de la conscience historique. Un républicain doit connaître de manière critique l'histoire de l'institution à laquelle il est attaché. Cette connaissance lui permet de comprendre les menaces qui pèsent sur elle et de mieux les combattre. Elle l'aide aussi à comprendre la société au service de laquelle la république est mise. Ce savoir est particulièrement utile en

période troublée, comme ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. L'idéal républicain est d'ailleurs toujours plus virulent aux moments de crise voire de basclements historiques, comme l'illustre en ce moment le retour du radical-démocratisme dans le mouvement « Occupy » ou chez les « indignés », et généralement chez tous ceux qui réclament la démocratie réelle « hic et nunc » (ici et maintenant).

### Ré-écologiser et donc re-démocratiser l'enjeu institutionnel

Restent deux questions qui pourraient être posées dans le cadre d'un débat qu'Ecolo pourrait imaginer d'organiser un jour sur les enjeux institutionnels et donc démocratiques :

- 1 la question classique de savoir comment re-configurer les institutions démocratiques belges pour que la flamme citoyenne y soit toujours brûlante – sur ce plan, il faut lire et relire les liens que Pierre Rosanvallon<sup>11</sup> fait entre égalité sociale et égalité politique, pour comprendre comment le manque de participation politique fait système avec l'aggravation et l'acceptation des inégalités économiques -. En Belgique, cette discussion est monopolisée par les partis et encore, par certains de leurs spécialistes, familièrement baptisés « plombiers » parce que les institutions sont considérées comme de la « tuyauterie » sans guère d'intérêt. Ce qui n'est pas du tout républicain. Les citoyens et notamment les citoyens francophones s'en sont traditionnellement désintéressés, sauf à certains moments historiques – par exemple lors du pétitionnement wallon où le Mouvement Populaire Wallon (MPW) fut vraiment un mouvement populaire capable de mobiliser des centaines de milliers de personnes après la fixation de la frontière linguistique en 1962 - ou plus récemment à l'occasion du G1000 lorsque les partis semblaient incapables de régler la crise communautaire.

---

11 ROSANVALLON P. *La Société des égaux*, Paris, Seuil, « Les Livres du nouveau monde », 2011.

Les Belges seraient-ils seulement républicains en période de crise institutionnelle grave ?

- 2 la question du fédéralisme, qui doit être reprise à l'aune de l'enjeu écologique. Il faut nous redemander de quelles institutions - et notamment de quel Etat - avons-nous besoin pour assurer la transition écologique le plus efficacement, c'est-à-dire le plus démocratiquement possible, avec davantage de participation, en renforçant la résilience, la prise de conscience de notre vulnérabilité et enfin en garantissant la mobilité sociale et politique.

Sur ces deux questions, l'avantage du républicanisme vert est peut-être de reconnecter une lecture de la situation contemporaine à une tradition politique vieille de plus de 2000 ans et de la faire en proposant un cadre théorique qui permet d'intégrer la préoccupation écologique au cœur de la réflexion politique et institutionnelle.

**PARTIE 3**

# **POINTS DE VUE POLITIQUES SUR L'ECOLOGIE CONTEMPORAINE**



# UNE SOCIÉTÉ RELATIONNELLE POUR RÊVER LE FUTUR ET AIMER CE SIÈCLE<sup>1</sup>

---

→PIERRE RADANNE

Pierre Radanne est un expert des questions énergétiques et écologiques. Cofondateur des Amis de la Terre de Lille, ancien président de l'ADEME (agence française de la maîtrise de l'énergie), il a été directeur de cabinet adjoint de Dominique Voynet. Il préside aujourd'hui le bureau d'études « Futur Facteur 4 ». Auteur de Énergies de ton siècle ! Des crises à la mutation (2005), il est l'auteur du rapport Facteur 4 sur la réduction des gaz à effet de serre de la France (2005). Il est également président de l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable)

## Le XXI<sup>e</sup> siècle, en rupture

A grands traits, je voudrais nous situer dans une perspective historique. En effet, nous devrons aimer ce XXI<sup>e</sup> siècle, malgré la grande difficulté de notre époque à rêver son futur, contrairement aux siècles précédents qui ont rêvé l'avenir avec force et parfois de grandes marges d'erreur...

Aujourd'hui, nous sommes souvent prostré par l'avenir. Pour sortir de cette peur, il nous faut regarder ce siècle en face, le comprendre, formuler des propositions et l'aimer. Car ce qui donne sens à nos vies, c'est ce que feront nos enfants et nos petits-enfants. Nous sommes à leur service. Nous aurons dans ce siècle, la fin de la croissance démographique humaine. Nous serons neuf milliards et demi. Tous voudront bien vivre et, contrairement aux siècles précédents, ils seront confrontés à des limites : en terme de ressources, et

---

<sup>1</sup> Intervention introductory à l'Assemblée générale d'Ecolo adoptant le « Manifeste politique », le 23 juin 2013.

de réaction de l'environnement. L'humanité est dorénavant mariée avec sa planète. Elle doit concevoir son futur dans un contexte de raréfactions des ressources.

Il va falloir à la fois sortir des combustibles fossiles, stabiliser le climat et protéger l'environnement. Nous sommes là dans un changement civilisationnel profond. Et comme à chaque changement de civilisation, nous connaissons ce qui est derrière nous et pas ce qui est devant. D'où cette grande difficulté à avancer. Les deux siècles précédents, avec les grands progrès technologiques et l'accès à des ressources considérables, n'avaient pas vu de confrontation quelconque aux limites. Auparavant, c'était à la rareté que l'humanité était confrontée. La rupture que nous vivons va impliquer que la valeur de ce siècle - au sens moral, personnel, technologique, économique et financier - sera l'optimisation de l'utilisation des ressources. Ce sera là la condition de l'accès de tous à de bonnes conditions de vie.

Cette valeur, le libéralisme ne pourra pas la prendre en considération. Ce qui va nous mener à de grosses difficultés. Un enjeu déterminant sera celui des indicateurs, des balises pour comprendre ce siècle qui est devant nous, et qui comportera des facteurs en décroissance, d'autres en croissance. Il deviendra capital d'arriver à décrire cela.

Enfin, le point le plus essentiel réside dans le fait que la citoyenneté planétaire définira le sens de l'action : c'est notre appartenance à l'humanité toute entière qui nous donne ce sens.

### **Les autres bouleversements en cours**

Un autre phénomène majeur dont il faut bien comprendre la portée consiste dans les grands bouleversements économiques et politiques nés de la mondialisation. Il faut les regarder avec précision. La croissance économique bascule vers les pays émergents. La

rente financière et économique que les pays industrialisés avaient accaparés pendant les deux siècles précédents bascule aussi, vers d'autres endroits du monde. Ses effets induits - dont il faut prendre conscience de la gravité - sont considérables :

- l'érosion de la protection sociale, la croissance des inégalités, la montée du chômage qui divise notre société ;
- l'amplification de l'angoisse, et la difficulté qui l'accompagne, celle de se projeter dans le futur. Or, l'histoire nous demande d'être extrêmement attentifs. Car lorsque l'angoisse monte, avec des difficultés économiques aussi graves que celles que nous connaissons et connaîtrons, émergent deux risques à éviter conjointement : le repli sur soi et la désignation de boucs-émissaires ;
- l'affaiblissement des Etats ;
- un contexte global où trônent les règles de concurrence au plan international.

### **Les réponses possibles**

Les réponses résident dans notre besoin de nous fixer des objectifs à long terme et une stratégie pour les mettre en œuvre. Nous attends un colossal travail de précision des étapes de transition, de constitution d'un cadre de régulation européen et international pour compenser l'affaiblissement des Etats. Et enfin, la reconstruction d'une promesse à la personne : que promet-on aux gens comme vie dans le futur qui leur permettra d'envisager leur vie dans la durée ?

### **Les actions politiques ne fonctionnent que si les gens les aiment**

Commençons par la transformation politique et l'approfondissement démocratique. Il est clair aujourd'hui que la question de la réduction des inégalités est la condition de la cohésion sociale et de la stabilité

de nos pays. Si on ne le fait pas, il faut craindre la montée de la violence. Chaque fois, dans l'histoire, qu'a eu lieu une grande bifurcation, nous avons changé de système politique ; nous avons trouvé à résoudre les conflits en progressant vers davantage de participation de la population. Dès lors, une démocratie de co-construction dans laquelle les gens participent aux décisions devient une nécessité. Les citoyens en ont la formation, ils ont l'accès à l'information et ils en ont l'envie. Notez ainsi ce qui se passe en ce moment en Turquie et au Brésil : ce sont sur des projets concrets que les populations ont exprimé que l'on ne pouvait pas décider par-dessus eux et qu'il était nécessaire d'y contribuer. Il y a là quelque chose qui nous est facilité parce que les nouvelles technologies de communication renforcent considérablement les capacités d'auto-organisation de la société. Il faut donc investir dans ces processus-là.

Une démocratie de co-construction, signifie à mes yeux, depuis ma pratique professionnelle sur les questions d'énergie et de climat, qu'il faut impliquer au moins un millième de la population dans la préparation d'une politique. Et lorsqu'on arrive à impliquer un pour cent, c'est encore mieux. Car à partir de ce moment, la prise en charge d'une politique publique s'étale dans la société. Les actions politiques ne fonctionnent que si les gens les aiment. Il faut donc construire l'adhésion de nos concitoyens aux choix politiques. Et une démocratie de co-construction renforce le mandat donné aux élus. Une des difficultés d'aujourd'hui, c'est que les élus voient des forces centrifuges dans la société qui souvent contestent les décisions publiques. Il faut avancer dans cette articulation de 2 niveaux : une démocratie de co-construction des choix et une démocratie représentative qui applique ces choix. Car il faut que la mise en œuvre soit faite par les élus issus du suffrage universel. Il reste encore beaucoup de travail sur cet enjeu-là : la nécessité du renforcement des pouvoirs locaux et régionaux - qui conditionnent la solidarité sociale, assurent la protection de l'environnement,

permettent la valorisation des ressources locales, une économie circulaire et de fonctionnalités.

### **La nécessité de progresser vers une gouvernance globale**

L'intérêt général, planétaire, n'est pas l'addition des intérêts des Etats. La dernière conférence de Rio l'a bien montré. Il faut donc construire cet intérêt général supérieur. En ce qui nous concerne, cela a forcément pour conséquence de renforcer l'Europe. Parce que l'Europe reste le prototype d'une gouvernance globale par-dessus les Etats, construisant des politiques communes.

Ensuite, il va nous falloir élaborer un cadre au niveau des Nations-Unies dans les décennies qui viennent, compte tenu notamment de l'échéance du changement climatique. C'est une nécessité de construire ce niveau supérieur de gestion de la maison commune, de la planète, tous ensemble.

Le changement climatique est essentiel de ce point de vue, car il constitue la première question à solidarité obligatoire de l'humanité toute entière. Elle va devoir être résolue avec l'ensemble du Monde, par-dessus les inégalités de développement héritées de l'histoire. On voit bien qu'il va en conséquence falloir avancer vers une convergence des modes de développements au niveau planétaire. Ce sera, bien sûr, la condition de la paix.

### **Une nouvelle promesse à la personne**

Un dernier enjeu central consiste à élaborer une nouvelle promesse à la personne. Regardons comment évoluent nos vies, de quelle manière elles se complexifient : plus grande mobilité professionnelle, sociale, affective, culturelle,... Tout cela donne une liberté plus grande que par

le passé. Mais en même temps, les vies sont plus imprévisibles et dans cette mobilité réside de nouvelles sources d'inégalités. Nous devons résoudre cette question de l'inégalité. Les avancées nécessaires pour y arriver sont, à mes yeux, de travailler sur l'évolution des modes de vie. La question majeure est celle du récit de vie, et pas seulement du projet politique. Une idéologie politique est mature quand elle arrive à expliquer comment vivre en société pour assurer la paix et les bonnes conditions collectives et fait une promesse à chaque personne. Les écologistes doivent donc apprendre à expliquer ce qu'est une société écologique devant nous, que chaque personne arrive à habiter. Nous gagnerons politiquement quand nous arriverons à expliquer à un enfant de dix ans - qui vivra tout ce singulier siècle – de quelle manière sa vie va s'y dérouler et comment pourra-t-on l'aider à évoluer.

Du point de vue de la promesse à la personne, la question-clé est celle de la substitution de satisfaction. Nous avions des satisfactions telles qu'elles nous ont été promises à travers la consommation. L'exubérance actuelle de la consommation de certains, inaccessible à d'autres, et confrontée aux limites de la planète, n'est pas l'horizon qu'il nous faut investir. Il nous donc réfléchir à la source de satisfaction que à proposer dans le futur à nos concitoyens. La force politique qui gagnera le XXI<sup>e</sup> siècle sera celle qui, la première, arrivera à le faire aimer en permettant à la population d'avoir envie d'une réalisation de leur vie à la hauteur de ces enjeux.

Il faut d'abord valoriser les personnes dans leur singularité culturelle, leur participation à la vie de la société et – c'est fondamental et, pour le coup, les technologies de la communication vont nous y aider. Il y a ensuite un aspect déterminant : la formation tout au long de la vie et la maîtrise par chacun du temps dans sa vie. Il y a enfin une nécessité d'amélioration des comportements individuels au travers d'une vie probablement plus sobre et dans un cadre plus démocratique, au sens d'une meilleure acceptation par les personnes. On ne pourra pas obtenir de la part des individus

des changements de comportement significatif dans leur vie sans leur donner des sources nouvelles de satisfaction.

Pour que cela se déroule dans un cadre démocratique, il va falloir un fameux travail d'accompagnement. Pour améliorer nos choix, pour faire en sorte que chacun se vive comme partie de l'humanité toute entière, pour développer des modes de vie permettant à l'ensemble de l'humanité - qui aura été multipliée par dix en deux siècles et demi - de progresser. Il faut que les comportements individuels s'inscrivent dans une trajectoire collective de transition. Au fond, vous avez deux transitions : une pour la société et une pour chaque personne, avec des équilibres différents d'une personne à l'autre. Il faut trouver des mots pour la société post-consommation et ses excès. Je propose que l'on s'inscrive dans une société relationnelle. La seule formulation que j'ai trouvé pour le moment c'est une société relationnelle. Les sources de richesse dans le futur seront la relation à l'autre. Le lien social, la connaissance, la culture sont des infinis. Il faut donc que l'on enrichisse la vie des gens à travers une visibilité de ce qui est supportable par la planète et qui permet en même temps de les satisfaire.

Bonne vie au XXI<sup>e</sup> siècle et maintenant, au travail.



# CE QUE L'ÉCOLOGIE CHANGE À LA POLITIQUE<sup>1</sup>

JOSEPH CONFAVREUX, PIERRE LAURET,  
MATHIEU POTTE-BONNEVILLE & PIERRE ZAOUI



<sup>1</sup> Republié avec l'aimable autorisation des auteurs, ce texte introduit le dossier éponyme de la revue *Vacarme* n°51 ([www.vacarme.org](http://www.vacarme.org)).

Il aurait peut-être fallu faire le bilan carbone de ce chantier sur l'écologie : en dehors du plus casanier d'entre nous, l'un a pris l'avion pour se rendre à Copenhague en décembre, l'autre est parti en colloque en Argentine, un troisième (gagnant le pompon) a fini son article au milieu de la nuit puis s'est couché oubliant la fenêtre ouverte en plein hiver et le chauffage à fond, sans parler des litres de café importé du Brésil, des cigarettes américaines, des lampes et des ordinateurs allumés jusqu'à bien tard. Parce que les nouvelles menaces écologiques sont des défis radicalement nouveaux qui ne peuvent plus être pensés sans se soucier de ses formes individuelles de consommation, sans apprendre à s'imposer, y compris joyeusement, de nouvelles formes de frugalité ou sans être prêt à s'inventer un nouveau « style de vie ». Sauf à ressembler aux Tuis du Turandot de Brecht, palabrant dans un congrès interminable à toute fin de blanchir les nouvelles vulgates écologiques pendant que le monde s'effondre. Mais peut-être avions-nous aussi raison de passer outre, sans nous abîmer dans les cercles infinis de la culpabilité. D'abord parce que nous ne voyons pas dans l'écologie un nouveau tribunal des conduites. Et ensuite, parce que la question qui nous importait initialement était moins d'écrire de nouvelles Lettres pour la direction de l'esprit (et du corps) que de prendre la mesure de tout ce que l'écologie obligeait effectivement à changer dans nos manières d'appréhender, de penser et de pratiquer la politique. Et ce aussi bien au sein des mouvements écologiques actuels (les Verts, Europe Écologie, les ONG) qu'en deçà et au-delà d'eux. Car aujourd'hui, mis à part Claude Allègre et un cousin éloigné avec lequel chacun d'entre nous dîne la veille de Noël, tout le monde se veut soucieux des menaces qui pèsent sur les grands équilibres environnementaux. Mais jusqu'où peut-on être écologiste ? Et quelles modifications concrètes de notre conception de la politique en découlent ?

### Un nouveau partage

À première vue, il semblerait que la question écologique ne vienne qu'ajouter une nouvelle ligne de partage ou une nouvelle dimension supplémentaire au champ de la politique ordinairement structuré autour

du clivage droite/gauche, c'est-à-dire autour de la question sociale. Il y aurait une gauche écologique et une droite écologique. Ce qui ne serait pas entièrement nouveau : on a déjà vu cela avec les clivages impérialisme/isolationnisme, libéralisme/souverainisme, voire, plus théoriquement, avec le clivage politique consensuelle cherchant un accord minimal commun/politique dissensuelle cherchant à structurer le champ politique suivant un axe amis/ennemis. Mais la radicale originalité du « nouveau partage écologique » doit s'entendre en deux sens : c'est certes une nouvelle ligne de partage, mais c'est aussi une nouvelle tâche en partage qui ne fait donc pas que redoubler les anciens axes mais les reconfigure complètement. Car les oppositions droite/gauche, libéralisme/souverainisme, consensus/dissensus, ne peuvent plus s'assumer de la même manière dès qu'on devient écologiste. Pour ne prendre qu'un exemple, le réchauffement climatique reconfigure l'opposition entre droite et gauche ou entre riches et pauvres ; il suppose de nouvelles formes de souveraineté (pour réguler l'économie) mais aussi de nouvelles formes de concurrence libérale (pour stimuler l'innovation écologique) ; et implique donc à la fois de savoir construire de nouveaux consensus (locaux, nationaux, européens, mondiaux) et de nouveaux dissensus radicaux. En bref, le nouveau partage écologique constitue peut-être bien moins une nouvelle ligne de partage qu'une nouvelle matrice de la vie politique réclamant un *aggiornamento* fondamental du progressisme, autour de nouveaux clivages mais aussi de nouvelles solidarités.

### Spectres de Malthus

L'écologie politique est d'abord une remise en cause du productivisme, c'est-à-dire d'une foi aveugle dans le progrès technique et la possibilité d'une croissance illimitée. En ce sens, elle ne saurait être ni capitaliste (matrice d'une telle foi), ni classiquement anticapitaliste (tant les anticapitalismes classiques sont encore des productivismes). Mais comment alors qualifier un tel rapport avec l'économique ? Peut-être en réinterprétant la notion de dette, notamment dans les rapports Nord/Sud, la dette financière du Sud étant peut-être plus

que compensée par la « dette écologique » du Nord. Autrement dit, l’écologie subvertit peut-être davantage l’économie libérale qu’elle ne cherche à la renverser en introduisant en elle des paramètres non économiques mais chiffrables, donc à la fois intégrables et hétérogènes. Ou plus théoriquement, on peut encore tenter de nommer ce nouveau rapport avec l’économie : ne s’agirait-il pas là d’un nouveau malthusianisme, plus assumé, plus lucide et plus humain ?

### **Une nouvelle articulation du savoir et de l’engagement**

La prise de conscience des menaces écologiques d’aujourd’hui n’est pas d’abord politique mais scientifique : indubitablement ce sont les cris d’alarme des savants à propos du trou de la couche d’ozone, du réchauffement climatique, ou de la réduction dramatique de la biodiversité qui ont fait passer l’écologie de l’expérimentation pratique et spéculative de quelques pionniers à un bouleversement mondial de la vie politique. Est-ce à dire pour autant que l’écologie nouvelle se devrait d’être une nouvelle politique des savants et des experts ? Certes non. D’abord, parce que la science n’est peut-être pas là pour trancher les nouveaux enjeux politiques qu’elle met au jour. Et ensuite, parce que c’est justement face aux risques croissants d’enlisement bureaucratique ou technocratique qu’il devient aussi urgent de repolitiser les débats brûlants du jour. Dans les deux cas, ce serait reconnaître que l’autorité des problèmes, en écologie comme ailleurs, ne doit jamais être la même que l’autorité des décisions, et donc qu’une articulation nouvelle, non hiérarchique et ouverte à la volonté générale, des rapports entre savoirs et pouvoirs devrait être élaborée.

### **Un changement de lieux et d’échelles.**

Enfin, il est certain qu’inventer de telles articulations inédites c’est nécessairement accepter de changer les lieux et les échelles de la politique. Accepter déjà, comme on l’a vu, de voir la politique

descendre dans nos vies les plus quotidiennes : la politique et non la morale tant les concepts mêmes de frugalité ou de style de vie sont peut-être davantage des concepts inter-individuels ou relationnels que des états de conscience, des propositions concrètes mais faites à tous d’habiter le monde ensemble et autrement. Accepter ensuite de ne pas se contenter des formes actuelles de souveraineté (celle des États-nations se déléguant plus ou moins aux collectivités territoriales), sans pour autant évincer la question en se réfugiant dans un trop commode « Penser global, agir local ». Par exemple, en inventant des structures de souverainetés plus spécifiques et plus éphémères qui seraient transversales aux frontières administratives d’aujourd’hui. Enfin accepter que l’écologie métamorphose peut-être les horizons mêmes de nos engagements politiques, sans nécessairement que ce soit pour le pire, en particulier en distinguant nettement entre horizon des diagnostics, souvent sombres, et horizon de l’action humaine, peut-être gros de tout autres promesses.

(...)



# LE RÉFORMISME RADICAL DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE<sup>1</sup>

---

→ALAIN LIPIETZ

économiste, membre du Conseil de surveillance de la Fondation de l'Ecologie Politique (France), ancien député européen

Le « réformisme radical » (comme l'« l'utopie concrète », ou toute autre formulation de ce genre) est l'une des caractéristiques les plus importantes du positionnement politique de l'écologie. Plus importante même que la question « à gauche », « ni droite, ni gauche », ou « ailleurs » !

Pour celles et ceux d'entre nous qui venons d'une expérience progressiste antérieure, comme la gauche socialiste ou communiste, ce fut probablement un choc de mesurer l'ampleur des transformations dans la vie des sociétés humaines qu'implique l'écologie politique. Bien au-delà des droits de l'homme ou de la redistribution des richesses, du pouvoir et de la propriété, l'écologie politique exige une transformation profonde de la vie matérielle, de la façon même de produire, de consommer, de partager la vie de la communauté. En ce sens, elle apparaît comme plus « radicale » (allant plus à la racine des choses) que toutes les idéologies progressistes antérieures.

Du mot « radical » à « révolutionnaire », il n'y a qu'un pas que l'on franchit facilement quand on parle de « révolution énergétique », « révolution des transports »... Mais, en français, le mot révolution est connoté non par ses buts (que l'on relègue dans les adjectifs : révolution socialiste, révolution démocratique...) mais par ses moyens,

---

<sup>1</sup> Intervention à la convention francilienne d'Europe Écologie, Arcueil, 8 mai 2010.

que l'on oppose à « réforme ». La révolution c'est brutal, rapide, extra-institutionnel et parfois sanglant. La réforme c'est progressif, pacifique, négocié dans un cadre institutionnel balisé : campagnes de presse, manifestations, grèves, boycott, élections, négociations contractuelles...

Les valeurs de l'écologie politique poussent clairement au choix de la réforme si, par ce mot, on s'oppose à révolution brutale. Nous affirmons que la démocratie et la non-violence sont les moyens de résoudre les conflits, nous sommes responsables des coûts collatéraux d'une révolution violente. Nous refusons l'irresponsabilité bonapartiste et leniniste « On s'avance, et puis on voit », nous ne nous défaussons pas de la responsabilité de ce qui se passera après la révolution au nom du « Nous n'avons pas voulu cela ». Nous prônons l'autonomie de chacun et non pas la dictature de quelques soi-disant éclairés.

L'écologie politique est donc un « réformisme radical » : ni réformisme d'accompagnement ni espérance du Grand Soir. C'est ce que nous rappelons en rétablissant l'intégralité de la citation de Paul Eluard : « Un autre monde est possible, mais il est dans celui-ci ». On chemine dans le réel et on le transforme.

Mais il y a une raison plus profonde : nous n'avons pas la même conception du temps que les révolutionnaires de jadis. Nous ne pensons pas que le temps « joue pour nous », mais qu'il joue contre nous. C'est ce qu'exprimait ici même notre ami Jacques Perreux, second de liste d'Europe-Ecologie et encore vice-président communiste du Val-de-Marne au 31 décembre 09. « Qu'une révolution socialiste soit retardée de 10 ans c'est, au yeux d'un marxiste, très dommage pour les exploités et les opprimés qui doivent attendre, mais ça ne change rien au contenu du passage au socialisme, et le développement des forces productives aplaniit plutôt les difficultés. En devenant écologiste, je me suis rendu compte du contraire : chaque jour qui passe entraîne davantage de pollutions que nous ne rattraperons jamais et

de destructions irréversibles de notre cadre de vie. » Cette remarque est très juste, elle vaut pour l'effet de serre, la dégradation de la biodiversité, l'accumulation des polluants dans l'eau et la terre... Mais n'oublions pas qu'elle valait déjà pour les exploités et les opprimés qui devaient « attendre » leur émancipation !

La radicalité d'une politique écologiste se mesure donc non seulement à son intensité, mais également à la date à laquelle elle intervient. Mieux vaut réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30 % dans les 10 prochaines années que de 50 % à partir de 2030.

Je me souviens avoir discuté avec de vieux amis « révolutionnaires » (de ceux qui, au Parlement européen, avaient refusé de voter la taxe de Tobin « pour ne pas améliorer le capitalisme financier globalisé »), à propos du bilan de notre participation à la majorité plurielle 1997/2002. Ils me disaient : « Vous n'avez pas obtenu grand chose ». Au lieu d'énumérer nos résultats réels (35 heures, parité, Pacs, arrêt de Superphénix, du canal Rhin-Rhône, etc...) je leur demandai simplement : « Et vous ? ». Ils me répondirent « Nous ? Mais nous n'étions pas supposés obtenir quelque chose ». Cette position, anti-réformisme qui ne croit plus en la révolution, a aujourd'hui un nom : protestataire.

La position protestataire est absolument nécessaire dans la société. C'est elle qui pousse les réformistes radicaux à accélérer le mouvement, à ne pas s'endormir sur leurs lauriers sous prétexte qu'ils ont déjà obtenu un petit quelque chose. Elle dispose pour cela d'un grand atout : « l'utopie abstraite ». C'est-à-dire que, si rien n'est possible dans ce monde-ci, un autre monde, différent, est possible : la République (qui était si belle sous l'Empire), le socialisme (qui était si beau sous le capitalisme). Il est évident que c'est une très grande force que de pouvoir donner un nom, une icône, au monde nouveau que nous voudrions. L'utopie abstraite a été mobilisée dès le début du mouvement ouvrier du 19ème siècle, par les socialistes

utopistes qui, reprenant l'apocalyptique judéo-chrétienne, parlait de « Nouvelle Jérusalem ». C'était signaler le rapport profond entre l'utopie progressiste abstraite et la religion, « opium du peuple, cri de la créature opprimée ».

Les révolutionnaires réels du 20<sup>ème</sup> siècle en sont venus à critiquer ce schéma. Ils n'avaient d'ailleurs pas conquis le pouvoir au nom de l'utopie abstraite (le socialisme), mais au nom d'objectifs bien concrets, exigences portées par la grande majorité des gens : « le pain pour l'ouvrier, la paix pour le soldat, la terre aux paysans» lors de la révolution de 1917, la lutte contre l'invasion japonaise pour Mao Zedong. Choc du réel encore plus violent après la révolution : Lénine disait, à la fin de sa vie, « Le capitalisme n'est pas un cadavre que l'on cloue dans un cercueil et que l'on jette à la mer. Il est là, il se décompose au milieu de nous, et il nous contamine. »

Une autre critique au schéma de l'utopie abstraite, c'est qu'elle n'est souvent que le renversement imaginaire du monde réel. Le mouvement ouvrier rêve sa Nouvelle Jérusalem comme un monde de dictature du prolétariat. À l'inverse, les personnes qui votent ou militent pour Europe-Ecologie ne se définissent pas nécessairement comme anti-capitalistes. Elles veulent des choses qui correspondent à l'intérêt général de l'humanité (la lutte contre le changement climatique, contre l'érosion de la biodiversité). Et c'est le mouvement même de leur lutte qui les amène à proposer des politiques qui les éloignent de la droite politique et mettent en question la liberté d'agir du capitalisme.

L'écologie politique ne peut en revanche proposer aucun idéal réalisé, aucune utopie abstraite, et c'est une faiblesse de sa capacité de mobilisation : elle a du mal à « faire rêver ». Sa force est de proposer des actions concrètes, pour la qualité de vie, visibles par tous. Pourrait-on imaginer l'équivalent de « la Nouvelle Jérusalem », pour l'écologie ? « Ce que nous voulons » ? c'est le développement souten-

nable, la décroissance sélective ou solidaire, la simplicité volontaire... Comme on le voit, il ne s'agit jamais d'un « idéal de résultat » mais d'un « idéal de processus » : on va dans quel sens et comment ? Nous ne sommes pas capables de dire comment sera un monde plus écologiste dans 50 ans, mais que pouvons-nous faire en 2010 pour vivre autrement. Le rêve d'une utopie abstraite est remplacé par l'exaltation, parfois idéaliste voire dandyste, d'un comportement héroïquement écologiste : décroissant, responsable...



# QUE PENSENT LES PARTIS VERTS ?<sup>1</sup>

## Une analyse des programmes politiques des partis verts dans le monde entre 2006 et 2008

→PER GAHRTON

Sociologue, ex- député européen vert (1995-2004) et ancien co-secrétaire des Verts Européens (1984-1989), préside la fondation politique verte suédoise : COGITO<sup>2</sup>.

### Introduction

Le mouvement politique écologiste s'étend sur toute la planète. Il y a probablement quelques partis politiques qui se qualifient de Verts dans au moins la moitié des états membres des Nations-Unies. Quatre-vingts partis verts sont membres de la famille politique internationale Verte. Il y a de grands et puissants partis verts, connus dans le monde entier et partie prenante de la vie politique de leur pays, comme les Verts en Allemagne (Die Grünen). Et il y a de petits groupes qui doivent travailler en exil ou clandestinement (comme les Verts en Iran).

Qu'est-ce que ces Verts ont en commun ? Ont-ils quelque chose d'important en commun, qui les différencierait de tous les autres types de partis politiques ? Ont-ils en commun une manière de penser, une vision commune du développement de la société ? Ont-ils la même définition des problèmes ? Ont-ils la même explication concernant la cause de l'état actuel du monde ? Ont-ils les mêmes valeurs à propos de la manière dont les choses devraient être organisées ? Ont-ils les mêmes propositions concernant les solutions à adopter ?

<sup>1</sup> Texte issu du livre *Is there a need for a Green ideology ?*, Cogito, 2008, et traduit par Patricia Spelmans pour Etopia

<sup>2</sup> Cogito est membre de la Green European Foundation ([www.gef.eu](http://www.gef.eu)) et est là ce titre l'équivalent suédois d'Etopia.

J'ai choisi une approche empirique de l'idéologie verte. D'autres chapitres de ce livre ont d'autres approches. J'ai étudié les programmes politiques des Verts (voir la liste des programmes étudiés en fin de texte).

Selon le site des « Global Greens », les fédérations vertes régionales en dehors de l'Europe ont des partis-membres provenant de 40 pays (15 en Afrique, 11 en Amérique, 14 en Asie et dans le Pacifique). Le Parti Vert Européen comporte des membres ou des observateurs provenant de 36 pays. De plus, il y a des partis Verts qui ne sont encore membres d'aucune des organisations internationales Vertes (comme l'Iran). Il y a aussi des partis verts dans des régions autonomes, qui sont parfois des membres à part entière d'organisations internationales (comme Iniciativa per Catalunya Verds et Scottish Greens), ou pas (comme Les Verts du Québec, Los Verdes Andalucia). Certains partis Verts, quelquefois parce qu'ils n'ont pas développé leurs propres programmes complets disent explicitement adhérer aux programmes et aux principes de l'une des familles internationales vertes. Deux exemples de ceci sont le Japon (Global Greens) et le Parti Zöld Hongrois (European Greens).

Ma base de données est ce qui peut-être trouvé sur le web. Je n'ai pas eu le temps de chercher de manière extensive ce qui n'était pas disponible sur la toile. Dans certains cas, j'ai reçu l'aide de bureaux de parti sous forme de traductions (Albanie, Croatie, Slovaquie). Dans d'autres cas, j'ai dû abandonner pour des raisons linguistiques, car je n'ai pas réussi à contacter les bureaux des partis par mail (Chypre et Estonie). Dans d'autres cas semblables, j'ai réussi à déchiffrer les programmes par ma connaissance de langues voisines (par exemple pour des textes en bulgare, en tchèque et en polonais). Dans de rares cas, j'ai eu des contacts personnels avec des représentants de partis n'ayant pas de site web (Géorgie, Azerbaïdjan). Dans l'ensemble, j'ai réussi à obtenir des programmes, des plate-formes, des déclarations d'objectifs ou d'autres informations de la part de cinquante partis Verts.

Quoique sociologue professionnel, je ne prétends pas avoir réalisé une analyse de contenu scientifiquement valide (entreprise qui eût demandé des moyens en termes de temps et de ressources dont je ne disposais pas). Pour différentes raisons, dont l'inexistence de site web de certains partis, il y a eu un biais défavorable envers les Verts Européens. Ceci n'est toutefois pas totalement injuste, car le fait est que les partis Verts sont plus fréquents en Europe, et y sont généralement plus forts en termes de représentation au parlement et au gouvernement, que sur les autres continents. Après l'Europe, on trouve l'Amérique, où il y a des partis Verts en fonction dans la moitié des pays de ce continent, puis la région de l'Asie et du Pacifique, et enfin l'Afrique. Aussi, mon échantillon de partis étudiés est probablement plutôt représentatif de la situation réelle de la politique des partis verts dans le monde.

## Le monde selon les Verts

### *La catastrophe environnementale*

Presqu'unaniment, les Verts ont une perception plutôt morne de l'état du monde. Fondamentalement, ils voient toutes sortes de menaces environnementales envers l'espèce humaine et toute la vie sur terre. C'est la relation entre la Nature/la Vie/l'Ecosystème et les activités humaines qui est mise en évidence dans presque chaque programme vert et qui constitue la priorité en contenu et en quantité. Je ne trouve donc aucune différence en ce sens entre les partis des pays riches et développés et ceux des nations pauvres et en développement. Un texte en particulier des verts somaliens désapprouve le fait que les problèmes environnementaux seraient l'apanage des riches. Au contraire, la perspective des Somaliens prouve que les risques environnementaux peuvent toucher aussi bien les pauvres et même plus.

« L'une des angoisses que les Somaliens devront affronter long-temps après que la solution à la crise politique actuelle sera trouvée est le dommage qui aura été infligé à l'environnement de la nation. Les gens se sont tournés vers toutes sortes d'activités illégales et dommageables, à cause du manque d'un gouvernement central capable d'établir et de maintenir le contrôle. Ce sont, par exemple, l'incendie des forêts et des arbres en vue d'avoir du charbon de bois, le braconnage des animaux sauvages pour le cuir, et l'exportation de quantité d'animaux pour leur valeur en devises à l'étranger. Quelques uns des problèmes environnementaux auxquels les Somaliens sont confrontés sont : l'utilisation de l'eau contaminée, qui contribue aux problèmes de santé ; la déforestation ; l'abus de pâtures, l'érosion des sols ; la désertification ; le braconnage sans espoir de la vie sauvage ; des sécheresses récurrentes, et de fréquentes tempêtes de poussière dans les plaines du nord et de l'est en été. La Somalie est aussi l'une des nations en tête de liste où les nations industrialisées déversent leurs déchets chimiques et nucléaires dangereux. »

Les craintes environnementales n'occupent une place marginale que dans très peu de programmes des Verts. Je n'ai trouvé ce cas que dans le programme slovène membre du Parti Vert Européen (PVE), de l'EGP, qui a d'évidence un autre contexte que la plupart des autres partis verts, ce qui est reflété par son nom – le Parti Slovène des Jeunes.

La description la plus fréquente de la situation actuelle du monde et de la vie humaine est qu'ils sont soumis aux risques dus au changement climatique, du climat, aux radiations, aux pesticides, à la désertification, aux manipulations génétiques... Les Verts bulgares disent explicitement : « L'extinction ou la réforme ! »<sup>3</sup> Le message est clair : la vie elle-même est menacée.

.....  
3 да ремонтираме дома си ини да го видим разрушен.

Ceci amène une question importante : la vie de qui ?

### *L'humanité comme point de départ*

Les Verts autrichiens ont un petit débat à ce propos et admettent que les choses pourraient être examinées d'un point de vue non-anthropocentrique, où l'écosystème plus large est le point de départ et non pas l'espèce humaine. Mais, ils sont une exception. Cependant, quelques partis mentionnent d'autres « groupes » menacés, comme les animaux (ou les générations futures, qui sont également des humains). La plupart des Verts mentionnent la nécessité de la « protection » animale, peu d'entre eux utilise la terminologie « droit des animaux » (comme les Verts suédois et norvégien, ainsi que Groenlinks la Gauche Verte en Hollande) ou le « respect pour les animaux » (Verts catalans). Je pense qu'il est établi que l'idée que les êtres humains sont « seulement » une forme de vie, parmi d'autres, telle qu'elle apparaît dans le courant de la « deep ecology », n'a pas été adoptée par les partis verts. Au contraire, les partis Verts sont clairement basés dans une perspective centrée sur l'humain. *Nous* sommes menacés lorsque la Nature/la Vie/ l'Ecosystème sont menacés. C'est pour cela que nous devons effectuer des changements. Personnellement, je trouve cela assez naturel et normal et je crois qu'il serait difficile pour un parti politique d'approcher les électeurs avec un message qui dirait : « Nous ne tenons pas compte des êtres humains, au contraire l'écosystème irait bien mieux sans nous ». Un tel discours serait hors du champ politique, il serait du domaine religieux, ou mystique ou quoique ce soit d'autre.

### *La pénurie de justice, de solidarité, d'égalité, de démocratie*

Hormis les descriptions plus ou moins élaborées et apocalyptiques des risques environnementaux qui nous entourent, les programmes des partis écologistes sont en général moins directs dans la description de leurs perceptions du domaine social, économique, culturel,

démocratique ou juridique et autres de leurs pays ou de la planète. Sauf les Verts moldaves, qui prennent comme point de départ le fait que leur pays a le score le plus bas sur l'index du Développement Humain du Programme de Développement des Nations-Unies de tous les pays européens.

La plupart des Verts ont toutefois une idée claire de l'état de la situation dans les domaines politiques autres que l'environnement et l'écologie. Mais ces domaines sont traités par l'avancement de propositions visant à traiter les problèmes, plutôt que par des descriptions étayées de la situation qui doit être changée. Lorsque les Verts colombiens proposent la réalisation d'un Code éthique pour les politiciens, comme l'un des points majeurs de leur politique, il est facile d'en conclure que l'éthique est une denrée rare parmi les politiques. Les revendications qui sont établies – l'intérêt général avant les intérêts particuliers, l'altruisme dans l'activité politique, l'honnêteté dans le service public, la responsabilité morale de l'homme politique – impliquent que ces mêmes caractéristiques font défaut en Colombie.

Et lorsque presque tous les partis verts demandent explicitement la « justice sociale » et la « solidarité globale », on peut en inférer que la perception généralisée des Verts est que la justice sociale et la solidarité globale n'existent pas, du moins pas à un niveau suffisant, dans notre monde actuel.

Bien-sûr, ceci peut également nous mener à conclure erronément que de fortes demandes dans un domaine de la politique sont la preuve que la situation dans ce domaine est particulièrement mauvaise dans le pays de ce parti vert. La plupart des partis revendiquent l'égalité des genres (des sexes), mais les partis qui utilisent le langage le plus fort demandant des politiques « féministes » sont les scandinaves, malgré le fait que les femmes des pays nordiques soient probablement les moins discriminées du monde (voir l'article de Lotta Hedström).

Bien des programmes (mais loin de l'entièreté) incluent le domaine de la sexualité comme l'un desquels où la diversité doit être promue. Mais les paroles les plus fortes et les plus explicites concernant les droits des gays et lesbiennes se trouvent dans les programmes des partis verts d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, alors que la plupart des partis Verts d'Europe de l'Est, d'Afrique et d'Asie restent silencieux à ce propos. Dans le même temps, aucun parti vert n'exprime quoique ce soit contre l'égalité de genre et des droits égaux pour les homosexuels.

### *L'environnement et l'écologie d'abord*

Pour résumer : il est évident que presque tous les partis verts ont les mêmes racines – une conscience des menaces environnementales à l'encontre l'espèce humaine et la vie. Les Verts sont également conscients d'une énorme injustice sociale globale et nationale. Très souvent, ils ont des doutes à l'égard de la qualité des démocraties dans leurs pays. Je dirais qu'il y a une vision plutôt commune et cohérente parmi les Verts du monde entier en ce qui concerne la formulation des principaux problèmes de l'humanité aujourd'hui. Les Verts ne sont absolument pas des partis qui défendent un seul enjeu. Certains partis aiment mettre ceci en évidence jusque dans leurs plus petits slogans, comme le parti belge Ecolo : « Une terre plus verte, un monde plus juste »<sup>4</sup>. Les Verts chiliens introduisent leur programme avec la déclaration suivante : « un écologiste est quelqu'un qui soutient une organisation socio-culturelle-économique qui permet aux êtres humains de s'épanouir en équilibre harmonieux avec leurs semblables, dans une relation responsable avec l'environnement dans lequel ils vivent »<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Une terre plus verte, un monde plus juste.

<sup>5</sup> Ecologista es todo aquel que pretende una organización Social-Cultural-Económica que permita a los seres humanos realizarse plenamente en un equilibrio armónico con sus semejantes y en una relación responsable con el ambiente en que vive.

Mais, le point de départ et la priorité sont, presque sans exception, la crise environnementale dans tous ses aspects. Comme les Verts canadiens l'expliquent : « Mettre l'environnement en première position dans notre plate-forme a du sens, car notre environnement est au cœur de notre bien-être – depuis les soins de santé au développement économique, en passant par la qualité de vie. Les Verts belges de Groen promettent à leurs électeurs « Vers un changement écologique »<sup>6</sup>. Les Verts allemands disent que « l'environnement fait la différence »<sup>7</sup>. Les Verts roumains ont pris comme slogan « Un homme propre dans un pays propre dans un monde propre ».

### *Qui les Verts blâment-ils ?*

En général, les programmes verts sont maigres en explications. Au lieu d'une analyse, on trouve plutôt une sorte de « plainte ». Les textes mettent l'emphase sur quelqu'un ou plutôt quelque chose, une activité ou une tendance, qui est accusée d'être coupable.

J'ai construit sept « boucs émissaires » sur base des programmes des Verts, et ai trouvé que le numéro un est la *croissance/la société industrielle/le productivisme*, ce qui signifie la concentration dominante sur la production maximale de biens matériels. Les Verts italiens disent carrément : « Un Vert c'est quelqu'un qui voit dans la croissance économique la cause originelle de la dégradation de notre planète ».<sup>8</sup>

Le second « bouc émissaire » le plus fréquent est très proche du premier : la *globalisation économique/ le néolibéralisme*. En particulier les textes des Verts français sont remplis d'une rhétorique contre ces phénomènes. Les Verts turcs demandent une « lutte globale contre le capitalisme et le néolibéralisme ». Et les Verts russes blâment

---

<sup>6</sup> Naar een ecologisch omslag.

<sup>7</sup> Umwelt macht den Unterschied.

<sup>8</sup> Verde è chi vede nella crescita economica, imperniata sullo sfruttamento più intenso ed esteso della natura e del lavoro umano, la causa originaria dello stato di degrado del nostro pianeta.

l'extrême néolibéralisme des années 1990 comme cause de nombreux problèmes dans leur pays. Le parti Miljøpartiet norvégien va plutôt loin en demandant « la décapitalisation des moyens de production... sous une forme où les droits de la propriété ne peuvent être ni achetés ni vendus »<sup>9</sup>. Les Verts philippins également vont loin lorsqu'ils disent que « la terre appartient à la communauté qui l'occupe, jamais à des individus ». La plupart des partis verts acceptent implicitement la propriété privée et l'économie de marché, mais moins comme une question de principe que parce qu'une telle économie est considérée comme le moins mauvais système connu. Et la plupart des Verts mettent l'accent sur le fait que le marché ne doit pas être totalement libre, mais doit faire l'objet de contrôles stricts et de restrictions. L'on peut observer une évaluation plus explicitement positive des aspects de base de l'économie libérale uniquement parmi certains Verts d'Europe de l'Est, comme les Verts ukrainiens qui disent : « La propriété privée est le terreau de la démocratie, la base du progrès économique et de la « protection sociale » des citoyens. (Plus sur l'Economie Verte, voir les contributions de Kristian Skånsberg et Ulf Söderström). En lien également avec les « boucs-émissaires » cités plus haut, on trouve en troisième position *le monde des affaires / les entreprises multinationales*. Les Verts suisses demandent l'abolition du secret de leur système bancaire et s'exclament : « Fermons la chasse aux profits maximum ! »<sup>10</sup>

De nombreux partis verts blâment l'espèce humaine en tant que telle, comme les Verts du Royaume-Uni : « C'est l'activité humaine, plus que quoique ce soit d'autre, qui menace le bien-être de l'environnement dont nous dépendons ».

Les autres « boucs-émissaires » mentionnés directement ou indirectement dans les programmes Verts sont : *le commerce/ la consommation, les pays développés/ la colonisation*. (de la part de partis du

.....  
9 De Grønne vil stabilisere Økonomien, blant annet ved å få eiendomsretten over i former hvor den ikke blir gjenstand for kjøp og salg.

10 Schluss mit der Jagd nach Profitmaximierung.

Tiers-Monde mais aussi de certains partis de pays riches), *les abus de l'état central* (par des partis de pays de l'ex-bloc communiste).

A mon avis, au-delà de quelques variations, ceci montre néanmoins une vision Verte plutôt unifiée des causes des grands problèmes de notre monde. L'humanité est coupable, non pas le « singe nu » que nous sommes, mais l'être humain en sa qualité de producteur/consommateur avide qui ne semble apprécier que des choses valorisables en termes d'argent. Ce type de système – néolibéralisme, capitalisme, globalisation économique, économie de marché sans restrictions, économie basée sur le profit, productivisme – ne cause pas seulement un désastre écologique, il ne donne pas non plus aux humains ce qu'ils recherchent – bonheur, sécurité, santé, satisfaction. Mais les Verts ne pensent pas que l'alternative soit une sorte de socialisme traditionnel, une politique de gauche traditionnelle. La plupart ne le disent pas explicitement dans leurs programmes. Le Partido Verde brésilien le dit clairement : « Le Parti Vert n'accepte pas l'étroite polarisation entre gauche et droite, en face de laquelle nous nous trouvons ».<sup>11</sup>

### *Y-a-t-il des valeurs communes vertes ?*

Les programmes Verts ne débutent pas en général par la description des problèmes et l'analyse de leurs causes, mais avec l'affirmation de valeurs. Certains partis verts sont à cet égard très explicites. Je dois admettre que j'ai une préférence particulière pour les principes de base des Verts mexicains : « Amour, Justice, Liberté ». Court, efficace et juste ! Le Miljøpartiet suédois a essayé de concentrer son programme sur trois « solidarités » : Solidarité avec les animaux, la nature et l'éco-système, solidarité avec les générations futures, solidarité avec tous les autres humains. Les Verts néo-zélandais ont quatre valeurs de base : sagesse écologique, responsabilité sociale, prise de décisions appropriée, non-violence. Die Grünen d'Autriche

.....  
11 O PV não se aprisiona na estreita polarização esquerda versus direita. Situa-se à frente.

ont six principes de base : écologie, solidarité, auto-détermination, démocratie de base « par le bas » (grass-root democracy), non-violence, féminisme.<sup>12</sup>

Dei Greng du Luxembourg adhèrent aux mêmes bases que les Verts autrichiens, en y ajoutant trois : changement structurel de l'économie, participation équitable des immigrants et promotion d'une Europe écologique et sociale. Les Verts des Etats-Unis ont leurs dix valeurs-clés : démocratie de base « par le bas », justice sociale et opportunités équitables pour tous, sagesse écologique, non-violence, décentralisation, économie basée sur la communauté, féminisme et égalité des genres, respect de la diversité, responsabilité personnelle et globale, vision d'avenir et soutenabilité. Même les Global Greens et les Verts européens ont adopté des catalogues similaires de valeurs de base. J'ai extrait 14 principes de base verts de tous les programmes et plates-formes que j'ai examinés. Je les ai répertoriés en ordre de fréquence d'apparition dans les documents que j'ai étudiés, mais je n'en donne pas les statistiques, car il est quelquefois très difficile de juger si une valeur est présente même si sa dénomination exacte n'est pas mentionnée, en particulier pour tous les programmes que j'ai étudiés dans une autre langue que l'anglais.

1. « *Sustainability* »/ *économie circulaire*.
2. *Egalité des genres/ féminisme*.
3. *Non-violence*.
4. *Sagesse écologique*.
5. *Justice sociale*.
6. *Démocratie participative/ de base « par le bas »*.
7. *Coopération internationale*.
8. *Solidarité globale*.
9. *Qualité de vie, pas quantité*.
10. *Droits de l'homme/ Liberté*.
11. *Biodiversité*.
12. *Diversité culturelle*.
13. *Commerce équitable*.
14. *Autonomie*.

C'est ma conviction : tous ces principes de base Verts sont acceptables par presque tous les Verts. En tous cas, je n'ai trouvé aucun programme qui ait une déclaration contraire à l'un de ces principes.

.....  
12 Okologisch, solidarisch, selbstbestimmt, basisdemokratisch, gewaltfrei, feministisch.

Je pense que presque tous les Verts pourraient souscrire aux 14 principes de base, même si certains partis adhèrent plus à l'un ou à l'autre.

## **Que proposent les Verts ?**

Donc, s'il existe une base de valeurs communes assez large parmi les Verts, quid à propos des politiques ? J'ai pris, de ci, de là, un peu au hasard, l'une ou l'autre option politique pour chacune des 14 valeurs et ai vérifié combien chacun des programmes étudiés la soutient ou la rejette.

### ***1. Développement durable / économie circulaire***

#### *a. Pas de nucléaire.*

Il y a un très fort degré d'accord sur le non à l'énergie nucléaire. Aucun des programmes étudiés ne mentionne même de manière implicite que l'énergie nucléaire puisse être acceptable pour remplacer les énergies fossiles. Plusieurs partis ont également fixé des dates pour sortir de la dépendance au pétrole. Les Verts tchèques considèrent le refus du pétrole<sup>13</sup> comme l'une de leurs plus importantes priorités pour la modernisation de la société tchèque. Tous les Verts demandent un changement vers les énergies renouvelables.

#### *b. La nourriture biologique/ la qualité alimentaire.*

La plupart des Verts y sont très attachés. Certains lient ceci à un retour à des cultures et modes de vie ruraux, et pas moins dans les pays où la plupart des gens vivent encore de l'agriculture.

#### *c. La réduction des transports.*

La plupart des Verts demandent un transfert de la route au rail. Mais certains considèrent les transports en soi comme le problème de base et qu'ils doivent être réduits, même s'ils deviennent moins

.....  
13 Odklon od ropy.

polluants. Les Verts des pays où les manques de transports sont un problème majeur, sont plus nuancés, comme les Verts du Bénin : « Les Béninois devraient pouvoir rêver de bicyclettes, de trains normaux, de trains express ou d'avions, confortables et sûrs, pour pouvoir voyager dans toute l'Afrique, localement ou internationalement.»<sup>14</sup>

*d. Le principe des taxes pour le pollueur-payeur.*

Personne n'est contre.

**2. L'égalité des genres/ le féminisme.**

*a. Droit à l'avortement.*

La plupart des partis sont en faveur de ce droit, aucun n'y est explicitement opposé. Toutefois, certains n'en disent rien.

*b. La prostitution.*

Tout le monde combat le trafic d'êtres humains. Mais certains Verts (aux Pays-Bas, en Allemagne) sont en faveur de la « légalisation » de la prostitution en tant que telle, afin de la transformer en une profession comme une autre. Ils croient que les prostituées se libéreront ainsi de la mafia et obtiendront plus de sécurité sociale. D'autres (comme les Suédois) préconisent plutôt de punir le client (selon la loi suédoise) tout en aidant les prostituées à changer d'activité.

**3. La non-violence.**

*a. Le désarmement.*

La plupart des Verts sont en faveur du désarmement, national et global. La plupart sont également en faveur de la fin de la conscription (service militaire). Seul l'un des partis verts russes semble tendancieux sur ce point, en partie par ce qu'il croit que le savoir et la technologie militaires pourraient être utilisés dans la lutte contre la dégradation de l'environnement.

---

<sup>14</sup> Pour voyager dans toute l'Afrique, du local à l'international les béninois doivent aussi rêver de l'utilisation du vélo, du train, du TGV ou de l'avion, dans des conditions de confort et de sécurité maximales.

*b. Intervention militaire seulement sous mandat de l'ONU.*

La plupart des partis accepte ce principe. Toutefois, dans leur programme de 2011, les Verts serbes attirant l'attention sur le fait que lors de la seconde moitié de l'année 1999 et durant tout l'an 2000, la position des Verts en République Fédérale de Yougoslavie était d'autant plus compliquée qu'ils étaient en contact avec les Verts européens qui avaient voté en faveur de l'intervention militaire de l'OTAN en République Fédérale de Yougoslavie.

*c. Restriction de l'exportation d'armes.*

Tous les partis sont soit en faveur de celle-ci soit silencieux sur le sujet. Les Verts de l'Union Européenne veulent que le code de l'UE ait plus de force légale.

*d. Non à une alliance militaire avec l'OTAN.*

La plupart des Verts des pays de l'OTAN semblent accepter le statu-quo, alors que les Verts norvégiens et portugais demandent ou envisagent de quitter le Pacte. Les Verts grecs demandent « la cessation de la dépendance de l'Union Européenne envers l'OTAN ». Les Verts croates disent : « Non à l'OTAN, non aux alliances militaires ». Les Verts des pays neutres (Suède, Finlande, Autriche, Ukraine, Suisse, Malte) refusent de rejoindre l'OTAN. Les Verts géorgiens rejettent également l'appartenance à l'OTAN. Les Verts australiens et brésiliens mettent en question les relations militaires de leur pays avec les Etats-Unis. Mais certains Verts parmi les nouveaux pays de l'OTAN, comme ceux de Lettonie sont en faveur de l'appartenance de leur pays à l'OTAN.

#### *4. La sagesse écologique*

*a. Bannissement ou restrictions aux organismes génétiquement modifiés (OGM), aux produits chimiques persistants, aux hormones et aux antibiotiques dans la viande.*

De telles demandes existent sous différentes formes dans la plupart des programmes.

*b. Principe de précaution.*

Dans la plupart des programmes.

#### *5. La justice sociale*

*a. Revenu de base.*

Plusieurs partis demandent une forme de revenu de base (allocation universelle ou citoyenne), comme le Brésil (imposta negativa), l'Allemagne (Grüne Grundischerung qui n'est pas identique à l'allocation universelle), la Norvège (samfunnslønn), la Finlande et la Suède (medborgarlön).

*b. Propriété publique des biens essentiels.*

Certains partis mettent l'accent sur le fait que des monopoles naturels et des «biens communs» devraient être sous propriété ou sous contrôle public. Aucun parti Vert ne demande la privatisation des services publics.

#### *6. Démocratie participative/ directe/ « par le bas » (grass-root)*

La plupart des Verts sont insatisfaits de la démocratie représentative et voudraient plus de «démocratie directe». Mais la démocratie parlementaire est acceptée et des réformes sont proposées par quelques partis, comme les élections à la proportionnelle (là où d'autres systèmes prévalent), plus de référenda, un âge plus bas pour voter (16 ou 17 ans), des règles éthiques pour les politiciens.

Un aspect de la démocratie directe est la désobéissance civile, que certains Verts veulent légaliser sous conditions.

## *7. La coopération internationale*

### *a. Une Europe fédérale plus forte.*

Plusieurs Verts européens expriment une satisfaction concernant l'UE, comme les Verts allemands qui disent que « l'UE est un succès qui nous a apporté cinquante ans de paix, de sécurité et de prospérité »<sup>15</sup>. D'autres, comme les Verts français veulent une Europe plus forte, mais à la condition que cela devienne une Europe plus sociale et plus écologique. Les Verts irlandais s'opposent à la militarisation de l'Europe. Les Verts grecs demandent un « nouveau début pour un Traité Constitutionnel sans les clauses néolibérales, militaires et anti-environnementales du précédent ». Tous les Verts de l'UE sont insatisfaits du « déficit démocratique », mais la plupart semblent prêts à accepter le traité de Constitution révisé. Ils auraient cependant préféré que ce Traité soit adopté via un large référendum dans l'UE, plutôt que par des ratifications parlementaires. Parmi les Verts de l'UE, les Danois et les Suédois auraient préféré quitter l'Union (NDLE : le texte date de 2007). Parmi les Verts non UE, l'Ukraine, la Suisse et l'Albanie voudraient rejoindre l'UE, les Verts croates sont en faveur d'une « Europe unie », alors que les Verts norvégien sont en faveur d'une « Europe unie », alors que les Verts norvégien rejettent l'adhésion à l'UE.

### *b. Des Nations Unies plus fortes et réformées.*

Les Verts y sont favorables, unanimement.

## *8. La solidarité globale.*

La solidarité est une base de la plupart des programmes des Verts. Plusieurs partis des pays développés demandent la taxe Tobin, une assistance accrue aux pays en développement, l'annulation des dettes.

<sup>15</sup> Die europäische Einigung ist ein Erfolgsprojekt das über fünfzig Jahre Frieden, Sicherheit und Wohlstand gebracht hat.

Tous les partis verts de pays d'immigrants ont une attitude positive envers l'immigration, exprimée par les Verts canadiens comme « l'incroyable potentiel humain que 300 000 nouveaux Canadiens apportent au pays chaque année ». Les Verts dans leur écrasante majorité considèrent l'immigration plus comme un atout qu'un problème et demandent plus de droits pour les immigrants.

## *9. La qualité de vie, plus que la quantité*

### *a. Une politique des drogues restrictive/ libre.*

La plupart des programmes ne mentionnent pas ce point, mais ceux qui le font sont profondément divisés. Bien que tous les programmes mettent l'accent sur une approche humaine des toxicomanes, il y a une grande fracture concernant l'accessibilité des drogues. Certains partis (Scandinavie, Australie) défendent des restrictions, l'interdiction de tous les narcotiques (incluant le cannabis), ainsi que des restrictions sur la vente de l'alcool et du tabac. D'autres (les Pays-Bas, l'Autriche, la France...) défendent la légalisation des drogues « douces » afin de briser le pouvoir des mafias.

### *b. Un PIB alternatif.*

Plusieurs partis demandent d'autres manières de mesurer le « progrès » et le développement que le traditionnel PIB (produit intérieur brut).

### *c. Une réduction du temps de travail.*

Ceci est très central pour plusieurs Verts, qui sont en accord avec la formulation albanaise : « Travailler moins pour que tous puissent travailler ». Les Verts suédois ont réussi à introduire un droit pour que chacun puisse recevoir une année de salaire gratuite (friär) si on lui trouve un remplaçant sans travail. Cette mesure a été très populaire, mais a été abolie après la victoire de la droite en 2006. Les Groen belges ont proposé quelque chose de similaire (tijdverzekering). D'autres partis demandent une réduction du temps de travail à la

fois comme une manière de « partage du travail » dans une société high tech, ainsi qu'une manière d'utiliser le progrès technologique d'une manière non consumériste. Mais la plupart des partis ne mentionnent pas ce point.

## ***10. Droits de l'homme/ Liberté***

La plupart des programmes verts mentionnent des menaces traditionnelles ou nouvelles à l'encontre de la liberté individuelle, parmi lesquelles les contrôles technologiques qui atteignent l'intégrité individuelle. Mais seulement un tiers des programmes étudiés mentionnent explicitement l'égalité de droits pour le homosexuels. Ceci est un enjeu très important pour certains partis, comme les Verts d'Andorre, dont le programme a un chapitre spécial sur les « libertés sexuelles »<sup>16</sup>. Les autres sont silencieux. Mais aucun parti Vert ne demande aucune sorte de discrimination des homosexuels. Seul les Verts suédois mentionnent les droits des « queers » (voir la contribution d'Angela Aylward).

Alors que la plupart des Verts mettent l'accent sur le pluralisme des médias sans restrictions imposées par le gouvernement, certains mettent également en garde contre d'autres menaces à l'égard de la liberté d'expression réelle, comme les Verts polonais qui disent que la démocratie est « menacée par la manipulation de l'opinion publique vu le contrôle des médias par des groupes ayant des intérêts particuliers, le populisme politique et la corruption »<sup>17</sup>.

## ***11. La bio-diversité***

### *a. Pas de brevets sur la vie.*

Point commun des programmes des Verts.

---

16 Llibertas sexuals.

17 Demokracja jest obecnie zagrożona przez manipulacje opinią publiczną przy wykorzystaniu mediów przez grupy interesów, populizm polityczny i korupcję.

*b. Droits des animaux.*

La « protection » animale est une demande fréquente, mais les « droits » des animaux sont mentionnés dans peu de programmes.

*c. La chasse.*

La plupart des programmes des Verts ne mentionnent pas du tout la chasse. Ceux qui le font sont divisés. Certains sont en faveur d'une « chasse soutenable et bienveillante envers l'environnement » (Lettonie), alors que d'autres sont critiques à l'égard des lobbys de chasseurs (France) et demandent plus de restrictions (Malte). Peut-être ceci ne constitue pas une division d'une opinion de principe, mais reflète les situations différentes dans les différents pays.

## **12. La diversité culturelle**

*a. Une politique particulière pour les minorités nationales.*

Tous les partis des pays comprenant des minorités nationales en grand nombre demandent plus de droits et de services pour celles-ci (Nouvelle-Zélande/Maoris, Australie/Aborigènes, Canada/Aborigènes, République tchèque/Roms, Norvège/Lapons, Brésil/Indiens...).

*b. Intégration des minorités nouvelles.*

La plupart des programmes des Verts parlent de pluralisme et de diversité et demandent le respect des différences culturelles. Dans le même temps, les droits de l'homme doivent être soutenus. Certains partis veulent supprimer « les mariages forcés » et « le voile ». Aux Pays-Bas, Groenlinks La Gauche Verte hollandaise dit « vivre ensemble, aller à l'école ensemble »<sup>18</sup> et demande que les enfants de toutes religions et tous groupes ethniques se rencontrent à l'école, alors que d'autres Verts (comme le Miljøpartiet suédois) acceptent « les écoles libres » (friskolor) sur base religieuse ou linguistique, en tant que politique de pluralisme culturel.

.....  
18 samen leven, samen naar school.

### ***13. Commerce équitable.***

#### *a. Abolition ou réforme du FMI, de la Banque Mondiale, de l'Organisation Mondiale du Commerce.*

Certains Verts veulent abolir certaines ou l'ensemble de ces organisations, alors que d'autres en demandent des réformes en profondeur. La plupart des Verts ont une attitude sceptique à l'égard du commerce complètement « libéralisé » et soutiennent des restrictions sur base environnementale ou sociale.

### ***14. Autonomie***

#### *a. Promotion de l'économie locales.*

Mentionnée par certains partis.

#### *b. Prêts sans intérêts.*

Ceci est une ancienne demande des économistes « alternatifs », que j'ai trouvée seulement dans les programmes des Verts suédois et norvégien.

#### *c. Promotion de la propriété de l'entreprise par ses employés/ Coopératives.*

Ceci est mentionné comme une alternative à la fois à la propriété privée et à la propriété étatique dans certains programmes.

## **Qui sont les Verts – selon eux-mêmes ?**

Un vrai Vert est « subversif », selon les Verts andalous. Le Partido Verde brésilien se considère comme « un canal pour l'action politique dans le champ institutionnel, au service du mouvement environnemental ».<sup>19</sup> Les Verts iraniens déclarent ouvertement qu'ils se battent pour un « changement de régime ». La plupart des

.....  
19 Funciona como um canal de acao politica, no campo institucional, para servir o ambientalismo.

Verts s'identifient comme appartenant à l'opposition et représentant une nouvelle dimension politique. Certains Verts vont plus loin et affirment qu'ils ne sont ni de droite, ni de gauche, alors que d'autres disent, que même s'ils ne sont pas « socialistes » au sens traditionnel, ils appartiennent avec ces derniers à la gauche élargie. A partir de leurs programmes, il est clair que la plupart des partis Verts sont à gauche pour les enjeux qui se définissent en termes de droite/ gauche, mais représentent également quelque chose de nouveau quand l'on en vient aux enjeux typiquement verts, qui ne faisaient pas partie du discours politique il y a quelques décennies.

De quelle manière « la praxis » affecte « la théorie » parmi les Verts doit encore être analysé, ailleurs. Ceci ne fait en général pas partie des programmes, plate-formes de base et documents similaires. Mais, il est intéressant d'observer que les Verts autrichiens, l'un des partis verts européens les plus puissants, quoique n'ayant participé à aucun gouvernement, trouvent nécessaire de déclarer dans leur Grundsatzprogram (Programme de base) de 2001 que « nous avons transformé nos visions et buts en réformes implémentables – d'une alternative *au* système de partis, nous sommes allés vers un parti alternatif *dans* ce système ».<sup>20</sup>

Sans être capable de corroborer ceci, je peux néanmoins admettre de ma lecture extensive des programmes des Verts que j'ai l'impression qu'il y a une relation entre la praxis et la théorie, qu'il y a plus « d'écologie profonde » (deep-ecology) et de pensée « subversive » dans les programmes des partis verts qui sont le plus éloignés du pouvoir politique exécutif, que dans les programmes de ceux qui sont ou ont été partenaires de coalitions gouvernementales.

---

<sup>20</sup> Wir waren gezwungen, unsere Visionen und Ziele zu umsetzbaren Reformschritten herabzubrechen. Von einer Alternative zum Parteiensystem wurden wir zur Alternative im Parteiensystem.

### *Peut-être pas une idéologie verte, mais une pensée commune.*

Comme je l'ai montré, les Verts ont des opinions divergentes sur certains points ; sur d'autres, plusieurs partis n'ont pas de position claire ou déclarée. L'accent est mis différemment, l'âge, la taille et la place de chaque parti Vert dans le système politique peuvent jouer un rôle dans les politiques choisies. En même temps, j'ai l'impression que partout, il y a une sphère très large de pensée commune verte. Cela n'est peut-être pas suffisant pour parler d'une *idéologie* verte (pour une discussion approfondie de ce concept, voir la contribution de Mike Moon), mais en même temps, il peut vraiment y avoir une quantité impressionnante de « pensée commune » de la part de partis politiques de pays d'endroits aussi différents que la Suède et la Somalie, la Russie et le Brésil, Taïwan et le Bénin. Je doute qu'aucune autre famille politique, incluant les « grosses », comme les socialistes et les libéraux, soient capables de faire preuve d'autant de pensée commune parmi les partis « membres de la famille », étendue à la planète.

Quand j'étais membre du Groupe des Verts au Parlement Européen de 1995 à 2004, les critiques ont noté que nous n'étions pas tous d'accord à propos des drogues, de la prostitution et de la structure fédérale de l'Union Européenne. Ceci était vrai, mais, dans l'ensemble, les statistiques ont montré qu'aucun autre groupe du Parlement Européen ne votait de manière aussi cohésive que les Verts.

Dans chaque groupe politique démocratique, parti, mouvement, il y a des différences d'opinion sur certaines questions. Mais ma semaine à lire quelque quarante programmes et plate-formes verts a renforcé ma conviction que le slogan « Penser vert pour un lien global » n'est pas seulement un slogan que les Verts suédois ont utilisé pour une importante conférence internationale des Verts à Stockholm en 1987, mais la description d'un état de fait. *Il y a* une manière verte de penser et elle est assez forte pour maintenir

ensemble des centaines de partis et de groupes, des centaines de milliers d'activistes politiques dans le monde entier, dans un effort commun pour un monde en équilibre écologique.

## Références

Quelques-uns des documents politiques utilisés sont :

**Albanie** : THE PROGRAM OF THE GREENS PARTY OF ALBANIA (en anglais)

**Afrique du Sud** : Web presentation of the Green Party of South Africa, also known as The Government by the People Green Party, pas de date (en anglais)

**Allemagne** : Ein für alle : Das grüne Wahlprogramm 2005 (en allemand)

**Andalousie** : Estatutos de los Verdes de Andalucia, revisados, modificados y aprobados el 14-5-2006 en el XII Congreso (en espagnol)

**Australie** : Take Action, Green Action, Greens Policy Initiatives, Federal election 2007 (en anglais)

**Andorre** : Verds d'Andorra – Declaracio de principis, fevrer 2003 (en catalan)

**Belgique/Wallonie & Bruxelles** : Une terre plus verte, un monde plus juste, ECOLO présente ses priorités de campagne pour les élections du 10 juin 2007 (en français).

**Belgique/Flandre** : De toekomst begint nu, programma Groen ! voor de federale verkiezingen van 10 juni 2007 (en néerlandais)

**Bénin** : Le contrat d'avenir pour les béninois, proposé par les VERTS du Bénin, 2005 (en français)

**Brésil** : Programma do partito verde – PV, Convencao Nacional, Brasilia/ DF, 2005 (en portugais)

**Bulgarie** : Програма на Зелената партия, 01 февруари 2007 (Bulgarian)

**Canada** : Green Party of Canada Platform 2006 (en anglais)

**Chili** : Sobre el partido Ecologista Nosotros/ 6 de Mayo de 2007 (en espagnol)

**Colombie** : CODIGO DE ETICA DEL PARTIDO VERDE OXIGENO, 15 de diciembre de 1997 (en espagnol)

**Croatie** : GREENS FOR ZAGREB, PROGRAM, PRINCIPLES , Accepted and proclaimed at the Constituent Assembly on december, 29, 2004 (en anglais).

**Danemark** : De Grønnes Ideprogram, pas de date (en danois)

**Ecosse** : The Principles of the Scottish Green Party, pas de date (en anglais)

**Etats-Unis** : Platform 2004, as adopted at the National Nomination Convention, Milwaukee, Wisconsin, June 2004 (en anglais)

**Finlande** : Manifesto of the Green League, Approved by the Annual Party Congress on 28 May 2006 (en anglais)

**France** : Le monde change avec les Verts : changeons le monde, L'écologie/ Les Verts, 2007 (en français)

**Grèce** : Ecogreens – programmatic proposals – general elections 2007 (en anglais)

**Iran** : Green party of Iran Platform, pas de date (en anglais)

**Irlande** : Manifesto 2004 European and Local elections, Green party/ Comhaontas Glas (en anglais)

**Italie** : Statuto – TITOLO 1 , PRINCIPI, Art.1 Dichiarazione sui principi ispiratori (pas de date) (en italien).

**Japon** : Ecolo Japan – Five Basic Principles of Our Group, pas de date (en anglais)

**Lettonie** : Programme of Latvian Green Party, August 2002 (en anglais)

**Luxembourg** : La déclaration de principe du parti DEI GRENG , pas de date (en français)

**Malte** : Alternativa demokratika – Our principles/ II- principji tagħna, pas de date (en anglais/ en maltais)

**Mexique** : DECLARACION DE PRINCIPIOS, EL PARTIDO VERDE ECOLOGISTA DE MEXICO, pas de date (en espagnol)

**Moldavie** : DECLARATIA POLITICA a Partidului Ecologist « Alianta Verde » din Moldova Adoptata de Congresul III din 25.12.2004 (en moldave)

**Nouvelle-Zélande** : The Green Charter, the founding document of The Green Party of Aotearoa New Zealand, pas de date (en anglais)

**Norvège** : Miljøpartiet de Grønnes manifest 2005-2009, vedtatt av landsmøtet 2005 på Hafjell, endret av landsmøtet 2006 i Trondheim (en norvégien)

**Pays-Bas** : Groei mee, programma van Groen Links, Tweede-Kamerverkiezingen 22 november 2006 (en néerlandais)

**Philippines** : green Philippines'platform 2000, greenphilippines.org (en anglais)

**Pologne** : Zielony manifest, Kluczowe tezy programowe Zielonych 2004 (en polonais)

**Portugal** : Os verdes – Programa Aprovado na IX Convenção Nacional Ecologica 16 e 17 de Maio de 2003 Casa do Artista Lisboa (en portugais)

**Québec** : Nous sommes tous verts, Plate-forme du Parti Vert du Québec 2007 (en français)

**Roumanie** : Party profile, European Green Party (en anglais)

**Royaume-Uni** : Green Party of England and Wales – Statement of Core Principles, Remis à jour 18 Mai 2001 (en anglais)

**Russie** : Проект Программы политической партии “Союз зелёных России” (“Зелёная Россия”). В редакции федерального Политсовета партии от 6 сентября 2005 г. (Russian)

**Slovénie** : Guiding principles of the Youth Party of Slovenia (en anglais)

**Somalie** : About the History of Somalia Green Party, by Eng, Ahmed Haaji, Msc (Environnementaliste) Director International relations, Somalia green Party (SGP), pas de date (en anglais)

**Suède** : Miljöpartiet de Gröna partiprogram, antaget of kongressen 2005 (en suédois)

**Suisse** : Ein andere Welt is möglich, Manifest der Grünen Schweiz, verabschiedet von der DV am 24 August 2002 (en allemand)

**Taïwan** : History of Green Party Taïwan, 12/20/2000 (en anglais)

**Tchéquie** : Volebni program Strany zelenych "Kvalita zivota" pro volby do Poslanecke snemovny 2006 (en tchèque)

**Turquie** : Ten Basic Principles of yesiller. Discussed and adopted in Bodrum meeting in 20-23 April 2002 (en anglais)

**Ukraine** : ELECTORAL PROGRAM OF PARTY OF GREENS OF UKRAINE, pas de date (en anglais)

**Vénézuéla** : ¿ Qué es un Movimiento Ecologico Venezolano o Movimiento Verde ?, pas de date (en espagnol)



# CROISSANCE/ DÉCROISSANCE : AU-DELÀ DES DIVISIONS ANCIENNES, LES NOUVEAUX DÉBATS ENTRE ÉCOLOGISTES

---

PAUL-MARIE BOULANGER

Président de l’Institut pour un développement durable, chercheur-associé à Etopia

Le débat croissance/décroissance n'est que l'un des nombreux débats qui, depuis l'opposition entre écocentrisme et anthropocentrisme n'ont cessé de diviser les Verts. Un rapide tour d'horizon des principaux couples antagoniques qui ont émaillé la pensée écologique devrait nous aider à mettre en perspective le débat actuel sur l'importance relative de la technologie, et de l'éco-efficiency, d'une part, et de la suffisance de l'autre dans les politiques de développement durable...

Plusieurs tentatives de typologisation et de classification ont été avancées afin de rendre compte de la surprenante diversité d'attitudes et de perspectives qu'a manifesté la pensée politique écologiste au cours de son histoire. Elles s'appuient le plus souvent sur une ou plusieurs paires de couples conceptuels. Un des plus anciens - et sans doute un des plus influents - de ces couples conceptuels est constitué de la dichotomie écocentrisme - anthropocentrisme. Selon Eckersley (1992) la plupart des différends entre penseurs de l'écologie sur la

signification, la portée et les conséquences politiques de la prise en compte de l'environnement peuvent se ramener à ce dilemme fondamental. L'opposition écocentrisme/anthropocentrisme est présente dès les origines de la tradition écologique, dans le récit (faut-il dire le mythe ?) qui nous a été transmis des relations entre John Muir et Gifford Pinchot. Gifford Pinchot (1865-1946) a été le premier directeur du Service des Forêts des Etats-Unis et également le premier des « conversationnistes ». Quant à John Muir (1837-1914), le père fondateur du Sierra Club et du premier parc national des Etats-Unis, le parc Yosemite, il est le saint-patron des « preservationnistes ». La différence entre les deux attitudes tient dans la question de savoir si la nature a une valeur intrinsèque, indépendamment de l'usage que l'homme peut en faire) ou, si au contraire, elle n'a de valeur (pour nous) que dans sa contribution au bien-être humain. Dans le premier cas, il importe d'en préserver la plus grande part possible des atteintes de l'homme. Dans le second cas, il faut veiller à ce qu'elle conserve les propriétés qui la rendent utile pour l'homme. Une phrase de Pinchot est typique de l'attitude conservationniste: « Il n'y a à proprement parler que deux choses en ce monde matériel – des gens et des ressources naturelles ». La dispute entre le conservationniste Pinchot et le préservationniste Muir, férus de nature sauvage, au sujet du sort de la vallée Hetch Hetchy qui a mis un terme à leur amitié est la source d'une polarisation durable entre ce que Martinez-Alier appelle « l'évangile de l'efficience écologique » et « le culte de la vie sauvage ». En réalité, ramener l'histoire nettement plus nuancée et complexe des tensions entre courants écologiques divergents aux Etats-Unis au seul duel « John Muir versus Gifford Pinchot » relève un peu de la caricature. (Martinez-Alier, 2002, p.7)

Si la polémique - relative à l'existence et au statut d'une « valeur intrinsèque » de la nature - a été vive et durable entre théoriciens de l'éthique de l'environnement et penseurs de l'écologie on ne peut pas dire qu'elle ait fortement influencé les pratiques et les politiques écologiques. Comme le fait remarquer Dryzek : « Répondre à la

question de savoir comment équilibrer les intérêts de l'humanité avec les autres intérêts est probablement plus facile en l'abordant dans des cas particuliers plutôt qu'en le traitant sur le plan de l'abstraction philosophique. Le différend philosophique à propos de la valeur relative des êtres humains et du virus de la variole n'empêche pas de reconnaître la nécessité de protéger les restes de forêts primaires de Californie, de l'Oregon, de Washington et de la Colombie britannique contre l'exploitation forestière, de veiller à interdire l'exploitation de mines d'uranium dans les parcs nationaux et de rendre à la rivière Colorado son état primitif de rivière sauvage. » (Dryzek, 2005 [1997], pp. 184-185).



Photo 1.1 Hetch Hetchy

La construction d'un barrage sur la vallée Hetch Hetchy aux Etats-Unis au début du 20ème siècle a provoqué le premier schisme du mouvement écologiste. Le débat sur ce barrage se perpétue jusqu'à aujourd'hui.

De nos jours, n'en déplaise à Eckersley, il reste peu de traces du dilemme anthropocentrisme/éco-centrisme dans les préoccupations des partis écologistes et dans leurs propositions. Rien d'étonnant à cela : les conséquences possibles des changements climatiques et de l'érosion de la biodiversité sont déjà suffisamment inquiétantes d'un point de vue strictement anthropocentrique pour qu'il soit nécessaire d'aller chercher des raisons supplémentaires pour agir (même si elles se justifient également).

C'est probablement pour la même raison que l'opposition, virulente à l'époque, entre environnementalisme et écologisme a (relativement) perdu de sa vigueur. Alors qu'Eckersley organise toute son analyse de la pensée écologiste sur le couple anthropocentrisme/écocentrisme », Andrew Dobson privilégie l'opposition entre environnementalisme et écologisme pour rendre compte des différentes facettes de la pensée politique des Verts (dans « *Green Political Thought* » paru en 1990). Il distingue ainsi les Verts (avec V majuscule) des verts (avec un v minuscule) des « verts » (entre guillemets). Selon Dobson, alors que les environnementalistes (les verts) pensent que les problèmes environnementaux peuvent se résoudre sans de profonds changements sociaux et culturels, les écologistes (les Verts) maintiennent au contraire qu'il est indispensable de procéder à des changements radicaux dans nos rapports avec la nature, dans nos styles de vie et dans nos valeurs. Les « verts », quant à eux, se contentent de couvrir leurs activités d'un vernis vert et de poursuivre tranquillement le « business as usual ».

### Une cartographie des discours écologistes

Nous avons vu que l'écocentrisme est généralement opposé à l'anthropocentrisme. Cependant dans certaines typologies, il peut être opposé plutôt au technocentrisme, comme chez O'Riordan (1981) qui caractérise l'écocentrisme ainsi: « l'écocentrisme prêche

les vertus de respect, d'humilité, de responsabilité et de sollicitude ; il prône une technologie douce (sans être pour autant antitechnologique) ; il juge sévèrement le gigantisme et la dépersonnalisation sous toutes ses formes (surtout dans la ville) et réclame un code de comportement qui vise la permanence et la stabilité fondée sur les principes écologiques de diversité et d'homéostasie (d'équilibre interne) » (O'Riordan 1981, p1 ; cité par Dobson 1990, p.85). Trois chercheurs du « Sustainable Cities Research Institute » de l'université de Northumbrie ont récemment proposé un diagramme des discours environnementaux sur un plan formé de deux axes perpendiculaires : technocentrisme/écocentrisme en abscisse et égalité/inégalité en ordonnée.

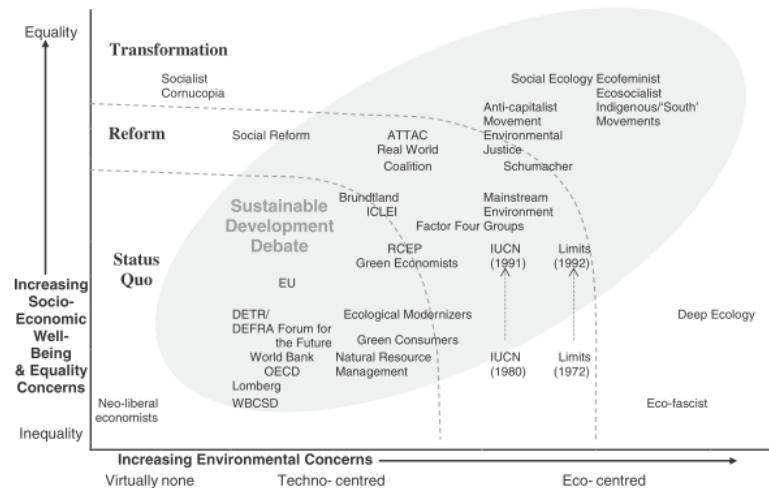


Diagramme (source : Hopwood, Mellor et O'Brien, 2005 :41)

Comme le montre ce diagramme, Hopwood, Mellor et O'Brien identifient trois zones qu'ils nomment respectivement « Status quo », « Réforme » et « Transformation ». La place manque pour se livrer à une discussion détaillée des positions attribuées par les auteurs aux différents discours dans l'espace ainsi constitué. A n'en pas douter,

certaines localisations pourraient à tout le moins donner lieu à controverse. Les membres d'Attac seraient vraisemblablement surpris d'être considérés comme des réformistes proches des ingénieurs thuriféraires du « Facteur 4 » ! On pourrait enrichir le diagramme en introduisant une troisième dimension : le temps. Ce serait sans doute plus fécond. Du reste, s'il fait défaut dans le diagramme, le temps est pris en compte à certains moments dans les commentaires de Hopwood, Mellor et O'Brien. Ils notent par exemple que : « les groupes environnementaux classiques tels les Amis de la Terre, Greenpeace, WWF et le Sierra Club sont majoritairement dans le groupe « Réforme ». Ils ont évolué en grande partie de l'activisme de base vers la protestation de masse et le lobbying politique et collaborent avec les milieux industriels et les gouvernements ». (Hopwood, Mellor & O'Brien, 2005, p.44). En fait, avec le temps, non seulement beaucoup d'organisations ont changé de position relative dans le paysage politico-idéologique mais le paysage lui-même s'est considérablement modifié.

Toutes les vues d'ensemble sur les discours environnementaux ne sont pas construites sur des antinomies conceptuelles comme celles que nous avons évoquées jusqu'à présent. Ainsi Dryzek dans « The politics of the earth » (« La politique de la terre ») publié en 1997 – un ouvrage influent et à juste titre- ne prétend pas déduire sa caractérisation en dix discours sur l'environnement de la pensée politique verte de l'articulation de dilemmes conceptuels ou logiques. Cependant il est possible d'ordonner à partir de quatre couples conceptuels les 10 perspectives identifiées par Dryzek, à savoir : le survivalisme, le prométhéisme, le rationalisme administratif, le pragmatisme démocratique, le rationalisme économique, le développement durable, la modernisation écologique, la sensibilité verte, la politique écologique et la démocratie écologique. Ces couples conceptuels sont: le local versus le global, le réformiste versus le radicalisme, la technocratie versus la démocratie (participative) et l'accent sur les ressources versus l'accent sur les besoins. Cette dernière distinction demande

un mot d'explication. Mettre l'accent sur les ressources consiste à prôner une sortie de crise écologique au moyen d'une gestion plus rationnelle et plus scrupuleuse de l'environnement. Au contraire, mettre l'accent sur la maîtrise des besoins humains revient à nier la possibilité de créer une relation harmonieuse et durable avec la nature sans une modification profonde des comportements et des institutions humains. On peut du reste encore subdiviser les tenants de cette approche entre ceux qui pensent que ce sont les gens eux-mêmes qu'il faut changer, c'est-à-dire leurs croyances, leurs valeurs et leurs attitudes alors que d'autres visent en priorité les institutions, c'est-à-dire les systèmes de règles et d'incitants dans lesquelles s'inscrivent les comportements humains. Selon Dryzek, l'écologie profonde, l'écothéologie, l'écofeminisme, le biorégionalisme, etc., reposent sur une remise en cause de la matrice culturelle de la société industrielle, c'est-à-dire des termes mêmes dans lesquels les individus sont amenés à ressentir la nature, et à penser les relations entre elle et l'homme. D'où l'appellation de discours de la « conscience écologique » sous laquelle il les rassemble. En revanche, les discours qui selon Dryzek relèvent de la « politique écologique » visent à changer les comportements par une transformation des institutions sociales, économiques et politiques.

### **Stratégies orientées vers les ressources et/ou orientées vers les besoins**

Je pense que faire la distinction « accent sur les ressources » versus « accent sur les besoins » nous aide à comprendre quels sont les enjeux du débat actuel sur la croissance, l'éco-efficiency et le découplage. Ce n'est pas une catégorisation éthique ou philosophique mais une catégorisation purement pragmatique. Elle se trouvait déjà implicitement dans la formule IPAT (acronyme anglais pour : impact = population x affluence x technology) formulée dans les années 1970 par Barry Commoner, Paul Ehrlich et William Holdren dans le cadre

de leurs analyse des problèmes environnementaux. Ils démontraient que tout problème environnemental (I) trouvant son origine dans les activités humaines de consommation ou de production pouvait fort bien être vu comme le résultat de trois facteurs en interaction: a) la population (P) c.a.d. le nombre de personnes qui produisent ou consomment un produit (ou un service) donné, b) le nombre d'unités produites ou consommées de ce bien ou service par personne (A) et c) l'impact environnemental d'une unité du produit ou service (T). Pour donner un simple exemple : le total des émissions de gaz à effet de serre d'un pays donné (I) peut s'exprimer comme le produit de la population (P) multiplié par son PNB par habitant (A) multiplié par l'intensité de son économie en  $\text{CO}^2$  ( $\text{CO}^2/\$$ ) qui dépend de sa technologie (T). Nous nous abstiendrons d'ouvrir ici la discussion sur la nature épistémologique ou sur les présupposés de l'équation IPAT. Elle a fait l'objet de critiques nombreuses pas toujours justifiées du reste et quelques améliorations, parfois judicieuses, y ont été apportées. L'intérêt de l'IPAT c'est cette idée, simple mais forte, d'identifier quatre grandes classes de facteurs : environnement et technologie (I et T) d'une part et démographie et richesse (P et A) d'autre part. Les choses peuvent être encore simplifiées en rassemblant les ressources environnementales et les techniques dans la catégorie des ressources, d'une part, et en regroupant la démographie et le niveau de consommation sous la catégorie générale des besoins humains, d'autre part. On retrouve donc ici la notion de capacité de charge qui se définit ici par le quotient « ressources/ besoins » ou « IT/PA ».

De même que tout ménage soucieux de joindre les deux bouts, s'efforce d'ajuster ses besoins à ses revenus, toute société doit maintenir l'équilibre entre son mode de vie et ses ressources. En partant d'un hypothétique état d'équilibre entre les ressources et les besoins, une crise de durabilité se produit lorsque l'état dans lequel se trouve l'environnement (I) est devenu objectivement - ou subjectivement (c'est-à-dire qu'il est perçu comme tel) incapable – dans les limites de la technologie disponible (T), de perpétuer le mode de vie et de

consommation considérés comme désirable (A) par cette population (P). La cause peut être exogène (tremblement de terre, tsunami, éruption volcanique, sécheresse...), endogène (démographie en hausse, surexploitation de la ressource de base) ou une combinaison des deux (ce qui est souvent le cas). Les historiens s'accordent (avec Malthus) pour considérer une croissance démographique excessive ou trop rapide comme un des principaux facteurs endogène de déclenchement de crises de soutenabilité.

Face à ce type de crise, il n'y a guère que quatre possibilités de réaction:

- Gérer les ressources sans toucher aux besoins
- Gérer les besoins sans changer les ressources
- Gérer tant les besoins que les ressources
- Ne toucher ni aux besoins ni aux ressources

## Techno-prométhéens versus verts radicaux

Gérer les ressources signifie mettre en place des politiques publiques au plus haut niveau institutionnel en vue de s'assurer directement ou indirectement un accès à une quantité suffisante de ressources, compte tenu du niveau de vie considéré comme adéquat. En revanche, une politique des besoins consiste à infléchir la notion de « niveau de vie adéquat » et à contrôler l'accès des différentes catégories sociales aux ressources disponibles. Les moyens d'une politique des ressources sont l'extensification, l'intensification ou une combinaison des deux. La première stratégie consiste à augmenter la base de ressource de base par la colonisation, la conquête militaire, le défrichement, etc. Nous incluons dans cette idée d'extensification l'exploitation d'une matière première ou d'une source d'énergie jusqu'alors inexploitée et leur intégration dans le circuit économique comme ce fut le cas lorsque le charbon, puis le pétrole ont intégré le processus de production sur une grande échelle. On peut, en effet, considérer cette

mise en exploitation du charbon et du pétrole comme une forme de colonisation du sous-sol, comme une extension de la surface disponible non plus dans la dimension horizontale comme dans le cas d'un défrichement ou d'un assèchement de marécage, mais dans la dimension verticale. La seconde stratégie, l'intensification, consiste à extraire davantage de valeur de chaque unité de matière première prélevée dans l'environnement et ce au moyen d'innovations technologique ou organisationnelles et/ou par un accroissement de la quantité de travail. L'intensification consiste donc à augmenter la productivité des ressources. Nous en avons déjà parlé : c'est « l'évangile de l'éco-efficience ».

Une politique des besoins consiste en un ensemble de mesures visant à ajuster le niveau de consommation aux ressources disponibles soit en agissant sur le facteur A soit en agissant sur le facteur P. Dans le premier cas, on diminue le niveau moyen de consommation sans toucher au facteur démographique, dans le second on diminue la charge démographique au moyen de l'émigration, de la réduction de la fertilité, d'infanticides, de guerres etc. Dans son livre « Collapse », Jared Diamond relate un exemple intéressant de gestion délibérée et collective des besoins dans les îles Tikopia dans les années 1600 lorsque ses habitants ont décidé d'abattre tous les porcs de l'archipel. Cet abattage s'explique par la prise de conscience d'un conflit d'usage des ressources de la biomasse entre alimentation (directe) des hommes ou nourrissage des porcs puisqu'il faut divertir de la nourriture des humains pour nourrir des animaux qui de plus saccageaient les potagers et constituaient un produit de luxe consommé principalement par la classe dirigeante. Au cours de l'histoire et dans de nombreuses sociétés, c'est la religion qui a joué le rôle le plus important dans la gestion des besoins et des aspirations des peuples. Le capitalisme constitue à cet égard une exception dans l'histoire dans la mesure où pendant l'essentiel de son existence son problème n'a pas été de diminuer les aspirations à la consommation mais au contraire à les augmenter pour soutenir le processus d'accumulation et la génération

du profit. En fait, comme le montre Daniel Bell (1976), pour induire le comportement de (sur)consommation actuel, le capitalisme a du vaincre les résistances de ce qui lui avait été un allié précieux dans le passé : l'éthique protestante et le puritanisme.

Bien qu'à l'évidence il n'y ait pas qu'un seul moyen de régler une crise de durabilité, il est fort probable que les sociétés préfèrent d'abord d'essayer d'agrandir leur base de ressources si la possibilité existe avant d'intensifier la charge de travail et, a fortiori, de restreindre la consommation. Le problème est que l'extensification a des limites dans un monde fini. Il y a par ailleurs aussi des limites à une intensification sans cesse prolongée. En l'absence d'innovations technologiques importantes, toute amélioration à la marge de la productivité des ressources donne un rendement décroissant si bien que, finalement, il s'avère nécessaire de pratiquer une politique de contraction de la demande pour prévenir un effondrement social et culturel, à tout le moins durant la période transitoire, lorsque les anciennes technologies associées à la base de ressource ont épousé leur potentiel et que le nouveau cluster « technologie-ressource » est en train de s'affirmer et se consolider. Evidemment, des restrictions imposées sont rarement bien accueillies par les populations si bien que des stratégies d'austérité sont rarement ouvertement décidées et mises en œuvre comme telles. Plus souvent, elles restent implicites et discrètes dans un premier temps en étant installées au travers d'un relâchement lent et progressif des dispositions et des pratiques qui, dans le passé, assuraient un niveau de vie acceptable, même aux moins-nantis.

Le tableau 1 est une tentative de catégorisation des discours politiques en matière environnementale les plus fréquents recensés par Dryzek selon l'importance relative que ces discours donnent à la gestion des ressources et à la gestion des besoins.

GESTION DES BESOINS (Centré sur les gens)			
GESTION DES RESSOURCES	OUI	NON	
	OUI	Développement durable	Modernisation écologique
	NON	Radicalisme écologiste	Prométhéisme

Le prométhéisme fait référence à l'attitude, typique de nombreux économistes, qui consiste à nier l'existence de limites environnementales absolues à la croissance ainsi que la nécessité de politiques publiques que ce soit en vue d'augmenter la base de ressource de base ou, a fortiori, pour induire un changement d'attitude des consommateurs. Bien que les « prométhéistes » admettent la possibilité de pénuries temporaires pour certaines ressources ou de pressions excessives momentanées sur l'environnement, ils maintiennent que, par le mécanisme des prix, le marché, à lui seul, est capable de rétablir l'équilibre entre ressources et besoins, et ce même à un niveau supérieur à celui d'avant la crise, pour autant que les droits de propriété soient correctement alloués et respectés.

Les avocats de la modernisation écologique, contrairement au prométhéisme, ne croient pas qu'un capitalisme livré à lui-même soit en mesure de résoudre l'actuelle crise de soutenabilité. De plus, ils craignent que, sans une intervention déterminée et ambitieuse de l'Etat, la crise aille s'aggravant et prenne des proportions catastrophiques. Ils pensent qu'en réorientant des méthodes de production et qu'en investissant massivement dans les innovations technologiques écologiques au moyen de politiques incitatives publiques, on parviendra à nous sortir du gâchis écologique. En résumé, ils font

confiance à la science et à la technologie, imaginent un capitalisme vert, nouveau, et ont foi dans une croissance économique soutenable. Née aux alentours de 1980, largement adoptée aux Pays-Bas dans les années '90, la modernisation écologique reste un courant d'idées influent. L'approche actuelle du « transition management » n'est que l'avatar le plus récent de la modernisation écologique. Par ailleurs, plusieurs initiatives non explicitement enrôlées sous la bannière de la « Modernisation écologique », privilégient l'amélioration de la productivité des ressources au travers d'innovations technologiques et de mesures incitatives pour orienter les comportements des marchés. Elles partagent avec la « modernisation écologique » la croyance en un possible découplage de la croissance économique d'avec les pressions environnementales. Amaury Lovins, Ernest Von Weisacker et l'ensemble du « Natural Edge Project » sont les plus connus des adeptes de cette attitude (Smith, Hargrove & Desha, 2010). Néanmoins, nous savons maintenant que même si des gains d'éco-efficience peuvent entraîner un découplage relatif entre croissance de la consommation et augmentation de la pression sur l'environnement en réduisant l'impact environnemental par unité de PNB, ils ne se traduiront pas nécessairement par un « découplage absolu », c'est-à-dire par une diminution des quantités totales d'énergie et de matières premières consommées ou de polluants émis.

### **Une génération nouvelle d'écologistes radicaux pragmatiques**

Les écologistes radicaux sont plus que sceptiques à propos de la capacité du système industriel de s'auto-réformer dans le sens souhaitable et ils le sont tout autant à propos de l'efficacité de politiques publiques qui attaquerait le problème des limites de la planète en se concentrant uniquement sur les modes de production et les innovations technologiques. Au cœur de chacune des formes du radicalisme écologique, il y a une certitude : c'est qu'aucune solution

durable à la crise écologique ne fera l'économie d'une réorientation fondamentale des valeurs culturelles, des normes et des attitudes. Si « efficience écologique » est le maître-mot de la modernisation écologique, suffisance, relocalisation et démarchandisation sont les leitmotives des écologistes radicaux les plus actifs aujourd'hui. L'explosion à laquelle nous assistons d'initiatives émanant de la base telles que les groupes de « Simplicité volontaire », les « Villes en transition », les « S.E.L.,(« système d'échange local ») témoigne de la vitalité du radicalisme écologique et aussi de sa transformation par rapport à ce qu'il était il n'y a pas bien longtemps. Comparé à l'intellectualisme des écologistes radicaux des années '70 et '80, le radicalisme vert est devenu plus pratique et concret même si une part importante de ce qui se passe dans la mouvance de la simplicité volontaire reste très intellectuel.

En dépit des critiques exprimées à propos du concept de développement durable tant par les tenants du prométhéisme comme Robert Solow, Julian Simon ou Bjorn Lomborg que par des écologistes radicaux comme Serge Latouche et les activistes de la décroissance ; en dépit de son impact des plus modeste sur les politiques publiques au niveau planétaire, l'idée de développement durable n'est pas morte et reste attractive pour nombre d'entre nous. Sa séduction provient de sa capacité à intégrer aussi bien nombre d'éléments du discours de la modernisation écologique que les initiatives des groupes de base de l'écologisme radical. Refusant les oppositions stériles entre croissance et décroissance, anthropocentrisme et éco-centrisme, technologie et spiritualité, il invite à combiner intelligemment efficience écologique, suffisance et démarchandisation.

Un consensus est en train de se former autour de l'idée que la transition vers la durabilité passera par des innovations et de changements dans les trois domaines suivants :

- Le domaine technologique où les produits et services gaspilleurs de ressources naturelles devront céder la place à des équivalents infiniment plus éco-éfficients;
- Le domaine institutionnel où des modes de production et de consommation non marchands trouveront leur juste place à côté du domaine marchand ;
- Le domaine culturel où des systèmes de valeur et des modes de vie moins dépendants de la consommation de biens matériels seront expérimentés et démontreront leur capacité à garantir un bien-être durable.

En d'autres mots, une véritable transition vers une consommation durable passera nécessairement par une combinaison de mesures dans les trois domaines distingués ci-dessus, le mix pouvant varier selon le secteur considéré (alimentation, mobilité logement, loisirs...) ainsi que selon le niveau de développement et les systèmes culturel de chaque société. Ce qui est sûr, c'est que les riches consommateurs des pays industrialisés devront apprendre à consommer moins (suffisance), mieux (de façon plus éco-éfficiente) et aussi autrement (dé-marchandisation).



# EUROPE ET ÉCOLOGIE

## ou comment renouer avec une action politique qui transforme le réel

→ EDOUARD GAUDOT

historien, conseiller politique au Groupe des Verts au Parlement européen, chercheur-associé d'Etopia

### Le nouveau temps des « grand récits »

*«Ceux qui pensaient que le temps des grands récits était passé se sont trompés. (...) Le problème du mode de fabrication des grands récits jusqu'ici n'est pas qu'ils aient été trop grands, mais plutôt qu'ils ne l'étaient pas assez.»*

Peter Sloterdijk, *Le palais de cristal. A l'intérieur du capitalisme planétaire*, 2006

Changements climatiques, dégradation de l'environnement, modèles sociaux menacés, danger nucléaire, crise de l'euro, (dés-)intégrations politiques, production énergétique, alimentation saine et agriculture durable, commerce équitable et mondialisation régulée, pauvreté et développement, discriminations, renforcement ou affaiblissement des libertés civiles... Quand ils n'ont pas simplement une dimension européenne, les grands défis du nouveau millénaire sont plus que jamais planétaires, en plus d'être interdépendants et cumulatifs. Aucune approche singulière ne peut prétendre en résoudre la complexité. Aucune approche gestionnaire ne peut prétendre en limiter l'impact.

25 ans après « la fin des idéologies » touche à sa fin. Il faut se rendre à l'évidence : cette illusion ne peut plus tenir. Forgée dans l'euphorie passagère qui suivit la chute du Mur, cette idéologie du refus des idéologies, ce discours du vide oscillant entre cynisme bienveillant et technocratie brutale aura connu une postérité imméritée au regard de la densité historique qu'elle s'est évertuée à nier.

Mais cette parenthèse enfin fermée, voici que revient le temps des « grands récits ». Discours total pour problème global. Malheureusement, les récits qui reviennent monopoliser l'attention politique surgissent du passé comme le Regret souriant du fond d'un lac baudelérien. Croissance/production et nation/identité : deux couples infernaux hérités des siècles industriels et militaires précédents se disputent l'avant-scène – quand ils ne convergent pas dans une même nostalgie commune pour un redressement productif national mal embouché. Ces deux couples dominants de l'âge d'or de la société industrielle chantent la même chanson de la marche de l'histoire, réduisant les citoyens à des travailleurs, des consommateurs ou des soldats, et alienent l'individu à un collectif abstrait (capitalisme, socialisme, nationalisme, etc.).

Empêtrée dans ses contradictions d'idéologie de l'âge industriel, la social-démocratie peine à développer son originalité et se résigne le plus souvent à n'être qu'une version plus hypocrite de la domination oligarchique qu'elle a renoncé à combattre.

Encore peu aguerri politiquement, mais doté d'une solide tradition intellectuelle, le mouvement de l'écologie politique doit prendre conscience que son moment historique est venu. Que la médiocrité passagère de ses incarnations politiques soit un handicap n'est pas un mystère, mais le récit de la transformation globale et locale promue par l'agenda vert est au cœur des urgences d'aujourd'hui et des défis de demain.

Car l'écologie politique reconnecte la liberté individuelle à son environnement social et poursuit simultanément l'émancipation personnelle et collective, sans soumettre l'une à l'autre.

L'ADN politique des écologistes fait de leur engagement un combat pour un monde meilleur. Et si leur action politique ces dernières décennies a été influencée par un souci, compréhensible et légitime, de crédibilité de gouvernement, cela ne peut pas être au prix de la revendication originelle d'un changement radical et systémique.

Or, le jeu démocratique, dans sa forme libérale actuelle, mêle choix individuels et responsabilités collectives. Au-delà de ce lieu commun, ce qui est en jeu, c'est la capacité des écologistes à articuler un message qui puisse aussi aborder la délicate question du « qu'y a-t-il pour moi là-dedans ? », question sur laquelle beaucoup d'électeurs se replient en temps de crise. À une époque où les soucis des particuliers se renforcent, l'enjeu est plus que jamais de mettre sur la table un récit politique qui relie l'aspect individuel et l'aspect collectif de chaque question.

En 2008, le « Yes we can » de Barack Obama avait reconnecté le rêve américain de liberté individuelle et de responsabilisation collective à un souffle plein d'espoir – au lieu de l'intolérance défensive de l'administration sortante. Dans son slogan de campagne de 2007, « *travailler plus pour gagner plus* », Nicolas Sarkozy avait lui réussi à revivifier la valeur fondamentale de responsabilité individuelle (je peux choisir de travailler plus) en s'appuyant sur une perspective renouvelée de la responsabilisation personnelle (gagner plus signifie un meilleur contrôle de ma destinée).

Une véritable version progressiste de cette approche simple, sans être simpliste, devrait ajouter, à ce message de responsabilisation, la dimension collective.

## A la recherche d'un « travailler plus pour gagner plus » écologiste

Aujourd’hui, l’état des débats chez les écologistes amène à résumer ce souci par la notion de « transformation verte de la société » articulée sur l’idée fondamentale, pour cette transformation, d’« abondance locale ». L’abondance locale étant la réponse à l’organisation de la pénurie au niveau mondial par les acteurs mondiaux.

Tout l’enjeu de cette idée est d’organiser le passage, idéologique, sémantique et concret, de l’économie à l’écologie, c’est à dire de la pépinière des désirs, des manques, du gaspillage et de l’insatisfaction à un champ de prospérité, de potentialités, d’abondance, de richesse et de satisfaction.

Dans une réflexion antérieure, « Politiques de l’espérance », je l’avais formulé en deux questions :

### *Qui va transformer notre économie ?*

Les ouvriers et les employés du secteur industriel, ainsi que les entrepreneurs novateurs et créatifs, seront le moteur du développement des énergies renouvelables, de la reconversion de l’industrie automobile, de la rénovation urbaine combinée à la lutte contre la pénurie des combustibles, de l’industrie de la dépollution et de tous ces nouveaux emplois, qualifiés ou non, qui nous viennent de la possible ré-industrialisation de nos territoires européens.

La notion d’entrepreneuriat est fondamentale pour la question de la liberté, de la responsabilisation et de l’activité économique renouvelée.

La « transformation verte » est en quelque sorte un projet industriel - pour une société post-industrielle, évidemment.

## *Comment garantir que la santé, l'alimentation et la qualité de la vie ne seront pas le privilège de quelques nantis ?*

Car au cœur de la question sociale se retrouvent les inégalités environnementales : il y a ceux qui ont les moyens, qu'ils soient matériels ou conceptuels, de faire tel ou tel choix, de prendre ou non leur voiture, de vivre ici plutôt qu'ailleurs, de manger sainement ou pas, d'échapper au stress, à la malbouffe, aux maladies professionnelles, etc. En effet, lutter contre les inégalités sociales, c'est également lutter contre les inégalités environnementales – pour le logement, l'environnement rural ou urbain, les conditions de travail, etc.

La notion de justice sociale est fondamentale pour la question de l'équité, de la solidarité et de la responsabilité collective. Autrement dit, la « transformation écologique de la société revient à exiger une haute qualité de vie pour tous, garantie autant par la puissance publique que par des choix démocratiquement discutés et collectivement assumés.

## **La confrontation au réel : un retour à l'idéal**

L'action politique naît d'une réflexion simple : ce qui est pourrait être autrement – donc mieux. Elle se nourrit donc de rêve et d'idéal, d'un objectif lointain ou proche, mais toujours d'une tension très forte vers quelque chose de meilleur. Mais ce qui se met en travers de notre route vers le monde meilleur, ce ne sont pas nos ennemis, contrairement à ce que croient les assassins historiques : c'est le réel, c'est la complexité du monde, c'est la résistance de la matière et les interactions entre les hommes et les choses. La plus grande résistance à l'utopie, en quelque sorte, c'est l'histoire : c'est-à-dire les dynamiques du changement, les évolutions individuelles et collectives et l'entropie de la matière.

Une action qui veut transformer le monde doit donc reconnaître la complexité du réel – elle doit s’ancrer dans cette réalité, sinon elle se condamne à l’impuissance ou à la violence. Je pense qu’il existe aujourd’hui deux grands idéaux politiques qui méritent qu’on s’engage pour les réaliser. Le premier est la transformation écologique de nos sociétés – c’est-à-dire la construction d’un monde juste et solidaire, fondé sur la coopération et non la compétition entre les territoires et les hommes pour faire face à des défis communs (préserver la planète et la biodiversité, nourrir dix milliards humains, etc.), et affronter ensemble les changements, les évolutions du monde. L’écologie politique repose sur une prise de conscience partagée, pas sur un modèle utopique imposé par un pouvoir politique dominant et totalitaire !

Et le deuxième se nomme construction européenne. Destinée à tirer les leçons des ravages des nationalismes et de leurs meurtrières querelles, l’idée utopique d’une union des nations européennes relève d’une grande quoique tardive maturité politique. Sans répéter les nombreuses formulations historiques de l’union du continent, telles que l’empire, qu’il fût romain, carolingien ou napoléonien, ni rester dans le confort satisfait d’une intégration réalisée au niveau trop limité des élites culturelles, qu’elles fussent religieuses, universitaires ou intellectuelles comme au Moyen Âge ou dans la République des Lettres, les pères fondateurs de l’Europe choisirent au contraire de modestement mettre l’accent sur les solidarités très concrètes que les intérêts économiques communs pouvaient engendrer. C’est ce réalisme audacieux qui, derrière la mise en place d’un marché commun à tous les Européens, a progressivement rendu incroyable l’idée d’une quatrième guerre franco-allemande en moins d’un siècle.

Soucieuse d’une part de prévenir le retour du spectre de la guerre civile européenne et de cette tendance pluriséculaire au suicide collectif, et d’autre part de lutter de concert contre l’impérialisme soviétique dont l’emprise privait le continent de sa moitié orientale et déchirait l’Europe dans sa chair, la *communauté* européenne est née

de la poursuite conjointe de ces deux objectifs. Communauté et non pas nation. Car on ne fera pas l'Europe comme on a fait la France, par l'imposition administrative d'une culture dominante sur des territoires divers, ou comme on a fait l'Allemagne, dans le rassemblement, par la conquête militaire, de tous les territoires qui partagent une même culture. Même si c'est déjà le formidable succès de ce demi-siècle d'intégration européenne, l'idéal européen ne se limite pas à la paix et la prospérité partagées. L'idéal européen c'est l'accouchement d'une démocratie supranationale. Une nouvelle forme de *demos*, synthétisée dans la notion de société civile européenne, avec une nouvelle forme de gouvernance, inclusive, qui s'enracine dans cette société civile.

### **Croissance et identité : l'urgence d'une Réforme**

Le 15 septembre 2008, nous sommes entrés dans un de ces moments cruciaux où se joue l'avenir de l'humanité. Les philosophes grecs l'appelaient kairos, disons simplement qu'il s'agit d'une ultime chance d'infléchir le cours des événements avant la catastrophe. Michel Rocard disait que dans ce genre de situation, la première urgence, c'est de prendre le temps de penser. Hélas, le danger de la volatilisation de nos économies, l'augmentation de la souffrance sociale et les apories désastreuses des réponses politiques classiques viennent ajouter de l'urgence à l'urgence.

Même si les spasmes du capitalisme financier n'inspirent aucune sympathie particulière, on peut trouver particulièrement cynique de se réjouir de leurs conséquences et de chercher à capitaliser politiquement sur la détresse qu'ils engendrent. La rupture du pacte social est profonde et la destruction de notre environnement chaque jour un peu plus irréversible. Ces deux exigences s'imposent en même temps à l'action politique. Négliger l'une ou l'autre urgence, c'est payer la crise une deuxième fois.

A ce stade, la seule action qui compte c'est celle qui renoue avec le langage de l'espérance. Alors que des sociétés entières sont au bord de l'effondrement, surtout à la périphérie, alors que le chômage augmente partout dans l'UE, spécialement chez les jeunes, alors que les finances publiques sont sous pression croissante, un sentiment accru de désespoir et de peur du lendemain envahit une majorité des citoyens européens.

Ecartelés entre impérieuses urgences et contraintes budgétaires inflexibles, les gouvernements affaiblis et les collectivités ruinées se retrouvent incapables de faire face aux défis, comme le démontre à l'envi le compromis, conservateur et rétrograde du Conseil de juin 2013, sur le prochain cadre financier pluriannuel (CFP). Les gouvernements et les institutions européennes rabâchent encore et encore leur engagement pour la croissance, mais dans le contexte des politiques d'austérité cumulatives, ce n'est rien de plus que de l'incantation religieuse.

Qu'est-ce que la croissance ? Pourquoi est-elle aussi omniprésente dans le langage politique contemporain ? Et pourquoi son absence persistante mine-t-elle si durement chaque effort d'un récit positif ?

La croissance, c'est l'âge de fer, le temps de l'industrie. C'est l'imaginaire de la révolution industrielle, tout en conquêtes, enrichissement et expansion illimitée. La croissance est une promesse. La promesse de lendemains meilleurs, d'un avenir plus radieux, sans les souffrances et les épreuves du présent. La croissance, c'est la vaillance et le courage. C'est la récompense pour vos efforts, la promesse du repos après avoir engagé vos forces dans l'activité économique. La croissance est un mot de conquête, le concept de base d'un récit positif et une impulsion pour mobiliser les forces et les ressources humaines.

## *La croissance est le langage de l'Espoir.*

En d'autres termes, la croissance est une idée religieuse, l'équivalent d'un évangile, promettant la rédemption et la récompense éternelle, fondant tout un système de croyance.

Problème : ***quand on parle de foi, il est très compliqué, sinon risqué, de la contester avec des faits.*** Rappelons-nous Galilée.

Par exemple : l'économie française, entre 1974 et 2004, a doublé – on parle d'environ 100% de croissance. Entre-temps, le chômage a triplé (de 3 à 10%) et le nombre de pauvres a diminué d'à peine moins de 10%... Et malgré cette expansion, ces trente années ont été appelées des « années de crise ».

Néanmoins, venir proclamer « la fin de la croissance » est l'équivalent de l'avertissement de l'Enfer de Dante : « *Lasciate ogne speranza, voi ch'intrate* » (laissez toute espérance, vous qui entrez).

Parallèlement, la montée des mouvements néo-fascistes et/ou populistes sur nos scènes politiques européennes est l'équivalent d'un coup de pied brutal dans la maison des feuilles, confortable et post-matérialiste, dans laquelle nous avions vécu jusqu'à présent, qui niait la dimension idéaliste et onirique de la politique. Le rêve pourrait bien se transformer en un cauchemar rempli de bruit et de fureur xénophobes et racistes, d'impulsions répugnantes et de colère destructrice. Hélas. Et à n'en pas douter, nous aurions raison de le dénoncer. Il se peut que les électeurs extrémistes choisissent la mauvaise colère. Ils choisissent probablement le mauvais ennemi. Mais ils ne se trompent certainement pas sur ce point : on a toujours raison d'espérer.

Face à la prégnance du double imaginaire destructif de la croissance et de l'identité, c'est une rupture religieuse qui est nécessaire. Une Réforme.

Cette réforme de l'esprit peut réussir si l'on se concentre sur ce qui est au cœur de ce couple infernal : la liberté individuelle combinée au sentiment de sécurité que procure l'affirmation d'une identité.

### *Rappeler l'exigence de liberté*

La liberté est au cœur de cette problématique : il s'agit de renouer avec le sens de l'autonomie et le discours de l'émancipation. La crise agit comme une contrainte sur notre capacité de choix : contrainte économique évidente, contrainte politique sournoise et contrainte psychologique intégrée... Il est possible de remplacer le discours de la peur et son corollaire de la croissance qui nous en délivrera, par un discours de l'autonomie et de la créativité, de l'invention individuelle et des solutions collectives.

La première étape de ce chantier gigantesque est dans la reconquête de la démocratie en tant que bien commun. Abstention, populisme, *grillini*, etc. : subsumant les différents rejets de la politique partisane, le message politique puissant envoyé par ces mouvements de fond est que « les politiques que le système et ses représentants promeuvent ne nous prennes pas, *nous*, en considération ». Depuis 2011, les manifestants des *Indignados* et ceux du mouvement de l'Occupation (*Occupy*) n'ont eu de cesse de demander : « **démocratie et justice pour les masses** », pour ces « 99% que le système a laissé tomber » – et non juste pour quelques nantis qui contrôlent les principaux leviers politiques et économiques.

Certes, ces mouvements restent en marge des voies autorisées pour la contestation politique et méprisent l'expression électorale de leur indignation ; mais c'est bien parce qu'ils considèrent la corruption du système représentatif actuel dans son ensemble comme la racine de la plupart des maux contemporains, comme la folie financière, la guerre économique, les inégalités croissantes, les désastres envi-

ronnementaux, les législations liberticides, le néocolonialisme, les guerres du pétrole et autres plaies mondiales.

Ils peuvent apparaître aujourd’hui légèrement essoufflés, leur indignation n’en est pas moins restée sans réponse. La reconnexion à la force des multitudes est une priorité, comme l’est la reconnexion à l’esprit de la représentation citoyenne face à ceux qui choisissent de représenter les intérêts d’affaires ou des intérêts territoriaux (nationaux ou régionaux).

L’émancipation passe aussi par une activité économique renouvelée. La lutte contre le changement climatique et la dégradation de l’environnement est en effet un outil fondamental pour lutter en faveur un système de production renouvelé, respectueux des limites de la planète, de nos ressources naturelles et des conditions de travail des employés partout dans le monde. Aborder les espoirs et les doutes d’une économie axée sur la biotechnologie ouvre de véritables perspectives pour de nouveaux emplois et contribuera à reprendre aux *greenwashers* (les « écoblancheurs ») la notion d’« économie verte ».

Ensuite l’émancipation passe par une justice sociale en acte, c’est à dire une réponse au sentiment d’insécurité sociale qui domine une part croissante des sociétés européennes, sape les énergies et mine le moral.

## Changer l’Europe ou changer les politiques européennes ?

A bien des égards, la question européenne se repose alors en des termes beaucoup plus pragmatiques que cette « Europe – raison d’Etat » qui domine les politiques nationales depuis les origines. Certes, l’Europe a aujourd’hui très mauvaise presse. En plus de certaines mauvaises habitudes caractéristiques des institutions européennes (l’euro-bulle des technocrates, le manque de responsabilité politique, certains salaires extravagants), on peut souligner trois manques

majeurs qui contribuent à la montée de l'euroscepticisme : un déficit de légitimité politique, un déficit de sens et un déficit social.

Tout d'abord, comme évoqué auparavant, il faut compter avec la perte de confiance dans le système représentatif et dans les institutions démocratiques et leur remise en cause sans précédent, à chaque niveau de pouvoir : l'abstention persistante, la montée de l'extrême droite, l'attitude populiste croissante, les scandales de corruption, l'impuissance politique, etc. Sans rentrer dans les détails quant aux explications, il faut reconnaître que le système de l'UE encore plus marqué par la distance entre représentés et représentants souffre encore plus fortement de cette remise en cause.

A cette classique dénonciation du déficit de légitimité politique, il faut surtout ajouter le déficit de sens. Le projet européen manque cruellement aujourd'hui d'une finalité claire et explicite du processus d'intégration politique qui le sous-tend. La première phase de la construction européenne reposait sur la recherche commune de paix et prospérité, sur la réconciliation des vieux ennemis et le rassemblement des intérêts économiques fondamentaux. Il s'agissait de chasser les fantômes du passé de l'Europe et de son affinité récursive pour les massacres, ainsi que les spectres de son présent incarnés par la menace soviétique. Les années 1989-1992 ont marqué le succès spectaculaire de la construction européenne. Mais pendant les décennies qui ont suivi, les objectifs du processus de l'intégration n'ont jamais été complètement et explicitement expliqués, ni assumés – comme les déséquilibres dangereux de la construction de l'Union monétaire l'ont spectaculairement démontré depuis trois ans.

Enfin, il y a le déficit social des politiques de l'UE, trop souvent régressives, et systématiquement défendues par des majorités libérales-conservatrices, avec l'accord des forces similaires, sociales-démocrates-conservatrices ; malheureusement ces politiques sont toutes menées au nom de l'intégration européenne, mais trop souvent

au bénéfice des grandes compagnies et des groupes d'intérêt, plutôt que dans le souci de l'intérêt général des Européens.

En somme, les faiblesses démocratiques de l'UE fonctionnent comme une puissante loupe pour toutes les tendances problématiques en Europe ; néanmoins, réparer le tristement célèbre « déficit démocratique » européen ne sera jamais suffisant. Il est nécessaire de formuler un nouveau projet politique et d'avoir des majorités politiques ouvertes au changement et capables de transformer les choses pour pouvoir changer les politiques, et la politique, de l'Union européenne.

La critique de l'UE est un exercice nécessaire – mais délicat. Car il est compliqué de se retrouver au milieu de la meute qui aboie au pied de l'arbre européen. La plupart des eurosceptiques partent du principe qu'il faut casser l'Europe, non la changer. Leur longue litanie de tout ce qui ne fonctionne pas et doit être d'urgence réformé laisse leurs interlocuteurs dans l'idée fausse que, si tous ces problèmes étaient réglés, ils pourraient accepter les objectifs politiques d'une Union européenne intégrée. Mais le danger est de céder à leur critique et de commencer à nourrir la bête, car elle ne peut que devenir plus gourmande. Reconnaître que l'Union européenne a besoin d'une réforme peut seulement être un « élément du », et non « le » point de départ de notre message. L'exigence de transformation écologique de la société considère la réorientation de la construction européenne comme un élément central de l'action à mener. C'est une ligne de crête compliquée à tenir, mais indispensable. L'Europe est un outil, pas un objectif en soi.

L'Europe est notre réponse à la crise cumulée. Dans les pas d'André Gorz, nombreux sont ceux comme Alain Lipietz, qui voient dans la crise actuelle une manifestation terminale des limites du système économique et politique mis en place par le capitalisme moderne. Dernière convulsion ou première grande crise socio-écologique du capitalisme ? laissons cela aux historiens de demain. Mais une chose est devenue évidente avec le recul sur ces dernières années de

dégradation économique et sociale : ceci est une crise de civilisation, dans un contexte mondialisé, et la réponse ne peut être le retour aux frontières nationales, ni aux anciennes politiques – qu'elles soient des mesures d'austérité keynesiennes-expansionistes ou orthodoxes-monétaristes. Il faudra plutôt chercher à combiner le levier européen aux principes de coopération économique et solidarité transnationale.

Le petit navire de l'État-nation paraît très facile à conduire pendant un temps orageux, mais peut facilement se faire renverser par une vague, et couler. Le grand navire d'une Europe intégrée politiquement paraît lourd et maladroit, pourtant sa résistance est une garantie d'accoster les verts rivages vers lesquels on aimerait emmener tout le monde.

### Politique de civilisation

Comme le disait en substance André Gorz, l'écologie politique n'a pas vocation à sauver la planète, mais à redonner du sens à la vie moderne. Alors oui – Edgar Morin avait raison : nous avons besoin d'une « politique de civilisation ». C'est à dire d'une action politique capable de compenser les excès et les faillites de notre modèle de développement, sans remettre en cause ses réussites. C'est une autre forme de rapports entre les êtres et avec la nature qu'il faut absolument parvenir à développer. C'est cette voie que l'écologie politique prétend ouvrir – et faire respecter par les nouveaux convertis qui prétendent laver plus vert que vert. Car l'écologie pose un regard exigeant sur le monde, qui tient compte des aspects humains et naturels, sociaux, économiques et culturels du réel.

Malgré toutes ses pesanteurs, ses résistances et les déceptions qu'elle charrie, l'Europe reste l'échelle pertinente et nécessaire pour une telle action politique de transformation. C'est par l'Europe que nous organiserons et financerons la transformation écologique et solidaire de

nos sociétés. C'est par l'Europe que nous pourrons défendre partout les libertés et les droits de tous. C'est par l'Europe que nous parviendrons à réorganiser un système international plus juste et plus solidaire avec les peuples du Sud, libéré de la corruption et des paradis fiscaux.

Enfin en portant au cœur de l'Europe les luttes contre la corruption ordinaire, contre l'inertie d'un système international toujours arrangé au profit des mêmes, contre les blocages nationaux, contre les atteintes visibles ou discrètes aux libertés fondamentales et aux droits de toutes les minorités, nous pourrons infléchir sa course, vers la construction d'un espace démocratique réellement transnational.

Mais cela suppose une Europe qui soit plus que la somme des médiocrités nationales. L'Europe ne se réduit pas à sa technocratie ou aux gesticulations médiatiques des sommets internationaux. L'Europe est avant tout un idéal et des valeurs. Un idéal de paix et de prospérité partagées, qui repose sur des valeurs fondamentales de liberté, d'égale dignité, et surtout de solidarité, comme le rappelait souvent Bronislaw Geremek. Un demi-siècle de construction européenne démontre en effet chaque jour qu'il est possible à des peuples longtemps ennemis de se réconcilier, de coopérer et de travailler ensemble à un monde meilleur.

Il avait fallu une première révolution de l'imagination pour faire accepter cette idée aux Européens frappés par les horreurs qu'ils venaient de vivre et de commettre. C'est maintenant une nouvelle révolution de l'imagination dont il s'agit. L'Europe est le cadre dans lequel doit venir s'écrire le prochain chapitre de l'histoire de la démocratie et de l'émancipation de l'homme. Les trois siècles de modernité politique qui viennent de s'écouler ont été le théâtre historique de la conquête progressive et plus ou moins violente des droits fondamentaux, des libertés civiles et politiques et des droits sociaux, dans le cadre exclusif et privilégié des Etats-nations en construction. L'enjeu du 21e siècle n'est rien moins que de poursuivre, étendre et

faire vivre ces précieuses conquêtes dans un cadre transnational, dépassant les limites de nos Etats complètement impuissants à les défendre, face aux contraintes supranationales (marchés, environnement, prolifération, terrorisme, Internet, etc.) qui remettent en cause chaque jour leur prétendue souveraineté.

Dans *La Domestication de l'Être* Peter Sloterdijk décrivait l'avènement d'un autre rapport au continuum technologique, dépassant la simple opposition entre maîtrise et rébellion, et permettant ainsi d'inscrire notre environnement, la terre et la nature, dans un rapport systémique d'interactivité, et non plus d'exploitation de la matière brute. Ce concept pour appréhender la technologie contemporaine s'appelle l'homéo-technique. La construction européenne et la transformation écologique de nos sociétés seront notre homéo-politique. Il y a là les ferment de l'utopie douce et nécessaire, d'une construction politique démocratique et apaisée, tournée vers la préservation des équilibres naturels et humains, et vers la seule chose qui doive compter dans l'aventure des hommes : la domestication de l'Être.

**PARTIE 4**

# **POINTS DE VUE PHILOSOPHIQUES SUR L'ÉCOLOGIE POLITIQUE**



# QUEL EST L'OBJET DE L'ÉCOLOGIE ?<sup>1</sup>

→ÉMILIE HACHE

Philosophe, membre du laboratoire Sophiapol de l'Université Paris Ouest - La Défense. Chercheuse associée au Groupe d'Études constructiviste (GECo - ULB), auteur de *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, La Découverte, 2011.

Émilie Hache (dir.)

## ÉCOLOGIE POLITIQUE

COSMOS, COMMUNAUTÉS, MILIEUX

Éditions Amsterdam

<sup>1</sup> Republié avec l'aimable autorisation de l'auteure, ce texte introduit l'ouvrage sous sa direction : *Ecologie politique. Cosmos, communautés, milieux*, Paris, Editions Amsterdam, 2012.

Cela fait à peine une quinzaine d'années que l'on commence à connaître le corpus d'éthique environnementale américaine en France. Catherine Larrère a ouvert la voie avec deux introductions importantes à cette philosophie et on a désormais enfin accès à une partie de ces textes en langue française<sup>2</sup>. Les noms de Callicott, de Rolston, de Norton ou encore de Naess et de Taylor commencent à devenir familiers pour les jeunes générations, grâce à de nouveaux éditeurs et de nouvelles collections.

C'est le moment de se poser la question de la place et de l'importance accordées à ce corpus qui a aujourd'hui plus d'une trentaine d'années<sup>3</sup>. Sa traduction et sa présentation en langue française sont l'occasion de le situer aussi bien vis-à-vis de la littérature écologique américaine dans son ensemble que des autres corpus nationaux. L'éthique environnementale, extrêmement dense, s'est constituée en un champ autonome de la philosophie aux États-Unis sans équivalent en France ou ailleurs. Or les philosophes environnementaux américains se sont, sinon exclusivement, du moins principalement attachés à débattre de la valeur de la nature. Cette hyperspecialisation de la philosophie de l'écologie a été beaucoup critiquée tout à la fois par les philosophes environnementaux pragmatistes américains et par les théoriciens écologistes de gauche, américains et non américains, du centre et de la périphérie.

Dire que l'écologie a pour objet la nature semble pourtant la façon la plus courante de l'envisager. La morale et la politique se seraient jusqu'à présent occupé des hommes, mais depuis le début de la crise environnementale dans les années 1960, elles commencerait à se préoccuper d'un objet laissé de côté – la nature. Le programme que s'est fixé l'éthique environnementale, écrit Afeissa, peut s'énoncer

---

<sup>2</sup> Catherine Larrère, *La Philosophie environnementale américaine*, Paris, PUF, 1997 ; Catherine et Raphaël Larrère, *Du bon usage de la nature*, Paris, Alto Aubier, 1998. Voir Hicham-Stéphane Afeissa (dir.), *Éthique de l'environnement. Nature, valeur, respect*, Paris, Vrin, 2007 ; Arne Naess, *Écologie, communauté et style de vie*, trad. de C. Ruelle, Paris, Éditions MF, 2008 [1986] ; J. Baird Callicott, *Éthique de la terre*, Marseille, Wildproject, 2010.

<sup>3</sup> Pour un aperçu de ce corpus, voir l'anthologie en langue anglaise, A. Light et H. Rolston III, *Environmental ethics: An Anthology*, Oxford, Blackwell, 2003.

de la manière suivante : « quels sont les critères que doit satisfaire un être pour faire l'objet d'une considération morale<sup>4</sup> ? ». C'est-à-dire que si l'éthique environnementale américaine est loin d'être une simple éthique appliquée au domaine de l'environnement, la mise en question de la tradition telle que l'a inaugurée l'historien Lynn White n'a pas été véritablement prolongée par un questionnement philosophique, que ce soit à travers un travail de généalogie de cette notion, un questionnement politique ou encore ontologique<sup>5</sup>. Ce tour pris par leur recherche trouve peut-être son explication dans le type même de question posée. Se demander « quels critères » telle entité ou tel être « doit satisfaire » pour prétendre entrer dans la sphère morale n'est pas très moral, et si les éthiciens de l'environnement répondent différemment à cette question que la tradition, la question reste en définitive la même<sup>6</sup>. En s'attachant à justifier la valeur morale de la nature, d'une manière ou d'une autre, les éthiciens de l'environnement laissent de côté ou abordent de manière secondaire de nombreux autres problèmes posés par la crise écologique, tout aussi urgents et cruciaux.

### **Qui compte ?**

La principale critique faite à l'encontre de l'éthique environnementale est son caractère abstrait. *De quoi, de qui parlent-ils ?* Quelle prise cette problématisation a-t-elle sur le monde ? En quoi renouvelle-t-elle notre façon de penser, et en particulier, nous permet-elle de comprendre la crise dans laquelle nous sommes et de lutter contre elle ? Deux reproches figurent derrière cette critique générale, qui mettent en cause la pertinence de cette problématisation : premiè-

---

<sup>4</sup> Hicham-Stéphane Afeissa, *Qu'est-ce que l'écologie ?*, Paris, Vrin, 1999, p. 50.

<sup>5</sup> Excepté Arne Naess, mais ce dernier n'appartient pas à l'éthique environnementale à proprement parler. Voir *Écologie, communauté et style de vie*, op. cit. ; Lynn White, « *The Historical Roots of our Ecological Crisis* », *Science*, n° 155, 1967, p. 1203-1207, trad. de J. Morizot, in J.-Y. Goffi, *Le Philosophe et ses animaux. Du statut éthique de l'animal*, Nîmes, J. Chambon, 1994, p. 291-309.

<sup>6</sup> Je me permets de renvoyer sur ce point au premier chapitre de mon livre *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, Paris, La Découverte, 2011.

rement, elle laisserait de côté une partie des personnes concernées ; deuxièmement, elle prendrait la conception de la nature héritée de sa propre histoire pour une conception universelle.

Qu'ils accordent ou non une valeur intrinsèque à la nature, les philosophes environnementaux américains se rejoignent en effet sur ce qu'elle ne désigne pas. L'écologie porte sur les entités non humaines exclues jusque-là de la philosophie morale et politique, considérées en tant qu'individus ou groupes. Les problèmes de santé liés à la pollution comme aux modes d'urbanisation des plus pauvres, la question de l'avenir des populations indigènes déplacées au nom de la préservation de la *wilderness*, ou de celui des réfugiés climatiques, sont soit considérées comme des questions non écologiques – mais de santé publique, de droits de l'homme, de politique publique –, ou bien comme de mauvaises questions écologiques parce qu'anthropocentriques, ou encore comme des questions écologiques mais secondaires (parce que ne portant pas sur les fondements). C'est la raison pour laquelle s'est développée, à côté de l'éthique environnementale, toute une littérature portant sur les questions dites de justice environnementale, s'occupant de ces questions non traitées par cette philosophie (voir Di Chiro, Davis, Guha & Martinez-Alier). Or cette littérature ne vient pas seulement combler un vide laissé par de telles philosophies environnementales, mais elle remet en cause la hiérarchie qu'elles induisent entre les différentes questions engendrées par la crise écologique. Si certaines questions ne sont pas posées par la philosophie environnementale états-unienne, ce n'est pas parce qu'elles seraient secondaires (dans le meilleur des cas), mais parce que la définition qu'elle se donne de ce sur quoi porte l'écologie est partielle.

*Sur quoi, sur qui* porte l'écologie ? Sur les mondes non humains ou bien sur la coexistence possible entre des êtres hétérogènes, humains et non humains, dans un monde fini ? Qu'est-ce qui est écologique et qu'est-ce qui ne l'est pas ? La réponse à cette question,

loin d'aller de soi, constitue plutôt un des problèmes philosophiques et politiques majeurs. Or il est certain que pour de nombreux écologistes états-uniens, philosophes ou militants, l'écologie porte sur la nature, au sens de la *wilderness* [nature sauvage], et les questions concernant des humains ne sont considérées écologiques au mieux qu'indirectement. Cette définition de l'écologie est également problématique parce que la nature définie comme *wilderness* engage un rapport tout à fait particulier au monde non humain. Ce concept de *wilderness* est une construction nationale états-unienne ayant donné lieu à un vaste débat à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis (voir Guha, Cronon, Denevan)<sup>7</sup>. Elle renvoie à la « nature sauvage », prétendument sans humains, que les colons auraient découverte en arrivant dans le Nouveau Monde. Les territoires américains progressivement appelés ainsi à partir de la fin du xix siècle sont censés être les derniers endroits des États-Unis inviolés par les civilisations humaines, donnant à voir ce pays tel qu'il fut à l'origine du monde. D'effrayante et hostile jusqu'au xviiie siècle, la *wilderness* est devenue admirable une fois domestiquée et en partie détruite. Or si cette conception de la nature relève d'une construction imaginaire collective et non d'une expérience empirique, elle eut pour autant des conséquences tout à fait réelles sur la vie d'une partie de la population de ce pays. Son invention<sup>8</sup> exigea en effet de déplacer les populations locales indigènes pour retrouver cet « état original » des États-Unis. En outre, elle a dépassé les frontières de ce pays et fut exportée dans les programmes occidentaux de préservation de la nature dans des pays de la périphérie, comme en Inde ou sur le continent africain, où d'immenses espaces furent transformés en réserves naturelles, accessibles aux seuls touristes blancs et d'où fut expulsée la population locale.

---

7 Roderick Nash, *Wilderness and the American Mind*, New Haven, Yale University Press, 1982 (1967) ; J. Baird Callicott et Michael Nelson (dir.), *The Great New Wilderness Debate*, Athens, University of Georgia Press, 1998.

8 Voir le très bel article de Anne Whiston Spirn, « *Constructing Nature: the Legacy of Frederic Law Olmsted* », in W. Cronon (dir.), *Uncommon ground*, New York-Londres, W. W. Norton & Co, 1996, qui raconte l'histoire de la construction des chutes du Niagara ainsi que des parcs de Yellowstone et Yosemite, mais aussi de Central Park, tous construits par le même architecte.

Pour de nombreux auteurs, cette conception de l'écologie est en définitive une définition de classe, de la classe urbaine privilégiée du centre plus exactement, ayant un rapport de loisir à cette nature tout sauf naturelle, et cherchant à la préserver comme telle au détriment des populations locales. Loin d'être universel, ce sur quoi porte l'écologie engage des conceptions du monde qui exigent – sauf à n'être qu'une forme d'impérialisme qui ne dit pas son nom – d'être explicitées et problématisées tout autant que les façons de s'y rapporter. Ce qui est en ce sens également en crise, dans la crise écologique que nous traversons, c'est le concept de nature lui-même, au sens où cette crise nous révèle l'absence d'un monde commun (la « nature ») que nous partagerions avec l'ensemble des populations humaines et non humaines. La nature, écrit Descola, dans une reformulation cartésienne particulièrement à propos, est en réalité « la chose du monde la moins partagée<sup>9</sup> » (voir Cochabamba, Ishii, Latour).

### Faire de la « nature » un problème

La question est moins de choisir entre se passer ou non du concept de nature que de le définir comme un problème ou une (simple) réalité objective. Il s'agit donc de changer de question : non plus demander « qui a le droit d'entrer dans la sphère morale, à quelles conditions ? », mais « qui est oublié, exclu, en faisant de l'idée de nature l'objet de l'écologie ? » et « comment, à l'inverse, rendre possible la cohabitation entre des êtres hétérogènes ? » Le concept de nature ouvre un problème à la fois moral, politique, épistémologique et ontologique, exigeant la prise en compte de ces multiples dimensions afin d'avoir prise sur lui.

---

<sup>9</sup> Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005. L'éthique environnementale a répondu inégalement aux critiques qui lui ont été adressées. Si le débat autour de la wilderness a engendré de nombreuses réponses de la part des philosophes concernés (voir J. Baird Callicott et Michael Nelson (dir.), *The Great New Wilderness Debate*, op. cit.), en revanche les problèmes formulés par les auteurs se réclamant de la justice environnementale n'ont rencontré que peu d'échos auprès de la première génération d'éthiciens de l'environnement. C'est du côté d'une nouvelle génération de philosophes qu'il faut se tourner pour commencer à voir un début d'intérêt (par exemple Dale Jamieson, « *Global Environmental Justice* », in *Morality's Progress*, Oxford, Clarendon Press, 2002).

Cette critique diffère de celle que les pragmatistes environnementaux états-uniens adressèrent aux éthiciens de l'environnement au début des années 1990, lorsqu'ils suggéraient à ces derniers d'abandonner leurs querelles métaphysiques concernant le concept de nature pour élaborer des schémas rationnels d'aide à la décision permettant aux différents acteurs de s'entendre sur ce qui doit être fait<sup>10</sup>. En réalité, ce n'est pas parce que l'éthique environnementale traite de questions théoriques qu'elle est abstraite, mais parce qu'elle *sépare* les différentes dimensions des problèmes posés par la crise écologique, en particulier sociaux et environnementaux. Ceci d'autant plus que l'alternative proposée par les philosophes pragmatistes environnementaux engage une conception du politique tout à fait discutable : s'il est évidemment crucial que des réponses soient apportées à la crise écologique, la difficulté à les élaborer n'est pas liée à un problème de clarification des enjeux mais tient à l'exercice politique lui-même, consistant à inventer collectivement des propositions solides et cohérentes, qui doivent passer par l'émergence de conflits et la construction de rapports de force. Comment expliquer l'interdiction de la chasse à la baleine plutôt que celle de l'élevage industriel des poulets ? Qui décide de préserver telles populations ? Est-on obligé de choisir entre sauvegarder certaines espèces menacées et préserver le mode de vie des populations locales ? (voir Ishii & Okubo, Wolch, Di Chiro).

Ce souci de reproblématisation traverse l'ensemble des disciplines s'intéressant aux enjeux écologiques, qu'il s'agisse de philosophie, d'histoire, de sociologie, de géographie ou encore de biologie. Ce partage entre la nature et la société domine tellement notre façon de penser que la mise en cause de l'idée de nature, c'est-à-dire du fait que l'écologie porte (exclusivement) sur les entités non humaines du monde, s'avère extrêmement difficile. Il nous manque des concepts, un nouveau vocabulaire comme de nouvelles narrations pour penser autrement. (...)

<sup>10</sup> Bryan Norton, *Toward Unity among Environmentalists*, New York, Oxford University Press, 1991. Je me situe également dans la tradition pragmatique, mais je n'en tire pas les mêmes propositions/analyses qu'eux.



# LE SACRIFICE DE LA NATURE

---

→MICHEL HELLAS

journaliste

→QUENTIN DELVAL

docteur en philosophie, chercheur-associé d'Etopia

Le problème central auquel se confronte l'écologie politique est de comprendre le comportement collectif de destruction de la nature. Pour reprendre la distinction de Jean-Pierre Dupuy, l'action politique fait face à une situation inédite de déconnexion entre le savoir et le croire. Des individus pourtant informés et conscients du caractère destructeur de leur consommation ne traduisent pas systématiquement cette connaissance en comportement. Tout se passe comme si les gens savaient mais ne croyaient pas à l'épuisement des ressources. La tâche d'une réconciliation entre savoir et croire reste un chantier à peine entamé.

Nous proposons ici une lecture des causes de cet immobilisme : au-delà de la dimension “destructrice” de la nature gît une couche de “sacrifice” de la nature. Ce sacrifice est structurant pour nos sociétés. L'enjeu dont nous parlons est donc fondamentalement anthropologique. Il offre à la pensée politique une représentation plus fine des comportements collectifs de destruction des ressources naturelles.

## La situation et son sens anthropologique

Un objectif fondamental pour l'écologie politique est de comprendre quelle société nous construisons, au sens profond du “type de civilisation” et de son moteur. Nous partons du constat suivant : depuis plus de 200 ans, la destruction de la nature se poursuit sans discontinuer.

L'extraction des gaz de schiste est le dernier coup qui vient de lui être porté, et il ne faut pas douter que d'autres suivront. Cette destruction est souvent assimilée à l'exploitation de la nature par l'industrie et par l'agriculture. Cette lecture nous semble insuffisante. Elle comporte aussi une dimension moins visible : le sacrifice de la nature.

La nature est sacrifiée par nos sociétés comme autrefois des sociétés traditionnelles sacrifiaient des humains. Il semble que la modernité ne se soit pas dégagée, contrairement à ce qu'elle pense, de cette exigence très ancienne des sociétés humaines : offrir des sacrifices aux divinités pour se concilier leurs bonnes grâces et maintenir la société dans un état de stabilité relative. Il apparaît que quelqu'un, ou quelque chose, doive payer de sa chair la paix entre tous. Si la modernité s'interdit heureusement les sacrifices humains, elle n'a pas pour autant réglé ce besoin de sacrifier qui continue à jouer un rôle structurant. Et aujourd'hui, sans se l'avouer, nos sociétés sacrifient la nature. Il s'agit à proprement parler d'un tabou.

On pourrait facilement lancer des ricanements et protestations quant à l'incongruité de cette affirmation, et pourtant ! Il s'agit de bien comprendre le sens du sacrifice, et son rôle fondamentalement structurant pour la société. Les caractéristiques du sacrifice selon Hubert et Mauss, les deux auteurs du classique « *Essai sur la nature et la fonction du sacrifice* », se retrouvent dans celui de la nature. Selon les deux anthropologues il y a à la fois destruction et élévation de ce qui est sacrifié (sacré et sacrifice sont des termes apparentés). Ce qui est détruit par le sacrifice connaît une consécration, il passe du domaine commun au domaine sacré.

Or, depuis la révolution industrielle, la nature est autant exaltée qu'exploitée, autant idéalisée que mise en coupe réglée. Par exemple, le mouvement romantique qui vénère la nature est contemporain de cette révolution industrielle. Ce n'est pas un hasard. Si la nature était uniquement exploitée, nous la considérerions seulement

comme une chose, une collection de choses dont nous retirerions des bénéfices. Mais nous la voyons aussi comme une entité, un être, une transcendance suite à son sacrifice.

En Angleterre, la formation au XVIII siècle de grands domaines voués à l'élevage des moutons et non plus aux cultures de subsistance s'est doublée de la création de jardins à l'anglaise. La nature y est présentée comme sauvage, poétique et non plus contrôlée, assujettie à l'homme comme précédemment dans les jardins à la française. Dans ces parcs à l'anglaise, il ne s'agit plus d'exalter la puissance de l'homme mais le caractère sacré de la nature alors que, de l'autre côté de la colline, la terre est sacrifiée, mise à nu par l'appétit des moutons. Exploitation et sacrifice vont de pair.

Toujours selon Hubert et Mauss, le sacrifice est adressé à une divinité et apporte des bénéfices au sacrifiant. C'est bien au nom du divin marché que le sous-sol est creusé, que des forêts sont rasées, que des terres arables sont épuisées. Le marché dont nous avons fait une "divinité" exige aujourd'hui des hydrocarbures, du bois exotique, de l'huile de palme, du soja ou des terres rares comme il exigeait déjà hier du charbon et du minerai de fer. Comme toute divinité, il est immatériel et pourtant terriblement présent. Ses effets sont concrets et observables. Si le marché est une fausse divinité, le sacrifice, lui, est authentique. Quant aux bénéfices de l'exploitation de la nature, ils sont évidents pour le sacrifiant, la société qui ordonne le sacrifice. Les sacrifices ont toujours servi l'ordre établi, le maintien du statu quo social, et il en va de même aujourd'hui.

Ce sacrifice de la nature est célébré 24 heures sur 24 par plus d'un milliard de prêtres, les membres des classes moyennes et supérieures occidentales, chinoises, indiennes et autres qui achètent des marchandises et participent à la société de consommation. Les marques de vêtements, d'ordinateurs, etc. s'appliquent à donner une dimension

sacrée factice à leurs produits en leur associant une promesse de bonheur, de beauté, de jeunesse, d'élitisme : bref, d'identité sociale bon marché. Cette marchandise pseudo-sacrée paraît tomber du ciel en dehors de toute matérialité. Sa véritable dimension sacrée est refoulée. Elle loge dans le sacrifice des ressources naturelles nécessaires à sa fabrication.

C'est en ce sens que l'on peut dire que le sacrifice de la nature sous-tend le mode de vie occidental en train de s'étendre à la planète entière. Pourquoi la civilisation a-t-elle besoin d'une telle intensité de sacrifice, partout, tout le temps ?

Selon René Girard, le rituel du sacrifice dans les sociétés traditionnelles répète un événement datant des origines : le lynchage d'un bouc émissaire jugé, à tort, responsable d'une crise très grave. Il s'agissait pour ces sociétés d'un moyen de gérer des situations de concurrence entre ses membres, lorsque celles-ci avaient atteint un degré d'intensité et de violence trop élevées.

La rivalité, que ce soit pour une femme, un trône ou une terre avait fait boule de neige dans un déferlement de violences menaçant l'existence même de la communauté. La répétition rituelle du sacrifice d'un humain ou d'un animal par une communauté rappelle, pour l'exorciser, cette menace de chaos. La rivalité (ou concurrence, compétition, etc.) a toujours constitué une menace cruciale pour la stabilité sociale. Or, jamais dans l'histoire de l'humanité, une société n'a connu autant de concurrence, de rivalité, de consommation ostentatoire ou mimétique que la nôtre.

C'est le moteur de la croissance économique. Les hyper riches ne cessent de vouloir un yacht plus grand que celui du voisin et la classe moyenne se précipite sur la dernière version de l'iPad. Ces rivalités sont présentes dans les moindres habitudes quotidiennes, comme par exemple la mode ou la gastronomie.

Pourtant cette crise qui devrait naître de l'exacerbation des rivalités est indéfiniment postposée par la dynamique capitaliste qui ne cesse de trouver de nouveaux objets de rivalité, de nouveaux produits engloutissant des matières premières de plus en plus rares. Ils permettent de constamment déplacer l'endroit où se cristallise la rivalité. Cela fait deux cent ans maintenant que la nature ne cesse d'être sacrifiée pour permettre de perpétuellement reculer cette crise.

Il semble bien que notre monde soit au moins autant dépendant du sacrifice, sinon plus, que les sociétés traditionnelles. En effet le sacrifice, autrefois occasionnel et rituel, est maintenant permanent. Autrefois il avait lieu lors des crises ou pour les prévenir. Il apaisait les violences nées de rivalités de plus en plus intenses. Aujourd'hui la compétition, les rivalités, ne surviennent pas occasionnellement mais forment la chair de la société actuelle. En outre, contrairement au sacrifice ancien, celui de la nature ne fait pas l'objet d'un rituel, ce qui le rend invisible. Dans les sociétés traditionnelles, les hommes ne théorisaient

pas le sens du sacrifice, ils constataient seulement qu'il faisait revenir la paix au sein de la communauté. Aujourd'hui, l'invisibilité du sacrifice est totale, et l'idée même d'y participer est inacceptable pour l'immense majorité des individus.

## Sacrifice et politique

Considérer la destruction de la nature non seulement comme une exploitation mais aussi comme un sacrifice offre un autre point de vue sur les échecs actuels des politiques environnementales. Il y a quelques mois, la communauté internationale réunie au sommet Rio+20 ne parvenait pas à s'entendre sur un développement durable censé mettre fin à cette destruction. La cause de cet immobilisme des politiques environnementales, par exemple par rapport au chan-

gement climatique, ne se trouve pas uniquement dans les milieux économiques. Si beaucoup d'industriels s'opposent à toutes les mesures envisagées, d'autres investisseurs voient dans l'économie verte une source d'opportunités très profitables. De nombreux projets d'électricité verte se réalisent.

Les plus grandes résistances à un véritable changement de comportement vis à vis de la nature viennent plutôt de la dimension sacrificielle de cette destruction, de notre mode de vie. Le sacrifice de la nature permet la poursuite sans fin de notre consommation mimétique et ostentatoire. Lors du premier sommet de la terre, à Rio en 1992, le président américain George Bush père affirmait : "The American Way of Life is not negotiable". Il ne parlait pas des entreprises américaines mais bien du mode de vie américain, du "keepin up with the Joneses".

Or le sacrifice de la nature, pas plus que son exploitation, ne pourront durer beaucoup plus longtemps. Puisque la lecture du problème en termes d'exploitation est insuffisante il faut intégrer une lecture sacrificielle qui éclaire les raisons de l'immobilisme politique en matière de protection de la nature. Il s'agit aussi de nourrir une possibilité pour les individus de s'imaginer d'autres rôles que ceux de consommateurs sacrificateurs plongés dans la rivalité permanente avec autrui et soi-même. La transformation du comportement collectif à l'égard de la nature passe par la mise à disposition d'outils intellectuels permettant de réconcilier le savoir et le croire. Il faut se représenter clairement le comportement de consommation comme un acte de résilience face à l'intensité de la rivalité qui nous entoure.

Nous considérons que tout autre modèle de société devra prendre en compte cette dimension sacrificielle sous peine d'échec. La protection "brute" de la nature en tant qu'objet n'absorbera pas le besoin de sacrifice du mode de vie occidental.

Des alternatives ont existé : l'humanité s'est passée de sacrifice pendant 99% de son histoire, le temps des chasseurs-collecteurs. Ils nous apprennent qu'il n'y a pas de fatalité face au besoin de sacrifice : ils avaient établi d'autres mécanismes de résilience face à la rivalité. Si quelque chose comme un "développement durable" (dans la mesure où cette expression peut signifier quelque chose de positif) a une petite chance de se substituer à l'exploitation et au sacrifice de la nature, ce sera dans une compréhension de la rivalité comme n'étant pas le cœur des interactions sociales.

La réconciliation entre savoir et croire ne peut se penser sans l'invention de nouveaux rôles permettant de se protéger de la rivalité ou d'inventer d'autres mécanismes de résilience que le sacrifice. Pour que les individus fassent désormais la connexion entre la connaissance de la destruction de la nature et la croyance en celle-ci, croyance nécessaire à un changement de comportement, le mouvement écologique doit faire preuve de créativité. Comme le mouvement socialiste a inventé au 19<sup>e</sup> siècle un nouveau rôle pour l'ouvrier de l'industrie, le mouvement écologique doit inventer un nouveau rôle qui permettra aux individus d'échapper à la rivalité, à la consommation ostentatoire mimétique qui alimente le sacrifice de la nature.



# APPROFONDIR LES VALEURS DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE<sup>1</sup>

---

→ALAIN LIPIETZ

économiste, membre du Conseil de surveillance de la Fondation de l'Ecologie Politique (France), ancien député européen

Les valeurs de l'écologie politique sont d'abord celles qui devraient être pratiquées par tout le monde, et avant tout, s'agissant d'un mouvement politique, l'éthique : le respect des droits humains et tout simplement l'honnêteté et la loyauté à l'égard des citoyens. Sa lutte contre la corruption internationale a d'ailleurs montré à quel point celle-ci joue un rôle crucial dans la dégradation de la planète.

Mais plus spécifiquement, trois valeurs phares balisent l'écologie politique, la « délimitent » par rapport à d'autres courants : l'autonomie, la solidarité et la responsabilité, les nécessaires conflits entre les trois devant être réglées par la démocratie et la non-violence.

Ces trois valeurs renvoient évidemment à l'écologie scientifique : un organisme, c'est ce qui est doté d'autonomie, un système se caractérise par la solidarité du tout et des parties, et cela à travers le temps. Mais ce sont évidemment les circonstances mêmes du développement de l'écologie politique (les années 1960 à 90), et l'accent mis sur ces valeurs par les mouvements sociaux constitutifs

---

<sup>1</sup> Intervention à la convention d'Europe-Écologie Ile-de-France, Arcueil, 8 mai 2010

de l'écologie politique, qui ont questionné des valeurs bien plus anciennes du camp progressiste en France, y compris les valeurs de la Révolution Française : Liberté, égalité, fraternité.

Une façon commode d'approfondir les notions « autonomie, solidarité, responsabilité » est de les comparer avec les valeurs « progressistes» correspondantes, celles de la République libérale et celle des idéaux socialistes des deux derniers siècles.

Par « autonomie », nous visons la capacité des personnes ou des groupes de personnes à se fixer leurs propres buts et « voir le bout de leurs actes ». Ce n'est pas seulement la liberté au sens libéral du terme (par opposition à la dictature et l'absolutisme), pas seulement la liberté de faire, mais de maîtriser ce que l'on fait.

La « solidarité », c'est bien sûr l'affirmation de l'égalité en droit et dignité, mais une égalité qui n'est pas seulement affirmée au départ (et « que le meilleur gagne », comme dans le libéralisme du 18ème siècle), ni une égalité niveleuse à obtenir comme résultat (comme le socialisme de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle). C'est le refus que quiconque soit laissé sur le bord de la route : quelles que soit les injustices et les erreurs de la liberté, chacun doit être en permanence remis en position de vivre une vie digne et autonome.

La « responsabilité », c'est la capacité et le devoir de répondre à la question « qu'as-tu fait ? » : « qu'as-tu fait aux autres ? », « qu'as-tu fait à l'environnement ? ». Il s'agit de la valeur la plus nouvelle apportée par l'écologie politique, par sa compréhension des conséquences à long terme et à longue portée de certains de nos actes, résultant de notre liberté et qui, alors même que nous les pensions « solidaires », peuvent se révéler nuisibles à d'autres humains ou à d'autres êtres vivants, plus tard, plus loin...

Cette dernière valeur est évidemment la « signature » la plus lisible de l’écologie politique, ce qu’elle a apporté de franchement nouveau par rapport au libéralisme politique et au socialisme. Nouveauté qui repose sur la prise de conscience du caractère limité de biens communs, principalement l’environnement, comme médiation entre soi et les autres, entre une société et son avenir. Dégrader l’environnement, même dans une politique libertaire et à court terme d’apparence solidaire et progressiste (selon les conceptions « progressistes » anciennes : produire et distribuer) peut s’avérer pervers de manière cachée, pour autrui et pour nous-mêmes, et de ces négligences nous devons rendre compte. D’où les valeurs dérivées, plus concrètes, de l’écologie politique, telle la protection de la biodiversité etc.

Il s’agit en un sens d’une extension considérable de la notion de « fraternité », notion qui dès le premier dialogue de la Bible est accolée à celle de responsabilité : ‘Qu’as tu fait de ton frère ? — Suis-je donc responsable de mon frère ? ». Une extension à tous les vivants (sauf certains virus !) et à leur écosystème... D’où le rapport particulier de l’écologie à la science : la responsabilité écologique dépend de notre niveau de connaissance d’interactions cachées, alors que la simple contemplation du visage d’autrui nous appelle à la solidarité. Mais ce rapport à la science ne doit pas conduire au scientisme, car « science sans conscience n’est que ruine de l’âme ».

Comme on le voit, ces trois valeurs se conditionnent et se limitent les unes les deux autres. On ne peut être responsable que si l’on est autonome, et l’autonomie de chacun n’est garantie que par la solidarité de tous.

Mais ces trois valeurs entrent, aussi, souvent en conflit. La liberté sans règle ni responsabilité, c’est-à-dire la libre-entreprise au sens du libéralisme économique, ne peut aboutir qu’à la destruction de la solidarité et de l’autonomie d’autrui. De la même façon, la solidarité sans la responsabilité peut aboutir à la destruction des conditions

d'existence des générations futures. Enfin, l'absolutisation des notions de responsabilité et de solidarité peut aboutir à étouffer l'autonomie, si l'on confie à des technocrates ou à des bureaucrates le monopole de l'organisation légitime de la responsabilité et de la solidarité.

Il revient donc à la démocratie de réguler les tensions qui peuvent en résulter. Mais la conception de la démocratie est elle-même modifiée par rapport à la démocratie « bourgeoise » ou à la démocratie « populaire » par l'approfondissement de ces valeurs au cours des derniers siècles. L'écologie politique, sans renier l'indispensable recours à la démocratie représentative (seule condition des négociations des compromis regroupant de vastes groupes d'êtres humains) doit au maximum se faire participative, c'est à dire exprimer l'autonomie des groupes humains. Ce qui implique systématiquement la pratique du fédéralisme, qui signifie d'une part la décentralisation maximum des décisions ne concernant que le groupe concerné, et la mise en place, au niveau collectif le plus large possible, de règles limitant ou prohibant le conflit entre ces groupes. Par exemple, des règles contre le dumping social, fiscal ou environnemental. Idéalement l'écologie politique vise une République universelle des peuples et régions solidaires !

De ces trois valeurs ainsi régulées résulte tout l'éventail des valeurs défendues par l'écologie politique, s'exprimant ou trouvant une expression en elle, comme le féminisme.

Le féminisme est né d'un mouvement social parallèle à l'écologie politique, mais, au nom de leurs valeurs, les écologistes ne peuvent être que féministes, même si l'inverse n'est pas forcément vrai, évidemment. La notion de solidarité inclut l'égalité de droit entre hommes et femmes, non pas comme une donnée, ni comme un résultat niveling les différences, mais comme un mouvement toujours renouvelé d'effacement des inégalités. Elle implique une conception du féminisme qui rejette l'universalisme abstrait et prend en compte

la réalité multiséculaire de l'oppression, et donc des points de vue différents sur le monde entre les deux genres. Le principe d'autonomie des écologistes les pousse à reconnaître la nécessité pour les femmes d'avoir des temps d'autonomie parallèlement à des temps de mixité politique et sociale. Le principe de responsabilité amène à rechercher dans les comportements quotidiens du passé et du présent les déterminants concrets de l'oppression et de l'inégalité des femmes. Etc.

D'autres exemples de cet « approfondissement » peuvent être trouvés dans tous les domaines traditionnellement abordés par les progressistes de l'Histoire. Ainsi, l'écologie politique défend, aux côtés des politiques plus traditionnelles de promotion de la justice sociale dans le domaine de la production (la législation et la négociation d'entreprise, la redistribution à travers l'impôt, le développement de services publics universels...), des formes de production à la fois très anciennes et très nouvelles : l'économie sociale et solidaire.

L'économie sociale et solidaire, particulièrement adaptée aux services à des communautés d'ampleur petite et moyenne, est une économie composée d'unités de production à la fois sociales (c'est-à-dire, définie par les deux principes : « une personne – une voix » et non-lucrativité ; il s'agit essentiellement des coopératives, associations et mutuelles) et solidaires (c'est-à-dire prenant en compte, parmi leurs buts, les effets, y compris non-marchands, de leurs actions sur le reste de la communauté). Par exemple : une entreprise d'insertion au métier de la restauration, installée dans une cité HLM, formant les chômeurs, ouvrant ces locaux aux associations d'habitants, servant des repas à bas prix.

L'économie sociale et solidaire, par son caractère « social » (coopératif ou mutualiste) exprime l'autonomie du groupe et des individus qui le compose. Sa liaison à la communauté et au territoire

permet la mise en acte des valeurs d'autonomie, de solidarité et de responsabilité.

Comme on le voit, il faut distinguer les valeurs d'une part, et d'autre part les politiques et institutions qui peuvent les défendre ou le mettre en œuvre. Le féminisme est une valeur que doivent partager les écologistes. La parité n'est qu'une politique permettant la promotion du féminisme dans les organisations, technique que toutes les féministes n'approuvent pas.

# PROGRÈS DES ARTS ET SAGESSE ÉCOLOGIQUE<sup>1</sup>

---

→ CATHERINE LARRÈRE

Philosophe, Professeur émérite à l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, Présidente de la Fondation de l'Ecologie politique<sup>2</sup>

Le terme de progrès, riche de sens au XVIII<sup>e</sup> siècle (à tel point qu'on ne l'employait qu'au pluriel et que l'on parlait, par exemple, des progrès des arts et des sciences) en est venu, au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles, à devenir synonyme de croissance économique : le progrès a été assimilé à l'accumulation matérielle. Parler de progrès écologique revient alors à désigner une croissance verte au sens où le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) la définit comme une économie «réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources» et assurant une «utilisation rationnelle des ressources et l'efficacité énergétique».

En Europe, la croissance verte a souvent été présentée comme le passage à l'économie de la connaissance et au développement des services. La «stratégie de Lisbonne» ne visait-elle pas à «faire de l'Union européenne, à l'horizon 2010, la société la plus compétitive et la plus dynamique du monde»? Mais l'économie immatérielle (celle de la connaissance et des services) ne peut pas se développer sans une base matérielle souvent très consommatrice d'énergie et de ressources rares : on remplace les métiers d'accueil par des machines

---

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Green European Journal* n°6 ([www.greeneuropeanjournal.eu](http://www.greeneuropeanjournal.eu)).

<sup>2</sup> Cette fondation est l'équivalent français d'Etopia et membre comme ce dernier de la Green European Foundation ([www.gef.eu](http://www.gef.eu)). [www.facebook.com/fondationecolo](http://www.facebook.com/fondationecolo)

bourrées d'électronique. La communication et l'information passent par la généralisation de l'utilisation d'ordinateurs, dont la production et le transport pèsent lourd en équivalents carbone, et dont le fonctionnement dépense beaucoup d'énergie. Produits très complexes, faisant appel à des matériaux peu répandus, les technologies «vertes», comme l'utilisation de matériaux plus légers pour la construction d'automobiles, sont difficilement ou très partiellement recyclables, alors que, soumises à une obsolescence rapide, elles doivent être souvent remplacées. Elles sont donc très consommatrices d'énergie et productrices de rejets. Leur généralisation, comme technologies de substitution des produits actuellement employés, ne va pas de soi. Les biotechnologies (comme les OGM) exposent à des risques (environnementaux et humains) qui sont loin d'être connus, et leur efficacité attendue (diminution des pesticides ou des herbicides) est d'une durée très limitée, et même douteuse. Comme pour toutes les technologies, on ne peut pas prendre en considération le seul effet recherché (réduction des risques, consommation moindre en énergie...) en oubliant les conséquences involontaires de cette visée intentionnelle. Ce qu'il faut prendre en considération, quand on vise la soutenabilité, ce n'est pas un trait isolé d'une technologie, c'est l'ensemble du système qui la rend possible.

Postuler que l'on peut découpler la croissance de l'utilisation intensive de matières premières et d'énergie et de rejets de polluants, c'est entretenir l'illusion que l'on peut poursuivre le même mode de vie, en changeant simplement de moyens. Or le problème est bien celui du mode de vie. N'est-ce pas plutôt d'un modèle de société basé sur la sobriété dont on a besoin? Ce sont les hypothèses anthropologiques sur lesquelles repose le progrès assimilé à la croissance qui sont en cause : tout en reconnaissant la supériorité morale de celui qui sait se satisfaire de peu, Adam Smith montrait bien, dans la Théorie des sentiments moraux, que le désir d'imiter notre voisin, qui nous pousse à augmenter notre consommation, a des effets positifs pour l'ensemble de la machine économique. La réhabilitation morale du

désir se faisait par l'appréciation de ses effets : l'émergence d'une société capable d'une expansion infinie, génératrice de progrès.

La prise en considération du caractère limité des ressources mises à la disposition de ces désirs insatiables, comme la découverte qu'au-delà d'une certaine limite, l'abondance matérielle n'entraîne pas un bien-être accru, doivent-elles conduire à distinguer à nouveau entre luxe et subsistance, et donc à revenir des désirs, entre lesquels on ne peut mettre aucune différence, aux besoins qui, à la différence des désirs, ont des limites, limites que l'on peut même tenter d'inscrire dans une nature? S'en tenir là serait conserver la base individuelle sur laquelle repose l'illusion d'une croissance génératrice de bien-être ou d'équité sociale. Ce serait croire qu'il suffit de transformer les conduites individuelles (consommer moins, être sobre) en ignorant la base sociale qui les rend possible : il n'y aurait alors d'autre recours, pour passer des désirs aux besoins, et imposer la vertu, qu'un État autoritaire. Mais la croissance n'est pas le simple résultat de l'agrégation d'initiatives individuelles, elle crée autant de dépendances qu'elle assure d'indépendances, et c'est pourquoi le PNB ne mesure pas bien-être social, il faut aussi prendre en considération la santé et l'éducation. Il ne peut donc y avoir de société sobre sans modification des rapports sociaux, sans substituer la coopération à la compétition, la solidarité au chacun pour soi, la convivialité à la concurrence. Si le progrès social consiste en la capacité pour chacun de se libérer de ces fléaux habituels que sont la pauvreté, la maladie et l'ignorance et si ces progrès dépendent de l'adoption d'un certain nombre de techniques, seul le bon usage social de ces techniques, comme le montrait Ivan Illich, peut éviter que les médecins ne rendent malades, que l'école ne fabrique des illettrés et que la pauvreté ne se transforme en misère.

Une société conviviale est sans doute une société plus sobre : l'être y remplace l'avoir. Mais est-ce pour autant une société écologique ? Suffit-il de produire et de consommer moins pour que, par voie de

conséquence, la pression sur notre environnement en soit diminuée, et que nous restions à l'intérieur des limites physiques de la croissance? Ne faut-il pas agir autrement et modifier en profondeur nos rapports avec notre environnement? « L'Humanité a toujours progressé en mettant la Nature à son service et non l'inverse » proclamait l'appel de Heidelberg qui, en mai 1992, s'inquiétait des menaces que le Sommet de la Terre faisait peser sur le développement économique et social et sur le progrès technique. N'est-ce pas ce rapport seulement instrumental à la nature qui doit être examiné? «Faire mieux avec moins» : la formule par laquelle on résume l'ambition des technologies vertes est celle d'une rationalité instrumentale. Sans doute l'efficacité écologique peut-elle entrer en opposition avec l'efficacité économique. Le système agricole de production en polyculture-élevage qui répond à des impératifs écologiques de recyclage et de bouclage des circuits a été balayé par les impératifs économiques de l'intégration aux circuits marchands. Comment assurer la soutenabilité de l'efficacité écologique?

La réflexion écologique actuelle, notamment dans les questions qui concernent la biodiversité, s'oriente vers la notion de «communs», comme niveau intermédiaire entre l'appropriation privée et le recours à l'État, dualité dans laquelle s'enferme habituellement la réflexion économique. Il s'agit de montrer, comme l'a fait Elinor Ostrom, comment des communautés d'usagers sont capables d'assurer la pérennité de ressources du moment qu'elles en font un usage collectif, en «biens communs». À cette expression, les juristes opposent qu'elle n'a pas de sens, car un bien, étant une chose appropriée, cesse par là d'être commun. Il n'y a pas de biens communs, mais seulement des «choses communes», disent-ils. Mais n'est-ce pas indiquer que, dans ces «communs», ce qui compte ce n'est pas tant le mode de propriété que le rapport aux «choses» qui les constituent et qui doivent, pour être communes, garder une certaine indépendance, ne pas disparaître, dans leur identité de choses, dans l'usage qu'on en fait?

Cette indépendance peut aller jusqu'à, de ces choses, faire de véritables sujets juridiques. La constitution équatorienne a fait explicitement de Pacha Mama, la vieille déesse-Terre traditionnelle des Amérindiens, un sujet de droit : «La nature ou Pacha Mama, où se reproduit et se réalise la vie, a droit au respect absolu de son existence et au maintien et à la régénération de ses cycles vitaux, de ses fonctions et de ses processus évolutifs. Toute personne, communauté, peuple ou nation, pourra exiger de l'autorité publique le respect des droits de la nature» (article 71). Cela permet à des groupes écologistes d'attaquer des compagnies pétrolières devant la Cour constitutionnelle équatorienne pour les dommages causés à la nature par des marées noires. On est sorti de l'instrumentalisation.

Selon Jürgen Habermas, dans *La technique et la science comme idéologie*, la rationalité instrumentale de l'action technique ne soulève pas d'objection tant qu'elle n'envahit pas la sphère des rapports entre les hommes qui, eux, relèvent d'une rationalité axiologique. Mais on peut se demander si le meilleur moyen de lutter contre cet envahissement n'est pas de faire pénétrer la rationalité axiologique dans la rationalité technique. Elle y est déjà, en fait, quand nous parlons de la technique comme d'une maîtrise de la nature. C'est donc notre représentation de l'action technique comme imposition d'une forme à une matière, ou comme mise en oeuvre d'un rapport de force qu'il faut remettre en cause. C'est à une conception de l'action technique comme forme de partenariat avec la nature, ou de coopération dans un collectif d'humains et de non humains, qu'il faut en venir. Cela revient à reconnaître que nos actions techniques relèvent aussi du domaine moral, qu'elles ne dépendent pas seulement de nos savoirs, ni même de nos savoirs faire, mais d'une véritable sagesse.

Si par progrès, on entend la croissance économique, l'expression de progrès écologique est vide de sens. Les conceptions du progrès, même lorsqu'elles prennent en compte des exigences qualitatives et sociales, laissent en dehors d'elles le rapport à la nature, elles

ne peuvent être dites écologiques. Plutôt que de parler de progrès écologique, il faudrait, à la suite de Rousseau, se demander à quelles conditions les progrès des sciences et des arts peuvent s'accorder à la sagesse écologique.

# L'ÉCOLOGIE POLITIQUE À PARTIR DE HANNAH ARENDT. SUR LA CONDITION HUMAINE

→CHRISTOPHE DERENNE,  
directeur d'Etopia

→OLIVIER PETIT  
ex-directeur de cabinet Ecolo,  
chercheur-associé d'Etopia et philosophe.

Jeunes étudiants en quête d'une vie sensée, nous avons été, en quelque sorte, « happés » par *l'action* sur notre campus universitaire. Nous prenions très au sérieux les buts de l'action étudiante dans laquelle nous nous étions engagés : par exemple obtenir de pouvoir faire son mémoire de fin d'études en deux ans sans devoir payer un minerval la seconde année ou réduire la part des cours ex cathedra au profit de débats interdisciplinaires, etc<sup>1</sup>. De tels objectifs nous paraissaient pouvoir apporter des gains concrets, directs aux étudiants. Mais ils comportaient également un enjeu plus large ou plus symbolique : la résistance à la soumission croissante des universités à des impératifs externes de type économique, ayant pour effet de réduire la part consacrée à la formation de l'esprit critique que doit apporter l'Université.

Avec le recul, même si nous ne renions en rien de tels objectifs, nous avons compris qu'à l'échelle d'une vie humaine ce qui a constitué l'expérience la plus importante pour nous résidait non pas tant dans le fait d'avoir atteint ou pas nos buts, mais bien dans l'action

<sup>1</sup> Nous avons décrit celles-ci dans «A la recherche de nouvelles formes de citoyenneté», Revue du Mauss n°6, 2e semestre 1995. Pour les cours Méta et Métis en particulier, voir «1991-2006, chronique d'une récurrence étudiante», in Actes du colloque *Prêt-à-penser ou prêts à penser* du 20 février 2006», Editions AGL, 2006.

elle-même. Nous avons été absorbés par l'intensité du jeu, totalement investis dans son déroulement. Toute notre énergie et tous nos sens furent mobilisés par les débats sur les objectifs et l'organisation des actions. Fondamentalement, au-delà des choix idéologiques ou des stratégies pratiques, ce qui comptait c'était de créer ensemble quelque chose de nouveau dans le monde (représenté alors par l'institution universitaire). C'était de prendre des initiatives à plusieurs par rapport au monde dans lequel nous allions entrer. De nous insérer par la parole et l'action dans celui-ci. Et, au fond, d'exercer collectivement notre liberté pour construire le monde de demain, ensemble.

Au cours d'une vie, les circonstances, les lieux, les occasions, les buts peuvent changer, et changent inévitablement. Mais, le sens que l'on éprouve dans l'échange de paroles et dans l'action collective appliqués aux questions importantes qui conditionnent le monde des hommes, cela ne change pas.

Nous pouvons dire que la lecture à cette époque de « Condition de l'homme moderne » de Hannah Arendt a illuminé notre expérience. Sa pensée a éclairé ce que nous n'aurions pu formuler que confusément, bien que nous l'éprouvions intensément. Se proposant elle-même dans son avant-propos de « penser ce que nous faisons », elle nous permettait effectivement de comprendre *l'action* et d'en distinguer la saveur particulière parmi l'ensemble des activités humaines. Et le moins que l'on puisse dire est que cette prise de conscience revêtait pour nous une énorme importance à l'heure de quitter la liberté qu'offrait la vie d'étudiant pour rentrer dans la vie professionnelle.

Bien souvent, on referme la parenthèse des études supérieures comme une boîte à souvenirs qu'on rouvrira de temps à autre avec plus ou moins de nostalgie. On accepte l'idée qu'il est temps de passer aux choses sérieuses, c'est-à-dire de travailler pour gagner sa vie. Nous quittions quant à nous cette période munis d'un goût pour l'action - et le bonheur qu'elle apporte - mais aussi de la compréhension de son sens dans le monde moderne (on y reviendra plus loin). Cela devait rester notre boussole pour la vie.

En fin de compte, n'est-ce pas là le but central de l'éducation, celui du moins qu'elle devrait viser ? Faire en sorte que les nouvelles générations soient à même de renouveler le monde toujours plus vieux qu'elles et qui, sans cela, déclinerait inéluctablement ? Dans son article sur « La crise de l'éducation », Hannah Arendt développe cette idée en parfaite cohérence avec l'importance qu'elle accorde à l'action :

*« Pour préserver le monde de la mortalité de ses créateurs et de ses habitants, il faut constamment le remettre en place. Le problème est tout simplement d'éduquer de façon telle qu'une remise en place demeure effectivement possible, même si elle ne peut jamais être définitivement assurée. Notre espoir réside toujours dans l'élément de nouveauté que chaque génération apporte avec elle... [l'éducation] doit protéger cette nouveauté et l'introduire comme un ferment nouveau dans un monde déjà vieux qui, si révolutionnaires que puissent être ses actes, est, du point de vue de la génération suivante, suranné et proche de la ruine. »<sup>2</sup>*

### Quel rapport avec l'écologie politique ?

Nous voudrions, en nous inspirant librement de la pensée d'Hannah Arendt, soutenir l'idée suivante – qui peut sembler aller de soi mais qui a des conséquences importantes : *la raison d'être de l'écologie politique est de contribuer à réapprendre le bonheur de bien vivre dans un monde durable, c'est-à-dire un monde qui puisse accueillir la succession des générations tout en leur offrant à chaque fois la possibilité de le renouveler (de bien vivre à leur tour).*

On sait que l'écologie politique est très attentive à la succession des générations et au fait de pouvoir garantir aux générations futures - ou plutôt à chaque génération présente ou future - la possibilité de (bien) vivre sur cette terre. Elle est très attentive aux conditions dans lesquelles la vie est donnée aux hommes sur terre et donc au fait de vivre en adéquation

.....  
2 in La crise de la culture, Folio Essais, p.247.

avec ces conditions. Cependant, nous sommes encore ici dans l'ambiguïté : parle-t-on des conditions de la vie *biologique* ou des conditions d'une vie « véritablement humaine » ? On a souvent tendance à rester dans le flou sur cette question, à ne pas la trancher parce qu'on se dit qu'en fin de compte, les deux sens sont inséparables. Que serait en effet une vie « véritablement humaine » sans la vie tout court, sans la continuité purement biologique ?

On retrouve une telle ambiguïté dans le concept de « développement durable ». La définition de référence est la suivante :

*« Le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Deux concepts sont inhérents à cette notion :*

- *le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité,*
- *l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »*

On le voit, la préoccupation centrale réside dans la capacité laissée à chaque génération de subvenir à ses besoins et, en particulier, de limiter la satisfaction des besoins non essentiels du présent au nom des besoins essentiels du présent comme du futur. L'insistance sur les besoins essentiels des plus démunis, jointe à celle sur les limites de l'environnement, indique que l'on comprend ces besoins d'abord et avant tout comme ceux liés à la préservation de la vie (alimentation et santé). Ce qu'il faut garantir, c'est alors prioritairement la continuité de la vie humaine de génération en génération. C'est l'immortalité biologique de l'espèce humaine.

Or, il nous semble que ce qu'il faut garantir du point de vue de l'écologie politique, c'est - au-delà de ce qui précède et qui est nécessaire - la durabilité, la continuité du monde pour la succession des générations, parce que le monde protège le sens de la vie humaine.

## Qu'est-ce qu'une vie véritablement humaine ?

Nous devons tenir fermement la frontière entre les deux significations de la vie : vie biologique et vie « véritablement humaine ». Car nous sommes dans un monde qui donne la priorité absolue au premier sens, c'est-à-dire en réalité aux questions socio-économiques, à la recherche de la croissance économique et au productivisme qui en découle (qui est censé permettre la lutte contre le chômage et la pauvreté). Or, celles-ci portent sur les conditions nécessaires - mais non suffisantes (tout l'enjeu est justement là) d'une vie véritablement humaine. On se condamne alors à perdre de vue à jamais, ou du moins à toujours reporter à plus tard, la question de ce qui fait qu'une vie vaut la peine d'être vécue.

A cet égard, l'émergence depuis 40 ans de la crise environnementale pourrait ne pas avoir changé fondamentalement la donne. En effet, si elle se borne à provoquer la mise en oeuvre de politiques environnementales - comprises de façon pragmatique comme des régulations technique et sociale des effets de l'activité humaine sur les environnements naturels -, nous restons dans le champ des questions liées aux nécessités biologiques<sup>3</sup>.

Nous ne pouvons donc qu'être d'accord avec André Gorz lorsqu'il insiste<sup>4</sup> sur le fait que l'écologie politique ne résulte pas seulement d'une nécessité scientifique (celles mises au jour par l'écologie scientifique quant aux capacités d'autoréorganisation et d'autorégénération du contexte naturel de l'activité productive humaine). Dès l'origine, il y a plus dans l'écologie politique que la prévention et la gestion des conséquences néfastes du productivisme. Elle interroge aussi le sens de celui-ci en tant que mode de vie, relativement à la condition humaine. Autrement dit la lutte contre le productivisme resterait souhaitable même si nous avions une maîtrise parfaite de

---

<sup>3</sup> Même si la gestion de ce champ en est devenue encore plus complexe et conflictuelle.

<sup>4</sup> L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation, in Ecologica, Editions Galilée, 2008, pp.43-69.

ses conséquences écologiques<sup>5</sup>. Car la raison d'être de l'écologie politique réside aussi dans la défense et la reconstitution du monde vécu contre le productivisme. Les nécessités écologiques viennent confirmer la lutte contre le productivisme qui resterait souhaitable même si elle n'était plus nécessaire du point de vue de la vie biologique.

La distinction entre ce qui relève de la nécessité et ce qui donne sens à la vie humaine - c'est-à-dire la liberté - est cruciale ! Elle oriente la réflexion et l'action de façon radicalement différente. Il faut distinguer les activités qui relèvent de la nécessité biologique (du fait de se maintenir en vie ou de reproduire la vie) de celles qui donnent un sens spécifiquement humain à la vie. Font partie des premières, pour l'essentiel, le travail quand nous y sommes contraints pour littéralement « gagner notre vie » et la consommation répondant à des besoins biologiques. Sont les plus représentatives des secondes : la parole par laquelle chacun peut se communiquer et s'insérer au sein de la pluralité humaine, et l'action collective par laquelle nous cherchons à commencer quelque chose de nouveau dans un monde préexistant.

Avant d'aller plus loin dans cette distinction, il nous paraît intéressant d'en faire saisir plus directement la portée. Il suffit pour cela de se souvenir du contexte dans lequel Arendt a écrit « La condition de l'homme moderne ». L'écriture de ce livre a suivi celle de « Les origines du totalitarisme ». La confiance en un déploiement sans fin du métabolisme humain, en une vie infinie de l'humanité progressant, grâce aux sciences et à la technique, vers un état idéal (pourtant indéfiniment reporté) s'est brisée souterrainement, mais sans retour, avec les totalitarismes, Auschwitz, les bombes atomiques (et la constitution d'arsenaux nucléaires). Ces événements ont démontré que rien n'est impossible, qu'aucune limite dans la destruction, l'horreur et la déshumanisation n'est infranchissable. Ni Nature, ni Dieu

.....  
5 Sachant que de toute façon l'hypothèse d'une telle maîtrise relève de la plus parfaite illusion.

ne sont venus interrompre le cours désastreux de notre histoire, nous étions, nous serons, nous sommes face à nous-mêmes et il nous revient de comprendre quelle est notre condition humaine. Même si la conscience n'en est apparue que petit à petit, au fur et à mesure que le choc des événements s'estompait et que la mesure de leur portée profonde pouvait l'emporter sur l'enthousiasme des « trente glorieuses », c'est un sentiment de contingence absolue qui a assombri l'horizon, pour un temps indéfini.

Dans cette expérience d'absence de fondement, sur quoi d'autre que sur les « choses mêmes », c'est-à-dire les expériences fondamentales que les hommes ont pu engranger au cours de leur histoire, pourrions-nous donc désormais nous appuyer ? Telle est selon nous *la conscience historique que peut porter l'écologie politique*, en tant que (seule) pensée politique née dans le monde d'après-guerre, alors que se refermait la parenthèse des Trente glorieuses.

Cette conscience n'est pas malheureuse. Du moins, elle ne l'est que pour celui qui refuse le monde humain, qui veut un ailleurs, un au-delà, une vérité absolue. Si nous partons de notre condition humaine, si nous prenons le temps de bien en percevoir toutes les nuances « phénoménales », sans chercher à en effacer la contingence<sup>6</sup>, alors nous pouvons y trouver les ressources de sens par lesquelles les hommes sauront habiter ce monde avec bonheur. Arendt parle à ce sujet de l'*Amor mundi* (l'amour du monde), la distinguant de ceux qui prônent la déconnexion du monde ou, pire, sa détestation.

Face au désespoir humain que provoque la pensée du totalitarisme, à ce qu'il a montré quant à la possibilité de rendre la vie humaine superflue et d'anéantir toute spontanéité individuelle, nous nous devons de garantir ici-bas (laïquement) que les hommes ne sont pas superflus. Autrement dit, la possibilité qu'ils puissent exprimer leur unicité par la parole et l'action. Ce qu'il faut traquer sans relâche,

.....  
6 Comme ceux qui voudraient, par exemple, prendre appui sur des fondements extérieur au sens commun.

si l'on veut éviter que le pire ne redevienne possible un jour, c'est tout ce qui réduit les vies humaines à des vies interchangeables sans expression possible et suffisante de la pluralité humaine, cette « paradoxale pluralité d'êtres uniques ».

### Le travail, l'œuvre et l'action

Plus précisément, Arendt dégage et hiérarchise trois articulations dans la « vie active »<sup>7</sup> : le travail, l'œuvre et l'action. Il existe différents traits de la condition humaine et c'est dans l'adéquation de notre activité à ceux-ci que nous pouvons accéder à une vie sensée. Ces traits ne sont pas découverts de façon extérieure (par une religion, par exemple) mais à partir des expériences et événements de l'histoire humaine : nous sommes traversés par les cycles biologiques, nous édifions des mondes d'objets et de significations stables, nous sommes une pluralité d'êtres humains, à la fois semblables et uniques, qui pouvons agir ensemble. Pour procéder à cette différenciation, plusieurs critères sont combinés : l'activité concernée est-elle spécifique aux hommes ? Sa finalité est-elle imposée ? Réside-t-elle dans l'activité elle-même ou l'activité n'est-elle qu'un moyen pour une autre fin qu'elle-même ? Bien entendu, dans nos vies, un grand nombre de nos activités comportent une proportion de chacun de ces traits.

Sur cette base, on peut mettre en évidence, premièrement, le *travail*, dont la fin n'est pas spécifique à l'homme et lui est imposée pour répondre à la nécessité vitale et à ses cycles (répétitivité du cycle production-consommation). Il se caractérise notamment par l'interdépendance des corps (la division sociale du travail), l'anonymat de l'agent (son interchangeabilité), et par le fait qu'il n'en reste pas de produit durable puisque, par définition, cette activité est absorbée par le cycle production-consommation.

<sup>7</sup> Voir notamment A. Enégrén, *La pensée politique de Hannah Arendt*, P.U.F, 1984 ou J. Taminiaux, *La fille de Thrace et le penseur professionnel : Arendt et Heidegger*, *Critique de la politique*, Payot, 1992.

Signalons également que chaque fois que l'homme est contenu dans ce type d'activité, il ne peut avoir qu'un rapport défensif à la nature environnante, à laquelle il doit arracher les conditions de sa survie et dont il doit se protéger. Il se trouve dans une situation similaire à celle de l'animal cherchant sa nourriture ou fuyant l'orage ou un tremblement de terre. Parler de protection de la nature dans ce rapport quasi animal à celle-ci semblerait plutôt incongru : quand vous luttez pour votre survie, pour satisfaire vos besoins élémentaires, la force de l'instinct de survie emporte tout. Et cela de façon continue, étant donné le caractère cyclique des besoins biologiques. L'homme qui a froid coupera le bois qui lui est nécessaire pour se chauffer sans pouvoir s'interroger sur les conséquences de la désertification.

Comment une mise à distance des besoins vitaux, qui nous enchaînent au cycle biologique, va-t-elle pouvoir s'opérer ? C'est là qu'intervient un deuxième type d'activité, *l'œuvre* dont la fin est spécifique à l'homme et non imposée, mais qui reste une fin externe à l'activité. Il s'agit la fabrication d'objets qui ne sont pas consommés immédiatement. Son sens est de produire une région stable de choses durables. C'est-à-dire un environnement artificiel qui protège les humains de la nature et de ses cycles répétitifs, leur assure un séjour durable entre vie et mort, stabilise leur vie, leur assure une continuité et une identité qui ne pourraient émerger sans la durabilité de ces choses artificielles. Ainsi, par l'œuvre nous arrachons à la nature les éléments constitutifs d'un habitat durable.

Cette stabilité nouvelle permettra d'ailleurs à l'homme de nouer un autre rapport, moins immédiat, plus réflexif, à la nature environnante comme à lui-même, il « temporalise » autrement : l'immédiateté devient durée, le temps cyclique devient linéaire. L'objet, qui se maintient dans la durée, crée une permanence à laquelle l'homme peut se rapporter au fil du temps, il peut servir de point de repère fixe à sa mémoire comme à sa projection dans le futur. Ainsi, quelles que soient les variations biologiques de son corps, l'homme peut

maintenir une identité dans la durée. Nous pourrions presque dire que les objets durables sont constitutifs de son identité, que je peux m'y rapporter comme à moi-même.

Sous cet angle, il n'est pas étonnant que tous les éléments d'un habitat durable – d'abord, les œuvres de nos mains, mais aussi les éléments naturels stables auxquels notre identité peut également s'attacher désormais grâce à la sécurité apportée par les premiers – puissent susciter un attachement identitaire : maisons, places, institutions, arbres, patrimoine, paysages, œuvres d'art,... Dès lors, sur fond de la violence exercée par l'œuvre sur elle, notre rapport à la nature proche, considérée comme notre terroir, *peut* devenir protecteur.

Il faut encore que l'habitat dégagé par l'œuvre sur la nature – et grâce à laquelle cette nature a pu en outre nous devenir familière – devienne le lieu du sens, éclaircie remplie de la parole des hommes, espace parcouru par leurs actions. Une troisième activité humaine est donc requise ici : l'action et la parole. Car se maintenir en vie et produire un habitat nous enferme d'une part dans la nécessité des besoins vitaux (la lutte pour la vie) et d'autre part dans une mentalité utilitaire (pour laquelle tout ce qui existe est perçu sur étant un moyen pour atteindre une fin). Ces deux activités prises ensemble conduisent au productivisme, soit l'instrumentalisation de tout ce qui existe pour la compétition économique. Qui va réduire de plus en plus les expressions possibles de la pluralité humaine et rendre un nombre croissant de vies humaines superflues en tant que vies d'individus uniques.

C'est pourquoi l'action est non seulement spécifique à l'homme, mais possède en outre une valeur intrinsèque (elle n'est pas seulement un moyen pour atteindre un but, mais elle est aussi une fin en soi). Grâce à l'action, chacun peut apparaître en tant qu'individu singulier parmi d'autres individus singuliers dans l'échange de paroles et la prise d'initiatives, avoir une histoire singulière, un sens à sa vie, entre naissance et mort. Par l'action, on s'insère dans un réseau

préexistant de paroles et de relations, donc on est autant patient qu'agent (acteur mais pas auteur de l'histoire). Ce réseau est ouvert, ce qui rend l'action *imprévisible* (nul ne sait où elle se terminera, ni comment, étant donné les réactions potentielles). Chaque génération est un flux de nouveaux venus susceptibles par leur action de renouveler le réseau existant (il n'y a pas de *limite* assignable à l'action).

L'action présuppose une pluralité d'égaux rassemblés au sein d'un espace d'apparences : elle n'est jamais solitaire, elle est collective, interaction entre plusieurs individus rassemblés. Sa production propre est de mettre en rapport une pluralité (égalité et distinction) d'hommes dont la diversité est fondamentale. Elle n'est certainement pas ce qui unifie ceux-ci dans un moule unique mais, au contraire, ce qui les rassemble dans la création d'un espace public où ils sont reconnus comme des individus égaux et spécifiques. Elle est échange de paroles individuelles (c'est-à-dire d'opinions, de jugements propres, et non de vérités qui mettraient fin au débat) et individualisantes (par lesquelles l'individu se révèle).

L'action est fondamentalement innovation, interruption du cours des choses, comme le dit Arendt

*«...les hommes, bien qu'ils doivent mourir, ne sont pas nés pour mourir mais pour innover.»<sup>8</sup>*

Cette capacité d'initiative de l'action à plusieurs nous confronte à notre responsabilité par rapport à ses conséquences en partie imprévisibles (car il y a des effets de composition inattendus).

Ces différents traits de l'action, qui procèdent de la capacité d'initiative de chaque être humain et de leur pluralité (des égaux tous différents), rendent les affaires humaines extrêmement fragiles et instables. D'où le besoin d'institutions qui puissent les stabiliser, tout

.....  
<sup>8</sup> Hannah Arendt, Condition de l'homme moderne, in L'humaine condition, Quarto Gallimard, p. 277.

en préservant la capacité d'action de chacun au sein de la pluralité, c'est-à-dire en préservant une véritable pluralité. Tel doit être le rôle particulier des institutions politiques : celui de sauvegarder et de favoriser l'être-ensemble comme lieu du sens, par-delà les nécessités vitales et l'utilité.

C'est pourquoi le cœur de l'idée de démocratie réside dans le pouvoir-en-commun, dans la possibilité de contribuer individuellement aux choix collectifs. Le pouvoir n'est pas un pouvoir de contraindre mais un pouvoir d'initiative exercé en commun, un pouvoir instaurant, l'*exercice collectif de la liberté*.

*«Le pouvoir correspond à l'aptitude de l'homme à agir, et à agir de façon concertée. Le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle; il appartient à un groupe et continue à lui appartenir aussi longtemps que ce groupe n'est pas divisé...» (ou, comme le dit Paul cf. Ricoeur : « le pouvoir naît quand les hommes s'unissent, et disparaît quand ils se divisent »)*

## Conclusion

Le monde moderne a fait du processus socio-économique – du « processus vital de la société » comme disait Arendt - de sa continuité et de son développement (représenté par la croissance) sa raison d'être. Il s'y accroche désespérément car il lui semble qu'en dehors de cela, il n'y ait plus rien aujourd'hui qui puisse faire consensus pour orienter le travail politique. La crise écologique ou environnementale se caractérise par la rencontre des limites du milieu naturel à absorber les effets de nos activités socio-économiques. La continuité du processus vital est aujourd'hui menacée au travers des risques liés au réchauffement climatique, à la perte de biodiversité, etc. Cette menace englobe d'autres aspects plus circonscrits tels que les atteintes au cadre de vie ou les questions de santé environnementale, par exemple.

L'écologie politique veut apporter une réponse à cette menace pesant de plus en plus sur la continuité de la vie humaine en général. Elle a entendu l'appel de Hans Jonas dans son « Principe Responsabilité ».

A nos yeux cependant, nous considérons que ce n'est pas le tout de l'écologie politique. Celle-ci doit se préoccuper également de l'ensemble des aspects de la condition humaine (vie, monde durable et pluralité humaine) et des activités qui leur correspondent (travail, œuvre et action). Le sens de l'écologie politique est de redonner sa pleine consistance anthropologique à l'homme : réapprendre le bonheur de bien vivre dans un monde durable, c'est-à-dire un monde qui puisse accueillir la succession des générations tout en leur offrant à chaque fois la possibilité de le renouveler et, par là, de bien vivre à leur tour.

C'est à partir de là que peut se comprendre le rapport au temps de l'écologie politique. Pour elle, seul le monde est le lieu du sens. Et il ne peut l'être que parce que les hommes peuvent y trouver un cadre de vie plus durable que leurs propres vies - un monde d'hommes et d'objets - et s'y insérer d'une façon telle que leurs identités uniques puissent s'y révéler tout en contribuant à son constant et nécessaire renouvellement. Ce qu'il faut comprendre ici, de façon quasi charnelle, c'est l'accent qui est mis sur le monde en tant que lieu durable pour l'habiter humain. Il s'agit de donner sens ici et maintenant à ce que nous faisons et ne pas le perdre de vue en nous laissant enfermer dans les seules activités liées aux besoins biologiques ou à la raison instrumentale, tel le productivisme, dont l'essence semble être la destruction de toute durabilité (l'obsolescence programmée n'est rien d'autre).

C'est pourquoi il est fondamental à nos yeux que l'écologie politique, au-delà des questions socio-économiques et écologiques, continue de viser, quelles que soient les lourdeurs du monde moderne à cet égard, une profonde radicalité démocratique.



PARTIE 5

# UNE HISTOIRE DE L'ÉCOLOGIE EN 4 MANIFESTES



# MANIFESTE POUR UNE DÉMOCRATIE NOUVELLE

---

## 1973

---

*Devant la dégradation des mœurs politiques et l'impuissance des partis à résoudre les problèmes posés à notre société, un groupe de Wallons, refusant la démission, vient de créer DEMOCRATIE NOUVELLE.*

*Les options de ce mouvement de réflexion et d'action a prises sont exprimées dans le présent manifeste ; une vue à long terme a toujours guidé la démarche des auteurs.*

*Dès à présent et dans ce cadre bien défini, DEMOCRATIE NOUVELLE entend exercer une action politique en vue de la construction d'une nouvelle Wallonie dans une Europe fédérale.*

*Édité par DEMOCRATIE NOUVELLE, mouvement de réflexion et d'action politiques – février 1973.*

## INTRODUCTION

Un mouvement politique vaut par les objectifs qu'il poursuit et par les moyens qu'il emploie pour les atteindre.

Tant par les uns que par les autres, DEMOCRATIE NOUVELLE se veut un mouvement de réflexion et d'action ...

IDEALISTE – par sa volonté d'édifier une société qui permette à tout homme de s'épanouir pleinement en mettant l'Economie à son service et par son souci de remettre continuellement en cause les conditions nécessaires à cet épanouissement sans jamais sacrifier les impératifs moraux, philosophiques ou culturels au confort matériel. Cette société sera fraternelle, c'est-à-dire préoccupée du sort de ses citoyens les plus faibles et des peuples les plus démunis.

DEMOCRATIQUE – par sa volonté d'assurer l'EGALITE à l'égard des décisions politiques et économiques, la JUSTICE, en garantissant à tous le minimum vital et en récompensant chacun selon ses mérites et son apport personnel à la communauté ; les LIBERTES INDIVIDUELLES de pensée, d'expression et d'association ; par sa volonté aussi de supprimer une liberté, celle d'exploiter les autres, et d'empêcher l'accès au pouvoir personnel par la seule vertu de l'argent ou de la position sociale.

FEDERALISTE – par son refus tant de l'écrasement de l'individu par l'Etat que de la domination de l'Etat par quelques-uns, par sa volonté de protéger les minorités. En conséquence, il faut reconnaître l'existence de communautés de base (territoriales, économiques, sociales, culturelles) fonctionnant suivant les principes d'autonomie, d'autogestion, de fédération, de contrôle.

WALLON – par son exigence, pour la Wallonie, d'AUTONOMIE, seul cadre lui permettant de choisir elle-même son destin.

PROGRESSISTE – par sa détermination à se remettre lui-même en cause à toute occasion ainsi que l'y amènera l'esprit démocratique intégral qui caractérisera son fonctionnement.

DEMOCRATIE NOUVELLE se distingue des partis en ce qu'il se veut l'expression de TOUS ceux qui y adhèrent et non de quelques-uns.

A cet effet, les structures du mouvement ne seront jamais confiées aux mandataires, ceux-ci se limitant à leur rôle de porte-parole.

## CHAPITRE I : DEMOCRATIE POLITIQUE

Chacun de nous éprouve un profond sentiment d'impuissance face aux jeux politiques : tous nous avons l'impression d'être manipulés par les minorités incontrôlées et incontrôlables qui exercent le pouvoir. La démocratie est enrayée au point que le mot a perdu tout son sens.

Nous voulons la restaurer et, là où échouent l'individualisme libéral et l'étatisme grégaire, nous croyons réussir en faisant nôtres les principes du FEDERALISME INTEGRAL. Tout, en effet, dans cette doctrine, tend à rapprocher au maximum le pouvoir du citoyen.

« Ne considérer, volontairement ou non, que ces deux pôles extrêmes que sont l'individu et l'Etat, conduit inévitablement soit à l'écrasement des individus par la fonction répressive de l'Etat, soit à la mainmise sur l'Etat de quelques individus. Il faut reconnaître l'existence de communautés intermédiaires territoriales, économiques, sociales, culturelles ... ; et notamment de ces communautés fondamentales que sont la commune ou le quartier et l'entreprise » - (Manifeste Fédéraliste ou C.L..F. 1969).<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Extrait du « Manifeste Fédéraliste » du Comité de Liaison pour une Action Fédéraliste (Paris, 1969). – Ce comité est inspiré, de même que notre projet, par les penseurs et les hommes politiques qui ont élaboré la doctrine du Fédéralisme intégral : P.-J. PROUDHON, Alexandre MARC, Denis de ROUGEMONT, Henri BRUGMANS, Guy HERAUD.

Comme on le voit, nous croyons que modifier les institutions ou en créer de nouvelles ne peut déboucher sur un mieux-vivre que si on redistribue réellement le pouvoir (économique et politique) et si on rénove les mœurs politiques actuelles.

Le fédéralisme géographique doit, selon nous, s'accompagner d'un fédéralisme interne qui, lui, devrait répondre aux aspirations de TOUS.

La société fédéraliste reconnaît l'existence de ces communautés organisées sur la base des quatre principes suivants :

### *1. Autonomie*

Elle devra être de quatre ordres :

- Autonomie statutaire : les communautés s'organisent sous une forme choisie par elles.
- Autonomie législative et réglementaire : elles exercent les responsabilités et les compétences qu'elles s'estiment capables d'assumer.
- Autonomie d'exécution : elles choisissent les modalités d'exécution des décisions prises aux niveaux supérieurs.
- Autonomie financière : elles disposent de leurs ressources propres.

Enfin, les différentes communautés décident des compétences auxquelles elles acceptent de renoncer au profit de l'ensemble dont elles acceptent de faire partie (fédération de communes, région ...).

Ce n'est pas l'ensemble qui doit décider des prérogatives qu'il veut bien céder.

Force nous est, ici, de constater qu'en Wallonie les partis dits fédéralistes ne le sont pas. Leur démarche, en effet, n'est telle qu'à propos des relations qui unissent les trois grandes régions de la Belgique : Bruxelles, Flandre et Wallonie.

En réalité, ils ne résolvent pas le problème que nous connaissons actuellement ; ils le déplacent à un autre niveau. Encore faut-il faire remarquer qu'en ne revendiquant pas l'autonomie pour la Wallonie, ils l'enferment dans une situation qui limitera ses possibilités d'accord avec d'autres régions d'Europe.

### *2. Autogestion*

C'est-à-dire participation la plus directe possible aux décisions prises au sein de la communauté.

### *3. Fédération*

C'est-à-dire association permanente de collectivités de même type qui renoncent à une partie de leur pouvoir au profit de la collectivité plus étendue qui les réunit.

### *4. Contrôle de la base*

(Personnes ou collectivités constituantes) : la base dispose toujours du droit d'initiative et du droit de remettre en cause les décisions prises aux niveaux supérieurs, par exemple, par le référendum d'initiative populaire.

L'intérêt général ne peut pas servir d'alibi au pouvoir fédéral pour imposer à une communauté de base une décision qui va à l'encontre de l'intérêt de cette communauté.

L'application de ces principes dans le domaine politique donnerait à la Wallonie les structures suivantes :

- 1 Les COMMUNES, qui sont les collectivités de base et ne devraient être ni trop petites (non viables), ni trop grandes (exposées à perdre leur dimension humaine).

- 2 Les FEDERATIONS DE COMMUNES – la loi du 26 juillet 1971 a créé en Belgique des fédérations de communes qui ne répondent en aucun cas aux critères énoncés ci-dessus.
- 3 La REGION WALLONNE regroupant, suivant les mêmes principes, les fédérations de communes.
- 4 L'EUROPE DES REGIONS, la Wallonie étant l'une de celles-ci.

Ces mêmes principes fédéralistes appliqués à la collectivité de travail qu'est l'entreprise, débouchent sur l'autogestion de celle-ci. L'école (pluraliste interne) ouverte à TOUS, à toute époque de la vie, devrait, elle aussi, être autonome et autogérée.

## CHAPITRE II : PROJET D'ECONOMIE NOUVELLE

Parmi toutes les définitions que l'on donne au mot ECONOMIE, nous choisissons la suivante pour sa grande généralité et parce qu'elle exprime bien l'idée qu'elle est au service des hommes : l'Economie est l'ensemble des activités d'une collectivité humaine ayant pour objet la satisfaction des besoins de cette collectivité.

### *Biens matériels et non matériels*

Ces besoins peuvent être satisfaits par des biens de deux types : biens matériels de toute sorte, qu'il n'est guère utile d'énumérer, et biens non matériels tels que santé, culture, sécurité (sociale, d'emploi, routière), éducation, loisirs, contact avec la nature ...

L'importance relative de ces biens, leur plus ou moins grande aptitude à satisfaire les besoins correspondants est fonction :

- 1 De la collectivité concernée – une société ayant surmonté les besoins élémentaires et primaires (alimentation, habillement, logement, santé ...) doit satisfaire d'autres besoins, par exemple en matière de culture, d'éducation, de loisirs (biens non matériels).
- 2 Des individus qui la peuplent – si l'un apprécie plus le sport que toute forme de culture traditionnelle, son voisin peut être d'un avis différent.
- 3 Du temps – si, il y a dix ans, il pouvait être plus important de posséder une TV que de vivre dans un cadre champêtre, il n'est pas sûr que l'inverse ne soit pas vrai aujourd'hui.

Il est cependant possible, pour une société déterminée, à une certaine époque (par exemple le peuple wallon, en 1973), d'établir une hiérarchie des besoins à satisfaire.

Nous proposons la classification suivante, étant entendu qu'il revient à l'ensemble des individus de déterminer les catégories et les priorités respectives.

- 1 Biens fondamentaux (matériels ou non) : nourriture, chauffage, logement, santé, éducation, environnement ...
- 2 Biens d'épanouissement (matériels ou non) : voiture, TV, radio, livres, culture, loisirs ...
- 3 Biens superflus (matériels ou non) : loisirs coûteux, jouets coûteux, gadgets, objets de luxe ...
- 4 Biens nocifs (matériels ou non) : jackpots, drogues portant atteinte à l'intégrité physique et morale ...

Nous pensons que les décisions économiques doivent être prises par la collectivité ou par ses mandataires et non par quelques personnes, capitalistes, technocrates ou dirigeants de syndicats.

Nous pensons aussi qu'une bonne politique économique devrait favoriser par priorité la production de biens fondamentaux et épanouissants et supprimer ou limiter au mieux celle des biens nocifs.

Le problème n'est pas résolu pour autant ; il est indispensable d'établir des priorités parmi ces biens des types 1 et 2 à partir de critères aussi objectifs que possible et de choix démocratiques. Autrement dit, une PLANIFICATION s'impose dont le but est de faire croître le bien-être de TOUS les citoyens.

### *Le bien-être*

Le bien-être peut être considéré comme la combinaison de trois éléments qui sont le niveau de vie, les conditions de vie, le milieu de vie.

Le NIVEAU DE VIE est une notion simple, facile à exprimer en chiffres ; il est déterminé par le pouvoir d'achat. Il est lié à la possession des biens matériels des types 1 et 2.

Les CONDITIONS DE VIE constituent une notion plus qualitative qu'il serait fondamental d'approcher par des chiffres. Elles sont d'autant plus élevées pour un individu qu'il possède plus de biens non matériels des types 1 et 2.

Le MILIEU DE VIE exprime l'environnement physique. Il est plus difficile encore à chiffrer ; il sera élevé lorsque les espaces verts seront nombreux, l'air non pollué, le niveau de bruit faible. Il correspond à la possession des biens non matériels que sont le contact avec la nature et un environnement agréable.

Ce sont les variations de ces trois quantités, niveau de vie, conditions de vie, milieu de vie qui déterminent les variations du bien-être. Avoir pour seul objectif économique de faire croître le niveau de vie, sans tenir compte des variations des deux autres paramètres, est une faute grave commise actuellement par notre société et risquant de faire décroître le bien-être.

Est-il souhaitable de favoriser de plus en plus les transports routiers s'il en résulte une pollution intense, un risque élevé d'accidents et une destruction des sites ? Faut-il pousser à un accroissement de la production dans les entreprises, même si ce n'est qu'en accélérant les rythmes de travail ? Dans aucun de ces deux cas, il n'est sûr que le bien-être général augmente.

Que dire alors lorsque la production de biens matériels de luxe ou parfaitement inutiles, qui n'améliorent donc pas le niveau de vie, entraîne l'apparition de nuisances et la dégradation du milieu de vie !

Le conflit qui oppose très souvent la production de biens matériels à la possession des biens non matériels ne peut être arbitré que par une planification de l'économie.

### *Principes de base d'une planification de l'économie*

- 1 La production de biens, quels qu'ils soient, doit tendre à un accroissement du bien-être de TOUS les citoyens.
- 2 Dans une société démocratique, la planification de l'Economie apparaît sous forme de plans souples élaborés à la suite d'un dialogue permanent entre les responsables aux différents niveaux (communes, fédérations de communes, région wallonne, Europe des Régions) et les citoyens. La planification respecte l'autonomie des collectivités et des entreprises en matière d'exécution. Elle tempère le jeu de la libre concurrence et interdit les monopoles.
- 3 La planification assure à tous les citoyens les biens fondamentaux. Elle tend à supprimer la pauvreté en garantissant un minimum vital (ceci permet de régler globalement le problème posé par les citoyens non ou moins productifs tels que pensionnés, handicapés, chômeurs, etc ...).
- 4 Elle établit une juste répartition des biens d'épanouissement. Cette répartition est basée sur le travail et non sur le capital. A cet effet, l'éventail des rémunérations sera réduit.

- 5 Elle donne en principe la priorité à la satisfaction des besoins collectifs sur celle des besoins individuels.
- 6 La planification assure l'adaptation de la production aux spécificités régionales ou locales (par exemple : transformation du bois dans la région de production) et aux besoins en matière d'emploi.
- 7 Enfin, elle règle la production sur la consommation et non l'inverse.

### *Planification de l'économie des biens matériels*

- 1 La planification souple de la production des biens matériels fondamentaux et des biens d'épanouissement implique, à plus ou moins longue échéance, le remplacement du moteur traditionnel que constitue le profit par d'autres motivations d'une plus haute valeur morale.

Cependant, il n'y a aucune raison d'étendre cette volonté planificatrice aux secteurs qui concernent les biens superflus ou accessoires, pour lesquels le système tempéré de l'économie de marché restera de règle. On veillera même tout spécialement à encourager au mieux les initiatives dans ces domaines, particulièrement au sein des petites et moyennes entreprises qui constituent un tissu économique indispensable.

En tout état de cause cependant, aucune production ne peut faire décroître le bien-être de la collectivité : c'est une règle impérative. De plus, tout système entraînant la « privatisation » des bénéfices et la socialisation des pertes doit être banni.

- 2 La propriété privée des entreprises (petites entreprises agricoles, artisanales, industrielles, commerciales) n'est pas exclue, pour autant qu'elle respecte les règles de l'autogestion et condamne les profits abusifs.
- 3 Dans l'optique du paragraphe précédent (principes de la planification), une appropriation collective des biens fondamentaux que sont l'eau et l'énergie (pétrole, gaz) ainsi que leurs moyens de production s'impose.

Il en est de même des transports en commun et de tous les services publics.

- 4 Un contrôle strict du prix des biens produits, de leur qualité, de leur distribution et de leur support publicitaire est organisé par les pouvoirs publics.
- 5 La protection du consommateur est primordiale. Tout doit être mis en œuvre pour empêcher la manipulation par la publicité (contrôle des mass-media). Les associations de consommateurs doivent être soutenues et développées. Leur rôle est d'analyser et de comparer les produits.
- 6 Des priorités doivent être décidées, basées essentiellement sur la rentabilité sociale ; il faut donc favoriser la production de biens matériels susceptibles d'entraîner la possession des biens non matériels (par exemple : production de matériel électronique médical).

### *Niveaux de planification*

La planification que nous préconisons doit être envisagée aux différents niveaux ; il est évident que la Wallonie est une communauté trop petite pour vivre repliée sur elle-même et qu'elle est vouée essentiellement à la production pour l'exportation.

Pour une grande part (production métallique, pétrochimie, alimentation ...) ; la planification ne pourra se faire qu'au niveau de l'Europe des régions que nous souhaitons voir créée.

Par contre, pour ce qui concerne la construction, la distribution de l'électricité, etc ..., le niveau wallon, voire infra-wallon, paraît tout à fait adéquat. Certains secteurs seront encouragés, subsidiés ou créés par les pouvoirs publics.

Il est d'autre part une contrainte importante : il faut garder à notre système productif sa compétitivité par rapport aux régions voisines. C'est un argument de plus, à notre avis, en faveur d'une lutte au niveau européen, indispensable pour résister à l'emprise des Etats-Unis.

## *Planification de l'économie des biens non matériels*

La démocratie impliquant l'EGALITE et la FRATERNITE, il va de soi que la préservation de la santé, l'accès à la culture et au sport, l'éducation ne peuvent plus dépendre de l'argent.

### *Santé*

Avec pour principe de base la gratuité totale des soins, la médecine doit être organisée comme suit :

- 1 Sur la base de critères de population et de conditions géographiques (distances et communications) à établir, respectant le rapport humain entre médecin et patient, il faut centraliser les moyens de médecine préventive et curative, tant générale que spécialisée (par exemple, au niveau des fédérations de communes). Cette notion se traduirait par la création de centres de santé auxquels tous les médecins seraient attachés.
- 2 La rémunération à l'acte serait remplacée par la rémunération au forfait, de façon à améliorer les conditions de vie et de travail du médecin et, par voie de conséquence, la qualité de ses prestations.
- 3 Le patient conserve le libre choix du médecin.
- 4 Les centres de santé doivent comporter une infrastructure humaine et matérielle suffisante pour traiter tous les cas qui n'exigent pas le recours à des moyens de haute technicité. Pour ces derniers cas, le centre de santé jouerait un rôle d'orientation vers les centres universitaires actuellement engorgés et trop peu nombreux.
- 5 Sur les mêmes critères de population et de distance, à établir, il faut étendre le réseau d'hôpitaux publics.
- 6 En fonction de statistiques des causes de maladie et de décès, établies aux différents niveaux (commune, fédération, région), il faut établir des priorités pour la recherche médicale. Dans cette perspective, un effort tout particulier doit être fait pour la médecine préventive.

## *Education*

- 1 Le contenu actuel de l'enseignement, ses bases philosophiques et sa finalité sont à revoir. Il ne suffit pas, en effet, de faciliter l'accès à l'enseignement : il faut que cet enseignement ait pour but l'intégration de l'individu dans une société démocratique et fraternelle, perpétuellement remise en question par la réflexion de chacun.
- 2 Le rôle de l'école est de donner à l'homme un ensemble de connaissances et un certain nombre d'informations qui lui permettront de déterminer ses options en toute liberté et d'exercer pleinement des responsabilités dans le cadre de l'autonomie et de l'autogestion.
- 3 L'école sera elle-même autonome et autogérée, le rôle des pouvoirs publics se limitant à coordonner et à contrôler la gestion. Les grandes options devraient émaner d'un Conseil Supérieur de l'Enseignement au niveau wallon.
- 4 L'école pluraliste, où la libre expression des opinions philosophiques et politiques constitue la base de l'enseignement, en ce qu'elle met fin aux cloisonnements idéologiques, doit remplacer progressivement le double réseau actuel, source de gaspillage et d'intolérance.
- 5 Il faut instaurer un vaste système d'éducation permanente qui permette à chacun, et à tout moment, de parfaire sa formation ou de changer d'orientation. L'infrastructure de ce système sera formée par les écoles existantes.
- 6 L'enseignement est gratuit à tous les niveaux.

## *Culture et loisirs*

Il faut faire appel aux capacités créatrices des individus et tendre à remplacer les loisirs-consommation par les loisirs-création et découverte.

La passivité culturelle et le manque de discernement dans le choix des loisirs résultent des conditions générales de vie que nous connaissons et du conditionnement systématique qui nous les a imposés. La

nouvelle optique culturelle préconisée par nous est liée aux réformes fondamentales que nous indiquons par ailleurs.

Qu'il s'agisse de culture au sens strict ou d'activités sportives, il faut, pour une population déterminée, créer des équipements suffisants et décider un encadrement humain qui permettent à TOUS d'accéder à la forme d'expression ou de loisir de leur choix, dans des conditions démocratiques.

Les moyens classiques d'expression culturelle, tels que cinéma, théâtre, radio et télévision (au niveau régional ou national bien sûr) doivent être encouragés ou pris en charge par la communauté, dans une optique de participation.

#### *Contact avec la nature*

Le véritable contact avec la nature doit être possible pour TOUS. Or l'évolution actuelle tend au contraire à « privatiser » de plus en plus les espaces naturels comme les forêts, les bords de mer et de rivière, les étendues de verdure. Partout les espaces verts font place au béton et à l'asphalte. La pénurie de nature, résultat de la production anarchique, de l'empiètement des villes sur les campagnes et de la forte densité de population, devient critique. La seule réponse à ce problème est une socialisation de la nature.

Il faut :

- 1 permettre l'accès du public aux espaces naturels tels que forêts et bords de rivière ;
- 2 repenser l'urbanisme et l'aménagement du territoire en donnant une priorité aux espaces verts collectifs ;
- 3 affirmer le principe suivant : toutes les terres sont d'égale valeur quelle que soit leur destination (suppression de la spéculation foncière).

Ceci implique une utilisation plus rationnelle du terrain et une révision de la notion même de propriété privée.

### *Propriété privée*

La propriété privée est un droit mais son exercice doit être subordonné à l'intérêt général. Ceci entraîne une limitation à la fois dans son usage et dans ses dimensions.

### *L'entreprise*

L'entreprise est au service de la collectivité. Les principes du fédéralisme intégral s'appliquent à son organisation et à son fonctionnement.

L'autogestion, parce qu'elle redistribue le pouvoir économique, nous apparaît, en effet comme le moyen adéquat pour instaurer la démocratie au sein de l'entreprise.

Elle assure à l'ensemble du personnel la maîtrise de son activité et de la production. La décision économique lui appartient aussi en toute matière au niveau de l'entreprise.

Dans l'entreprise autogérée, les syndicats gardent leur rôle de contestation et de contrôle.

Quant aux petites et moyennes entreprises, elles constituent par leur dynamisme une des bases principales de l'économie. Elles doivent être encouragées à le rester, voire à renforcer leur rôle bénéfique, pendant que, parallèlement, progressent la planification et l'autogestion.

## CHAPITRE III : DEMOCRATIE ET LIBERTE

Si la démocratie implique l'égalité, la justice et la fraternité, elle est indissolublement liée à la liberté. Les seules limitations admissibles doivent être celles qu'exige l'intérêt véritable de la société, c'est-à-dire le bien-être de TOUS.

En aucun cas, les libertés individuelles de PENSEE, d'ESPRESSION, d'ASSOCIATION ne peuvent être restreintes, sous quelque prétexte que ce soit. Elles sont le plus sûr garant du bon fonctionnement des institutions ; c'est par elles qu'est assurée l'indispensable contestation du pouvoir.

Devant la puissance des procédés modernes (électroniques ou autres) il faut garantir de mieux en mieux ces libertés.

Nous pensons que la meilleure garantie contre la pression du pouvoir, qui a toujours tendance à faire taire ses adversaires, est précisément de répartir ce pouvoir en multipliant les niveaux de décision. Ce n'est pas le moindre mérite du fédéralisme intégral que de donner une réponse à ce problème.

Une autre liberté fondamentale liée aux précédentes est la LIBERTE DE L'INFORMATION. Partout dans le monde, la liberté de l'information est tronquée : la Presse écrite est soumise aux puissances financières et la Presse parlée à la censure du gouvernement et des partis. Tous nos efforts doivent tendre à libérer l'information de l'emprise de l'argent et du pouvoir.

Tout au long du chapitre intitulé « PROJET D'ECONOMIE NOUVELLE », nous exprimons notre volonté de supprimer une liberté, celle d'exploiter les autres ; cette liberté-là, elle, est totale dans notre système néo-capitaliste.

Si nous acceptons la liberté d'entreprise comme susceptible de favoriser la créativité et d'assurer un certain dynamisme économique, nous exigeons qu'au sein de cette entreprise les principes de l'autogestion soient respectés et nous refusons qu'elle permette les profits abusifs.

Enfin, il nous faut aborder le problème de la liberté au sein des partis politiques. Il nous appartient d'établir, pour notre mouvement, des structures et des statuts démocratiques à l'image de ce que nous souhaitons pour la Wallonie tant il est vrai qu'un mouvement non démocratique en soi ne réalisera jamais rien de démocratique.

La meilleure preuve que nous pouvons donner de notre bonne foi lorsque nous parlons de liberté est d'accepter une totale liberté d'expression au sein de notre mouvement.

#### **CHAPITRE IV : OUVERTURE DE LA WALLONIE SUR L'EUROPE ET LE MONDE**

La Wallonie a un rôle à jouer dans une nouvelle organisation de l'Europe reposant sur les régions.

Dans cette Europe fédérale, la Wallonie existerait en tant que REGION AUTONOME.

Par son rôle de coopération sans réserve avec les pays démocratiques du Tiers-Monde, l'Europe pourrait ainsi se consacrer à sa vocation de paix dans le monde.

Dans ce contexte, à la fois européen et mondial, rien de devra empêcher la Wallonie de nouer et développer des liens privilégiés avec tous les pays ou régions entièrement ou partiellement de langue française.

### *Pour une Europe unie, indépendante et démocratique*

Largement unie et solidaire, cette Europe nouvelle ne peut se composer que de démocraties parlementaires.

Dans ce cadre européen, le Benelux, devenu inutile et dont bon nombre de décisions desservent la Wallonie, doit être dissout. La région wallonne, charnière entre la France et l'Allemagne, se doit de coordonner son économie et son infrastructure avec celles de ces voisins immédiats.

Dans des relations renforcées avec les Etats européens de l'Est ne peuvent qu'asseoir une sincère amitié et une coopération totale avec ces peuples. Elles auront pour conséquence de les libérer graduellement de l'emprise de l'impérialisme soviétique.

Dans le domaine financier, la création d'une union monétaire européenne non inféodée au système du dollar préservera immuablement l'Europe des crises économiques artificielles qui sont provoquées de l'extérieur.

Une Europe sociale et progressiste implique la solidarité et la mobilité des travailleurs européens par delà les frontières.

L'idéal serait cependant de permettre au plus grand nombre de travailleurs de s'occuper à l'endroit de leur choix, de le plus souvent chez eux, sans migrations forcées et inhumaines.

### *Pour une politique fraternelle vis-à-vis du tiers monde*

Par sa vocation de paix, l'Europe doit être l'amie sincère des PAYS LIBRES du Tiers-Monde, à l'opposé des luttes d'influence auxquelles ne cessent de se livrer les deux blocs impérialistes.

Un soutien financier et technique considérable accordé à ces peuples non soumis à la dictature de classe de type féodal et le refus de les exploiter à travers les échanges commerciaux viendront concrétiser une véritable compréhension de leurs graves problèmes.

Aussi une part importante du budget militaire actuel des démocraties européennes devrait-elle être consacrée à l'éducation, l'infrastructure et l'industrialisation de ces pays.

La Wallonie se doit d'y envoyer des coopérants et d'accueillir des travailleurs de ces pays afin de les former aux techniques modernes.

La démocratie condamne sans réserve l'acquisition de territoires par la force et seules des mesures efficaces (blocus économique ...) permettront le respect de ce principe élémentaire.

D'autre part, l'Europe démocratique, telle que nous l'entendons, devra faire pression sur les dirigeants des U.S.A. pour qu'ils mettent fin  
1 à leur soutien financier et militaire aux dictatures opprimant les peuples;  
2 aux coups d'état contre les régimes parlementaires à tendance progressiste :  
3 à leurs guerres.

#### *Pour une armée européenne apolitique, limitée et moderne*

Par sa vocation de paix, l'Europe doit prendre ses distances vis-à-vis des deux blocs, U.S.A. et U.R.S.S., dont les fers de lance, OTAN et Pacte de Varsovie, nuisent à la paix et à l'accession des peuples à la démocratie.

Aussi faut-il mettre fin sans retard à notre appartenance à l'OTAN, organisation qui a permis l'installation de régimes militaires comme en GRECE et le maintien de régimes policiers et fascistes comme en ESPAGNE et au Portugal.

Les pactes militaires signifiant des dépenses colossales au détriment des citoyens, il sera dès lors possible de réduire considérablement notre contribution au budget de la défense.

Corrélativement, les nations européennes doivent, sans plus tarder, se concerter à propos d'une défense commune, rationnelle, réduite mais réaliste de leur territoire.

Cette conception d'une armée moderne implique sans détour l'abolition du service militaire obligatoire par le libre choix entre une instruction militaire spécialisée de courte durée et un service civil, indépendant de tout organisme de défense pendant une période équivalente.

Enfin, notre région peut concrétiser sa volonté de paix en mettant un terme à ses hypocrites livraisons d'armes servant essentiellement à réprimer les tentatives de libération des peuples.

## CHAPITRE V : PRINCIPES DE BASE DE L'ORGANISATION DE « DEMOCRATIE NOUVELLE »

### *Rôles des partis*

Quelle est la véritable vocation d'un mouvement politique ? Selon nous, cette vocation est double :

- 1 un parti doit proposer à l'opinion publique une DOCTRINE, c'est-à-dire des options politiques claires et, dans ce cadre, présenter un PROGRAMME précis ;
- 2 un parti doit être un instrument de DIALOGUE PERMANENT AVEC L'OPINION PUBLIQUE.

Dans quelle mesure les partis politiques que nous connaissons dans notre pays réalisent-ils cette vocation ? Nous sommes forcés de constater un échec généralisé.

Confondant les moyens et les buts, les partis sont tous devenus des appareils à collecter les suffrages. Si la doctrine diffère manifestement d'un parti à l'autre, elle est en général reléguée dans les tiroirs sous prétexte de pragmatisme.

Tous veulent plaire au plus grand nombre. L'électeur a bien du mal à distinguer les programmes des uns et des autres.

Les campagnes électorales, presque uniquement négatives, laissent le citoyen désespoiré et en tout cas incapable d'opérer un choix rationnel.

Sous le second aspect du rôle qu'ils devraient jouer, les partis sont plus décevants encore : manipulés par quelques « patrons » inamovibles, ils sont constitués en mécanismes ultra-centralisés, opaques à l'avis des militants et, a fortiori, des citoyens.

### *Pourquoi cette faillite des partis ?*

1. A cause du manque d'indépendance des élus, dont le premier souci est de se faire réélire. L'indemnité parlementaire n'est pas négligeable et, d'autre part, le risque de briser une carrière professionnelle est grand en cas de non-réélection.

Or les parlementaires jouent, au sein des partis, un rôle prépondérant pour ne pas dire exclusifs lors des grandes décisions politiques. Un certain manque de courage de leur part, humainement compréhensible, explique que le programme et à plus forte raison la doctrine soient souvent oubliés.

2. A cause de l'influence, souvent occulte des groupes de pression (syndicats, trusts, holdings ...) qui financent les partis. Il serait intéressant à cet égard, que soient publiées les ressources financières de tous les partis.

3. A cause du manque total de démocratie au sein des partis. Ceux-ci sont sous la coupe de quelques personnes (mandataires le plus souvent) coupées de la base, qui finissent par confondre leurs ambitions personnelles avec l'intérêt général.

Ni le militant ni l'électeur ne dispose en fait, d'un moyen de contrôle sur les responsables du parti.

Nous ne nions pas les difficultés d'instaurer une démocratie vivante au sein d'un parti mais les tristes résultats que tout le monde peut constater démontrent que les partis ne consacrent ni énergie ni imagination à la réalisation de cet objectif.

### *Principes de base de «Démocratie Nouvelle»*

« DEMOCRATIE NOUVELLE » se distingue des partis en ce qu'il se veut l'expression de TOUS ceux qui y adhèrent et non de quelques-uns.

A cet effet, il veut :

- 1 donner aux élus le rôle qui leur revient au sein du mouvement.
  - les élus sont chargés de traduire dans les faits la pensée du parti, c'est-à-dire des militants. Ils sont les porte-parole.
  - ils gardent leur personnalité propre, ont le droit d'initiative dans les limites imposées par la doctrine et le programme mais, en tout état de cause, font rapport écrit régulièrement devant les responsables du parti. Un bilan de vote devrait être communiqué périodiquement aux affiliés.
  - ils font partie des bureaux avec voix purement consultative.

2 faire en sorte que la participation des affiliés devienne toujours plus effective. C'est dans ce but qu'il veut associer les affiliés non seulement aux travaux (commissions, congrès doctrinaux) mais surtout décisions.

- en accordant le pouvoir absolu aux assemblées générales. Les prises de position des bureaux ou autres comités peuvent toujours être soumises à révision par une assemblée générale. Chaque responsable, au sein de DEMOCRATIE NOUVELLE doit pouvoir être remis en cause à tout moment. Les assemblées générales sont les communautés les plus larges, les plus représentatives, donc les plus démocratiques.
- en interdisant tout cumul de responsabilités à tous les niveaux.
- en limitant dans le temps la durée des mandats au sein de DEMOCRATIE NOUVELLE et en distribuant au maximum les responsabilités. Une solution consisterait éventuellement à remplacer une personne par un collège à certains postes.
- en ouvrant TOUTES les réunions à TOUS les affiliés.
- en multipliant les assemblées générales.

3 assurer la démocratie en structurant le mouvement sur base fédéraliste ; chaque section au sein de DEMOCRATIE NOUVELLE (locale, cantonale, régionale ...) est autonome et autogérée. Le contrôle de la base doit être prévu (possibilité de convoquer une assemblée générale pour les affiliés selon des normes à définir).

- en prévoyant une période de pré-engagement pour les nouveaux affiliés afin d'éviter les manipulations.
- en désignant une commission permanente d'arbitrage (sorte de Conseil d'Etat) destinée à éclairer les responsables lorsque la doctrine, le programme ou les statuts ne sont pas respectés.

4 promouvoir le dialogue avec les citoyens

- en organisant des débats publics contradictoires fréquents ;
- en organisant des colloques ouverts aux non affiliés et consacrés à des problèmes précis.

*Ont notamment participé à la rédaction de ce manifeste :*

Edmond ARETS – Rue de Bois-de-Breux, 364 – 4600 Chênée  
Paul CRISPEELS – Rue de Saint-Léger, 27 – 5160 Lustin  
Jean-Gaston HUMBLET – Rue Lauwers, 7 – 1310 La Hulpe  
Paul Lannoye – Rue des Nobles, 45 – 5003 Saint-Marc  
Jean LOODTS – Rue de Marchovelette, 5r – 5020 Champion  
Yves TALPAERT – Square de Savoye, 20 – 7400 Soignies  
Pierre WAUCQUEZ – Rue de Haigneaux, 23 – 5130 Namèche

# MANIFESTE DES AMIS DE LA TERRE

---

## 1977

---

### Préambule

Le présent manifeste a été approuvé lors de l'assemblée générale extraordinaire des Amis de la Terre, le 6 février 1977.

Il constitue la charte du mouvement.

Son but : servir de base de réflexion et de référence permanente aux membres et aux différents groupes régionaux des Amis de la Terre dans leur action culturelle et politique, mais aussi dissiper toute équivoque éventuelle quant à notre vision de la Société, nos objectifs, notre stratégie.

Il ne s'agit cependant pas d'ériger ce document en table de la loi définitivement figée et destinée à être brandie à toute occasion par des militants endoctrinés.

Un mouvement qui se veut véritablement progressiste doit se remettre en cause à tout moment ; sans cela, il ne serait qu'une institution de plus.

### Introduction

Alors que chacun s'accorde à reconnaître la gravité de la crise économique actuelle – les symptômes classiques sont effectivement bien visibles : l'inflation et le chômage – bien peu admettent son caractère inévitable et sa véritable signification : la fin de la civilisation industrielle.

Notre monde a été bâti sur des bases erronées.

La poursuite de la croissance matérielle est aujourd’hui sévèrement remise en question.

L’élévation du niveau de vie (ou croissance de la masse des biens et services produits) ne conduit plus à une amélioration du bien-être. Elle est financée dans les pays riches par l’appauvrissement et l’asservissement des pays pauvres.

La croissance matérielle est en train de buter sur les limites d’un monde fini (matières premières, sources d’énergie). La science et la technologie n’ont pas été les grands facteurs de libération des hommes comme espéré.

Leur application déraisonnable a entraîné l’humanité dans des erreurs difficilement réparables. Les désastres écologiques se multiplient, notre milieu de vie (et donc nous-mêmes) est agressé par les pollutions chimiques et radioactives.

Partout dans le monde, de plus en plus d’hommes ressentent leur aliénation.

Ils ne décident pas de leur façon de vivre, de produire, de consommer.

Ils réalisent l’absurdité de ce système économique qui fait proliférer des biens inutiles, ignore les vrais besoins, exploite impunément la nature et les inégalités entre les hommes.

Il est nécessaire que chacun reprenne en main son propre destin ; que les villes, les campagnes, les écoles, les usines, les administrations soient l’affaire de ceux qui y vivent ; que chacun retrouve ses propres valeurs et comprenne la vanité des valeurs que les marchands lui inculquent.

Ceci ne pourra se faire sans briser les hiérarchies, les préjugés et les tabous de toutes sortes.

Ceci ne pourra se faire sans inventer une lutte politique originale.

Notre but, très ambitieux, est d'organiser cette lutte en Wallonie.

Ce manifeste des Amis de la Terre essaie de définir cette démarche et de catalyser les luttes qui y correspondent.

## CHAPITRE I

### Pour une société écologique, autogestionnaire et intégralement fédéraliste

#### *1. L'économie*

La crise de civilisation que connaît la société occidentale se manifeste avec une acuité de plus en plus grande. Elle prend une tournure absurde au plan économique. La recherche du profit, vu comme un but en soi, engendre des nuisances que même les hérauts du système capitaliste ne peuvent plus nier :

- appauvrissement des relations humaines,
- prolétarisation généralisée, l'homme étant dépossédé de son travail,
- concentration de pouvoirs,
- gaspillage de l'énergie et de l'intelligence des travailleurs par la division extrême du travail et la gestion bureaucratique de la société,
- distorsion croissante entre les niveaux de vie de la majorité des habitants des pays nantis et des peuples du tiers monde,
- distorsion de même nature à l'intérieur de chaque pays,
- pillage accéléré des ressources naturelles

- destruction irréversible des équilibres écologiques
- incapacité des outils et des institutions à régler les problèmes pour lesquels ils ont été conçus.

Le respect des impératifs écologiques au niveau planétaire et la participation active de chacun à l'instauration d'une justice sociale véritable à l'échelle mondiale doivent faire partie intégrante de tout système économique.

Il n'est pas admissible de promouvoir le bien-être d'un peuple, fût-il le nôtre, au mépris des légitimes aspirations des autres.

La croissance matérielle actuelle est érigée en dogme politico-économique.

Toutes les forces politiques de ce pays entretiennent ce dogme, sans oser dire qu'il se fonde sur la misère des peuples du tiers monde. A ce titre déjà, la croissance matérielle ainsi conçue est inadmissible. Elle l'est plus encore quand on sait qu'elle entraîne l'épuisement des ressources naturelles et qu'elle compromet la vie même sur la terre.

Dans la société que nous voulons construire, le bien-être de l'homme doit toujours être le but final de toute action.

Pour cela, une réorientation des objectifs économiques est indispensable ; il faut assurer le bien-être plutôt qu'accroître à tout prix les marchés et donc la production de biens et services. Cette vision des choses implique que l'on sanctionne autrement l'activité économique. Dégager un profit et accumuler de l'argent ne sont pas des buts économiques légitimes.

### *Croissance du bien-être régional net.*

Le calcul en P.N.B. est discutable à deux égards. Il ne rend pas compte des inégalités à l'intérieur d'un pays. Et en additionnant des interventions économiques, il ne fait aucun cas du bien-être. A titre d'exemple, disons qu'un accident de voiture fait croître le P.N.B. La notion de niveau de vie découle en ligne directe de la notion de P.N.B. Il faut donc en arriver à une comptabilité du bien-être régional net, notion plus révélatrice du « bonheur ».

L'augmentation du niveau de vie (la masse des biens et services consommés, quels qu'ils soient) compromet gravement le milieu et nos conditions d'existence. Cependant, en préalable à toute réorientation vers la satisfaction des impératifs qualitatifs, il est de la plus élémentaire justice de redistribuer les biens matériels. Cette redistribution doit se faire au détriment de tous les privilégiés, individus, entreprises, Etats.

### *1.1 Trois principes nous semblent devoir guider les choix économiques de notre société.*

#### *1.1.1 La justice sociale*

La société a le devoir de subvenir aux besoins fondamentaux de tous les citoyens. A cet effet, un **minimum social est garanti** à chacun pendant toute son existence indépendamment du travail presté. En échange, un **service civil** est exigé de chacun en fonction de ses capacités.

Celui-ci a pour but, entre autres, de faire participer tous les citoyens aux travaux les moins intéressants. Le minimum social garanti est la somme des biens et services dont le citoyen a besoin pour mener une vie sans encombre au niveau matériel.

Le **droit au travail** est garanti. La durée du travail professionnel est sensiblement inférieure à ce qu'elle est actuellement, pour ceux qui le souhaitent, dans la mesure où la production est fonction de besoins réels et non de la recherche d'un profit fondé sur l'exploitation et la traduction monétaire de toute activité.

Il s'agit de passer du principe de « à chacun selon son travail » à celui de « **à chacun selon ses besoins** ». La prestation de travaux non assortis de revenus, mais fondée sur l'échange et le service est encouragée.

L'éventail des rémunérations est fortement réduit et ne se fonde plus sur le savoir, le pouvoir ou tout autre élément de discrimination. Progressivement, c'est le **salariat lui-même qui est aboli**, en ce qu'il est en soi une forme d'aliénation.

#### *1.1.2 Le principe écologique*

Toutes les activités humaines doivent être soumises aux **règles écologiques**. L'introduction à tous les niveaux institutionnels d'une procédure d'étude de l'impact sur l'environnement pour tout projet ou programme est, à cet égard, d'une importance capitale.

Une politique de **conservation des ressources** exige une utilisation parcimonieuse de l'énergie comme des matières premières et une mutation importante en matière de transports, d'agriculture, d'équipements domestiques et de choix de production industrielle.

Le problème démographique ne peut être ignoré.

La Wallonie est une région très peuplée, même si la répartition géographique des populations, très hétérogène, peut nous en faire douter.

En matière démographique, il faut inverser la vision patronale qui tente d'adapter la population aux besoins économiques (satisfaire les besoins en main-d'œuvre). Toute politique nataliste est à rejeter. Une planification démographique indicative s'impose.

Du fait de la croissance de la population, du pillage des peuples pauvres, du gaspillage des protéines végétales, le **problème alimentaire** est devenu le plus pressant de tous. Il nécessite une modification de nos habitudes alimentaires, notamment la réduction de notre consommation de viande, une valorisation de la profession d'agriculteur, la sauvegarde des terrains agricoles, le démantèlement des multinationales de l'alimentation, la mise au pas des spéculateurs sur les denrées.

Toute production industrielle s'accompagne du **recyclage** de ses éventuels déchets. La production de matériaux non biodégradables est progressivement éliminée.

#### *1.1.3 Le principe autogestionnaire*

Il implique que les décisions soient prises par ceux qui sont concernés au premier chef à tous les niveaux des structures sociales, c'est-à-dire au départ de chacun des groupes organisés ou groupes de base (famille, quartier, entreprise, école, institution de soins, commune, par exemple).

Le principe autogestionnaire prend tout son sens dans une **société fédéraliste**.

La récupération de plusieurs tentatives d'autogestion tient au fait qu'elles ont manqué de relais politiques adaptés. Elle tient aussi aux pressions constantes de l'environnement politique et économique sur les expériences qui vont à contrecourant.

L'intérêt de l'autogestion est la possibilité pour chacun de **maîtriser, comprendre et forger ses propres conditions de vie** et de travail.

L'autogestion est la base d'un système social qui mise sur l'élévation du niveau de conscience et de responsabilité de chacun. Elle est un projet foncièrement éducatif qui vise à remettre les choix politiques démocratiques aux postes de commande. Elle implique un retournement des objectifs économiques actuels animés par l'accumulation monétaire d'une classe privilégiée, de façon à animer le système économique par la seule volonté de rencontrer des besoins raisonnables.

Le choix de l'autogestion ne va pas sans des choix techniques et des choix de production qui permettent sa pratique. Aucune technique n'est neutre par rapport à un système économique. Les techniques et les institutions doivent être dominées par les travailleurs et, d'une manière plus générale, par l'ensemble des citoyens.

Le rôle historique de l'idéologie dominante a poussé la majorité à admettre qu'un système est valable parce que la hiérarchie qu'il instaure est « naturelle » et parce qu'il permet une élévation du niveau de vie (celui-ci étant défini par l'idéologie elle-même). La lutte sur le terrain économique doit s'exercer **de concert avec la lutte sur le terrain culturel**.

A l'heure actuelle, le travail que l'on preste est motivé par la recherche d'un gain. La course au profit est âpre dans chaque entreprise. Il faut miser sur un changement des motivations, et aller **vers un mieux-vivre plutôt que vers un plus-avoir**. La finalité d'un travail est la rencontre d'un besoin, pas le revenu. L'autogestion vise aussi à réconcilier l'homme avec les objectifs de son travail pour que celui-ci prenne un sens.

Il n'est pas évident que les principes écologiques et autogestionnaires se rejoignent automatiquement. Il faut donc que s'instaure une **procédure d'arbitrage** des activités économiques litigieuses au plan écologique. Le rôle d'arbitre pourrait être confié à l'instance planificatrice.

### *1.2 Planification démocratique*

Pour respecter les trois principes que nous venons d'énoncer, pour assurer leur cohérence et les traduire dans les faits, une planification démocratique s'avère indispensable.

La planification doit être vue comme un **acte global de solidarité**. A un système social oppressif fondé sur le capital accumulé, la planification substitue un système plus organisé, plus cohérent et, ce n'est nullement contradictoire, plus libertaire.

Le plan doit être essentiellement un instrument de la politique permettant de déterminer les choix de société.

Il sera donc désétatisé au profit des collectivités régionales et locales.

Il sera nourri d'une information riche et pluraliste, chose rendue possible par les moyens informatiques dont nous disposons.

La planification ne peut prétendre recenser tous les besoins individuels, ni assurer la gestion de chaque entreprise séparément, sous peine de bureaucratisme.

Son but premier est d'intégrer les activités économiques décentralisées dans une vue d'ensemble. Son rôle est donc de prévoir, informer, guider, permettre la négociation. Ce rôle exige une grande souplesse du plan, son adaptation permanente, et la transparence de toutes les informations qui l'alimentent.

La planification doit donc répondre aux critères suivants :

- être **souple**, s'est-à-dire **corrigible**, amendable et rapidement adaptable à une conjoncture non prévue ;
- être **limitée dans l'espace**, pour respecter l'idée fédéraliste et donner l'initiative à des entités de taille suffisante mais non gigantesque, pour que le pouvoir reste à la portée du citoyen ;
- être **limitée dans le temps** pour respecter la naturelle évolution économique ;
- être **diversifiée** en fonction des besoins et de la nécessaire autonomie des entreprises ;
- être **facteur d'initiative**, moteur de créativité (l'initiative est un droit).

Planification et structures fédéralistes se complètent quand le niveau planificateur est lié au niveau de compétence politique, ce dernier étant lui-même à la portée de la décision politique. L'organe qui planifie est donc l'organe concerné par l'activité planifiée.

Le problème réside dans le fait qu'une grande partie des décisions prises par une collectivité est ressentie par d'autres collectivités. La planification industrielle, par exemple, doit tenir compte des propositions de ses utilisateurs.

La planification régionale doit, autre exemple, tenir compte d'une exportation éventuelle qui, elle, se planifie au sommet.

Cette conception de la planification nous amène à concevoir plusieurs secteurs économiques sur chacun desquels la planification s'exerce d'une manière différente.

Le secteur à **planification impérative** comprend tout ce qui est de première nécessité et ne peut, en aucune manière, être privatisé en raison de son impact sur l'ensemble de la collectivité. On pense aux grands équipements de base (scolaires, hospitaliers, ...), au secteur

de l'énergie, aux stocks alimentaires et aux biens de consommation à concurrence du minimum socio-vital global (rapporté à l'ensemble de la population).

Le secteur à **planification indicative** touche les productions qui n'engagent pas l'ensemble de la population et pour lesquelles des quotas rigoureux ne peuvent être fixés.

Le secteur hors planification touche les productions qui rencontrent des besoins secondaires. Il est évident que la créativité ne se planifie pas et qu'elle doit trouver un cadre d'expression dynamique.

Il ne s'agit pas de tolérer des productions inutiles ou nuisibles mais de permettre que les prescriptions du plan s'harmonisent avec les initiatives, et que les activités culturelles soient libres.

L'organisation de cette planification impose l'installation de pouvoirs démocratiques à chaque échelon de la collectivité, tant du point de vue géographique et administratif (quartiers, communes, villages, cantons, régions, fédération) que de celui des relations économiques et sociales.

En ce qui concerne la réalisation des objectifs du plan définis par la collectivité, il s'avère indispensable que les différents organes d'exécution disposent d'une autorité suffisante.

Cette autorité doit être fondée sur une adhésion, un consentement mutuel.

L'émulation par la concurrence est remplacée par l'émulation par la socialisation de la production, de la distribution et de l'ensemble du mode de produire et de vivre.

C'est ici que plan et autonomie se rejoignent.

### *1.3 Marché*

Refuser une planification autocratique et centralisée, affirmer le respect de la liberté du consommateur et sa libération, opter pour l'autogestion et l'autonomie ne va pas sans **admettre l'existence d'un marché**.

Bien sûr, il ne s'agit pas du marché que nous connaissons aujourd'hui, où une offre persuasive impose ses choix à des consommateurs qui ne s'expriment pas. Il ne s'agit pas non plus du marché où l'on pratique la mise en valeur monétaire des produits. Le marché doit seulement permettre des liens directs entre les unités de production et entre celles-ci et les consommateurs.

Les organes planificateurs doivent être déchargés des décisions concernant les échanges entre entreprises.

L'expression des consommateurs doit pouvoir se manifester directement sans passer par la sanction du plan. Ceci permet d'éviter la standardisation du mode de vie tout en s'écartant de l'option de la consommation individuelle outrancière.

### *1.4 Propriété*

Il faut distinguer dans cette notion ce qui se rapporte aux biens personnels et de consommation de ce qui se rapporte aux biens de production. En outre, à l'intérieur de chacune de ces catégories, des distinctions sont à faire.

Pour ce qui est des biens dits de consommation, la propriété privée est un droit, mais son exercice doit être subordonné à l'intérêt général, ce qui implique une limitation à la fois dans son usage et dans ses dimensions.

Pour ce qui est des biens dits de production, la propriété privée ne se justifie que quand l'outil est personnel et n'entre pas dans une organisation collective de travail.

Par contre, une organisation planifiée de la production implique la disparition du pouvoir des propriétaires, pouvoir fondé sur le capital.

Le partage des richesses et des revenus ne se conçoit pas sans partage du pouvoir comme du travail. La socialisation des moyens de production collectifs est donc nécessaire.

La mise en œuvre de politiques visant à une répartition égalitaire passe par la socialisation des fortunes. La transmission héréditaire des fortunes et des biens de production d'une certaine importance perd toute justification.

Le droit de propriété doit donc être fondamentalement redéfini dans le sens d'une limitation raisonnable pour les biens d'utilisation, dans le sens d'une priorité du droit d'autogestion pour les biens de production.

La constitution et la vie de toute entreprise doivent dépendre de la démocratie directe et plus de la propriété d'un capital. Ce n'est pas une accumulation de capital qui donne le droit de produire. C'est un avis collectif qui fonde le droit de disposer du capital. L'avis se donnera sur le produit (son existence) et sur la façon de le produire.

Ce sont les rapports entre les droits de l'autogestion des travailleurs dans l'entreprise et les droits de la planification démocratique, dans ses différentes instances locales, sectorielles, régionales, nationales, qui définissent pratiquement la propriété sociale.

L'entreprise autogérée appartient aux travailleurs qui la composent mais ne peut dépendre de chaque travailleur individuellement. Ses moyens d'existence ne peuvent, par contre, venir que d'un organisme public situé à un échelon déterminé de la Fédération, en fonction de son importance, de sa destination et du champ d'action de son activité.

La démocratie économique doit passer par un double contrôle « ascendant-descendant » qui doit permettre au pouvoir public de favoriser l'intérêt collectif et à l'entreprise d'exiger du pouvoir le respect de son autonomie d'action si elle fait la preuve de sa bonne gestion et de l'utilité de sa production.

Dans cette optique et pour dégager la responsabilité de chaque unité de production, on doit proposer que l'entreprise soit constituée en personne morale distincte et indépendante des organismes fédéraux.

## *2. La démocratie politique par le fédéralisme intégral*

Le régime politique qui caractérise les pays occidentaux, et la Belgique en particulier, n'est pas véritablement démocratique. Tout au plus notre démocratie est-elle formelle. Ni les institutions politiques ni le système représentatif ne permettent au citoyen d'infléchir et encore moins de participer aux décisions qui le concernent, conditionnent sa vie quotidienne et son avenir.

La démocratie véritable exige l'application des principes du fédéralisme intégral.

Les citoyens participent le plus directement possible aux décisions qui les concernent et peuvent à tout moment les remettre en cause, quel que soit le niveau où elles ont été prises (instauration du référendum d'initiative populaire).

Les institutions politiques correspondent aux collectivités réelles.

Là où existe une communauté de vie existe un pouvoir politique correspondant. La vie moderne brisant les collectivités réelles dans un long processus de déshumanisation, il convient de les retrouver.

Toute perte de compétence en faveur d'une collectivité englobante est décidée par la collectivité concernée et non l'inverse (principe de subsidiarité).

Les peuples et les communautés ont comme premier droit celui de se définir eux-mêmes. Aucune souveraineté n'est imposée du haut.

Toutes les minorités (ethniques, linguistiques, philosophiques, économiques) bénéficient d'une protection légale.

Pour permettre aux institutions locales de jouer leur rôle de centres de participation à la vie politique tout en assurant une réelle autonomie communale, il semble que la meilleure solution est d'établir un pouvoir local à deux niveaux. Il n'est en effet possible de satisfaire à la première exigence qu'au sein de petites entités, là où l'organe de décision est proche de la population.

Par ailleurs, une réelle autonomie ne peut être assurée efficacement qu'au sein d'entités plus grandes.

Ainsi, au premier niveau, on aura le quartier ou le village, communauté politique de base où la participation des citoyens est la plus facilement réalisable.

Au second niveau, la commune ou fédération de quartiers et de villages se regroupera autour d'un pôle urbain.

Il est incontestable au vu de ce qui se passe partout dans le monde que lorsque plusieurs communautés cohabitent dans un même Etat, de graves conflits surgissent immanquablement. Ils sont dûs à des

inégalités économiques appuyées par des différences de culture et une escalade des incompréhensions mutuelles. Des structures étatiques centralisées favorisent l’impérialisme économique et culturel. En conséquence, il apparaît que la meilleure manière de déterminer les régions est de laisser la population opérer un choix d’appartenance. Il se portera normalement sur un mixage des deux critères de répartition.

L’organisation institutionnelle pourrait en conséquence se présenter comme suit : le quartier ou le village ; la commune ; le département ou province, entité relais entre la commune et la région, définie en fonction d’un pôle urbain ou d’une activité économique homogène ; la région qui jouit d’une autonomie quasi-totale (pour nous, la Wallonie) ; l’Europe des régions ; la fédération mondiale.

**Les élections à tous les niveaux** doivent permettre un véritable choix politique. Dans une société autogérée, le concept de représentant du peuple prend un sens très différent, puisque le contrôle est permanent et que les décisions restent l’apanage exclusif des populations concernées.

**L’homme élu est le vecteur d’une option politique**, simplement. L’existence d’une classe politique (ou politicienne) n’a plus de sens. Le rôle et les structures des partis seront repensés. Plutôt que de servir d’écrans entre les citoyens et le pouvoir, ils doivent présenter des options politiques claires.

La remise en cause des élus, l’organisation de référendums, l’interdiction des cumuls, la limitation de la durée des mandats, l’instauration d’un congé politique sont autant d’éléments qui permettront d’éliminer l’influence néfaste d’une classe politique qui s’interpose entre les citoyens et les problèmes qui les concernent au premier chef.

## CHAPITRE II

### Nous situer politiquement

L'action politique que nous voulons promouvoir se situe dans la perspective d'une **société autogérée à tous les niveaux dans le respect des équilibres écologiques**.

Ceci suppose de **nouveaux rapports entre les hommes** (culturels, sociaux, économiques). Et de **nouveaux rapports entre les hommes et la nature** (utilisation des ressources, aménagement du territoire, maîtrise technologique, politique, énergétique).

Pour emporter ces thèses, nous choisissons le mouvement international d'écologie politique « **Les amis de la Terre** ».

La vie de ce mouvement doit correspondre aux thèses qu'il défend. Pour nous, l'autogestion est autant une stratégie qu'un objectif. Nous ne voulons pas nous situer dans la classe politique, mais nous voulons que la politique soit l'affaire de tous.

#### *1. Par rapports aux partis.*

Les membres des « Amis de la Terre » gardent leur liberté d'engagement. Ceci ne signifie pas qu'ils doivent s'engager en ordre dispersé. Une concertation entre les membres doit présider au choix d'une stratégie politique. Notre règlement définit par ailleurs la façon dont fonctionne et vit le mouvement.

#### *2. Par rapport à l'autogestion.*

Le choix de l'autogestion est le seul qui puisse démocratiser réellement la vie politique et économique.

L'autogestion peut être vue comme :

- l'exercice réellement collectif de la liberté, de la responsabilité, de la décision et du pouvoir ;
- l'intelligence de ce que l'on est, ce que l'on veut devenir et de ce que l'on fait ;
- la liquidation du rôle du dirigeant ;
- la découverte d'un sens humain au travail, à la consommation, à l'éducation, aux loisirs et à la vie quotidienne.

### *3. Par rapport à l'activité économique.*

Mais il faut y prendre garde, l'exercice de l'autogestion n'exclut pas des comportements ruineux pour les équilibres physiques et humains (productivisme, fabrication de produits inacceptables).

L'activité économique au sens large doit assurer une satisfaction optimale des besoins humains (rechercher la valeur d'usage maximale).

Ceci ne peut se faire sans économiser le travail humain, les matières, l'énergie, ni sans réorienter de nombreuses activités. Ceci ne peut se faire non plus sans autodétermination des producteurs et usagers associés.

L'activité économique ne peut servir aucun autre objectif (puissance nationale, accumulation, enrichissement d'une classe, ...) que celui qui vient d'être décrit, pleinement écologique celui-là.

Ces propositions excluent l'espérance d'un capitalisme qui prendrait en compte les contraintes écologiques comme il a pris en compte d'autres contraintes (congés payés, force syndicale, sécurité sociale, ...).

L'écologie dépasse largement la défense de l'environnement. Elle n'est pas un esthétisme généreux, elle emporte un projet politique, global, réaliste, audacieux et équilibré.

Militer pour l'ECOLOGIE, c'est vouloir une société où les pouvoirs sont partagés, les décisions débattues, les matières économisées, les outils soumis à leurs utilisateurs, les équilibres respectés.

La Wallonie n'a pas besoin d'équipements immenses qui détruisent son harmonie, pas plus qu'elle n'a besoin de produire n'importe quoi à n'importe quelle condition pour se redresser. Il nous faudra le courage politique d'abandonner des outils et des produits capitalistes.

C'est un domaine d'action essentiel pour notre mouvement que de montrer que le principe écologique est le seul qui puisse assurer la justice, la liberté, et jusqu'à l'existence même de toute société.

#### *4. Par rapport à la croissance et au progrès.*

Ces notions recouvrent aujourd'hui une mystification destinée à voiler le problème de fond, à savoir l'incapacité de la société industrielle à servir le bonheur.

Le progrès technique n'est acceptable que dans la mesure où les outils qu'il nécessite sont mieux dominés par l'utilisateur, les produits qu'il engendre rencontrent un besoin réel exprimé (et non créé), la matière qu'il réclame est économisée, l'énergie qu'il réclame est raisonnable et décentralisée, la production qu'il appelle est autogérée.

Il est honteux de réclamer la croissance dans un pays riche alors qu'elle s'oppose au bien-être (la croissance de la production de voitures ne couvre pas mieux le besoin de se déplacer) et qu'elle se finance par l'asservissement et la misère de ceux qui n'en profitent pas (ponctions diverses dans le Tiers-Monde).

Il est impérieux par contre de réclamer une redistribution.

Il faut donner un contenu à la croissance : parler de la croissance de la satisfaction des besoins réels, de croissance de la responsabilité collective, de croissance de la maturité des producteurs, plutôt que de croissance du produit national brut (masse des biens et services quels qu'ils soient).

Il faut intégrer le bien-être au calcul économique.

En ce sens, il n'y a de progrès qu'écologique et autogestionnaire.

#### *5. Par rapport à la droite.*

L'ensemble des valeurs portées par la droite s'oppose à ce que nous proposons. Le pouvoir d'une classe, le conservatisme, les appels à la morale, la légitimation de l'autorité et le rôle de l'argent sont autant d'éléments qui nous mettent en opposition radicale avec la droite.

#### *6. Par rapport à la gauche.*

Nous faisons nôtres les principes du FEDERALISME INTEGRAL. Il reconnaît la vie et l'autonomie des communautés à tous les échelons.

Nous nous opposons tout autant aux courants de la GAUCHE GESTIONNAIRE, qui caresse l'espoir de gérer le système sans en changer fondamentalement le contenu et le pouvoir. Il n'y aura jamais de capitalisme social.

Sociaux-démocrates, syndicalistes gestionnaires et communistes à la porte d'entrée du pouvoir ne veulent et ne peuvent inverser de façon décisive les choix capitalistes (énergie nucléaire, consommation individuelle débridée, soumission des hommes aux outils de production, technocratisme). Pour nous, les Wallons ne sont pas une clientèle électorale.

Nous appuyons les forces de gauche qui tentent d'enfoncer un coin dans les schémas anciens du pouvoir, notamment par l'action syndicale novatrice, par l'action culturelle originale, par une présence dans les communautés de base, par la prise en compte de la revendication écologique.

#### *7. Par rapport aux groupes de défense de l'environnement.*

Nous les appuyons dans la mesure où ils ne défendent pas des priviléges et dans la mesure où ils globalisent leurs revendications et désignent clairement leurs adversaires. Trop souvent, ils s'érigent en bonne conscience écologique du pouvoir capitaliste, ce qui leur fait légitimer le système dont ils combattent des exactions locales. Ceci ne nous fait pas négliger la lutte contre tout ce qui heurte un environnement local, elle est en effet un terrain de conscientisation.

#### *8. Par rapport aux problèmes wallons.*

La Wallonie a besoin d'un mouvement politique original capable d'analyser les raisons profondes de son malaise et de proposer des choix novateurs quant à l'orientation de son développement.

On parle du déclin wallon ; il s'agit plutôt du déclin de la capacité des Wallons à prendre leur problème en main, du déclin de leur combativité. La solution à ce déclin ne passe pas par la relance des investissements capitalistes.

Pour les Wallons, la maîtrise de leur destin collectif régional passera inmanquablement par une véritable politique écologique autogérée dans les quartiers, les écoles, les entreprises, le secteur culture, etc..., seule formule vivante capable de réaliser l'épanouissement de tous.

Notre mouvement fait pour cela des choix clairs en matière économique et sociale, sans être sectaire et en respectant la pluralité des opinions.

C'est d'une rupture nette avec les vieilles structures, avec les puissances économiques qui l'exploitent et la classe politique qui la trahit dont la Wallonie a besoin.

# DÉCLARATION EXPRIMANT LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU MOUVEMENT ECOLO

---

## 1985 PÉRUWELZ - LLN

---

Pendant des décennies, notre société a cru au « Progrès ». Elle a cru que son avenir se trouvait dans une croissance rapide de la production et de la consommation, et elle s'en est réjouie. Mais à l'euphorie a succédé le malaise. Puis l'inquiétude et l'angoisse. Peu à peu, on s'est rendu compte que cette croissance, tout ce qu'on se plaisait à appeler « progrès », engendrait des dégâts sans précédent dans l'histoire de l'humanité. C'est de cette prise de conscience qu'est née la sensibilité écologiste. C'est en elle que le mouvement écologiste trouve une vigueur sans cesse renouvelée.

Pareille prise de conscience ne pouvait déboucher que sur une remise en cause radicale du système de valeurs et de la vision du monde sur lesquels les sociétés industrielles se sont édifiées. Le système de valeurs dont ces sociétés se nourrissent est essentiellement matérialiste. La poursuite du bonheur s'y réduit à la croissance de la consommation. Le bien-être y est assimilé au produit national brut. Pour le mouvement écologiste, par contre, l'être prend le pas sur l'avoir, l'esprit de domination sur la nature fait place au respect des équilibres écologiques, la recherche de l'autonomie se substitue à l'esprit de compétition entre les hommes et entre les peuples.

A ce bouleversement dans l'ordre des valeurs se joint un changement profond de la vision du monde. Tout au long de leur histoire, les sociétés industrielles ont été dominées par une foi dans la démarche scientifique et dans l'intervention technologique, conçues comme la découverte et l'exploitation de relations causales simples, linéaires. Contre cette vision mécaniste du monde, la prise de conscience des dégâts du progrès a imposé une approche qui met l'accent sur la complexité des relations entre les phénomènes, sur l'influence réciproque qu'ils peuvent avoir entre eux, sur le choc en retour qu'un phénomène peut exercer sur d'autres : cette vision est appelée systémique. La démarche de l'écologie scientifique illustre bien cette approche. L'écologie politique prend appui sur elle.

Quelle est la véritable nature du projet écologiste ? Dans quels constats ce projet s'ancre-t-il ? Quelles sont les composantes du mouvement social qu'il incarne ? Quelle stratégie politique est susceptible de le réaliser ? Répondre à ces questions, c'est définir les projets fondamentaux qui sous-tendent l'action du mouvement Ecolo.

### Le Constat

Qu'elle soit animée par la recherche du profit et/ou par celle du pouvoir, la société industrielle est régie par une logique productiviste. Elle est enfermée dans une quête exclusive et illusoire d'une production toujours plus grande, d'un pouvoir d'achat monétaire toujours plus élevé. Et elle néglige de ce fait d'innombrables aspects de la qualité de la vie, du bien être des êtres humains. Aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, que la croissance reprenne ou qu'elle se fasse attendre, cette société productiviste est dans l'impasse. Et elle l'est à de multiples niveaux :

### *Dilapidation du Patrimoine*

La société industrielle a dilapidé notre patrimoine naturel : elle épouse à un rythme accéléré les ressources non renouvelables de la terre. Elle menace de disparition quantité d'espèces animales et végétales. Elle pollue l'air et l'eau, enlaidit l'environnement compromet partout les fragiles équilibres de l'écosystème.

A travers une uniformisation rapide des modes de vie, elle a dilapidé, au même rythme et avec le même aveuglement, le patrimoine culturel de l'humanité.

### *Mutilation des Existences*

Parallèlement, la société industrielle a disloqué les communautés locales et ainsi condamné à la solitude anonyme une part croissante de la population.

Elle a dépersonnalisé et morcelé les activités de production, et ainsi privé le travail d'une bonne part de son sens.

Elle a engendré des gains de productivité fantastique qu'elle aurait pu utiliser pour libérer le temps, pour rendre le travail moins aliénant, pour laisser plus de place à ce qui importe vraiment. Au lieu de cela, ce potentiel n'a servi, en période faste, qu'à alimenter une course folle à la consommation.

En période dite de crise, ces mêmes gains de productivité ont absurdement conduit à faire du travail un bien rare, un privilège âprement défendu par les uns, avidement convoité par les autres. Une part croissante de la population se retrouve sans autre horizon que les aléas du chômage, de l'inflation, des mesures d'austérité. Et des attitudes défensives de tous ordres –racisme, sexism, autoritarisme, intolérance à l'égard des minorités – ne tardent pas à ressurgir en force.

## *Confiscation du Pouvoir*

En outre, que ce soit en tant que travailleurs, consommateurs, usagers, habitants ou citoyens, femmes et hommes sont de plus dépossédés, au profit de puissances anonymes ou lointaines, du pouvoir d'organiser l'activité économique et culturelle, et d'en répartir les fruits.

En particulier, l'internationalisation accélérée de l'activité économique – croissance du commerce extérieur, développement des multinationales – a accentué la prééminence des contraintes économiques sur les options politiques.

## *Course à l'Abîme*

En même temps, entraînée par sa propre logique, la société industrielle a été conduite à produire des effets qui sont à l'exact opposé des fins qu'elle prétend poursuivre. Des contre-productivités apparaissent, conséquence du suréquipement. Ainsi, le développement des hôpitaux finit par engendrer le développement des maladies spécifiques. Et la prolifération des automobiles finit par faire perdre du temps à ceux qui les utilisent, au lieu de leur en faire gagner.

L'illustration la plus absurde et la plus tragique de cette logique est le surarmement nucléaire. La société industrielle n'a pas seulement alimenté des convoitises toujours plus fortes sur des ressources naturelles toujours plus rares, et ainsi accru dangereusement les risques de conflits internationaux. Dans l'intention déclarée d'assurer une meilleure protection, elle a développé des armes de plus en plus meurtrières qui mettent en péril la survie de l'humanité toute entière.

## **Le Projet**

Saisis par l'urgence de ces multiples menaces, révoltés par l'aveuglement et l'insouciance de ceux qui auraient le pouvoir de renverser ces tendances, et par la complaisance de ceux qui en tirent profit, les écologistes luttent pour une transformation radicale de notre société. Ils ont pour projet de s'attaquer à ce qui, au cœur même de la société industrielle, constitue la cause profonde des dangers qui nous guettent et du malaise profond que nous éprouvons, sans pour autant prétendre retourner – ce qui ne serait ni possible ni désirable – à un mythique société préindustrielle.

### ***Choisir l'Avenir***

Le projet écologiste consiste d'abord à maîtriser la croissance et à la moduler en confrontant aux avantages qu'elle prétend procurer les multiples coûts qu'elle entraîne – de la destruction de l'environnement physique et humain aux risques qu'elle fait courir à la paix mondiale. Nous ne sommes que les usufruitiers de la Terre, non ses propriétaires, et n'avons pas le droit, poussés par notre soif de croissance, de compromettre le destin des générations futures.

### ***Changer la Vie***

#### ***Gonfler la sphère autonome***

Le projet écologiste consiste aussi, et indissociablement, à modifier fondamentalement les rapports sociaux. Pour les écologistes, il est vital de faire une place plus grande au temps passé hors de la sphère économique au sens usuel, à produire directement pour nos besoins, ceux de nos proches et de notre communauté, à participer activement à la vie de nos quartiers et de nos villages, de nos villes et de nos régions. Plus vastes sera cette sphère autonome, plus grande sera la part faite à des relations humaines qui échappent à la logique

du marché comme à celle de l'Etat et peuvent donc être directement axées sur les valeurs d'usage, sur la satisfaction directe des besoins.

### ***Promouvoir l'autogestion***

Mais il ne s'agit pas seulement de réduire la part relative de la sphère économique au sens usuel. Il est tout aussi essentiel au projet écologiste de transformer les rapports sociaux qui régissent tant le secteur privé que le secteur public, dans un sens autogestionnaire. En promouvant le développement de coopératives, de petites entreprises et d'associations à l'échelle locale, en luttant pour plus de démocratie dans les entreprises et dans les administrations, les écologistes visent à instaurer une société où les travailleurs – mais aussi, le cas échéant, les consommateurs, les usagers, les résidents – aient le droit de participer à la prise des décisions qui les concernent.

### ***Diffuser la convivialité***

Pour les écologistes, la nature des rapports sociaux n'est pas dissociable du choix des outils, de la technologie. Dans la sphère autonome comme dans l'autre, dans le Tiers-Monde comme chez nous, il importe non seulement que les outils puissent être mis en œuvre avec les moyens et les capacités dont dispose concrètement la population, mais aussi qu'ils puissent être pleinement maîtrisés par leurs utilisateurs, qu'ils ne créent pas de dépendance ni de besoins nouveaux. Ce sont des techniques conviviales qu'il s'agit de développer et de répandre, au détriment par exemple de l'énergie nucléaire, de l'agriculture industrielle et de toute forme de gigantisme.

### ***Disséminer le Pouvoir***

### ***Décentraliser les décisions***

La réalisation du projet écologiste requiert que les pouvoirs économiques soient subordonnés au pouvoir politique. Mais il lui est tout aussi essentiel que le pouvoir politique soit exercé par ceux qui auront à supporter les conséquences des décisions prises. Ceci

implique le fédéralisme intégral : c'est aux unités les plus petites – quartiers et villages – de prendre toutes les décisions qui n'affectent qu'elles, et de se fédérer ou de s'associer pour toutes les matières où l'interdépendance s'avère nécessaire.

### ***Radicaliser la démocratie***

Il ne suffit cependant pas de décentraliser au maximum. A quelque niveau que ce soit, il faut aussi que les responsabilités politiques ne soient pas monopolisées par quelques-uns, et qu'elles soient soumises à un contrôle efficace et permanent de la part de l'ensemble de ceux qui sont concernés.

### ***Garantir les libertés***

Enfin, les écologistes sont farouchement attachés au respect des libertés fondamentales de chaque être humain, telles qu'elles sont inscrites dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ils sont solidaires de tous ceux qui luttent pour que ces libertés soient respectées, quelle que soit la nature du pouvoir politique qui les menace. Et ils sont solidaires de ceux-là aussi qui, dans le respect de ces libertés, luttent pour l'autonomie de leur peuple ou de leur région.

### ***Déjouer la crise***

Aux yeux des écologistes, ce projet apporte une réponse, la seule réponse viable à la « crise ». Non pas en résolvant dans ses propres termes – en absorbant le chômage par la relance de la croissance. Mais en saisissant la chance qu'elle offre pour remettre en question le plus radicalement la conception du progrès sur laquelle nous vivons depuis deux siècles. Et pour instaurer entre les hommes et les femmes, et entre les peuples, des relations moins mutilantes, plus sereines, plus fraternelles.

## Le Mouvement

Le mouvement écologiste se nourrit de l’interaction et du soutien mutuel de trois composantes : les écologistes du quotidien, les associations, les mouvements politiques.

### *Les Ecologistes du Quotidien*

Il y a toujours eu des individus et des collectivités (agriculteurs non industriels, communautés rurales) dont le mode de vie obligé était marqué par le respect de l’environnement. À partir des années soixante, ils furent rejoints par d’autres, consciemment à la recherche d’un mode de vie différent de celui que la société industrielle tendait à imposer. Que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain, pour eux, l’écologie est et reste avant tout un comportement personnel, une manière d’être – de travailler, de se nourrir, de se soigner, etc. – sans nostalgie du passé.

### *Les Associations*

A la même époque, suscitées par la prise de conscience des dégâts les plus visibles de la croissance industrielle, de très nombreuses associations de protection de l’environnement ont vu le jour, avec des objectifs bien délimités : préservation de la nature, sauvegarde des océans ou d’espèces animales en voie de disparition, sauvetage du patrimoine architectural, comités de quartiers, lutte anti-nucléaire, etc.

Petit à petit, une solidarité profonde de plus en plus nette est apparue entre les objectifs de ces associations et ceux des associations opérant apparemment dans un domaine très différent : organisation d'aide aux peuples du Tiers-Monde, mouvement pacifiste, mouvement féministe, mouvements communautaires et autogestionnaires, nouvelles coopératives, écoles alternatives, associations militant pour une autre conception de la médecine, etc.

### ***Les Mouvements Politiques***

Le développement de ces associations, la perception de leur convergence et de leur impact culturel grandissant ont conduit, au cours des années septante, à la constitution de mouvements politiques s'efforçant d'articuler une conception écologiste globale de la société : ECOLO et AGALEV en Belgique, Die Grünen en Allemagne, The Ecology Party en Grande-Bretagne, les Verts en France, De Federatieve Groenen aux Pays-Bas, Comhaontas Glas en Irlande, ALÖ en Autriche, Miljöpartiet en Suède, de Grønen au Danemark.

### **La Stratégie**

Au service de son projet fondamental, ECOLO met en œuvre tous les moyens dont il peut disposer en tant que composante proprement politique du mouvement écologiste en Belgique francophone et germanophone.

#### ***Plus qu'un Parti***

ECOLO est un parti politique. A ce titre, il participe aux élections, envoie des représentants à des assemblées législatives, participe, le cas échéant, au pouvoir exécutif et organise des actions diverses pour appuyer les positions qu'il y défend.

Mais ECOLO ne veut pas privilégier le travail dans les institutions, qu'il cherche d'ailleurs à désacraliser en confrontant à la réalité les discours qui y sont tenus. ECOLO se veut surtout un mouvement, en contact direct et permanent avec les multiples associations qui forment le tissu de la mouvance écologiste.

#### ***Plus qu'un relais***

A l'égard des écologistes du quotidien et des associations, ECOLO veut d'abord jouer un rôle de relais politique, de porte-parole, d'outil, dans le respect intégral de leur autonomie et de leur liberté.

Mais son rôle ne s'arrête pas là. ECOLO se doit aussi de « dynamiser » la mouvance écologiste, en privilégiant une stratégie d'expérimentation sociale : prenant l'initiative de mobilisation sur des points précis, impulsant des formes d'organisation adéquates, jetant des ponts entre divers champs d'action, s'efforçant de conférer une cohérence à des combats aujourd'hui dispersés.

### ***Contagion Culturelle et Réformes Radicales***

Comme parti et comme mouvement, dans les initiatives qu'il prend comme dans les soutiens qu'il apporte, ECOLO accorde une importance centrale à son action culturelle. Il s'agit de diffuser le plus largement possible les idées que vivent et promeuvent, à leur niveau, les écologistes du quotidien et les associations. Il s'agit d'utiliser les institutions politiques comme une caisse de résonance au service d'une prise de conscience de l'impasse dans laquelle les sociétés industrielles se sont fourvoyées, et du mode de vie qui permettrait d'en sortir.

Parallèlement – et c'est tout aussi essentiel – ECOLO s'efforce à tous les niveaux de faire adopter des réformes radicales susceptibles d'aider à la réalisation de son projet fondamental. Par son action dans les institutions comme en dehors d'elles. ECOLO lutte pour les changements structurels décisifs permettant de maîtriser la croissance, de transformer les rapports sociaux, de répartir le pouvoir aux niveaux adéquats, de déjouer la crise.

### ***Une Autre Manière de Faire de la Politique***

Dans son fonctionnement interne autant que dans ses actions, ECOLO ne se donne que les seuls moyens qui sont compatibles avec ses fins. Ses structures s'inspirent des principes du fédéralisme intégral et visent à empêcher toute concentration du pouvoir en son sein. Ses ressources matérielles et humaines sont gérées avec un souci permanent de transparence et de démocratie. Sa participation

aux institutions politiques n'implique en rien qu'il cautionne le fonctionnement de l'appareil d'Etat.

L'action d'ECOLO est radicalement non violente. Elle exclut tout recours à l'agression, fût-ce pour répondre à un agresseur. ECOLO n'a rien d'une avant-garde répondant à la violence organisée de la société par une contre-violence. Pour la réalisation de ses objectifs, il compte exclusivement sur la contagion culturelle des idées qu'il défend et sur l'adoption démocratique des réformes qu'il promeut.

Dans les actions qu'il suscite, dans les luttes auxquelles il participe, dans les mouvements sociaux auxquels il est associé, ECOLO veut vivre, expérimenter, apprendre l'autogestion qu'il entend promouvoir au niveau de la société entière. Il s'agit de se mettre à l'écoute de la population : c'est à elle de gérer ses propres luttes, de définir elle-même ses objectifs, de renouveler ses méthodes contre l'inertie, la stérilité et la volonté de récupération par des appareils politiques et syndicaux traditionnels. L'autogestion ne saurait se décréter ni s'improviser. Si elle doit demain être possible pour la société tout entière, elle doit se pratiquer et s'apprendre dans la vie, les débats, les actions d'aujourd'hui.



# CHARTE DES VERTS EUROPÉENS<sup>1</sup>

## LIGNES DIRECTRICES

### DU PARTI VERT EUROPÉEN

#### 2006, GENÈVE

#### Qui nous sommes

Les Verts européens sont résolument engagés en faveur du développement durable de toute l'humanité, sur l'ensemble de la planète Terre : un mode de développement respectueux des droits humains et construit sur les valeurs de responsabilité environnementale, de liberté, de justice, de diversité et de non-violence.

Les mouvements politiques Verts sont apparus en Europe alors que la guerre froide divisait le continent et en pleine crise énergétique des années 70. A cette époque, il est devenu manifeste que le modèle économique de développement en vigueur n'était pas durable et qu'il mettait la planète et ses habitants face à de graves périls environnementaux, sociaux et économiques.

Les partis politiques en place étaient incapables de faire face à ce défi.

Les origines des Verts se retrouvent dans de nombreux mouvements sociaux : les militants environnementalistes et antinucléaires étaient fortement préoccupés par les atteintes croissantes à la planète ; les militants pour la paix et la non-violence promouvaient des voies alternatives pour résoudre des conflits ; les féministes luttaient pour une véritable égalité entre les femmes et les hommes ; les mouvements pour les droits humains et la liberté s'opposaient aux régimes autoritaires et dictatoriaux ; les mouvements de solidarité avec le tiers-monde, combattaient la colonisation et prônaient des

<sup>1</sup> Adoptée au 2ème Congrès du PVE, Genève 13-14 Octobre 2006

relations économiques plus équilibrées entre le Nord et le Sud ; des individus et des groupes s'engageaient contre la pauvreté et pour la justice sociale au sein de nos propres sociétés. A partir de ces diverses origines, nous, les Verts européens, en sommes venus à constituer ensemble notre propre famille politique. Nous voulons une Europe libre, démocratique et sociale dans un monde pacifique, équitable et durable. Nous défendons des valeurs telles que la justice, les droits de l'homme et du citoyen, la solidarité, la durabilité environnementale et le droit de chacun à disposer de sa propre vie, libre de toute menace.

Dès l'origine, les Verts ont voulu « penser globalement » et « agir localement ».

Pour développer la collaboration au niveau européen, une coordination est mise en place en 1984. Elle se transforme, en 1993, en *Fédération européenne des Partis Verts – European Federation of Green Parties* (EFGP) et, en 2004, elle devient le *Parti Vert Européen – European Green Party* (EGP), approfondissant encore la coopération entre les partis nationaux. Par ailleurs, les Verts européens font partie d'un mouvement vert mondial en expansion.

## Lignes directrices

Les lignes directrices, qui offrent un cadre aux actions politiques des partis membres du PVE, sont les suivantes :

### *Responsabilité environnementale*

Prendre nos responsabilités face à la biosphère est une valeur centrale pour les Verts. Les sociétés dépendent des ressources écologiques, ainsi que de la santé et de la capacité de résilience de la planète. Nous avons le devoir de préserver cet héritage pour les générations futures.

Nous revendiquons avec force qu'il est impératif de vivre dans les limites de nos moyens écologiques. Nous devons préserver la diversité biologique et lutter contre le réchauffement global, par un usage durable des ressources renouvelables et prudent des ressources non renouvelables. L'utilisation responsable de la biodiversité est d'une importance cruciale pour répondre notamment aux besoins en nourriture et en santé d'une population mondiale croissante. Mais, au-delà de tout critère d'utilité, les Verts estiment que chacune des diverses espèces du vivant possède une valeur et une qualité intrinsèques et mérite par conséquent d'être protégée.

Le modèle européen de production, de consommation et de distribution commerciale contribue à la pauvreté persistante de la majorité des habitants de la planète, cause de sérieuses dégradations environnementales, et déstabilise le climat. Les pays industrialisés, tout comme les pays en voie d'industrialisation, ne peuvent plus remettre à plus tard la mise en oeuvre d'actions concrètes en réponse à ces défis. Si nous voulons mettre un terme à cette exploitation préjudiciable de notre maison commune, il est urgent de changer de modèle, ce qui impliquera nécessairement un ajustement fondamental.

Le défi politique auquel nous faisons face consiste à réorienter les priorités de l'ordre du jour mondial, de manière à ce que les politiques économiques et commerciales servent des objectifs sociaux et environnementaux et ne soient pas uniquement menées en fonction de considérations économiques.

Notre réponse est le développement durable qui intègre des objectifs environnementaux, sociaux et économiques, au bénéfice de tous. Le développement durable peut uniquement être atteint par la coopération mondiale, en poursuivant l'objectif de surmonter les contradictions économiques entre les pays en développement, les économies émergentes et le monde industrialisé. Tous les citoyens du monde ont le même droit au partage équitable des ressources mondiales et le même

devoir de garantir aux générations futures la possibilité de profiter des mêmes avantages dont ils jouissent présentement.

Les Verts cherchent toujours à appliquer le principe de précaution. Nous ne soutenons pas des mesures qui présentent des risques potentiels pour la santé humaine ou pour l'environnement.

Nous n'acceptons pas non plus de retarder la mise en place de mesures de précautions, uniquement parce que les études scientifiques ne sont pas suffisamment nombreuses. Quel que soit le domaine – la paix, l'énergie, l'alimentation et l'agriculture, les sciences de la vie, les transports, la technologie, la médecine – les décisions prises et les actions menées devront systématiquement faire le choix du moins dommageable.

Quant à l'énergie atomique, les Verts soutiennent une Europe sans nucléaire, en raison des risques tant civils que militaires, du fardeau que l'industrie nucléaire constitue pour les générations futures et du dispositif de sécurité qu'elle implique. Pour les Verts, la priorité est de développer des énergies alternatives renouvelables et décentralisées.

### *La liberté par auto-détermination*

#### *Autonomie individuelle*

Nous, les Verts, croyons que les être humains, sans distinction de sexe, d'âge, d'orientation ou d'identité sexuelles, d'origines ethniques ou de handicap, ont le droit d'effectuer leurs propres choix, de s'exprimer librement et de mener leur propre vie. Cette liberté ne concerne pas exclusivement la possession de biens matériels, elle inclut les dimensions sociales, culturelles, intellectuelles et spirituelles de la vie humaine. Ces droits inaliénables devraient être garantis par la loi et enseignés dans les écoles comme fondements de nos sociétés. Ils devraient être mis en pratique dans un processus de renforcement des droits individuels et collectifs, en donnant à toutes les femmes et tous les hommes l'opportunité de construire leur vie

et celle de leur famille et, lorsque c'est nécessaire, en leur offrant un soutien social et matériel suffisant pour qu'ils puissent mener une vie digne et participer pleinement à la société. Là où ces droits font défaut, ces droits sont bafoués, nous les Verts, nous battons pour qu'ils soient instaurés, en prônant la solidarité, l'éducation, la coopération au développement, ainsi que la protection contre la violence, l'oppression et la discrimination.

#### *Démocratie participative pour l'inclusion sociale*

Notre foi en la démocratie repose sur le principe d'une reconnaissance mutuelle de tous les individus comme égaux. En encourageant le plus haut degré possible d'engagement, les processus politique et décisionnel doivent être démocratiques, permettre l'inclusion de tous, être transparents et pleinement compréhensibles pour le citoyen ordinaire. Les changements radicaux que nécessite le développement durable induisent que nous partagions ensemble la responsabilité et que nous en portions équitablement le fardeau. Les représentants élus ont le devoir de consulter et d'informer pleinement leurs électeurs, à chaque étape du processus de décision.

Bien que nous agissions localement, nous devons toujours penser globalement. Pour garantir le plus haut niveau de participation et d'initiative citoyenne, le pouvoir décisionnel effectif doit être instauré au niveau politique le plus bas possible. Inversement, à chaque fois qu'un problème exige des mesures à un niveau politique plus élevé, les conséquences pour les niveaux inférieurs devront être prises en compte et les différences régionales et locales respectées. On doit porter une même attention aux intérêts de toutes les minorités et leur offrir une même protection.

#### *Elargir la conception de la justice*

Les politiques publiques prônées par les Verts sont fondées sur le principe de justice. Cela induit une distribution équitable des biens sociaux et demande de porter une attention particulière aux

besoins des plus faibles. L'attention envers les plus vulnérables est particulièrement importante au niveau mondial, où l'Europe a une responsabilité spécifique pour stimuler la croissance économique des pays en développement. Parce que nous affrontons les problèmes d'un monde en mutation, notre idée de la justice porte beaucoup plus loin que les traditionnelles politiques de redistribution. Les Verts militent en faveur de la justice, que l'on considère celle-ci sur plan social, sur le plan des rapports de genres, entre les générations ou au niveau planétaire. Malgré les conflits pratiques qui peuvent exister entre ces différentes dimensions de la justice, il est impératif de ne pas les jouer les unes contre les autres.

**La justice sociale** assure à chacun l'accès aux ressources vitales de la société : éducation, travail, participation démocratique; nous devons défendre un libre accès à ces ressources par opposition aux déséquilibres sociaux existants ; cet accès doit être institutionnellement protégé. L'éducation est une condition déterminante pour que chacun puisse construire sa propre vie. L'utilisation de nos compétences professionnelles doit nous permettre de récolter les fruits de nos talents ; ceci définit une part importante de notre identité. La participation démocratique est une condition fondamentale pour les individus s'engagent dans la société et contribuent à son édification.

**L'équité des genres.** La justice concerne également l'équité en matière de genres. Les femmes et les hommes devraient jouir du même pouvoir au moment où ils / elles sont amené/es à définir l'avenir de la société. De plus, chaque femme et chaque homme devrait pouvoir vivre, hors de toute violence. Nous les Verts voulons développer le cadre institutionnel qui garantisse aux femmes l'égalité à la maison, au travail, dans les charges publiques et dans d'autres positions d'influence. Nous voulons faciliter l'articulation entre la vie de famille et la vie professionnelle, pour les hommes comme pour les femmes.

**La justice entre les générations.** La devise « We have only borrowed the world from our children » (« Nous n'avons emprunté le monde qu'à nos enfants ») est plus appropriée aujourd'hui que jamais. Actuellement, l'avenir de nos enfants est en danger. La justice entre les générations implique une obligation, pour chaque génération, que la génération la plus âgée transmette son héritage environnemental, social et culturel aux générations suivantes, dans une perspective durable. Ceci inclut également une obligation pour les plus jeunes générations de prendre soin des générations précédentes. La pleine participation de toutes les générations au fonctionnement et au bien-être de la société devrait être garantie.

**La justice planétaire.** La justice est aussi notre étalon sur le plan international. Comme l'économie mondiale interconnecte les peuples et les gens, et que notre interdépendance augmente, cette obligation morale devient un impératif objectif. Le développement durable planétaire et les droits humains universels sont au cœur de notre concept de justice planétaire (« Global Justice »). Celle-ci doit pourvoir être consolidée par un cadre institutionnel indépendant, qui puisse effectuer un contrôle formel, en matière de responsabilité sociale des entreprises et de commerce équitable.

La justice exige la solidarité, la non-discrimination et la participation des citoyens. La solidarité contribue à former des individus qui possèdent une certaine confiance en eux-mêmes, elle renforce ainsi l'autonomie des citoyens, et leur permet d'échapper au clientélisme. Les autorités politiques devraient travailler en partenariat avec les citoyens, afin de créer et de défendre des institutions qui renforcent la solidarité. Dans cette optique, les pouvoirs publics doivent également encourager les réseaux et les communautés qui pratiquent l'entraide mutuelle.

### *La diversité, une condition indispensable*

La richesse des civilisations, sociétés et cultures, s'est développée dans un processus de diversification. Nous, les Verts, sommes le résultat de la fusion de nombreux mouvements sociaux, et pensons que la diversité est une condition de réussite, voire même de survie, dans presque tous les champs d'activité. La diversité accroît la résilience des organisations et des groupes, au moment où ils sont confrontés à des changements imprévus. C'est un rempart contre l'intolérance, l'extrémisme et le totalitarisme. Et c'est une source indispensable d'inspiration et de renouveau.

La diversité humaine possède de nombreuses dimensions : de genre, sociale, culturelle, spirituelle, philosophique, religieuse, linguistique, économique, ethnique, sexuelle, régionale, etc. Elle peut être exprimée par des individus ou des groupes. Nous célébrons cette diversité.

Elle ne devrait cependant jamais, de quelque manière que ce soit, être un prétexte à la remise en cause des droits universels. Quand les gens partagent un même espace, forcément limité, les différences peuvent aisément être perçues comme des menaces. Même dans les plus petites communautés, le fort tend à user de sa position dominante, tandis que le faible se sent lui-même poussé à s'y conformer.

Sauvegarder la diversité demande par conséquent la reconnaissance, la compréhension et le respect réciproques – et très souvent une protection active.

### *La Non-violence*

La non-violence est un des fondements philosophique clef des Verts et détermine notre manière d'appréhender tous les problèmes. Aucune solution durable à aucun conflit entre individus, groupes sociaux ou Etats ne peut être imposée par la force. Un principe fon-

damental des Verts est que les moyens employés pour atteindre un objectif doivent toujours être compatibles avec l'objectif lui-même. Par conséquent, la quête politique de justice et de paix ne peut être atteinte par des moyens violents.

La violence n'est pas uniquement physique. Aucune action humaine et aucune structure de l'économie mondiale ne devrait pouvoir restreindre les droits humains et accroître l'injustice sociale. La pauvreté est peut-être la forme de violence la plus insidieuse. Pour éliminer la pauvreté, nous promouvons les organes internationaux dont le but est l'équité économique et qui placent les moyens d'existence des populations et leur sécurité comme priorité ; tout comme nous incitons à l'adoption de règles mondiales contraignantes, en ce qui concerne la protection des droits humains.

Quant aux conflits armés, nous sommes convaincus que l'usage de forces militaires ou de forces de police, déployées dans le cadre d'une stratégie isolée, n'est, à long terme, jamais couronné de succès. Les Verts veulent assister à moins d'interventions militaires et plaident pour la mise en oeuvre du concept de « politique étrangère civile de sécurité. Cela demande le développement d'instruments puissants pour la prévention et la gestion civile des conflits.

Néanmoins, les Verts reconnaissent que la communauté internationale puisse être amenée à utiliser des moyens militaires, à condition que cela soit en dernier recours. En cas de risque de violence de masse contre des civils, le déploiement de forces militaires de maintien de la paix peut être justifié comme moyen de dissuasion. Quand les mesures de prévention ont échoué, une intervention armée peut être nécessaire.

Le recours aux moyens militaires doit alors être subordonné au droit international et ne peut être légitimé que si les conditions suivantes sont réunies :

- l'existence d'un mandat explicite du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- l'accord sur le fait que l'objectif premier de l'intervention est de sauver et de protéger des vies, et dans l'objectif d'empêcher l'usage de la violence ;
- l'existence d'une stratégie politique définissant comment une telle intervention militaire devrait prendre fin et comment la paix et la stabilité devraient être rétablies.

### *Pour résumer : le développement durable*

Les Verts reconnaissent que les valeurs de responsabilité environnementale, de liberté, de justice, de diversité et de non-violence peuvent être partagées – et elles le sont dans une certaine mesure – par d'autres familles politiques. Ce qui définit les Verts, c'est que nous considérons que ces valeurs sont interdépendantes et inséparables. Comme un tout, elles déterminent chacune de nos actions, orientées vers le développement durable, social, culturel, environnemental et économique de nos sociétés, partout sur la planète Terre. Nous les appliquons non seulement, face à l'extérieur, lorsque nous concevons nos propositions politiques, mais aussi à notre propre conduite politique, tout comme à l'organisation de notre propre parti.

Les Européens furent les pionniers du processus d'industrialisation qui est à la racine de certains de nos pires problèmes, à l'échelle mondiale. En tant que citoyens d'un des continents les plus riches de la Terre, nous, Européens, portons une responsabilité majeure maintenant qu'il s'agit d'inverser les tendances destructives que l'Europe a engendrées et au moment de proposer un modèle alternatif et durable de développement.

L'ampleur de l'enjeu est telle qu'aucun Etat ne peut atteindre seul les objectifs ci-dessus. Par conséquent, nous avons besoin d'une coopération dans laquelle toute l'Europe - de Dublin à Tbilissi, d'Helsinki à Lisbonne, d'Ankara à Reykjavik - puisse s'engager.

L'Union européenne est bien placée pour faciliter cette coopération, à condition qu'elle :

- reste ouverte à de futurs élargissements ;
- se restructure en une véritable institution démocratique ;
- réoriente ses priorités vers un modèle de développement durable d'un point de vue environnemental et social ;
- assume ses responsabilités mondiales, dans le cadre des Nations Unies, et en collaboration avec d'autres institutions largement reconnues comme l'OSCE et le Conseil de l'Europe, pour construire un monde pacifique et durable.



# VARIA



# LES SCIENCES DU DD POUR RÉGIR LA TRANSITION VERS LA DURABILITÉ FORTE<sup>1</sup>

---

→TOM DEDEURWAERDERE

Professeur de philosophie des sciences et  
gouvernance à l'Université catholique de  
Louvain (UCL) et Directeur de l'unité «Biens  
publics communs et la biodiversité» du  
Centre de philosophie du droit de l'UCL

Résumé du rapport préparé dans le contexte de l'appel d'offre sur la rédaction d'un « Rapport scientifique sur l'organisation de la science », avec le soutien du Ministre du Développement durable et de l'Administration publique du gouvernement wallon.

## Contexte : une multiplication de crises majeures

Un constat sévère s'impose : **jamais l'Humanité n'a été confrontée à une telle conjonction de crises majeures depuis qu'elle existe**, qui menacent son bien-être actuel et futur, et, si certaines de ces crises se prolongent, la survie même de l'espèce.

La recherche, ces deux dernières décennies, a montré que l'**influence anthropique** sur les systèmes mondiaux indispensables à la vie a atteint une magnitude sans précédent dans l'histoire humaine.

---

<sup>1</sup> Traduction de l'anglais par André Verkaeren, Metaphrasis sprl. © Région Wallonne. 20 juin 2013. Version complète sur le site d'Etopia.

On vit une crise mondiale de la durabilité, comme le démontrent les travaux scientifiques les plus récents :

- **Dégradation des écosystèmes** : 60 % des écosystèmes dont les êtres humains dépendent pour leur survie sont dégradés.
- **Réchauffement planétaire** : si la température moyenne augmente de 2° C ou plus, ce changement entraînera des évolutions écologiques et socio-économiques majeures, essentiellement pour le pire. Les pauvres de la planète en subiront les conséquences les plus destructrices.
- **Pic pétrolier** : l'Agence internationale de l'énergie a déclaré la « fin du pétrole bon marché ». Les prix pétroliers ne pourront faire qu'augmenter. Tôt ou tard, il conviendra de trouver des solutions alternatives durables dans la mesure où le pétrole représente 60 % des besoins énergétiques de la planète.
- **Inégalité** : 20 % de la population mondiale représentent 86 % des dépenses de consommation privée totales. Les 20 % les plus pauvres ne représentent que 1,3 % de ces dépenses. Les écarts de revenus, la pauvreté et l'inégalité ont globalement augmenté dans les pays les plus riches.
- **Pauvreté urbaine** : près d'un milliard de personnes – sur les six milliards d'habitants que compte notre planète – vivent dans des bidonvilles, soit un tiers de la population urbaine totale du monde.

La situation est particulièrement inquiétante, notamment parce que **la plupart des facteurs qui causent ces crises continuent d'augmenter** en importance. Ainsi en est-il de l'augmentation prévue de la population mondiale qui devrait atteindre 9 milliards de personnes en 2050, augmentant encore l'impact humain sur l'environnement planétaire.

## Divers constats interpellants

### *Les efforts entrepris n'ont pas inversé la tendance dans l'aggravation des crises majeures*

Malgré certains efforts internationaux, aucun succès suffisant n'a été enregistré au cours des dernières décennies dans la lutte contre ces crises, ni en ce qui concerne la conciliation du développement humain avec les limites environnementales de la terre, ni du point de vue de la sécurisation du bien-être de toutes les personnes vivant sur cette planète, que ce soit dans le présent ou dans le futur. En effet, nous faisons face à des problèmes persistants de non-soutenabilité du fonctionnement de nos sociétés.

### *La société s'inquiète et s'interroge, et se trouve en attente d'une action politique capable de répondre à ces crises*

La société s'inquiète et réclame à juste titre qu'on garantisse son bien-être et celui des générations futures.

### *La science actuelle n'a pas fourni de solutions significatives à ces crises jusqu'à aujourd'hui*

Malheureusement, au même titre que l'action collective défaillante de nos sociétés, la science moderne s'est également montrée jusqu'ici incapable d'apporter des solutions opérationnelles permettant de surmonter ces crises majeures.

A titre d'exemple frappant, la crise financière et économique que nous connaissons a mis crûment en lumière l'incapacité des économistes à comprendre les événements et à apporter des solutions pertinentes, notamment à cause d'impasses méthodologiques et d'une conception trop restreinte du comportement économique des individus et des organisations. D'autres exemples sont l'incapacité

des solutions élaborées par les scientifiques à limiter les émissions de gaz à effet de serre, à résoudre la question des déchets nucléaires, à enrayer l'extinction de la biodiversité et la destruction des écosystèmes vitaux pour l'Homme.

L'incapacité de la science à apporter des réponses à des problèmes complexes et multidimensionnels se reflète dans le faible nombre de travaux réellement interdisciplinaires. Ce constat est illustré par une étude récente qui a donné lieu à la publication d'une recherche bibliométrique des articles contenant le mot « durabilité » – en titre ou comme mot clé – dans les quelque 16 500 revues examinées par des pairs et publiées entre 1996 et 2009. Cette étude a montré que même dans les articles qui traitent explicitement de questions liées à la durabilité et au développement durable, les renvois aux trois piliers des sciences du développement durable (environnemental, social et économique) restent rares, en particulier pour les articles paraissant dans les revues scientifiques environnementales, puisque seulement 25 % environ de ces articles citent d'autres articles provenant des revues des sciences sociales et 10 % en citent d'autres provenant des revues économiques. En ce qui concerne les articles sur des sujets liés à la « durabilité » dans les revues économiques, les renvois sont plus fréquents, mais la proportion globale des articles sur la durabilité dans les revues économiques est beaucoup plus faible et, dans l'ensemble, marginale.

### **Réponse principale : une réforme en profondeur des modes de pensée et des modes d'organisation de la recherche scientifique est nécessaire**

Vu l'ampleur des crises, l'émergence de solutions requiert l'effort de tous les acteurs sociétaux, y compris du monde scientifique. Or la science pratiquée actuellement ne suffit plus. **Une réforme de la recherche scientifique s'avère donc nécessaire afin qu'elle puisse**

## **apporter une véritable contribution à la transition de nos sociétés vers le développement durable.**

Les plus grands scientifiques ont en effet admis la nécessité d'une transformation en profondeur de la pensée, des méthodologies, des pratiques et des modes d'organisation utilisés au sein de la recherche scientifique, si l'on veut pouvoir résoudre les problèmes posés par le développement durable. Une autre science est possible pour surmonter des obstacles méthodologiques majeurs. De nouvelles pratiques scientifiques prometteuses se développent et prouvent leur efficacité.

Les scientifiques et les praticiens ont ainsi identifié deux défis principaux à relever par les sciences du développement durable :

- **CHANGER LES ESPRITS** : les scientifiques doivent tenir compte de la nécessité d'un changement des orientations éthiques et des visions du monde principales qui guident les actions des individus et des organisations. Les scientifiques ont donc la responsabilité de s'engager dans de nouvelles formes de collaboration avec les parties prenantes et les citoyens.
- **CHANGER LES ORGANISATIONS** : il est nécessaire de supprimer les obstacles pratiques et institutionnels qui empêchent de s'attaquer aux questions de transformation socio-technique posées par le développement durable. Il faudra procéder à des changements organisationnels, mais aussi à des modifications dans le financement et l'évaluation des sciences.

Ces deux défis impliquent deux axes d'actions pour réformer la science.

**Premier axe d'actions : Changer les modes de pensée,  
surmonter les obstacles méthodologiques et faire  
émerger un mode de pensée nouveau dans la recherche  
scientifique pour donner naissance à la pratique  
d'une véritable science du développement durable**

Dans ce rapport, nous avons articulé cette exigence sous la forme d'un ensemble de trois conditions élémentaires à prendre conjointement en considération pour résoudre avec succès les problèmes de développement durable :

- **PREMIÈRE RÉPONSE : L'INTERDISCIPLINARITÉ** : les sciences du développement durable doivent adopter une perspective interdisciplinaire combinant la description analytique des systèmes socio-écologiques complexes avec l'analyse des pratiques sociales et des voies de la transition ;
- **DEUXIÈME RÉPONSE : UNE DISCUSSION EXPLICITE D'UNE ÉTHIQUE DE LA DURABILITÉ FORTE** : les sciences du développement durable doivent s'intéresser explicitement à la manière dont les acteurs et les décideurs, dans diverses situations problématiques, peuvent donner un sens concret à une éthique de la durabilité forte, qui reconnaisse les limites intrinsèques de la biosphère ;
- **TROISIÈME RÉPONSE : LA TRANSDISCIPLINARITÉ** : les sciences du développement durable doivent combiner l'expertise des scientifiques et de tous les acteurs sociétaux dans l'organisation de la recherche scientifique.

Comme nous l'illustrons tout au long de ce rapport, le fait de ne pas intégrer ces dimensions dans l'organisation de la recherche peut causer des conséquences dramatiques pour la résolution de problèmes de durabilité concrets.

Les chercheurs de nombreuses disciplines ont expérimenté ces trois conditions pour s'attaquer avec succès aux problèmes posés par le développement durable. Par conséquent, même si l'accent principal de ce rapport est placé sur l'économie et les problèmes

posés par le développement durable, cette analyse pourrait certainement être élargie à d'autres branches scientifiques afin qu'il soit possible de tirer les enseignements des conceptions prometteuses du développement durable transdisciplinaire.

**Second axe d'actions : changer les modes  
d'organisation, surmonter les obstacles  
institutionnels majeurs qui empêchent les sciences  
du développement durable d'émerger**

Au-delà des principaux obstacles méthodologiques, qui sont le problème clé abordé par ce rapport, les chercheurs actifs dans les sciences du développement durable sont confrontés à des obstacles institutionnels majeurs. En effet, malgré la reconnaissance générale dont bénéficient certaines contributions pionnières, les efforts de nombreux scientifiques et parties prenantes au développement durable restent entravés, dans la pratique, par les **contraintes structurelles imposées par le mode d'organisation actuel du système de la recherche scientifique**. En effet, l'absence de mesures incitant à faire carrière dans les sciences interdisciplinaires et transdisciplinaires du développement durable au sein des établissements d'enseignement supérieur, le manque de formations à des méthodes de recherche alternatives et surtout, la domination de l'examen monodisciplinaire par les pairs, tant des projets de recherches, des chercheurs et que des établissements d'enseignement supérieur eux-mêmes constituent autant d'obstacles difficiles à surmonter. La réalité de ces contraintes contraste avec la nécessité de dépasser **le mode d'organisation « éthiquement neutre » et « isolé dans sa tour d'ivoire » de la recherche sur le développement durable**.

## *Développer de nouveaux incitants pour promouvoir la poursuite de carrières dans les sciences du développement durable*

Les carrières académiques actuelles sont de plus en plus conditionnées à un parcours, des publications et une spécialisation extrême dans une optique monodisciplinaire. Or la nature complexe et multidisciplinaire des crises que nous connaissons démontre l'impuissance des spécialistes monodisciplinaires à apporter des solutions opérationnelles et pertinentes. Afin de renverser cette tendance très lourde, les incitants doivent être réformés afin de permettre l'émergence de parcours alternatifs, de publications interdisciplinaires et transdisciplinaires, ainsi que la constitution d'une classe de scientifiques suffisamment généralistes pour être capables d'apporter de réelles réponses aux défis du développement durable.

## *Développer des formations à des méthodes de recherche alternatives*

Dès la fin de leur formation universitaire de départ, les candidats à la carrière académique sont plongés dans des filières monodisciplinaires de formation à la recherche scientifique. L'inertie du mécanisme de formation des scientifiques tend à reproduire la terrible incapacité de la science moderne à fournir des innovations susceptibles de répondre aux crises du développement durable. En lien avec le développement de nouveaux incitants, il s'agit d'ouvrir de nouveaux parcours académiques répondant aux prérequis des sciences du développement durable.

### ***Mettre fin à la domination unique de l'examen monodisciplinaire par les pairs***

Comme le démontre l'analyse de contributions réussies à la recherche économique sur le développement durable, c'est dans une direction tout à fait différente qu'il faut aller. La recherche sur le développement durable a besoin de pratiques interdisciplinaires capables de combiner la recherche économique, l'analyse des pratiques sociales et la discussion explicite des orientations éthiques qui sous-tendent les options théoriques.

### ***Mettre en place de nouveaux outils scientifiques organisationnels***

Face à ces nécessités, certains dirigeants visionnaires au sein des administrations chargées de la politique scientifique et des établissements d'enseignement supérieur ont créé des institutions qui créent de nouvelles pratiques scientifiques qui favorisent le développement durable : de nouveaux programmes de recherche, de nouveaux instituts et de nouveaux réseaux scientifiques qui combinent la recherche sur l'économie et l'écologie avec une expertise spécifique dans la recherche sociale empirique et une collaboration avec les parties prenantes du développement durable.

### ***Agir en s'inspirant des succès existants : des mesures concrètes pour les pouvoirs publics et les institutions de recherche***

A la lumière des succès existants à travers le monde, il est possible de mettre en œuvre des mesures concrètes dans la recherche pour qu'elle puisse apporter sa contribution à la transition vers un développement durable fort.

De nouveaux incitants doivent promouvoir ces nouvelles pratiques scientifiques. L'objectif des outils envisagés ne consiste pas à créer un substitut aux établissements déjà bien implantés des sciences modernes qui se sont avérés productifs. Il s'agit plutôt de construire une filière supplémentaire de recherche interdisciplinaire et transdisciplinaire qui s'ajoutera à l'infrastructure existante de la recherche afin de s'attaquer à la crise du développement durable sans précédent à laquelle l'humanité est actuellement confrontée. Même s'il n'existe aucune solution simple à ces défis, universités et organismes de financement ont démontré à de multiples reprises qu'ils étaient capables de surmonter les obstacles institutionnels et épistémologiques évoqués dans ce rapport, dans le fil des initiatives et des réseaux scientifiques qui déplacent les frontières et qui sont illustrés ci-dessus. Il semblerait donc utile que les communautés universitaires et politiques reconnaissent ces obstacles et qu'elles s'emploient à les lever en octroyant davantage de soutien institutionnel, organisationnel et financier.

L'analyse d'initiatives couronnées de succès dans d'autres pays permet déjà d'établir une liste de mesures institutionnelles de renforcement des capacités d'une science au service du développement durable, qui ont prouvé leur efficacité ou qui sont mis en œuvre actuellement :

*Renforcer les capacités humaines dans les établissements d'enseignement supérieur*

- Crée des centres de recherche transdisciplinaire ;
- Crée des bourses de recherche « passerelles » ;
- Crée des chaires transdisciplinaires ;

*Développer de nouveaux outils de financement de la recherche programmatique au niveau régional, national et européen*

- Inclure dans les financements des exigences concernant l'organisation transdisciplinaire de la recherche ;
- Inclure dans les financements des exigences portant sur le développement d'une perspective éthique de durabilité forte ;
- Créer des bourses synergiques pour la recherche sur le développement durable entre établissements et basée sur des méthodes multiples ;
- Créer des centres de compétences entre établissements ;

*Fournir une aide aux nouveaux réseaux de recherche*

- Partager les bonnes pratiques et le savoir-faire en vue d'une mise en réseau internationale ;
- Créer une infrastructure de recherche transdisciplinaire commune (revues, conférences, prix) ;
- Promouvoir la soumission conjointe de projets de recherche de plus grande envergure ;

*Mettre en place de nouveaux panels, institutions et plateformes de recherche*

- Créer des panels régionaux ou nationaux pour le développement durable ;
- Organiser l'identification/la soumission par les parties prenantes des grandes questions de recherche ;
- Créer des instituts d'études avancées sur la recherche en matière de développement durable ;
- Créer un organe consultatif sur les procédures de gestion de la qualité dans le domaine de la recherche transdisciplinaire sur le développement durable.



# LA FIN DE LA CROISSANCE : CHANGER LES MOTEURS DE DEVELOPPEMENT

---

→AURÉLIE MARÉCHAL

Chercheuse associée d'Etopia.

## Introduction<sup>1</sup>

Croissance ou décroissance? Le débat, apparu il y a une dizaine d'années sous ce label, peut paraître de prime abord stérile. Si les décroissants (ou objecteurs de croissance comme ils préfèrent se définir) ont le mérite d'avoir remis au goût du jour les enjeux fondamentaux du combat écologiste, leur posture, dérivant parfois vers le dogmatisme et le moralisme, a comme effet d'effrayer la plupart des écologistes, qui préfèrent alors se réfugier dans les termes plus confortables de développement durable ou de croissance verte. Si on peut légitimement questionner l'opportunité politique de construire un discours autour du concept de décroissance, il n'empêche que la question de la croissance ne peut être ignorée. Qu'on le veuille ou non, qu'on la considère comme désirable ou non, la croissance économique n'est plus au rendez-vous et ne risque pas de revenir de si tôt. Il est essentiel de reconnaître cette évidence et d'en faire le point de départ de la construction d'un nouveau modèle. Au-delà de tout fétichisme, les nouveaux moteurs du développement de nos sociétés devront nécessairement se trouver au-delà de la croissance.

---

<sup>1</sup> Cet article est également paru, sous une forme moins développée, sous le titre « *No growth? In search of another path for Europe* », dans le Green European Journal, Beyond Growth/Degrowth, Volume 3, 28 septembre 2012. Disponible en ligne: [www.greeneuropeanjournal.eu/category/volume-3/](http://www.greeneuropeanjournal.eu/category/volume-3/)

## Entre austérité et croissance verte

Depuis quelques années, l’Union européenne (UE) fait l’expérience de taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) très bas, voir même négatifs. De 0,3% en 2008, la croissance du PIB des 27 Etats membres de l’UE était tombée en 2009 à – 4,3%. Les années 2010 et 2011 ont vu des taux de respectivement 2% et 1,5% être rétablis mais une croissance nulle ou quasi est à nouveau prévue pour 2012 et 2013. Avec des taux de chômage élevés (de 7% en 2008 à 10% en 2012 pour l’UE-27) et une pauvreté croissante (en 2010, le taux de « risque de pauvreté » en Europe s’élevait à 23% de la population)<sup>2</sup>, il est évident que les conséquences sociales de la récession sont là. Jusqu’à présent pourtant, la solution avancée par la majorité des dirigeants européens pour contrer la crise, au niveau européen comme au niveau national, a été l’austérité. L’austérité, parce que nous n’avons pas le choix, parce que nous avons trop dépensé. L’austérité, parce qu’il n’y a plus de croissance pour financer les dépenses. Même dans les pays, comme en Belgique, en France ou en Espagne où les sociaux-démocrates sont, au moins en partie, au pouvoir, l’austérité est présentée comme l’unique voie de sortie de crise à court-terme.

A moyen et long terme, le discours dominant s’exprime également d’une seule voix, celle du nécessaire retour à la croissance pour créer de la richesse et des emplois. Admettant néanmoins que la croissance économique du PIB peut parfois être en conflit avec les objectifs de justice sociale et de développement durable, le consensus progressiste *mainstream* entend aujourd’hui « s’attaquer aux défauts de notre modèle de croissance en créant les conditions d’un autre type de croissance, qui soit plus *intelligente*, plus *durable* et plus *inclusive* »<sup>3</sup>. Ce *motto*, cette devise, tirée des objectifs de la Stratégie européenne 2020 (EU2020) est bien représentative des orientations

---

<sup>2</sup> A moins qu’une autre source soit indiquée, tous les chiffres de cet article sont issus de la base de données d’Eurostat disponible en ligne ([www.ec.europa.eu/eurostat](http://www.ec.europa.eu/eurostat)).

<sup>3</sup> Voir le site web officiel de la Stratégie Europe 2020: <http://ec.europa.eu/europe2020/>

politiques admises par la majorité des acteurs politiques en Europe aujourd’hui, y compris parmi les écologistes. Dans EU2020, c’est donc la croissance économique qui est censée nous aider à réaliser 5 objectifs clés (*targets*) en termes d’emploi, d’innovation, d’éducation, de réduction de la pauvreté et d’énergie/climat. La mise en œuvre de cette stratégie passe par diverses initiatives (*flagships*) : politique de recherche et d’innovation, compétitivité, développement d’un agenda numérique, programmes de formation et d’éducation, etc. Bref, une série de mesures assez classiques, légèrement peintes en vert, et emblématiques de nombreux programmes proposés par nos gouvernements nationaux et régionaux.

On peut pourtant douter de l’efficacité de cette stratégie – et *a fortiori* de toute stratégie de croissance. Bien que la stratégie EU2020 se distingue à quelques égards notables (par exemple par la reconnaissance de l’importance de l’efficacité des ressources), l’esprit général qui la guide ressemble à s’y méprendre à celui de son prédecesseur : la stratégie de Lisbonne. Lancée en 2000 par le Conseil Européen, la stratégie de Lisbonne visait à faire de l’Europe « l’économie de la connaissance la plus compétitive et dynamique du monde capable de créer de la croissance *durable*, de plus d’emplois de qualité et d’une plus grande *cohésion sociale* ». En d’autres mots, une croissance intelligente, durable et inclusive. Les paroles ont un peu changé, mais la musique reste la même. En 2010, l’objectif principal de Lisbonne, 70% de taux d’emploi en Europe, n’était pas atteint (il avait progressé à 66% en 2008 contre 62% en 2000); ni celui de consacrer 3% du PIB à la recherche et au développement en Europe (ce taux n’est passé que de 1,8% en 2000 à 1,9% en 2010).<sup>4</sup>

Au delà de ce constat d’échec (reconnu par les dirigeants européens eux-même, bien qu’ils se soient empressés de garder le même cap par la suite), on peut identifier d’autres raisons de douter de l’efficacité de toute stratégie de croissance. Si on regarde par exemple l’évolution

<sup>4</sup> European Commission, *Lisbon Strategy evaluation document*, SEC(2010) 114 final, Brussels, 2.2.2010 disponible sur [http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/lisbon\\_strategy\\_evaluation\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/lisbon_strategy_evaluation_en.pdf)

du chômage dans l'UE, il est intéressant de noter que le taux actuel de 10%, apparemment élevé, n'est en réalité pas une caractéristique propre à la crise. En moyenne, le taux de chômage en Europe était de 8% dans les années 80, 9,4% dans les années 90 et 8,6% dans les années 2000, excédant les 10% plusieurs années en suivant.<sup>5</sup> Crise ou pas, stratégie de croissance ou pas, le chômage est un problème structurel de l'UE depuis longtemps déjà.

Autre illustration: la question environnementale. Bien que les interactions soient complexes, il est clair que la croissance économique et les phénomènes qui lui sont associés (changement des modes et habitudes de consommation, évolution de la technologie, augmentation des échanges commerciaux, etc.) sont un moteur important de la dégradation environnementale à l'échelle globale.<sup>6</sup> La manifestation la plus connue de ce phénomène est la forte corrélation entre la croissance économique et les émissions de gaz à effet de serre. Comme le souligne le GIEC, la principale cause du changement climatique est l'activité humaine, en particulier via l'utilisation des énergies fossiles<sup>7</sup>, ingrédient central de la croissance du PIB depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. On ne peut manquer de remarquer que cette corrélation est valable aussi bien pendant les périodes d'expansion – où des taux élevés de croissance vont de pair avec des émissions plus élevées – comme en temps de crise – les émissions globales ont diminué uniquement après les grandes crises économiques (grande dépression de 1929, chocs pétroliers de 1974 et 1979 et crise financière de 2008-2009)<sup>8</sup>.

---

5 Le taux de chômage en Europe était en moyenne entre 10 et 10,5% de 1993 à 1998.

6 Voir par exemple UNEP (2012) *Global Environmental Outlook 5* sur <http://www.unep.org/geo/geo5.asp>

7 Voir par exemple *Intergovernmental Panel on Climate Change, Climate Change 2007: Synthesis Report*, available at [http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4\\_syr.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr.pdf)

8 Jancovici J.-M. (2006) *La croissance économique «fait-elle de l'effet de serre»?* <http://www.manicore.com/documentation/serre/croissance.html>

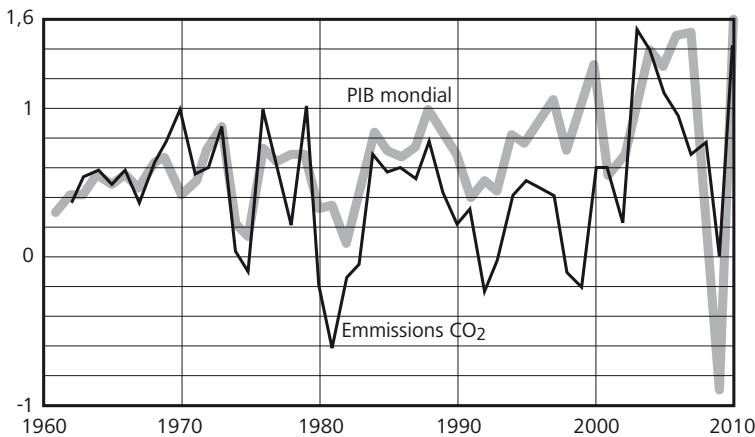


Figure 1. Corrélation entre le PIB mondial et les émissions de CO2 [1960-2010]. Croissance annuelle du PIB mondial (ligne grise, en trillions de dollars US de 2000), et changement annuel des émissions de CO2 estimées (ligne noire, en millions de Kt)<sup>9</sup>

## Il n'y aura plus de croissance

Les indicateurs de chômage, de pauvreté, de dégradation environnementale, auxquels on pourrait rajouter l'augmentation des inégalités ou encore la stagnation du bien-être sont autant de signes que la croissance ne produit pas toujours aussi bien qu'on le prétend les objectifs qu'on lui assigne. Plus fondamentalement, si compter sur la croissance pour résoudre nos problèmes est irréaliste, c'est que la croissance n'est plus possible. Il existe différentes façons d'expliquer ce qui cause et maintient la croissance économique sur le long terme.<sup>10</sup> Mais il suffit de regarder quelques faits et chiffres clés pour se rendre

9 Source: Tapia Granados J. et al. «Climate change and the world economy: short-run determinants of atmospheric CO<sub>2</sub>» in Environmental Science & Policy, Volume 21, August 2012, pp. 50–62.

10 Une synthèse très intéressante du débat croissance/décroissance, identifiant les moteurs principaux de la croissance, les limites et bénéfices de celle-ci, et exposant les arguments pour et contre d'une manière équilibrée peut être consultée dans: Hinterberger F. and Pirgmaier E. «What kind of growth is sustainable? A presentation of arguments» in Hinterberger F. et al. eds. (2012) Growth in transition, London, Earthscan, pp. 13–53. Les paragraphes qui suivent ne donnent qu'un aperçu de quelques variables centrales de la question complexe de l'évolution de la croissance économique.

compte que, en Europe en tout cas, les déterminants principaux de la croissance économique (travail, capital et nature) sont aujourd’hui dysfonctionnels, si pas complètement brisés. Les moteurs de la croissance sont cassés et ce n'est pas tant une conséquence temporaire de la crise que l'expression de changements structurels plus profonds.

En gros, la croissance est supposée fonctionner comme suit: les gains de productivité, c'est-à-dire la capacité de produire plus avec moins de capital et de travail (principalement grâce aux innovations technologiques et sociales), permet de faire augmenter la production tout en faisant diminuer les coûts. D'une part, cela génère des profits qui sont (en partie) réinvestis, augmentant à leur tour la capacité productive totale de l'économie. D'autre part, ces gains peuvent faire diminuer les prix des biens et services et/ou engendrer une augmentation des salaires, ce qui permet à tous de consommer plus et de « stimuler » l'économie, c'est-à-dire la croissance. Ces rouages apparemment bien huilés, supposés engranger mécaniquement l'augmentation du bien-être général, se sont pourtant enrayés au cours des dernières décennies.

Du côté du travail, bien que la productivité ait augmenté de manière constante en Europe depuis l'après-guerre, ces gains d'efficacité n'ont pas été compensés par une augmentation proportionnelle des salaires, réduisant dès lors le pouvoir d'achat des individus. De l'autre côté, l'augmentation de la part du capital par rapport aux salaires dans la valeur ajoutée a été couplée à une captation des profits par le capital financier (notamment à travers la montée en puissance du principe de création de valeur pour l'actionnaire), sans être réinvestit dans l'économie réelle (c'est ce qu'on appelle la « financiarisation » de l'économie). Combinés à des politiques fiscales régressives, ces grandes tendances ont contribué à créer du chômage structurel et à augmenter les inégalités. Le vieillissement de la population a également affaibli le marché du travail, mettant la pression sur le financement des pensions. Alors que le pourcentage de la population en âge de

travailler est resté stable entre 1960 et 1980, il a décliné depuis un niveau de 55-57% de la population totale, à 48% aujourd’hui.

Ce panorama rapide de l’évolution de notre système économique et de ses failles pourrait laisser penser qu’il serait suffisant de mieux partager les richesses, de réinvestir dans l’économie réelle et de stimuler la consommation pour réparer les moteurs cassés de la croissance. Si la redistribution des richesses, la diminution du pouvoir de la finance et la réorientation des investissements vers l’économie réelle font très certainement partie de la solution, ils ne sont pas suffisants. Notre système économique capitaliste n’a en effet pas évolué comme Keynes lui-même le prédisait en 1930: ce dernier pensait que la conséquence logique de l’augmentation de la productivité serait la réduction du temps de travail. Or, plutôt que de réduire le temps de travail (et d’augmenter les salaires) proportionnellement, nous avons utilisé les gains de productivité pour produire toujours plus (et en enrichir seulement quelques uns), poursuivant l’idée que « plus » serait toujours « mieux ».

Le développement d’une culture consumériste a permis au système économique d’entretenir et d’alimenter cette logique productiviste. Les fondements de notre système monétaire et financier, et en particulier l’importance du mécanisme de la dette dans ceux-ci, jouent également un rôle central dans la machine de la croissance<sup>11</sup>. Par conséquent, même si nous tentons de faire « plus vert » ou « plus juste », baser tout notre système sur une croissance économique infinie signifie en réalité compter sur une augmentation infinie de la production et de la consommation totale de biens et services économiques. Ceci n’est pas seulement discutable comme objectif général de la société (argument qui a été développé par de nombreux auteurs depuis l’apparition du productivisme et du consumérisme),

---

<sup>11</sup> Pour appondoir ces éléments, on consultera le dernier livre de Richard Heinberg (2011) *The End of Growth. Adapting to Our New Economic Reality*, New Society Publishers. Spécialiste par ailleurs du pic pétrolier, Richard Heinberg fournit dans cet ouvrage une quantité impressionnante de données sur l’état d’épuisement de l’environnement et des ressources.

mais c'est problématique car le productivisme érode un autre facteur fondamental de la croissance: les ressources naturelles.

Bien qu'il soit beaucoup question de « dématérialisation » de l'économie « de la connaissance », la croissance économique actuelle dépend plus que jamais sur les ressources naturelles. Globalement, l'extraction et l'utilisation de ressources est 8 fois plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1900 – cette augmentation s'étant accélérée à partir de l'après-guerre.<sup>12</sup> En d'autres termes, nos réserves de ressources et d'énergie se vident à un rythme élevé et de manière inexorable. Il est vrai qu'en même temps, nous sommes devenus beaucoup plus efficaces dans la manière dont nous utilisons les ressources et l'énergie pour la production économique: en Europe, nous avons besoin maintenant de 30% de moins de matière première et d'énergie qu'en 1990 pour produire une unité de valeur ajoutée économique.<sup>13</sup> Cependant, l'augmentation généralisée des biens et services que nous produisons et consommons – la taille globale (scale) de notre activité économique – a largement dépassé ces gains d'efficacité. En d'autres mots, nous avons été capable de découpler l'activité économique de l'utilisation d'énergie et de ressources naturelles en termes relatifs mais pas de manière absolue, et nous ne sommes pas prêts de renverser cette tendance. Une récente étude de PricewaterhouseCoopers (PwC)<sup>14</sup> – qui n'est pas en général rangée dans le camp des fundamentalistes verts, vient corroborer cette observation déjà mise en lumière par d'autres auparavant.<sup>15</sup>

---

12 UNEP (2011) *Decoupling natural resource use and environmental impacts from economic growth*, available online: [http://www.unep.org/resourcepanel/decoupling/files/pdf/Decoupling\\_Report\\_English.pdf](http://www.unep.org/resourcepanel/decoupling/files/pdf/Decoupling_Report_English.pdf). Il s'agit d'une moyenne. Par exemple, l'extraction de minerais de construction a augmenté d'un facteur 34 tandis que celle d'or et de minerais industriels a augmenté d'un facteur 27.

13 SERI and Friends of the Earth Europe (2009) *Overconsumption? Our use of the world's natural resources*, p.23. disponible à: <http://old.seri.at/documentupload/SERI%20PR/overconsumption--2009.pdf>

14 PwC (November 2012) *Two late for two degrees? Low Carbon Economy Index 2012*. Disponible en ligne sur [http://www.pwc.com/en\\_GX/gx/low-carbon-economy-index/assets/pwc-low-carbon-economy-index-2012.pdf](http://www.pwc.com/en_GX/gx/low-carbon-economy-index/assets/pwc-low-carbon-economy-index-2012.pdf)

15 Tim Jackson a également brillamment démontré cela. Voir Tim Jackson (2009) *Prosperity without growth. Economics for a finite planet*, London, Earthscan, en particulier le chapitre 5 "le mythe du découplage"

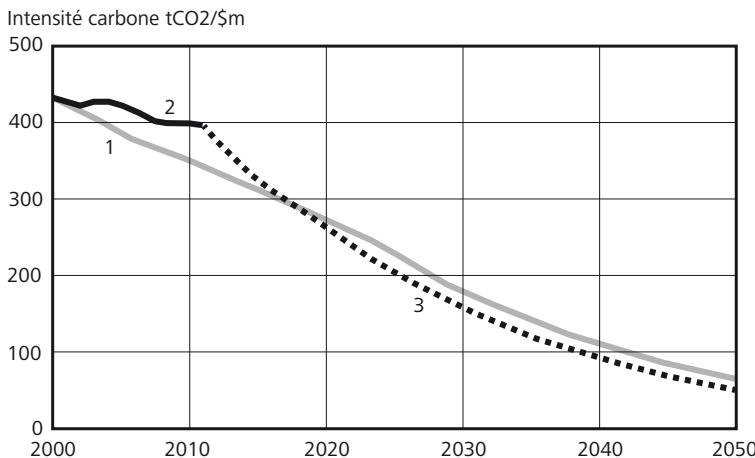


Figure 2. Effort nécessaire en intensité du carbone<sup>16</sup> d'ici 2050 (scénario de PwC).

1. Trajectoire sobre en carbone pour le 21e siècle de PwC: le monde devait « décarboniser » à un taux moyen de 3,7% par an chaque année jusqu'en 2050.
2. Progrès de 2000 à 2011: le taux global moyen de « décarbonisation » a été de 0,8%.
3. Défi pour 2050: l'intensité globale du carbone doit maintenant diminuer de 5,1% en moyenne par an jusqu'en 2050

Tous ces facteurs contribuant à la fin de la croissance mériteraient évidemment chacun d'être approfondis et détaillés. Cependant, au delà de l'analyse des moteurs défunts de la croissance, il reste un élément simple mais néanmoins essentiel à ajouter à cette démonstration. Le fait que la plupart des moteurs de la croissance du PIB ne fonctionnent plus se manifeste dans l'évolution de la croissance elle-même. Dans les années 60, la croissance économique européenne moyenne était de 4,2%. Ensuite, on a pu observer un déclin constant: 3,4% dans les années 70, 2,3% dans les années 80, 2% dans les années 90 et 1,5% dans les années 2000.<sup>17</sup>

.....

16 Nous utilisons l'intensité en carbone pour les pays comme mesure de progrès vers une économie sobre en carbone. L'intensité du carbone d'une économie représente les émissions par unité de PIB et est affecté par le mix énergétique de chaque pays, l'efficacité énergétique et la composition de l'économie (par exemple l'étendue des activités dans les secteurs utilisant beaucoup de carbone)

17 World Bank database. L'OCDE fournit des chiffres légèrement différents mais une tendance générale très similaire.

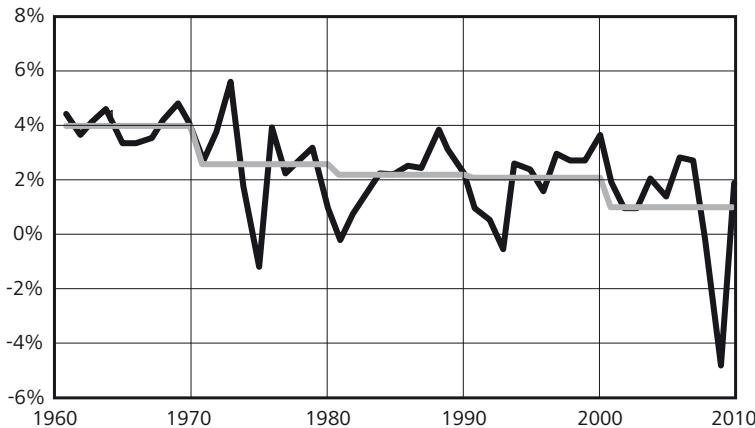


Figure 3. Évolution de la croissance dans l’Union Européenne (1960-2010)

Cette tendance à la baisse sur le long terme est confirmée par la plupart des projections, y compris celles de la Commission Européenne, qui prévoit des taux de croissance entre 1 et 1,5% pour les pays européens dans les décennies à venir.<sup>18</sup> Alors pourquoi, si ce taux très faible voir nul de croissance est reconnu, continue-t-on à parier pour notre futur sur des scénarios basés sur des taux de croissance qui n'existent plus depuis des décennies? Pourquoi s'entêter à vouloir relancer la machine de la croissance? Les trente glorieuses sont finies depuis longtemps et ne sont pas prêtes de revenir!

### Vers un autre modèle de développement

Alors quoi? Si la croissance n'est plus possible, pas même une croissance qui soit durable, inclusive ou intelligente, que faire? Est-ce que les écologistes devraient être en faveur de l'austérité? Certainement

18 European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs (2011) *The 2012 Ageing Report. Underlying assumptions and projections methodologies*. Il est intéressant de noter que ces chiffres pourraient même être sur-estimés en raison des projections élevées (et assez irréalistes à ce jour) faites en terme d'évolution des taux de chômage et des changements technologiques.

pas. Parce que l'austérité utilise le prétexte de ressources rares (uniquement monétaires) pour imposer des politiques qui augmentent les inégalités et la pauvreté tout en échouant à résoudre les problèmes environnementaux. Par ailleurs imposer une « décroissance » économique radicale et soudaine serait intenable dans une société comme la nôtre fondée sur la logique de la croissance. Mais tant que nous continuerons de poursuivre un objectif aveugle de croissance sans reconnaître que ses moteurs ne fonctionnent plus et qu'elle nous mène droit dans le mur, nous sommes voués à l'échec. Nous devons donc être créatifs et recycler ces moteurs cassés de la croissance en nouveaux moteurs fonctionnels de quelque chose d'autre. Pour que ce « quelque chose d'autre » soit réellement soutenable, il devra sérieusement faire la synthèse entre la prise en compte des limites physiques de notre planète et la nécessité d'une société plus égalitaire.

Sans pouvoir rentrer ici dans les détails, j'esquisserai donc pour terminer les contours de cinq grands axes qui sont autant de pistes à approfondir de manière articulée pour construire une société durable et juste qui ne s'appuie pas sur la croissance:

### ***Partager les richesses.***

Si le gâteau ne peut plus grandir, il faut le partager. Cela signifie qu'il faut mettre en place des politiques fiscales beaucoup plus progressives, en brisant notamment le tabou du revenu maximum et en transférant le poids de la taxation du travail vers celle du capital et des externalités environnementales. Au niveau européen, l'abandon de la règle de l'unanimité en matière fiscale serait une condition préalable nécessaire à l'harmonisation et à la fin de la concurrence fiscale entre les États membres. Des mesures fiscales progressives sont aussi un moyen évident de générer des revenus pour l'Etat, une alternative plus juste à l'austérité, mais trop souvent délaissée, pour assurer l'équilibre des finances publiques.

## ***Partager le travail.***

Comme le productivisme et le consumérisme ne sont pas des options viables, nous devons utiliser les gains de productivité pour réduire et partager le travail, libérant plus de temps libre pour tous, mais aussi résolvant en partie la question du chômage<sup>19</sup>. Il est important que cela soit combiné avec une meilleure distribution de la richesse et du pouvoir entre le travail et le capital, sous peine de créer des effets négatifs pour les plus vulnérables. De plus, dans certains secteurs, nous pourrions vouloir une productivité du travail qui diminue, en particulier dans les secteurs de l'éducation et des soins, où plus de travail humain est nécessaire pour assurer la qualité de ces services. En outre, le principe d'une allocation universelle est une option sérieuse à prendre en compte pour la réalisation conjointe de ces deux premiers axes.

## ***Réorienter tous les profits financiers vers des investissements dans l'économie réelle pour la transition écologique.***

Afin de s'assurer qu'une meilleure redistribution de la richesse et du travail serve à construire une société durable, le pouvoir et l'importance du secteur financier doivent être massivement réduits, que ce soit par une taxe sur les transactions financières, la séparation des métiers bancaires, l'interdiction de tous les produits financiers jugés inutiles pour l'économie réelle, la fin de la culture des bonus, etc. Tout l'argent doit être canalisé dans des investissements pour la transformation verte et sociale de notre économie réelle. Évidemment cette transformation nécessitera des programmes d'éducation et de formation importants pour assurer l'adaptation des compétences.

---

<sup>19</sup> Pour creuser cette question voir par exemple: *New Economics Foundation (2010) 21 hours*, report available at [www.neweconomics.org/publications/21-hours](http://www.neweconomics.org/publications/21-hours) et Perbost J.-M. (2011) *Work More? Work Less? What should be done so that we can all work and perform better*, GEF, Green New Deal Series volume 8 : [http://gef.eu/uploads/media/Work\\_more\\_work\\_less.pdf](http://gef.eu/uploads/media/Work_more_work_less.pdf)

## ***Réduire la taille globale de notre production et de notre consommation.***

Augmenter l'efficacité énergétique et des ressources est important, mais étant donné l'existence de limites absolues à la disponibilité de l'énergie, des ressources et à la biocapacité de la terre, ainsi que du phénomène de l'effet rebond, nous devons réduire la taille de notre économie (downscaling). Par exemple, plutôt que de promouvoir des voitures électriques, nous devons adopter une vision de la mobilité qui soit de réduire en termes absolus et sur tous les plans ses impacts sur l'environnement. Il est également nécessaire d'arrêter la course à la surconsommation, ce qui implique notamment de se battre contre les inégalités qui stimulent l'esprit de compétition et l'envie entre tous.<sup>20</sup>

## ***Expérimenter les alternatives locales.***

Elles construisent des système résilients hors du marché et de la logique de la croissance. De nombreux exemples foisonnent partout et doivent être approfondis et articulés entre eux: des banques coopératives aux villes en transition, en passant par la production collaborative en ligne et les monnaies complémentaires. Ceci est absolument nécessaire afin de démontrer la possibilité concrète d'une transition pacifique basée sur des principes opposés à ceux qui sont derrière la croissance: coopération, collaboration et égalité plutôt que compétition, individualisme et méritocratie.

Évidemment, créer « quelque chose d'autre » n'est pas simple et ces cinq axes peuvent apparaître comme une liste au Père Noël, qui se heurte dans la réalité à de nombreux obstacles et défis. Tout d'abord, le pouvoir et la résistance du secteur financier, mais aussi de certaines industries et syndicats, qui ont tendance à être réticents au

---

<sup>20</sup> Pour un approfondissement de cet argument et plus largement une excellente démonstration que l'égalité est une condition sine qua non du bien-être et de la performance générale de nos sociétés, voir Wilkinson R. and Pickett K. (2010) *The Spirit Level. Why equality is better for everyone*, London, Penguin Books.

changement, ont une énorme influence sur les priorités politiques et de recherche, ainsi que sur les orientations d'investissement. Ensuite, le manque de solidarité européenne et d'une vision fédérale est un réel frein aux réformes fiscales vitales nécessaires à ce niveau. Enfin, la rhétorique de la croissance a conquis les imaginaires de manière très puissante et dans toutes les sphères de la société, rendant criante la nécessité d'un grand combat également sur le terrain du discours.

Mais le défi le plus grand est probablement le suivant. Même ceux qui sont convaincus que la croissance ne fonctionne plus et n'est plus possible, n'ont pas de recette magique pour la remplacer. Nous ne sommes pas trop sûrs, par exemple, de la façon dont la macroéconomie de ce système fonctionnerait, comment exactement on financerait la Sécurité sociale, quel rôle aurait le travail dans ce nouveau modèle, etc. Il est donc urgent d'étendre et d'approfondir sérieusement la recherche théorique sur ces questions, tout en les alimentant des expérimentations pratiques d'alternatives à toutes les échelles, qui doivent être généralisées pour agir comme catalyseurs du changement. Si le défi est immense, il n'est pas inutile de garder à l'esprit que les stratégies de croissance elles-même ont été inventées en cours de route, testées grandeur nature et pas dans des laboratoires. Nous n'avons pas besoin de solutions clé sur porte pour commencer à construire la maison et pour convaincre que le changement est nécessaire. Les germes des alternatives sont en train de pousser partout, alors nous ferions mieux de les développer et les fédérer à grande échelle avant qu'il ne soit trop tard.

# POUR UNE NOUVELLE SUBSIDIARITÉ DÉMOCRATIQUE EUROPÉENNE

---

→ISABELLE DURANT  
Vice-présidente du Parlement européen

Comment transformer cet objet politique mal aimé qu'est l'Union Européenne, parfois même détesté, alors que partout les inégalités gagnent du terrain, des acquis sociaux et des emplois se perdent à la pelle. Et faute de pouvoir -pour certains de vouloir- identifier les causes et responsabilités multiples de cet état de fait, c'est à la seule Union Européenne qu'on adresse les quolibets.

Pour les Etats et les citoyens les plus touchés, l'austérité qui leur est imposée en échange du "sauvetage", c'est une sorte de punition. Ce concept moral importé dans le champ politique, s'il n'en constitue pas pour autant une politique, est devenu un instrument puissant de démantèlement des acquis de l'après-guerre, kidnappe les politiques sociales et de cohésion, marchandise et privatise la fourniture de biens communs, coupe indistinctement dans les revenus et allocations, mine les franges les plus dynamiques et porteuses d'avenir d'une société et finisse par affaiblir gravement le modèle démocratique en donnant des ailes à l'extrême-droite, aux souverainistes et à toutes les formes de raccourcis.

## Populisme et souverainisme

Soyons toutefois prudent dans l'analyse et l'attitude à prendre face au populisme ainsi défini. Le populisme - et non son instrumentalisation par quelques leaders ou partis - peut être considéré comme une demande de politisation, d'inclusion, de la part de citoyens qui se sentent de plus en plus exclus de la citoyenneté exercée par des élites incapables de proposer une alternative. Le populisme traduit aussi une accumulation de frustrations et un profond ressentiment face au détricotage d'acquis et de droits, pour soi-même ou pour les autres, face à des menaces réelles ou perçues, à des bouleversements profonds dans la société. Il est en quelque sorte l'expression d'une dépossession : ne pas être entendu comme un peuple souverain. Est-ce à dire que les démocraties nationales et régionales sont exemptées de toute critique ? Non, mais leur proximité et leur aboutissement historique les met quelque peu à l'abri de ce désamour prononcé. L'apologie de l'identité nationale (ou régionale), prônant plus ou moins explicitement l'égoïsme fiscal ou le refus de la solidarité avec les régions plus pauvres produisent les mêmes effets. L'Union Européenne incarnerait, plus encore que ce n'est le cas au niveau national, un consensus idéologique et politique, ralliant les partis de gouvernement, qui dépolitise la manière de résoudre les conflits, privilégie l'expertise et les solutions soit disant impartiales, dévitalise les antagonismes. Alors mêmes que ces antagonismes sont constitutifs de la formation d'identités distinctes et de la capacité à s'ouvrir à d'autres.

Cette perception n'est pas complètement non fondée : l'image que donnent d'elles-mêmes les institutions européennes dans leur manière de travailler est celle, au mieux, d'un laborieux compromis, au pire d'une incapacité à décider qui confine à l'impuissance. Le consensus qui s'en dégage est lu par ces partis et mouvements comme une alliance objective entre les oligarchies politiques et économiques,

les experts, les élites des capitales. En gros et pour faire court, c'est l'establishment qui devient donc l'ennemi. Il est cependant piquant de constater qu'une bonne partie des leaders de ces mouvements et partis qui ont le vent en poupe au niveau européen et qui se targuent de "parler dru et cru" sont eux-mêmes partie prenante de cette élite, de cet establishment, leur talent d'orateur/trice faisant office de camouflage.

La crise globale et mondiale n'interroge pas que l'efficacité des mesures adoptées pour la contrer. Elle met aussi en cause la puissance de ceux qui en décident à l'échelle européenne, leur capacité à anticiper, agir et réagir, leur manière de décider, et par là-même les formes de la démocratie représentative transnationale. Qu'ils s'ancrent à gauche ou à droite, les mouvements souverainistes se gardent toutefois de révéler que ce que ces crises multiples font éclater au grand jour, c'est l'inadéquation de nos modèles nationaux aux enjeux contemporains et l'absolue nécessité d'une Europe. L'ambiguïté de la rhétorique populiste, nationaliste, eurosceptique, est qu'elle recycle des idéaux de légitimité démocratique, qu'elle récupère la magie de la souveraineté du peuple, des droits humains... et que vu son succès électoral, elle fait des émules dans d'autres familles politiques et syndicales.

Répondre aux frustrations sociales et démocratiques, promouvoir la transparence et l'éthique en politique, construire un référentiel, un imaginaire commun qui s'ajoute aux référentiels régionaux ou nationaux, c'est un processus lent, long, qui doit être reflété dans toutes les politiques, mais surtout dans les politiques culturelles et d'éducation. Il implique aussi une "dénationalisation" du discours politique et médiatique pour s'ouvrir à un espace public européen, une communauté politique qui dépasse la bulle bruxelloise ou strasbourgeoise, qui s'ouvre aux réseaux d'acteurs, aux paroles et suggestions citoyenne. Les expérimentations sociales et culturelles, réseaux et délibérations transnationales entre citoyens, groupes de

citoyens, sociétés civiles, se multiplient mais pourraient connaître des développements bien plus importants en étant échangées, partagées, adaptées et dupliquées. La multitude d'initiatives existantes au travers de programmes européens mettant en réseau des acteurs, des collectivités locales, des organes de presse, et les prolongements qu'elles génèrent sont également de très bons indicateurs de la vitalité citoyenne transnationale. Ils/elles expérimentent l'innovation sociale et indiquent le chemin à suivre.

C'est justement cet espace politique et citoyen, ce qui sous-tend le vivre ensemble, qui tire profit de notre diversité, qui irrigue et donne du sens à l'union et la coopération qui a été relégué à l'arrière-plan au profit de l'expertise d'une certaine élite européenne qui a appris par coeur et appliqué le binôme dérégulation-compétition. La concurrence féroce que se livrent les Etats et leurs représentants à coup d'avantages fiscaux ou d'exemptions de toutes sortes pour attirer les investisseurs à fait le reste.

Cette grave négligence est l'un des fondements de la crise dans laquelle s'enfonce l'Europe. Mettre fin à l'ultralibéralisme ne suffira pas. La fracture ne se réduira que si émerge aussi dans le débat public transnational une vision, un cap, un chemin pour l'Europe. Quelque chose qui rassemble, qui donne envie d'y adhérer, qui mobilise les collaborations. Quelque chose qui tient compte de la superposition des identités, qui les respecte pour permettre ensuite à ceux qui s'en revendiquent de mieux les transcender. Quelque chose qui permet l'expression de la diversité, qui encourage la coopération, physique ou virtuelle, et le partage des émotions et des produits culturels.

## Du local au global : les citoyens meilleurs que les politiques

Ce chemin, beaucoup de citoyens l'empruntent chaque jour. Ils/elles sont né(e)s dans les années 70 et 80 dans un monde de plus en plus interconnecté, aux murs et frontières abattues et dans lequel la démocratie est une évidence. Ceux dont on dit que la seconde guerre mondiale et les 60 ans de paix qui l'ont suivie ne les mobilisent plus (tiens, à propos, a-t-on jamais vérifié cette hypothèse ?). Ils sont actifs dans une série de domaines, y compris dans l'organisation au quotidien d'autres modes de consommation et de vie en général. Pourquoi leur boucher l'horizon avec des visions étriquées, fragmentées, strictement nationales ? Pourquoi ne pas les laisser respirer dans un monde qu'ils perçoivent comme global ? Le chemin du local au global et du sectoriel au transversal leur est familier. Ils attendent de leurs élus locaux, nationaux et européens des décisions, un cadre législatif, des moyens, des soutiens. Ils veulent d'eux une vision, un horizon, une implication.

L'implication des élus, parlons-en. Comment permet-on aux parlementaires nationaux des 28 Etats membres de contrôler, d'intervenir adéquatement et au bon moment dans un processus de décision européen ? Il faut revisiter les échelles de responsabilité et de solidarité et articuler les procédures de décision entre les niveaux régionaux, nationaux et européens, en commençant par les procédures budgétaires. Mais aussi sur des thèmes tels que l'agriculture, l'énergie, le transport, chacune de ces politiques revêt des aspects locaux, régionaux, nationaux, européens.

Il en va donc aussi de leur légitimité démocratique : pas plus que les élus européens ne peuvent être « bypassés » sur les matières de gouvernance économique ou de fiscalité, ou de manière générale à cause de la montée en puissance d'une Europe des Etats en lieu et place d'une Europe des peuples, les élus régionaux ou nationaux ne peuvent pas non plus être tenus à l'écart.

Ces élus qui le sont parfois depuis de nombreuses années ont épousé tous les contours (et limites) de nos démocraties représentatives nationales. Leur mandat leur confère la responsabilité de faire la décision, de la faire appliquer ou de la contrôler. Mais ils ne peuvent faire l'impasse sur l'évolution de la société. Nos démocraties représentatives nationales occidentales sont fondées sur le suffrage universel et organisées sur base de différents systèmes électoraux, très déterminant de la culture politique nationale. Au fil des décennies et de façon assez variable dans chacun des pays européens, elles se sont entourées de dispositifs consultatifs plus ou moins contraignant du point de vue du droit et de la validité des lois ou du contenu. Mais il ne s'agit à chaque fois que d'un approfondissement de la consultation, pas d'une adaptation pourtant indispensable aux profonds bouleversements sociaux et technologiques de ces 50 dernières années. A l'heure où les flux d'informations traversent la planète en une fraction de seconde et sont accessibles aux citoyens sans filtre ni intermédiaire, il est urgent de relire nos systèmes démocratiques, a fortiori pour cette démocratie imparfaite et de plus en plus déterminante qu'est la démocratie supra-nationale ?

Transparence et participation prennent du temps, exigent une méthode rigoureuse pour légitimer ce qu'elle produit autant que pour être clair dans le contrat qu'elle passe avec les participants. La démocratie participative, selon son effet contraignant ou simplement consultatif, est autant un processus d'appropriation qu'un apport à la construction de la décision par les institutions de la démocratie représentative

### **Les (anciens et) nouveaux outils de la participation**

Des outils existent, anciens et nouveaux. Le monitoring démocratique (Finance Watch, Transparency International, Socia Europe, etc...) fournit des chiffres et des analyses aux citoyens et aux médias.

C'est particulièrement utile et développé dans un l'univers européen. Plus récemment est apparue l'Initiative Citoyenne Européenne: un nouvel instrument de participation mis en place par le Traité de Lisbonne, mais qui vu sa complexité, n'est pas à la portée d'un simple groupe de citoyens, même si c'est ainsi qu'il doit être piloté. Il faut en effet sept personnes au moins, résidant dans au moins sept Etats membres différents pour composer le comité qui formulera la proposition et l'introduira auprès de la Commission. Celle-ci jugera alors de sa recevabilité. Une fois enregistrée, les organisateurs disposent de 12 mois pour recueillir au minimum un million de signatures, dans les sept Etats membres, selon des modalités conformes aux réglementations nationales. La Commission a ensuite 3 mois pour répondre à la proposition, signifier sa volonté politique ou non de prendre une initiative dans le sens demandé et la justifier devant le Parlement Européen. Seize initiatives sont en cours pour le moment. Aucune d'entre elles n'a encore abouti sur la table de la Commission.

Les pétitions restent elles aussi un instrument de pression, et cette fois sur le Parlement Européen. Elles n'exigent pas de nombre de signatures minimum et le Parlement n'est pas sommé d'y répondre. C'est la Commission Parlementaire des Pétitions qui est chargée de "traiter" la pétition. Un exemple qui a montré la force des pétition et le succès du "lobby citoyen" est le dossier ACTA. En juin 2012, Avaaz a remis en Commission Pétitions un texte appelant à rejeter l'accord, signé par 2,5 millions de citoyens en quelques semaines. Combinée aux campagnes téléphoniques et de mailing des citoyens à destination des eurodéputés, aux nombreuses mobilisations sur le terrain, la pétition a fait le poids : elle a renversé une majorité au départ favorable au traité ACTA.

Un autre instrument, pourtant particulièrement adéquat et citoyen reste très sous utilisé : la délibération citoyenne via les panels de citoyens ou conférence de consensus. Ce dispositif a ceci d'utile qu'il est à la fois efficace par l'exercice de citoyenneté et d'intelligence

individuelle et collective qu'il permet ainsi qu'en raison de la qualité des recommandations qu'il produit. En effet, quel que soit le sujet, la mise en discussion du conflit de valeurs inhérent à la politique permet à chacun de ceux qui y participent d'apprendre des éléments nouveaux sur les solutions possibles à un problème autant que sur leurs propres références. Pour ces raisons, les préconisations négociées qui en découlent sont le plus souvent d'un grand intérêt, d'un bel équilibre et d'une grande validité. Ce type de "panel citoyen" est particulièrement pertinent à l'échelle transnationale. Mettre en présence des citoyens de différentes origines, nationalités et cultures, en dehors du coût que représente l'interprétation dans leurs langues, est du plus haut intérêt pour faire naître le sentiment d'appartenance dans la diversité.

### Espace public et médiatique européen

La question de l'espace public est d'une autre nature, même si elle facilite la participation citoyenne. C'est une notion floue, un peu fourre-tout, qui va de l'espace démocratique et médiatique à l'espace culturel au sens le plus large du terme. L'obstacle de la langue n'en est pas vraiment et peut dans bien des cas être dépassé spontanément si la volonté ou la réalité de l'espace commun existe.

Quand ARTE lance sa télévision culturelle franco-allemande, c'est une fameuse contribution à cet espace commun. Les «capitale européenne de la culture», les réseaux d'échanges de toutes natures, les programmes Erasmus, et tant d'autres contribuent à leur manière. Mais il y a une certitude : indépendamment des micro initiatives de la société civile, cet espace public européen est très directement lié à la manière dont chacun des pays européens envisage son insertion dans l'Union Européenne et de la perception qu'on en a à l'échelle nationale. La position centrale ou périphérique de l'Etat membre dans les frontières de l'Union est aussi très déterminante : malgré

l'Euro, à Kuusamo, petite ville du nord de la Finlande en bordure de la frontière russe, on ressent moins spontanément l'espace public commun qu'à Berlin ou à Bruxelles ! C'est d'ailleurs la pierre angulaire du programme électoral du parti des « Vrais Finlandais ».

Internet est indéniablement en train de changer les dispositifs administratifs et politiques. L'E-gouvernement se développe et, la fracture numérique se résorbant progressivement, les services publics deviennent de plus en plus accessibles par Internet.

Les réseaux sociaux (blogs, Twitter, Facebook) sont également utilisés comme un moyen de dialogue démocratique. Avec le nombre grandissant de Smartphones et autres tablettes, la télévision comme média de masse est en perte de vitesse, en particulier chez les jeunes. Ces réseaux sont notamment utilisés par les acteurs politiques, mais de façon assez traditionnelle, comme un moyen de faire rapport de leurs activités, avec plus ou moins de dialogue et d'interaction avec leurs lecteurs.

A l'échelle européenne, étant donné les distances et la diversité des langues, ces innovations constituent un formidable canal d'échange. Les développements récents sur la toile montrent des dynamiques très fortes de citoyens qui s'organisent dans des formes nouvelles, souples et parfois éphémères. Les citoyens s'y expriment et y participent d'abord en tant qu'individu. Internet fait ainsi ressortir un paradoxe : alors que la crise de confiance dans la représentation traditionnelle n'a sans doute jamais été si grande, ces réseaux s'animent et témoignent d'une vivacité certaine du débat politique. Il n'y a pas une disparition du politique, mais plutôt un déplacement du politique. Internet participe à un décentrement de la compétition politique vers une auto-organisation de la société civile et offre des outils intéressants qu'on ne peut ignorer, même si le raccourci et la démagogie tentent parfois de s'y imposer.

La crise actuelle est une crise de la démocratie substantielle : consulter par le haut, comme le fait fréquemment la Commission, sans d'ailleurs jamais dire ce qu'elle fait du résultat de ces consultations, ne fonctionne pas. Internet nous montre que les gens préfèrent poser des questions et être les acteurs. Ils veulent s'exprimer, commenter, critiquer, et pas seulement au titre de défoulement. Lorsqu'une institution ou un organe de presse pose une question ou organise un chat, le débat attire peu de participants et parmi eux, on retrouve ceux qui sont très concernés et actifs dans les discussions européennes.

Les institutions pourraient s'inspirer de l'exemple de Wikipédia. Il est parlant et contredit tous les modèles économiques. Wikipédia s'inscrit dans le courant coopératif né avec internet. Il s'inspire des principes du «copyleft» (qui autorise par opposition au copyright, la libre diffusion et modification d'une œuvre) et du logiciel libre (dont l'utilisation, la modification et la duplication sont permises). Indépendante, l'encyclopédie anticipative est financée à 85% par les dons particuliers, le reste provenant de fondations. Pour la faire vivre, 1 million de donateurs ont déboursé 15,3 millions d'euros lors du dernier appel au financement (le 3 janvier 2012). Wikipédia possède des procédures innovatrices et complexes, dans lesquelles chacun participe, argumente et corrige les autres. Cette encyclopédie forme un cadre dans lequel les expressions individuelles trouvent place et reconnaissance, mais peuvent également entrer dans une forme collective de production du savoir.

A partir de cette expérience, les institutions pourraient offrir un cadre pour débattre ou par exemple la traduction d'un tel processus, sans pour autant contrôler et valider la substance débattue. Ce serait aux citoyens de poser les questions, d'y répondre et de chercher les arguments et contenus qui pourraient par exemple aboutir à la commission Pétitions du Parlement, pour passer de la forme virtuelle à l'enceinte parlementaire.

Malgré cette révolution technologique qui donne aux citoyens les moyens de se libérer des intermédiaires habituels (politiques, institutions, administrations, journalistes) les médias qui pratiquent un vrai journalisme, y compris sur la toile, sont et restent des acteurs essentiels pour contribuer à l'analyse et au décryptage de l'information. Le propos n'est pas ici d'analyser les mutations qui affectent le secteur des médias et la fragilité de leur indépendance, mais plutôt d'identifier de quelle manière les médias nationaux, privés et publics, sur tous les supports, peuvent contribuer à la création de cet espace public européen. Mais peut-on parler d'espace médiatique européen ?

Si l'Europe des chefs d'Etat, des sommets européens, de la crise et de ses effets occupe la une des médias nationaux ces deux dernières années, l'Europe communautaire, c'est-à-dire celle de la construction progressive des décisions européennes intégrant les logiques des différentes institutions est relativement peu présente dans les médias en général. En moyenne, le temps réservé aux informations sur l'Union européenne dans les médias audiovisuels nationaux représente à peine 10% de celui consacré à l'actualité nationale. Au-delà de l'information européenne en tant que telle, il est intéressant de constater que les médias nationaux relatent assez peu d'informations sur les autres pays européens. C'est pourtant capital pour la constitution d'un espace commun non seulement axé sur une vision centralisatrice, mais ouvert aux réalités et spécificités dans chacun des Etats membres. Il est tout aussi curieux de constater que plus de 10 ans après leur adhésion, on parle encore dans nombre de médias nationaux -en particulier dans les Etats membres qui sont le plus éloignés géographiquement et politiquement de la partie est de l'Union- des « nouveaux pays ». Des pays et des régions dont on analysera la situation que dans des dossiers spéciaux, dans les suppléments du week-end, à l'occasion d'un événement ou d'une présidence tournante de l'Union. En moyenne, 68% des contenus sont domestiques, contre 25% d'informations internationales, 4 % en

provenance d'autres pays européens et 3% sur les affaires européenne<sup>1</sup>s. Il y a donc peu d'informations sur les événements qui préoccupent les autres citoyens européens. Ce qui est en complète contradiction avec le renforcement d'un sentiment d'appartenance, de proximité.

Cette faible présence de l'Europe dans les médias s'explique par différents facteurs. Tout d'abord, il y a un problème de compréhension entre deux sphères (les institutions européennes et les journalistes) qui coexistent et qui ont parfois du mal à s'entendre. D'un côté, le système de communication des institutions européennes, dans un souci d'exhaustivité, engendre une masse d'informations extrêmement denses et non adaptées aux médias. C'est le cas par exemple des séances plénières strasbourgeoises qui produisent sur quatre jours des centaines de décisions que les journalistes doivent ensuite remettre dans le contexte national.

Ensuite, les médias ont du mal à trouver la bonne échelle éditoriale. Hors actualité chaude, l'actualité européenne communautaire n'appartient ni à l'information nationale, ni à l'information internationale. Sans place définie, il est difficile de la traiter. Les informations européennes des pages « Europe » devraient idéalement se fondre dans les rubriques soit nationales (l'Europe, c'est aussi chez nous), soit internationales pour ce qui concerne la politique étrangère de l'Union.

La faible présence de l'Union dans les médias s'explique aussi par le peu de correspondants permanents à Bruxelles face à la masse d'informations à traiter. Quant au journaliste expatrié, il a peu à peu tendance à se détacher de la culture éditoriale de son pays d'origine, parfois même de son média de référence. A l'inverse, ceux qui suivent les décisions européennes en étant restés dans leur rédaction sont considérés un peu de la même manière que des députés européens

---

<sup>1</sup> SEC (2008)5°6/2 du 24/4/2008 « Communiquer sur l'Europe dans les médias audiovisuels.

peuvent l'être dans leur parti national : une sorte de corps étranger. Il y a bien sûr des exceptions à la règle.

En dehors des projets tels Euronews ou Euranet (réseau de stations de radios nationales) , notons que même sur une chaîne nationale, faire débattre entre eux des européens, élus ou acteurs de la société civile, moyennant une bonne mise en contexte, est autrement plus enrichissant que de faire parler entre eux des nationaux sur l'un ou l'autre dossier européen. Avec une discussion croisée, on sort du cadre, les contraintes et atouts apparaissent plus clairement. Dans une émission politique en prime time sur une grande chaîne qui met sur la sellette pendant plus d'une heure un élu, faire intervenir un intervenant européen peut être très relevant. Ce fut le cas dans une émission où Marine Le Pen, députée européenne et présidente du Front National, n'a connu qu'un moment de déstabilisation : c'est lorsqu'elle a été interrogée par un journaliste allemand qui l'a fait sortir de l'arène habituelle et des codes convenus de la classe politique et du débat franco-français.

Implication des élus européens sur les terrains nationaux et des nationaux à la décision européenne, transparence et participation citoyenne transnationale, construction d'un espace public et médiatique transnational sont des chantiers aussi prioritaires que ceux des réformes de fond à apporter au projet européen. Ils doivent s'imbriquer. Il s'agit d'un des chantiers prioritaires de l'Union Européenne.

*«La démocratie a été successivement politique puis sociale. Au 21e siècle, elle sera culturelle au sens où les individus et les collectivités reconnaîtront de multiples identités culturelles et l'obligation de penser leurs relations sur un mode politique, c'est -à-dire sur un mode qui à la fois garantisse les identités et offre le moyen de les transcender»*

Cynthia Fleury

L'histoire d'ECOLO :  
une brochure illustrant la ligne du temps d'ECOLO depuis sa fondation.



